

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE N° 13942 - 4,50 F

VENDREDI 24 NOVEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

## Paix introuvable au Sahara occidental

L'ÉCHO de l'explosion de Beyrouth a un peu couvert sa voix, mais Hassan II a prononcé mercredi 22 novembre un discours important pour l'avenir du Sahara occidental, cette ancienne colonie espagnole que le Maroc et le Front Polisario se disputent depuis 1976. Le souverain a, en effet, appelé son peuple à se prononcer le 1<sup>er</sup> décembre par référendum sur le report à 1992 des élections générales initialement prévues pour l'été prochain, de façon que les populations sahraouies puissent éventuellement voter avec les autres habitants du royaume pour désigner leurs députés.

L'idée du roi est simple : puisqu'un référendum d'autodétermination doit être organisé par l'ONU dans ce qu'il considère déjà comme les « provinces du Sud », autant attendre le résultat de ce scrutin pour procéder aux élections législatives. « Dans le cas où le référendum ne serait pas organisé durant ces deux années, a-t-il dit, nous devrions tirer les conclusions s'imposant à tout pays indépendant. »

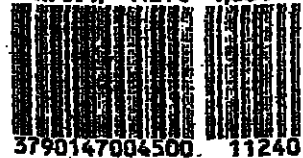
ALORS que l'affaire du Sahara s'enlise, Hassan II finit donc un terme aux tractations. Le message s'adresse à l'ONU, pour afficher une présence marquée, et surtout à l'Algérie, qui continue à affirmer son soutien diplomatique au Polisario, mais avec laquelle le Maroc s'est réconcilié au nom de la nécessaire unité maghrébienne.

Sans citer de nom, le roi a évoqué l'« indépendance des officiers du Polisario » qui réclament le retrait de l'armée et de l'administration marocaines installées au Sahara occidental avant l'organisation du référendum. A l'évidence, il a très mal pris les récentes attaques des nationalistes sahraouis contre le mur de défense qui entoure maintenant la majeure partie du Sahara occidental. Vu l'importance des moyens utilisés par les assaillants, certains responsables politiques marocains soupçonnent de complicité une partie au moins des militaires algériens.

OFFICIELLEMENT, la coopération économique amorcée après le rétablissement des relations diplomatiques, en 1988, continue entre Alger et Rabat. Quelques heures avant le discours du roi, un accord était signé à Casablanca pour la création de deux sociétés mixtes chargées l'une de la promotion des échanges commerciaux, l'autre du développement des investissements. Malgré cela, au niveau politique, il faudra bien un jour sortir du flou et lever l'hypothèque saharienne.

Avant de s'adresser à la nation, Hassan II avait reçu les chefs des partis représentés à l'Assemblée nationale, qui a été élue pour six ans en 1984 et qui restera en fonction jusqu'en 1992. De la droite à la gauche, tous les partis politiques acceptent l'union sacrée pour la « récupération » du Sahara. Le discours du roi ne peut être vu que comme une opération de politique intérieure, mais il prive l'opposition d'une occasion de compter ses voix à un moment où un incontestable décalage économique s'accompagne d'injustices sociales de plus en plus mal supportées.

M 0147 - 11240 - 4,50 F



La politique de réconciliation compromise par l'assassinat de René Moawad

## Une nouvelle élection présidentielle se prépare au Liban

L'assassinat du président libanais René Moawad, mercredi 22 novembre, soit dix-sept jours après son élection, porte un coup très dur au processus de réconciliation entre chrétiens et musulmans, dont il s'était proclamé le champion. Le président du Parle-

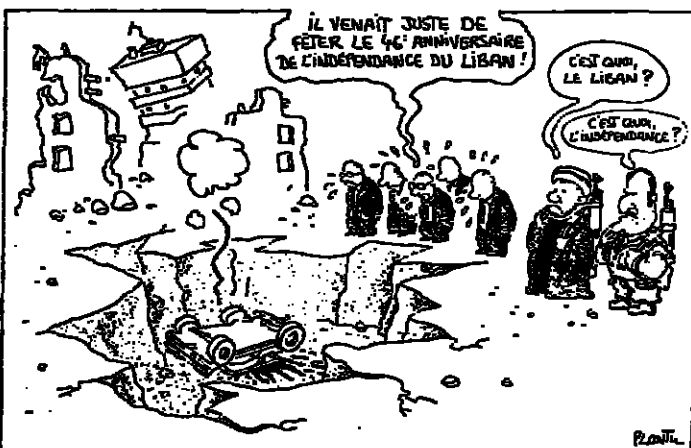
ment, M. Hussein Hussein, qui s'est rendu à Damas dans la nuit de mercredi à jeudi, se propose de convoquer les députés avant la fin de la semaine pour élire un nouveau président et tenter de préserver les chances d'une restauration des institutions étatiques.

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

« On n'en sortira jamais. Dès qu'une lueur d'espoir lui à tuer. » Cette réflexion, beaucoup de Libanais la partageaient, mercredi 22 novembre, après l'attentat qui a coûté la vie, dix-sept jours après son élection à la présidence de la République libanaise, à René Moawad, qui incarnait un espoir de solution ou au moins d'une longue trêve.

FRANÇOISE CHIPAUX Lire la suite page 8



## Les bouleversements à l'Est

- RDA : le SED propose une table ronde à l'opposition
- Tchécoslovaquie : le PC a le dos au mur
- URSS : les communistes de Leningrad acceptent le principe du multipartisme page 3
- Roumanie : M. Ceausescu remet en cause les accords entre Bucarest et l'Allemagne hitlérienne
- Bulgarie : treize résidences de M. Jivkov rendues à la nation page 4
- Un entretien avec M. Oleg Bogomolov, conseiller économique de M. Gorbatchev page 37 - section D

## Les inquiétudes de M. Mitterrand

Le président de la République, qui va rencontrer M. Gorbatchev le 6 décembre à Kiev, s'interroge sur les chances de réussite du numéro un soviétique

M. Mitterrand aime habituellement afficher la sérénité, mais aujourd'hui, il est inquiet. Ce qui le trouble, mais le satisfait aussi, c'est l'effondrement de l'ordre européen issu de la seconde guerre mondiale, un ordre qui avait l'avantage de la stabilité, secoué par l'« échec catégorique » du communisme et par l'aspiration des peuples à la liberté, ce vieil équilibre vacille et risque de s'effondrer avant qu'une solution de rechange n'ait été même imaginée. « L'histoire peut aller aujourd'hui dans un sens ou un autre, et nous ne pouvons pas savoir dans lequel », a déclaré le président au Wall Street Journal.

Cette inquiétude de M. Mitterrand, on la retrouve également, plus que dans ses discours publics, dans l'entretien qu'il a accordé à *Paris Match* et dans le compte rendu de la conversation qu'il a eue avec Stéphane Denis du *Quotidien de Paris*. Elle peut se résumer en quelques mots : l'histoire va trop vite ; elle risque de devenir non maîtrisable et de nous ramener au dix-neuvième siècle plutôt que de nous faire entrer dans le vingt et unième. Il est donc urgent d'éviter que les chevaux fous de la liberté s'emballent et ne fassent verser le carrosse dans le fossé.

Pour M. Mitterrand, il ne reste plus que deux atouts à jouer. Le premier s'appelle l'Europe communautaire, le second Mikhaïl Gorbatchev. Le discours présidentiel sur la nécessité de renforcer l'Europe des Douze est connu, pas seulement de M<sup>me</sup> Thatcher, et il sera au centre du conseil européen de Strasbourg, les 8 et 9 décembre prochains. Son analyse sur « l'Europe communiste qui se défait » sous la sage houlette de M. Gorbatchev l'est moins. Pour le président, il est aujourd'hui clair en effet que l'hypothèse d'un échec de M. Gorbatchev « vaut d'être posée », tant les

difficultés auxquelles se heurte le président soviétique sont graves et nombreuses. « Ça ne peut qu'être pire. » Il faut donc que l'Occident l'aide, économiquement certes, mais surtout ne lui crée aucun problème supplémentaire du côté de l'Allemagne. « Personnellement, dit-il, je n'ai aucune opposition idéologique ou politique à la réunification », mais « les Russes ont des intérêts stratégiques, géopolitiques et historiques bien réels », qui font que celle-ci ne peut pas être envisagée actuellement.

JACQUES AMALRIC Lire la suite page 5

## Eclaircie au Salvador

Les rebelles proposent un cessez-le-feu page 8

## Deux élections législatives partielles

Les états d'âme de Druze A Marseille, l'ombre de la mosquée page 11

## L'Année de la France en Inde

Succès des initiatives culturelles françaises à New-Delhi et coopération pour la télévision éducative page 14 - section B

## Le grand chantier de l'audiovisuel public

M. Philippe Guillaume constitue ses équipes page 20 - section B

## La restructuration de la chimie

Après négociations entre les groupes français page 37 - section D

## Les entreprises suisses face au défi européen

pages 41 à 43 - section D

## La Bourse aux stages

page 38 - section D

« Sur le vil » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section D



## Enjeux de mémoire

De la commémoration de 1989 aux témoignages sur le nazisme et l'Occupation, la France ne cesse de se tourner vers son passé. Elle le fait avec plus ou moins de courage, plus ou moins de lucidité.

La fin de l'année du Bicentenaire, un colloque de l'Institut d'histoire du temps présent sur « La politique nazie d'extermination », un livre d'Alfred Grosser sur « Le crime et la mémoire », mais aussi plusieurs publications sur la guerre d'Algérie invitent à s'interroger sur les difficiles relations de la mémoire et de l'histoire.

## LIVRES ♦ IDÉES

- La guerre d'Algérie sans voile
- Hommage à Leonardo Sciascia, par Hector Bianciotti
- L'anthropologie comme passion, par Georges Balandier
- La chronique de Nicole Zand : « Pêcheurs d'Irlande »
- Le feuilleton de Michel Braudeau : trois livres de Mario Vargas Llosa

pages 25 à 36 - section C

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Danemark, 7,20 F CFA ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 160 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 6 400 L. ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Roumanie, 325 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,60 fr. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.

سكزا من الاصل

هكذا من الوجل

DÉBATS

BIBLIOGRAPHIE : « Cinquante jours de Pékin », de Francis Deron

La Chine les yeux ouverts

par Claude Roy

FRANCIS DERON a encore dans les oreilles le tumulte paniqué de la foule de Tiananmen, le grondement des moteurs des chars, les chemilles arrachant l'asphalte, les rafales d'armes automatiques, les coups de canon, le bruit sinistre des corps écrasés sous les blindés, il vient à peine de réviser et de recueillir en volume son journal - pour ce journal des *Cinquante jours de Pékin*. Que fait-il alors ? Il nous passe le témoin-relais qu'il a reçu d'un de ses grands prédécesseurs, un *old China hand* d'une autre génération, Harold R. Isaacs, l'auteur du livre désormais classique *La Tragédie de la révolution chinoise* (1925-1927).

Isaacs publie en 1981, six ans avant sa mort, un demi-siècle après ses années de Shanghai et de Pékin, un autre livre, cette *Épître pour une révolution* que Deron vient de préfacer.

C'est que, si Francis Deron, correspondant du *Monde*, est en Chine comme un poisson dans l'eau (malgré les garde-pêche policiers), s'il a le cœur amical pour le peuple chinois et l'œil froid devant les faits, s'il est ce combiné de l'histoire, de la géographie, d'un diplomate érudit de Langues O, d'un connaisseur des langues des dialectes et de tous les argots de Chine, et d'un écrivain de l'« Histoire immédiate », il le doit en partie, comme tous les passionnés de la Chine, à quelques hommes, au premier rang desquels Harold R. Isaacs.

Celui-ci a payé pour nous tous le prix amer des illusions perdues. Le jeune radical américain, idéologue et courageux, progressiste et chaleureux, découvre en 1930 que la révolution de Canton et de Shanghai a été écrasée par le Kuomintang avec la bénédiction sournoise de Staline, qui n'avait pas besoin de cette révolution-là. Isaacs devine en 1934 que les fameux cinq écrivains partys dont on va saluer les tombes au cimetière de Shanghai ont été fusillés par les bourreaux de Tchong Kai-chek, mais ont été « donnés » à la police de la concession internationale pour se débarrasser de camarades en désaccord avec la direction du parti. Et quand, invité en 1980 par Soong Ching-Ling (la veuve de Sun Yat-sen), Isaacs retrouve ses vieux amis et ses compagnons révolutionnaires de la Chine des années 30, ce « temps retrouvé » bouleversant est un rendez-vous avec des rescapés des camps, de la prison, de l'exécution, avec des exténués de l'espérance.

Un exemple entre cent : Isaacs avait quitté la Chine après l'enlève-

ment par le Kuomintang de la romancière communiste Ting Ling. Celle-ci reparut, vivante, trois ans plus tard. Elle avait été enfermée dans une maison de Nanjing, ses gardiens espérant la rallier, la retourner ou l'utiliser. Quand j'ai rencontré Ting Ling à Pékin, au début des années 50 (ce que les Chinois appellent les « bonnes années », tout est relatif), c'était une vieille dame pleine de feu et d'espoir. Elle disait en riant : « Les gens de Tchong ont finalement compris qu'il n'y avait rien à tirer de moi. Je les embarrasse plutôt. Ils m'ont relâchée, de guerre lasse. » Quand je suis retourné en Chine en 1979, Ting Ling avait été finalement réhabilitée, mais elle était gravement malade. Je ne la revis pas. Elle mourut en 1986.

Elle avait raconté à Isaacs les vingt et une années passées sous le régime communiste, en prison, dans les fermes-bagnes.

De bruit et de fureur

C'est parce qu'une chaîne patiente de témoins aux yeux ouverts et d'analyses de plus en plus précises (et courageuses), d'Isaacs à Jacques Guillemaud, d'Étienne Balazs à Simon Leys, ont tenu bon, contre vents de propagande et mardes de mensonges, déblayant la voie pour une vision claire et pour une compréhension exacte de tout ce qui obstruait le chemin, que Francis Deron, sur la place Tiananmen en 1989, n'est pas un observateur hagard tombé du dernier avion dans la dernière pluie de sang, mais un témoin vigilant, armé d'une longue mémoire et d'un solide savoir. Les manifestations de Pékin et le massacre qui les écrase, c'est, comme dit Shakespeare, « une histoire de bruit et de fureur », mais il faut retourner la fin de la citation : elle n'est pas ici « told by an idiot » (racontée par un idiot).

Il n'est pas nécessaire d'installer son observatoire sur Sirius pour constater que le mouvement pour la démocratie qui se développe en Chine depuis vingt ans, et dont Tiananmen n'est que le dernier épisode, est le cas particulier d'un phénomène général qui affecte tous les socialismes bureaucratiques. Les tyrannies marxistes-léninistes qui se sont crues solidement établies sur la planète vieillissent. De Budapest à Berlin, de la Russie à la Tchécoslovaquie, de l'Algérie à la Bulgarie, les peuples vomissent les despotismes dits « de gauche ». La « mondialité » du ras-le-bol actuel n'a d'analogue histori-

que relativement récent que le mouvement révolutionnaire de 1948 en Europe. Mais l'expérience de Francis Deron le rend particulièrement attentif à ce que les éruptions chinoises ont de spécifique.

Il sait décrire avec feu et vie les grandes scènes historiques, et prêter l'œil et l'oreille aux petits détails typiquement chinois et typiquement datés : les vieux hommes qui vont faire chanter leurs oiseaux en cage devant les chars T-59, sous les fenêtres de l'Académie des sciences sociales de Chine ; les grévistes du complexe sidérurgique de Pékin en grève applaudissent les cortèges motocyclistes d'entrepreneurs privés nés de l'« ouverture » économique décidée par Deng Xiaoping ; au final de la tragédie, l'œil sinologique et moderne de Deron retrouve dans le geste des bourreaux courbant la tête du condamné avant de lui tirer la balle dans la nuque, le vieux rituel impérial des exécutions, « le condamné tenu dans la même position, devant la foule, pour voir la tête tranchée au sabre ». Quand, le 22 mai, le *Quotidien du peuple*, l'air de rien, cite le premier ministre hongrois, le sel de la citation n'échappe pas à Deron : « La caractéristique la plus détestée du style de feu Staline était son usage des forces militaires dans ses rapports avec le peuple. » Francis Deron n'a pas les yeux dans sa poche, ni les oreilles bouchées.

Dans le passionnant album de photos dont il a écrit le texte avec Michel Bonnin, *La révolution inachevée, 1949-1989*, Deron montre l'approfondissement de l'idée de démocratie dans l'opinion chinoise, depuis l'idée de la « cinquième modernisation », qui a conduit Wei Jingsheng en prison pour quinze ans (il y est toujours), jusqu'aux manifestations récentes. Il est difficile de savoir ce que l'immense masse chinoise entend par le mot démocratie. Il a peut-être pour tous le sens de « participation des masses populaires » à la vie de la nation. Mais sûrement pas dans le sens que donnent à ces mots les maîtres provisoires de la Chine.

Je terminais les livres de Francis Deron quand a paru le numéro de novembre de la *Chine en construction*. On y parle beaucoup d'un des griefs des foules révoltées de Pékin, l'incroyable corruption du système. On y expose aussi, avec une sainte simplicité, le remède « démocratique » préconisé par le parti : « La lutte contre la corruption nécessite la participation des masses populaires. C'est pourquoi le système des dénonciations a été institué en Chine depuis un an. Jusqu'au mois d'août, quatre mille centres de

dénonciation ont été établis. Les parquets provinciaux et nationaux ont enregistré en tout 147 200 dénonciations. »

Parlez démocratie aux dinosaures marxistes-léninistes, ils répondent mouchardage. Oui, Francis Deron a raison : la Chine est encore aux mains d'un « pouvoir aveugle ». Jusqu'à quand ?

► *Cinquante jours de Pékin*, Francis Deron (Christian Bourgois, 306 p., 100 F).

► *Épître pour une révolution*, Harold R. Isaacs (collection « Témoins », Gallimard, 222 p., 120 F).

► *Chine : la Révolution inachevée, 1949-1989*, texte de F. Deron et M. Bonnin, photographies agence Sygma (Denoël, 118 p., 195 F).

TRAIT LIBRE



Immigration

Contre l'assimilation

par Sultana Cheurfa

LA France a toujours vécu sous l'empire d'une religion unique. Les antécédents eux-mêmes ont souvent conçu leur combat dans le prolongement du meilleur esprit du christianisme.

Les régimes coloniaux et laits construits par Jules Ferry et Hubert Lyautey, défendus plus tard par Georges Bidault et Guy Mollet, ne considéraient l'islam que pour codifier le sort discriminatoire fait aux indigènes, sujets français mais non citoyens : les vertus de l'idéal républicain (égalité et liberté) ne leur seraient accessibles qu'avec l'abjuration de leur religion. Juridiquement, l'acte de naturalisation s'accompagnait de la renonciation au statut personnel musulman ; dans le débat politique, on parlait du processus d'intégration. Le vocabulaire actuel reste chargé de ces réminiscences.

Dans la France d'aujourd'hui, les manuels d'histoire de l'enseignement laïc restent dignes de la « fille aînée de l'Église » sur les trois grands moments de contact entre l'Occident chrétien et le monde musulman : les sept siècles d'islam occidental (vus à travers les yeux de Charles Martel), les croisades et la colonisation.

Dans ce contexte culturel, l'islam ne saurait avoir droit de cité en France : sur cette idée, du moins, Le Pen « dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas ». Comment ne pas être stupéfait par la convergence des réactions politiques, du catholique Charles Millon au laïc Jean Popereau, de l'éditorialiste de l'*Humanité* au réactionnaire Bernard Pons ? Je ne suspecte pas ces responsables de partager le projet extrémiste d'expulser tous les immigrés et leurs enfants, mais l'histoire nationale fournit tant d'exemples de la disparition des cultures minoritaires que l'assimilation des musulmans peut nourrir de nombreux rêves.

Neutralité laïque ?

Cette perspective me semble pourtant improbable, car la vieille nation gauloise se heurte, cette fois, à une formation sociale et religieuse dont l'empreinte sociologique et personnelle est acide. La cohérence théorique de l'islam, la force de sa pratique communautaire, son rayonnement mondial ne sont certes pas, aujourd'hui, manifestes aux yeux de chacune des quatre millions de personnes issues du monde musulman, mais le besoin d'authenticité ou les nécessités d'autodéfense leur font, tôt ou tard, rechercher ces références. Les incessantes attaques antimusulmanes sont, jour après jour, le catalyseur efficace du sentiment communautaire.

La gauche syndicale et politique a cru pouvoir parler à la place et au nom des « travailleurs immigrés ». La solidarité affichée s'inspirent fortement de la vertu chrétienne de charité : la gauche veut bien défendre, voire aimer ses frères immigrés, mais moins leur donner la parole ; elle est prompte à dénoncer l'injustice, mais n'imagine pas que certaines revendications puissent la viser elle-même.

Avec l'« affaire des foulards », le PS se retrouve en première ligne, cotoyé entre la laïcité traditionnelle et une réalité qu'il ne comprend pas. Le débat oppose ceux qui veulent exclure les foulards de l'école et ceux qui veulent laisser aux enseignants le soin de prêcher la bonne parole, mais il y a accord entre eux pour assigner à l'institution scolaire une mission doctrinale précise. On est loin de la neutralité laïque.

On a assisté à un déballage d'arguments dont certains sont révélateurs et inquiétants. Ainsi a-t-on entendu mettre en cause le droit des parents musulmans à éduquer leurs enfants dans le respect de leurs propres principes. Régis Debray et ses amis vont jusqu'à faire de l'école laïque et républicaine « le plus sûr allié des jeunes musulmans contre l'autoritarisme des pères » (1).

Aliénation culturelle

Jules Ferry, pourtant, écrivait aux instituteurs : « Parlez avec la plus grande réserve des que vous risquez d'effleurer un sentiment religieux dont vous n'êtes pas fagots. Avant de proposer un précepte, demandez-vous si un père de famille, je dis un seul, présente et vous écoutant, pourrait de bonne foi refuser son assentiment à ce qu'il vous entendrait dire » (2). Faudrait-il changer de règle pour des parents musulmans ?

Autre dérive : certains socialistes s'égarent jusqu'à dicter leur conduite aux institutions représentatives de l'islam français : « Que la parole soit donnée aux musulmans laïcs qui se définissent d'abord comme français », souhaite une secrétaire nationale du PS (3). Concevable sous le régime concordataire de Bonaparte, cette position contredit la séparation de l'Église et de l'État.

Ces fautes d'arguments contradictoires renvoient au flot idéologique actuel du P.S. Celui-ci a oublié les questions classiques que le marxisme lui inspirait il y a quelques années : à quoi et à qui sert une idée ou une institution ? Il érige aujourd'hui en dogmes intemporels des principes très généraux - droits de l'homme, féminisme, laïcité - sans les inscrire dans le contexte historique où ils sont développés. Immergés dans la société française, le P.S. ne peut facilement échapper aux trappings de celle-ci. Les préjugés ambiants sont si forts que les socialistes perdent de vue la réalité.

Si la gauche s'en tient aveuglément à ses doctrines actuelles, elle laisse libre cours au développement d'une société duale, propice aux pulsions xénophobes et à une évolution « à l'américaine », qui combine exclusion sociale et aliénation culturelle. La montée des discriminations légales et économiques est actuellement un signe très inquiétant. Le rapport Geindre (4) l'a récemment souligné à propos des critères d'attribution des logements sociaux. Les agences locales de l'emploi constatent de plus en plus de refus racistes à l'embauche. Dans le domaine éducatif, les dégâts sont aussi considérables : je laisse aux pédagogues le soin d'évaluer les chances de réussite scolaire d'un enfant dont les parents et les racines sont discrédités par l'institution.

Le refus de la considération religieuse et culturelle est une autre forme d'exclusion, aussi agressive et intolérable. Le regroupement communautaire lui est une réponse prévisible et normale. Avant de dénoncer les ghettos, les âmes charitables, de gauche, doivent analyser les circonstances qui y conduisent.

L'existence en France de communautés différentes, dotées d'une cohérence propre, est une réalité. Les lois fondamentales de la République seraient-elles menacées par le dialogue avec les cultures non chrétiennes ? Cela n'a jamais été sérieusement démontré par ceux qui en agitent le spectre. Si l'identité française peut se croire menacée, c'est d'abord qu'elle se sent fragilisée par le conformisme libéral, dominé généralement par les standards américains et souvent dépourvu de toute référence culturelle originale.

A mes camarades socialistes, je voudrais expliquer que, si un peu de tolérance semble heurter la laïcité, le respect réciproque en est le vrai socle. Je sais, en tout cas, qu'un grand nombre de socialistes d'origine musulmane font leur cet adage : « Si tu brises tes chaînes, tu te libères ; si tu coupes tes racines, tu meurs. »

- (1) *Le Nouvel Observateur* du 2-8 novembre.
- (2) J. Ferry, *Lettre du président du conseil aux instituteurs* (1883).
- (3) *Quotidien Démocratique-Chiç* dans *Vendredi* du 27 octobre.
- (4) *Le Monde* du 27 octobre.

► Sultana Cheurfa est militante du Parti socialiste à Paris, membre du courant Socialisme et République.

Pour percevoir ce qui motive les grands de ce monde, j'ai besoin de les rencontrer. Mais pour comprendre ce qui fonde leur action, j'ai besoin de lire *L'Année internationale*.

Patrick Poivre d'Arvor.

**L'ANNÉE INTERNATIONALE 1990**

UN AN DE LA VIE POLITIQUE INTERNATIONALE

608 p. relié 149 F

**L'ANNÉE POLITIQUE DANS LE MONDE 89/90.**

**AU COURRIER DU MONDE**

**On cherche des chercheurs**

Je viens de prendre connaissance de la composition du Comité d'évaluation de la recherche. A ma stupeur, je n'y ai découvert aucun chercheur dépendant de l'un des organismes officiels tels que le CNRS, l'INSERM ou encore l'INRA. On bien le ministre n'a pu trouver un seul chercheur statutaire valable, digne d'y figurer ou bien a-t-il pensé qu'il était inutile de le rechercher ? Soumis à une évaluation continue (au contraire des universitaires), les chercheurs à temps plein seraient-ils incapables d'évaluer les autres ?

On s'en doutait bien un peu : les célébrations énormes du cinquantième anniversaire du CNRS, c'était donc pour rire !

M. WACKS, directeur de recherche à l'INSERM.

**Un voile officiel**

Je suggère qu'après avoir épuisé les voies de la libre discussion, les jeunes islamiques qui le réclament soient autorisés à porter non pas leur voile islamique, symbole religieux ostentatoire, mais un voile d'un modèle uniforme, fourni par l'éducation nationale, marqué au nom de leur établissement, qui ne quitterait pas cet établissement.

Ce « voile de la République », respecterait ce qu'elles ressentent comme une légitime revendication, tout en montrant que la laïcité sait concilier le respect des particularités avec l'intransigeance de ses principes.

D'JEAN-LUC RONDEAU Chamboulive (Corrèze).

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Boura-Méry (1944-1969), Jacques Faurès (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Administrateur général : Bernard Woutts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-87-27

Telex : MONDPAF 650572 F. Télécopier : (1) 45-23-08-81



RDA

## Le SED propose une table ronde avec l'opposition

La table ronde regroupant les principales forces politiques du pays, y compris les mouvements d'opposition, proposée par les nouveaux dirigeants est-allemands, devrait débattre tant de la préparation d'une nouvelle loi électorale que de l'organisation d'élections ou de la réforme de la Constitution. Une occasion pour les partis d'opposition de mieux préciser leurs aspirations.

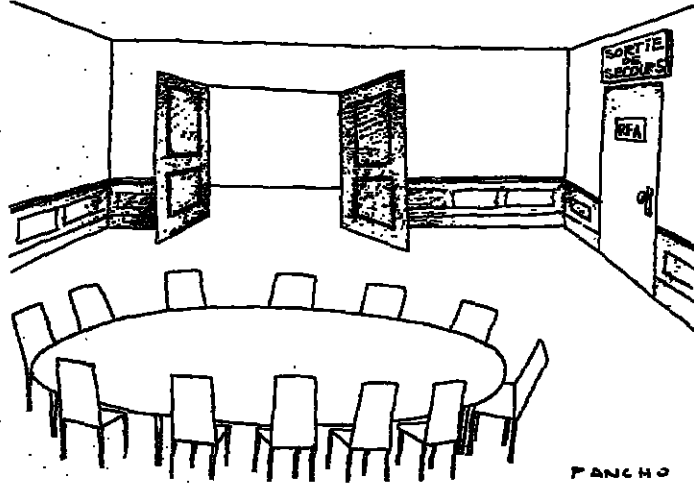
BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Le Parti communiste est-allemand (SED) a proposé, mercredi 22 novembre, la tenue d'une « table ronde » qui réunirait les cinq partis membres du bloc national représentés au gouvernement et d'autres « forces politiques ». Le SED suggère d'inscrire à l'ordre du jour de cette table ronde la préparation d'une nouvelle loi électorale, l'organisation de futures élections et la discussion d'une réforme de la Constitution.

Ce programme correspond à celui sur lequel les principaux groupes d'opposition est-allemands, notamment Neues Forum, Renouveau démocratique, Démocratie maintenant et le Parti socialiste démocratique (SPD) s'étaient mis d'accord, la semaine dernière, pour demander la convocation d'une table ronde. Une première rencontre avait eu lieu, lundi, entre des représentants de ces groupes et du Parti démocratique libéral (LDP), dont le président, M. Manfred Grottel, a une nouvelle fois réaffirmé la nécessité de faire précéder la tenue d'élections d'une réforme de la Constitution.

Les premières réactions de l'opposition ont été positives. L'offre du SED demande cependant à être précisée : avec quelles autres forces le Parti communiste accepte-t-il de discuter ? Suivant quel calendrier ? L'opposition soutiendrait que cette table ronde, dont le symbole est emprunté aux négociations qui eurent lieu au début de la année entre le Parti



communisme et Solidarité en Pologne, commence le plus vite possible.

Certains des responsables de l'opposition estiment également insupportable de discuter des questions économiques et écologiques. Les premiers mouvements spéculatifs sur le deutchmark est-allemand et la ruée sur les comptes d'épargne par crainte d'une dérive de la monnaie, le début d'un marché noir destiné à se procurer des devises en vendant en RFA des produits subventionnés en RDA inquiètent autant l'opposition que le gouvernement.

Décalage

Pour tenter d'enrayer la spéculation et le marché noir, les autorités s'apprêtent, mercredi, à annoncer des mesures « impopulaires » et pressent la RFA de venir au secours de la devise est-allemande. Mais chacun, ici, est bien conscient que de telles mesures ne pourront au mieux permettre de gagner du temps et ne peuvent compenser le besoin urgent d'un projet politique et économique qui paraisse crédible à l'opinion.

URSS : la libéralisation

## Les communistes de Leningrad acceptent le principe du multipartisme

Un pas de plus vient d'être franchi sur la voie des réformes politiques en URSS. L'organisation du PC de la région de Leningrad vient en effet d'annoncer qu'elle ne récusait pas le multipartisme dans l'organisation du système soviétique.

MOSCOU

de notre correspondant

Le débat sur le multipartisme s'est désormais officiellement ouvert en URSS même. Alors que le « rôle dirigeant du parti » est remis en question dans toute l'Europe centrale, que le premier ministre non communiste d'un pays socialiste, M. Mazowiecki, arrivait en visite officielle, jeudi 23 novembre, à Moscou, et que la relève est imminente à Prague, l'une des plus puissantes organisations du Parti soviétique, celle de la région de Leningrad, vient en effet de se prononcer en faveur de la reconnaissance légale de l'existence de plusieurs partis politiques.

« Ne récusant pas le pluralisme politique, y compris le multipartisme, comme principe d'organisation du système politique soviétique, les communistes de Leningrad, est-il écrit dans le programme qu'ils ont adopté mercredi, se prononcent pour [...] l'élaboration et l'adoption accélérées d'une loi sur les partis [...] ». Parfaitement explicite à lui tout seul, ce pluriel est d'autant plus frappant que la version initiale de ce programme disait sur ce point : « les conditions objectives n'existent pas à l'heure actuelle pour que le développement politique de la société soviétique suive nécessairement la voie du multipartisme ».

Déjà novatrice, puisqu'elle n'opposait pas d'objections idéologiques, mais seulement politiques, et donc conjoncturelles, à la création de nouveaux partis, cette première formulation avait été adoptée, au début de septembre, sous l'impulsion de M. Boris Guidaspov, le nouveau premier secrétaire de la région de Leningrad. En huit semaines plus tôt, sur proposition de M. Gorbatchev, en remplacement d'un membre conservateur du bureau politique, M. Soloviev, ce nouveau premier secrétaire avait en effet reçu pour mandat de renouveler les cadres du parti et d'y attirer ou faire rentrer les hommes les plus dynamiques et les plus populaires de la région.

Il s'agissait, en d'autres termes, de tenter d'éviter que ne se reproduise au cours des prochaines élections locales la débauche qu'avait connue l'organisation léninградoise au cours des élections parlementaires du printemps dernier. Aucun des candidats mis en avant par l'appareil, pas même M. Soloviev qui a dû, depuis, quitter le bureau politique, n'avait alors été élu et, sans agissement radical, le parti était purement et simplement menacé d'écroulement dans l'ancienne capitale impériale, berceau de la révolution et deuxième ville du pays.

Irreversible

C'est dans ce contexte que M. Guidaspov avait décidé de soumettre à la discussion publique, par l'ensemble des membres du parti, une plate-forme constituant, de fait, le programme sur lequel son organisation se présenterait devant les électeurs. L'opération a largement réussi puisque, loin d'être ignorée des militants et de la population, elle a suscité des discussions passionnées. Elle a toutefois si bien réussi que M. Guidaspov s'est trouvé débordé sur sa gauche et que son texte a finalement été largement radicalisé, et pas seulement sur la question du multipartisme.

Quelque chose d'irréversible s'est ainsi créé. L'organisation de Leningrad va aller aux élections sous la bannière du multipartisme et c'est sous cette même bannière qu'elle va donc aussi préparer le prochain congrès du parti et élire les députés qu'elle y enverra, en octobre 1990. Cela signifie que d'autres organisations du parti vont sans doute faire de même et qu'il y aura débat sur ce point au congrès.

Or le résultat de ce débat est rien moins qu'assuré puisqu'il ne s'en est fallu, il y a dix jours, que de 3 voix, pour que le Soviet suprême refuse d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine session du congrès des députés du peuple une discussion sur l'article 6 de la Constitution — celui qui garantit au parti son rôle dirigeant. Partout en URSS, et désormais totalement ouvert, le débat monte et il va continuer à monter d'autant plus vite que d'ici à octobre prochain le parti soviétique ne sera plus le seul à avoir renoncé à ce rôle dirigeant.

L'embaras des autorités s'est en conséquence laissé voir dans l'absence discrétion avec laquelle la presse centrale a rendu compte de cet évé-

nement majeur. Les *Izvestia* en ont parlé, sans délai et en première page, mais sous un titre si neutre et après tant de préambules superflus que la plupart de ses lecteurs ont passé à d'autres informations avant d'arriver à celle du jour. Quant aux autres journaux d'État, le silence, le silence qui ne doit pourtant pas porter à des conclusions hâtives.

Tout s'accélère

Car si l'équipe de M. Gorbatchev ne souhaite naturellement pas sonner le drapeau de la mobilisation derrière Leningrad, on y est néanmoins très conscient que l'accélération du processus de démocratisation en Europe centrale aura obligatoirement ses répercussions en URSS et la touche en fait déjà. Dès maintenant, la ligne officielle sur le multipartisme est donc devenue celle que M. Guidaspov avait voulu faire adopter en septembre (pourquoi pas, mais le moment venait seulement) et loin surtout de juger négative l'expérience léninградoise, on veut maintenant l'étendre au plus grand nombre possible de régions.

C'est dans cet esprit que la relève a été brusquement précipitée, mardi, à Moscou (*Le Monde* du 23 novembre) et l'intention est désormais d'entamer sans plus attendre les élections des députés au congrès et le renouvellement annuel des cadres qui n'aurait dû — avait-il été décidé, il y a deux mois seulement — n'avoir lieu qu'après les élections locales.

Tout « s'accélère » (le mot redevenant très employé), car il ne faut pas, explique un haut responsable gorbatchévien, que « le rythme d'éveil de la société civile devienne plus rapide que celui des changements au sein du parti ». « Nous devons nous rendre compte, déclare, comme en écho, jeudi matin, M. Guidaspov à la Russie soviétique, que le parti qui a donné une impulsion puissante au changement [...] est lui-même resté sur la ligne de départ ».

Cela signifie-t-il que M. Gorbatchev serait, le cas échéant, disposé à accepter, en octobre prochain, ou plus tôt, le multipartisme ? « Je pense, répond, le même haut responsable, que le parti peut étudier cette question en laissant à la société la liberté d'évoluer au rythme des possibilités ». « La philosophie de la perestroïka, ajoute-t-il, est de ne pas imposer le monopartisme administrativement. Le congrès (d'octobre) constituera pour le parti une tenta-

TCHÉCOSLOVAQUIE : poursuite des manifestations de masse

## Le Parti communiste, le dos au mur

Le Parti communiste tchécoslovaque a annoncé mercredi 22 novembre que son comité central se réunira vendredi en session plénière extraordinaire. Mercredi également, le chef du PCT, M. Miroslav Jakes, a reçu l'ambassadeur d'URSS à Prague, M. Viktor Lomakine.

PRAGUE

de notre envoyé spécial

Le Parti communiste hésite sur la ligne à tenir, l'opposition démocratique s'organise, les manifestations continuent. La troisième journée consécutive de protestation dans les rues de Prague a été tout aussi importante que les précédentes, en dépit de la neige qui s'est mise à tomber pour la première fois de l'hiver sur la ville. Rien n'empêche des centaines de milliers de personnes de se rendre au désormais rituel rendez-vous de 16 heures sur la place Venceslas. Les nez sont rouges de froid, les applaudissements sont étouffés par les moufles, mais l'enthousiasme et la détermination demeurent.

Mercredi soir 22 novembre, les slogans criés par la foule et inscrits sur les banderoles montraient une certaine radicalisation : « Nous ne voulons pas la démocratisation, mais la démocratie », pouvait-on lire sur l'une d'entre elles. Les noms du secrétaire général du Parti, Miroslav Jakes, et du chef du PCT pour la région de Prague, Miroslav Stepan, sont abondamment conspues. L'intervention de M. Jakes à la télévision mercredi soir n'a pas du tout été appréciée, et les propos tenus par M. Stepan devant le comité de ville du parti évoquant « les limites à ne pas dépasser dans la contestation » ont fait en tout cas naître des craintes : « Et si la ligne répressive allait l'emporter ? ».

Cette crainte d'une solution « à la chinoise » que les dirigeants du Forum civique exprimaient mercredi matin semblait en partie apaisée le soir : des contacts informels entre les représentants de l'opposition et les milieux gouvernementaux ressortaient la conviction chez les opposants que la promesse faite lundi par le premier ministre, M. Ladislav Adamcok, était toujours valable : il n'y aurait pas de répression policière du mouvement populaire. Une nouvelle rencontre entre le Forum civique et le premier ministre doit d'ailleurs avoir lieu jeudi. Le ponts ne sont donc pas coupés.

Débats au sommet du PCT

Les débats n'en sont pas moins très vifs au sein des hautes instances du Parti communiste tchécoslovaque. Céder aux exigences des manifestants reviendrait pour la quasi-totalité des membres du présidium du parti, ou bureau politique, à quitter fonctions, pouvoir et privilèges. Le modèle est-allemand joue dans les deux sens : s'il a encouragé la population tchécoslovaque à se révolter et à descendre dans la rue, il ne laisse aucune illusion sur leur avenir politique à des dirigeants discrédités.

Le présidium du parti s'est réuni mercredi, et le plénum du comité central est convoqué pour vendredi. Les responsables communistes vont délibérer des moyens de faire face à la grève générale annoncée pour le 27 novembre. Il n'est pas exclu qu'une charrette spectaculaire de hiérarques dévoués soit offerte au peuple pour calmer sa colère. Les rapports en provenance des entreprises, principale base d'appui supposée des communistes, montrent en effet que le lien entre la contestation étudiante et intellectuelle de la

capitale et un monde ouvrier jusque-là méfiant commence à s'établir. On a pu voir pour la première fois des pancartes portées par des groupes d'entreprises importants dans la manifestation de mercredi sur la place Venceslas.

Le nom de Dubcek scandé

On spéculait aussi beaucoup dans les milieux diplomatiques occidentaux sur l'attitude des Soviétiques face à la situation. S'il est clair qu'à Prague, comme à Berlin-Est, il n'est pas question pour les dirigeants de Moscou de tenir à bout de bras une direction proche de l'abîme, il semble qu'ils n'aient pas encore trouvé l'homme capable d'incarner le changement réclamé par les foules. On n'exclut pas, y compris chez les diplomates soviétiques en poste à Prague, le retour au premier plan de M. Alexandre Dubcek, qui serait, selon eux, seul homme en mesure de sauver le parti.

L'ancien dirigeant du « printemps de Prague » est d'ailleurs attendu vendredi dans la capitale, où il doit engager des discussions avec les dirigeants de l'opposition démocratique. Son nom a en tout cas pour la première fois été scandé au cours de la manifestation.

Pendant ce temps-là, le Forum civique s'organise : une coordination a été mise en place, dans laquelle sont représentés tous les secteurs en lutte : les universités, la radio-télévision où l'agitation est particulièrement intense, les gens de théâtre et de cinéma. Un groupe d'économistes dirigé par le professeur Vaclav Klaus s'est mis à la disposition du Forum civique pour aider à concevoir un programme économique pour son *Day after*, qui a des chances d'être très proche.

LUC ROSENZWEIG

## Le Forum civique s'adresse à MM. Bush et Gorbatchev

Le Forum civique s'adresse au président George Bush et au président du Soviet suprême de l'URSS Mikhail Gorbatchev la lettre suivante :

« Chers Messieurs, un Forum civique a été fondé à Prague le 19 novembre 1989. Il est en mesure d'agir et de parler au nom de l'opinion publique : le Forum civique s'est acquis le soutien du peuple lors de la manifestation du 21 novembre sur la place Venceslas, qui a réuni des centaines de milliers de personnes, et il peut ainsi vous lancer cet appel au nom du peuple.

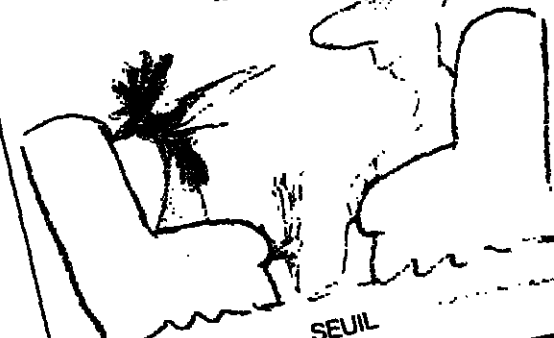
« Le gouvernement soviétique a proclamé le principe de non-ingérence dans les mouvements de démocratisation en cours en Europe de l'Est. Nous voudrions attirer votre attention sur le fait que dans le cas de la Tchécoslovaquie, cette politique signifie, en fait, le soutien à une direction qui fut mise en place par une intervention militaire en 1968 et qui s'est complètement discréditée au cours de ses vingt dernières années. L'une des exigences des manifestations de masse est précisément le départ de ces politiciens.

« Chers Messieurs, nous estimons que l'intervention de 1968 dans les affaires intérieures de la Tchécoslovaquie doit être condamnée et rejetée comme un acte contraire au droit international. Le silence sur août 1968 constitue aujourd'hui la vraie ingérence dans les affaires intérieures de notre pays. Nous vous demandons de mettre ce sujet à l'ordre du jour de votre rencontre. C'est important non seulement pour la Tchécoslovaquie, mais pour l'Europe entière. »

« Pour le Forum civique, VACLAV HAVEL. »

CHARLES BERNET • PIERRE RÉZEAU  
DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS PARLE

Le monde des expressions familières



SEUIL

Si vous ne voulez pas parler comme tout le monde, au moins comprenez ce que tout le monde vous dit. Arranger les bidons, avoir le cul bordé de nouilles, des ours dans le portemonnaie, pomper le nœud à quelqu'un ou lui mouiller la compresse, ne bosser que d'une mirabelle, faut savoir, tout de même, ce que les mots ne veulent pas dire. Deux linguistes l'ont découvert pour vous. Le maniaque du style officiel, l'étranger, y trouveront de quoi survivre en pays inconnu. C'est à se cogner le derrière au lustre ! Jean David / VSD

Rele 145 F

Editions du Seuil



سكزا من الاميل

هكذا من الاحل

## EUROPE

### ROUMANIE : le congrès du PC

#### M. Ceausescu : il faut annuler les accords conclus avec l'Allemagne hitlérienne

Le fils de M. Nicolae Ceausescu, trente-sept ans et membre du bureau politique, a joué mercredi 22 novembre devant le XIV<sup>e</sup> congrès du PC roumain les dirigeants « de fer » qui ont résisté au processus de réforme dans le bloc socialiste et a demandé aux délégués de réélire « le brillant génie de la nation ».

Tous les orateurs qui se sont succédés à la tribune pendant cette troisième journée du congrès ont dénoncé, avec une unanimité sans faille, « les théories anti-communistes qui mettent en péril la légitimité » du socialisme.

Les observateurs relèvent par ailleurs que, dans son discours fleuve de lundi, M. Ceausescu a remis en cause, pour la première fois publiquement, la question de la Bessarabie soviétique, annexée en 1940 par Staline. « Tous les accords conclus avec l'Allemagne hitlérienne doivent être condamnés et annulés sans équivoque », a déclaré le numéro un roumain. Il faut liquider les conséquences de

ces accords et diktats. Allié d'Hitler pendant la guerre, la Roumanie avait réoccupé la Bessarabie de 1941 à 1944, mais son annexion définitive par l'URSS, dans la République soviétique de Moldavie, fut reconnue par Bucarest dans le traité de Paris de 1947. — (UPI, AP, AFP.)

Grève de la faim à Paris pour la libération du dissident Dan Petrescu. — Pour protester contre la détention de l'écrivain et poète roumain Dan Petrescu, M. Ara Simanlian, réfugié politique roumain en France, observe une grève de la faim depuis le 7 novembre dernier.

Avec plusieurs intellectuels, dont Dolina Cornica, Dan Petrescu avait signé une lettre ouverte contre la réélection de M. Ceausescu. Il perdit son emploi et, le 2 octobre, entreprit une grève de la faim pour obtenir sa réintégration et l'autorisation d'aller faire soigner en Occident une tumeur bénigne. Il a été arrêté dans la nuit du 30 au 31 octobre, et l'on est depuis sans nouvelles de lui.

### BULGARIE

#### Treize résidences de M. Jivkov rendues à la nation

La nouvelle direction bulgare a annoncé, mercredi 22 novembre, qu'un plénum spécial du comité central du Parti communiste se tiendrait le 11 décembre prochain. Elle a, d'autre part, pris une série de mesures visant à supprimer les vestiges du régime personnel de M. Todor Jivkov, démis de ses fonctions le 10 novembre après trente-cinq ans de pouvoir.

Selon l'agence officielle BTA, treize résidences — en général de véritables palais — de l'ancien leader bulgare, dont une dans son village natal de Pravets, ont été attribuées à des œuvres sociales, organisations étudiantes et touristiques. Six réserves de chasse utilisées par les amis de M. Jivkov seront, d'autre part, remises au ministère de l'agri-

culture et à des organismes du tourisme bulgare.

Une commission spéciale de onze membres, présidée par M. Andreï Loukanov, bras droit du nouveau numéro un, M. Petar Mladenov, a été créée par le Politburo pour enquêter sur la corruption. Le procureur général de Bulgarie et le président de la Cour suprême font partie de cette commission.

Par ailleurs, le gouvernement a nommé pour la première fois un porte-parole : il s'agit de M. Philippe Bokov, quarante et un ans. Le nouveau porte-parole bulgare a fait des études à l'Institut des relations internationales de Moscou, puis travaillé au comité central et au ministère des affaires étrangères. — (AFP, AP.)

### Devant le Parlement de Strasbourg

#### M. Kohl et M. Mitterrand ont insisté sur la nécessité de l'intégration européenne

M. Mitterrand a présenté, mercredi 22 novembre, au Parlement européen, les conclusions du « dîner des Douze ». M. Kohl a réaffirmé son engagement en faveur de l'union politique de l'Europe, tout en évoquant la réunification de l'Allemagne. L'Assemblée devait adopter, jeudi 23 novembre, une résolution selon laquelle « la population de la RDA peut faire valoir son droit à l'autodétermination et choisir de faire partie d'une Europe unifiée dans une Europe unie ».

### STRASBOURG

de notre envoyé spécial

« L'Europe est plus que la Communauté européenne. Font partie de l'Europe non seulement Londres, Rome, La Haye et Dublin, mais aussi Varsovie et Budapest, Prague et Sofia, et bien sûr Berlin et Dresde. » Par cette phrase, M. Kohl a voulu illustrer la solidarité de l'Europe communautaire avec les peuples de l'Est qui aspirent à la liberté et à la démocratie. Le discours du président de la République est allé dans le même sens et tous deux ont appelé les Occidentaux à aider la Pologne et la Hongrie. Le chancelier ouest-allemand a regretté que les autres

pays de la CEE n'aient pas consenti autant d'efforts que la RFA (2 milliards de deutschemarks depuis l'automne 1987 à Budapest).

S'agissant de la RDA, la position de M. Kohl n'a pas évolué : « Les intentions déclarées doivent maintenant être concrétisées et les réformes devenir irréversibles. » « Aussi longtemps qu'un changement majeur de l'organisation étatique, économique et sociale n'interviendra pas, à-t-il poursuivi, le gouvernement fédéral ne pourra pas donner une dimension tout à fait nouvelle à son aide et à sa coopération. »

M. Mitterrand, président en exercice de la Communauté, s'est exprimé longuement, à titre personnel, sur la création d'une banque pour le développement et la modernisation de l'Europe de l'Est. Cet établissement devrait bénéficier d'une « large participation » à son capital des pays occidentaux, notamment de ceux ayant répondu à l'appel du sommet de l'Arche. Intervenant dans le débat qui a suivi, M. Valéry Giscard d'Estaing a critiqué ce projet : « Nous n'avons pas besoin d'une nouvelle institution internationale, car nous disposons déjà de la Banque mondiale et de la Banque européenne d'investissements. » « Ce qu'il faut », a précisé le président des Libéraux européens, c'est créer des banques adaptées au cas de chacun des pays de l'Est, dont le capital soit partagé par moitié entre la Communauté et l'Etat bénéficiaire, qui soient proches du terrain et des besoins des entreprises, et donc installées sur place. »

### « Dans une Europe libre et unie »

Le chancelier fédéral a prêté, quant à lui, l'attention sur le sort des Allemands de l'Est. Avec la solennité qui convient, M. Kohl a déclaré : « Ils n'ont pas besoin de leçon de quelque côté que ce soit ; ils sont les mieux placés pour savoir ce qu'ils veulent. Cela est vrai aussi pour ce qui est de l'unité allemande, pour ce qui est de la réunification. » Pour marquer sans doute qu'il n'y avait rien d'inconvenant dans ses propos, le chancelier a rappelé la formule de Konrad Adenauer : « Une Allemagne libre et unie dans une Europe libre et unie. »

M. Kohl n'a en tout cas pas choqué les groupes socialiste et chrétien-démocrate, qui détiennent la majorité à l'Assemblée et dont la résolution comporte un libellé comparable. M. Jean-Pierre Cot (PS), a proposé que l'Agence européenne pour l'environnement soit qualifiée de « paneuropéenne », et installée à Berlin-Est.

Profitant du lyrisme ambiant, le Républicain allemand Franz Schönbuber, membre du groupe des Droites européennes (présidé par M. Jean-Marie Le Pen) ne s'est pas gêné pour y aller de son complet réunitif : « Il n'y a qu'une seule et unique Allemagne, et ce n'est pas la CEE de décider quand elle se réunifiera. »

A la fin de son allocution M. Mitterrand est revenu aux dures réalités de la construction communautaire. Le chef de l'Etat a expliqué que la solidarité avec l'Europe de l'Est serait vaine si les Douze n'étaient pas en mesure de se doter au prochain conseil européen « des instruments d'une politique économique et monétaire, des instruments d'une politique sociale ». Visiblement décidé à clarifier la situation, il a affirmé : « Voilà les questions que je poserai au sommet de Strasbourg, chacun devra y répondre. » Interrogé, au cours d'une conférence de presse sur la fixation d'une date pour la convocation de la conférence intergouvernementale sur l'Union économique et monétaire (UEM), M. Kohl a rappelé qu'il n'avait pas encore répondu sur la date du deuxième semestre 1990 proposée par la France et qu'il voulait attendre la fin des discussions en cours. Le chancelier a eu toutefois des paroles d'une tonalité positive : « Ce que je vise est l'achèvement du marché unique. Il serait opportun de profiter de l'occasion 1993 pour présenter un nouveau traité à la ratification des Parlements nationaux. »

MARCEL SCOTTO

## 24 HEURES DU MANS: 1<sup>er</sup> MERCEDES-MICHELIN

### SUZUKA: 1<sup>er</sup> MERCEDES-MICHELIN

### DIJON: 2<sup>e</sup> MERCEDES-MICHELIN

### JARAMA: 1<sup>er</sup> MERCEDES-MICHELIN

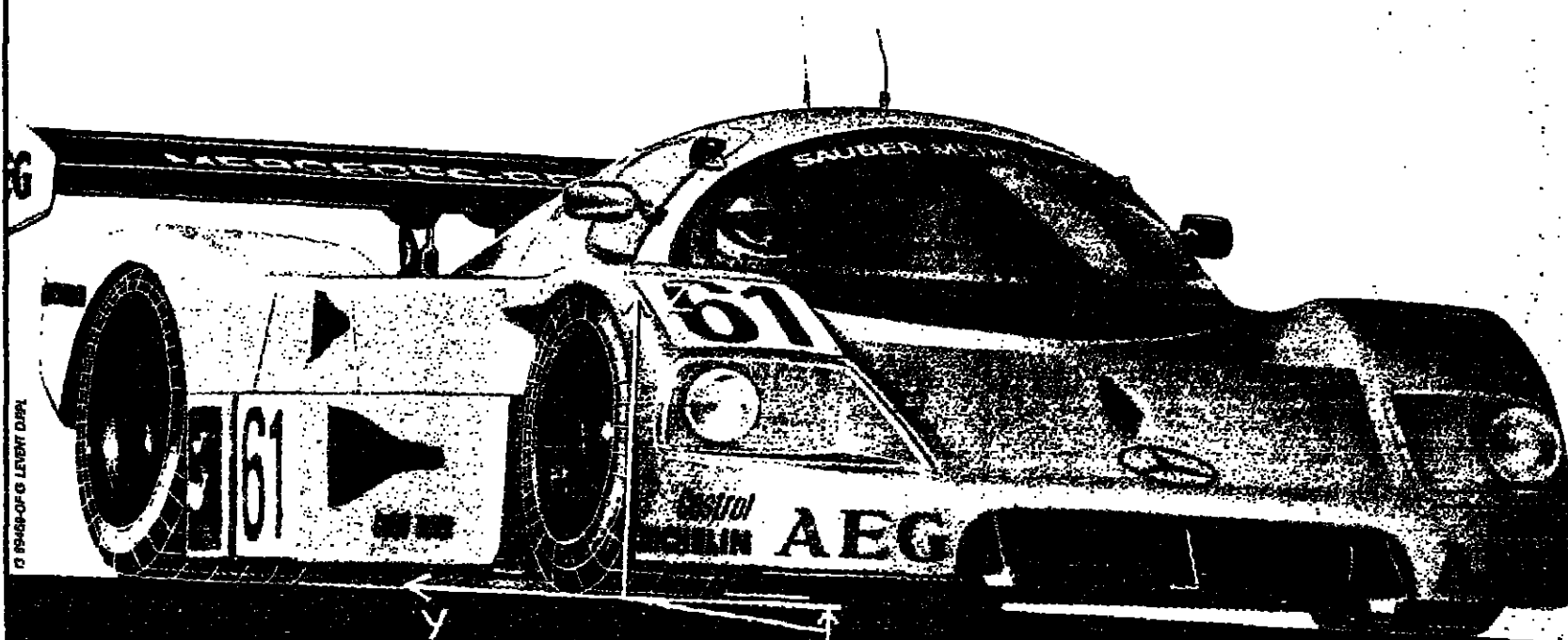
### BRANDS HATCH: 1<sup>er</sup> MERCEDES-MICHELIN

### NURBURGRING: 1<sup>er</sup> MERCEDES-MICHELIN

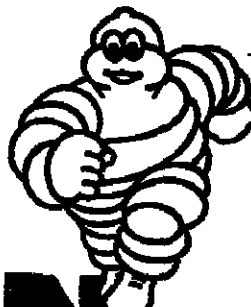
### DONINGTON: 1<sup>er</sup> MERCEDES-MICHELIN

### SPA: 1<sup>er</sup> MERCEDES-MICHELIN

### MEXICO: 1<sup>er</sup> MERCEDES-MICHELIN



Victoire aux 24 heures du Mans, 7 victoires sur 8 courses et le titre de Champion du Monde des Sports Prototypes pour Mercedes. Bravo aux pilotes, aux ingénieurs et à toute l'équipe Mercedes.



# MICHELIN



## EUROPE

Dans un entretien à « Paris-Match »

### Le président de la République affirme que l'Europe va traverser « une période de grande tension »

Dans l'entretien qui ouvre le numéro spécial que Paris-Match consacre cette semaine aux années 80, M. François Mitterrand estime que c'est « la transformation de l'Europe, l'Europe communautaire qui se fait, l'Europe communautaire qui se défait » qui constitue l'élément dominant de cette période. « A l'Est, précise-t-il, le changement n'a été possible que parce qu'il y a eu Mikhaïl Gorbatchev assez lucide et courageux pour tirer la leçon de l'échec du système dans lequel il a hérité », M. Mitterrand formule également l'espoir que M. Gorbatchev « surmontera » les obstacles qu'il rencontre et que « l'Occident l'y aidera ».

M. Mitterrand explique que M. Gorbatchev, à qui il reconnaît « une réelle intuition », veut « éliminer les risques de guerre chaude ou froide et se consacrer à ce qui est pour lui l'essentiel : la restauration économique de son pays et sa modernisation, ce qui suppose son ouverture au monde extérieur ». « Cette priorité est contrainte, souligne-t-il, par le réveil brutal des nationalités à l'intérieur de l'Union soviétique et par la lourdeur de la machine qu'il dirige, la ralenteur de ses mécanismes ».

Reconnaissant que la question de savoir si M. Gorbatchev peut réussir « vaut d'être posée », il déclare chercher, « sans fermer les yeux ni baisser la garde, à accroître ses chances de réussite ».

Après avoir qualifié de « prodigeux » ce qui se passe en RDA, le président de la République observe que le processus de réunification « sera plus lent que certains l'imaginent » et que « la volonté du peuple ne peut se passer de l'accord des Etats, des Etats allemands comme des Etats garants du statut allemand ». Sans écarter l'hypothèse d'une accélération due à la pression populaire, il explique que « certaines données restent incontournables » et que « la question des frontières issues de la dernière guerre reste entière et ne se règlera pas dans un moment d'émotion ».

A propos de la Communauté, il déclare : « J'attends que les pays européens occidentaux prennent davantage conscience de l'urgence qu'il y a à pour eux à parachever leur entreprise communautaire. « Allez plus vite », voilà ce que je leur demande, sinon ils seront entraînés dans le maelström. Cela, au demeurant, ne constituera qu'une étape car le véritable rendez-vous est celui qui verra l'Europe se reconnaître dans l'Europe et, d'où qu'ils soient, du Nord ou du Sud, de l'Est ou de l'Ouest, les Européens se redécouvrir ». « Pour l'instant, nous vivons cette contradiction qui veut que les alliances restent ce qu'elles étaient, les puissances dominantes aussi, même si les commandes répondent de moins en moins, tandis que, arbitrairement coupée en deux (...) l'Europe tout entière s'est mise en mouvement. Maintenant les centres de pouvoir vont se multiplier. Chacun voudra obéir à sa loi. Nous allons traverser une période de grande tension. Je ne vois dans notre paysage immédiat qu'une rampe à portée de la main : l'Europe communautaire ».

(Lire page 10 les autres déclarations de M. Mitterrand sur l'immigration en France, la politique des revenus et la situation de l'opposition.)

### M. Mitterrand rencontrera M. Gorbatchev le 6 décembre à Kiev

C'est le 6 décembre, à Kiev, trois jours après le sommet américano-soviétique de Malte, que M. François Mitterrand s'entreprendra avec le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev.

Cette rencontre se déroulera en dehors du calendrier habituel des sommets franco-soviétiques. M. Gorbatchev s'était rendu en juillet à Paris et M. Mitterrand est toujours attendu au premier semestre de 1990 à Moscou.

Voulant rassurer ses alliés avant le sommet de Malte

### M. Bush : « Même si les forces sont nettement réduites, nous resterons en Europe »

Assurer M. Gorbatchev que les Etats-Unis n'ont aucune intention de « tirer avantage » des changements en Europe de l'Est, et obtenir en échange l'assurance que ces changements pourront se poursuivre sans obstruction soviétique et accessoirement que Moscou cessera d'alimenter les foyers de troubles en Amérique centrale : à dix jours de son départ pour Malte, le président Bush a expliqué, mercredi 22 novembre, aux Américains dans quel esprit il abordait ce premier sommet de sa présidence.

WASHINGTON

de notre correspondant

En cette veille de Thanksgiving day — qui perpétue la tradition des premiers pèlerins venus d'Europe sur le continent américain et qui rendait grâce à Dieu, — M. Bush a tenu à respecter l'atmosphère familière de cette fête très chère aux Américains. Ce fut donc un petit discours au coin du feu, prononcé non à la Maison Blanche mais depuis la résidence de Camp David, et où il a exalté ces « nouveaux pèlerins en route pour la liberté » que sont les peuples d'Europe de l'Est. Un discours tout rempli d'excellentes intentions, mais aussi un plaidoyer *pro domo* par lequel M. Bush s'est une fois de plus attaché à répondre aux critiques de ceux qui le trouvent trop pusillanime : « Le moment où l'histoire change n'est pas le moment d'agir avec imprudence ».

Comme il le fait à chaque occasion depuis l'annonce de la rencontre de Malte, M. Bush a beaucoup insisté sur ce que ce sommet ne serait pas : « Nous n'allons pas nous rencontrer pour déterminer le sort de l'Europe », et il ne sera pas non plus question de « négocier en détail sur le contrôle des armements ». Ce sera en revanche le moment « d'explorer », M. Bush ne précise pas vraiment ce qu'il souhaite explorer (quelques semaines plus tôt, il avait parlé,

plus modestement encore, de « faire connaissance » avec M. Gorbatchev), mais se contentant de proposer un échange de bons procédés : « Nous allons demander à M. Gorbatchev l'assurance que le processus de réforme va se poursuivre en Europe de l'Est », et nous lui donnerons notre assurance que l'Amérique ne salue pas ces réformes en adversaire qui chercherait à en tirer avantage mais en peuple qui souhaite apporter son aide ».

Des assurances, M. Bush en apporte aussi aux Européens de l'Ouest quant à la fidélité des Etats-Unis à leurs engagements. « Même si les forces sont nettement réduites des deux côtés, nous resterons en Europe tant que nos intérêts le voudront et auront besoin de nous ». « La rôle de l'Amérique peut changer dans sa forme, ajoute cependant M. Bush, mais pas dans ses fondements ». Le président américain confirme par la même occasion qu'il se rendra à Bruxelles pour rencontrer ses partenaires de l'OTAN, au lendemain du sommet de Malte.

Mais, en dépit de toutes ces assurances, M. Bush prend soin de dissiper l'impression qu'il ne fait que suivre les événements depuis les gradins. Il évoque ses discours passés, son voyage en Europe de l'Est, l'aide américaine à la Pologne et à la Hongrie, bref, il s'inscrit dans l'action, et s'essaye au lyrisme : « Ce n'est pas la fin du livre de l'histoire, affirme-t-il à propos du bourgeoinement de la démocratie en Europe de l'Est, mais la fin joyeuse de l'un de ses chapitres les plus tristes ».

Il en profite pour dire, avec plus d'enthousiasme que jamais jusqu'ici, tout le bien qu'il pense de l'homme qu'il va rencontrer à Malte.

M. Bush a malgré tout autre chose à dire, ou plutôt à demander, au numéro un soviétique. Car, si la démocratie progresse, « dans les Amériques » comme elle le fait en Europe, il faut parler des exceptions que sont Panama, Cuba et le Nicaragua, et tout particulièrement ces deux derniers pays, dont les régimes ne se maintiennent face

à leurs peuples que grâce « à l'aide massive de leurs alliés communistes ». M. Bush va donc demander à M. Gorbatchev d'aider les Etats-Unis à apporter la démocratie à l'Amérique centrale.

Dans son discours de Camp David, M. Bush n'a pas soulevé le mot du Salvador, mais il avait longuement évoqué le sujet au cours de la matinée dans un impromptu avec la presse, à l'occasion d'un déplacement en avion. Avec une insistance bien maladroite, le président a fait valoir combien dans le cas du Salvador sa réaction avait été rapide, puisqu'il avait, dès que fut connue la présence d'Américains dans l'hôtel partiellement contrôlé par les rebelles, dépêché sur place des unités spéciales de l'armée. Mais, comme emporté par son désir d'effacer l'impression de passivité ou au moins d'hésitation laissée par son attitude lors de la récente tentative de putsch contre le général

Noriega, M. Bush s'est aventuré un peu loin en affirmant que ces unités avaient, en collaboration avec des troupes salvadoriennes, « libéré » l'hôtel des mains des « terroristes », et en exultant en termes presque épiques cette brillante opération.

La réalité ayant de toute évidence été nettement moins glorieuse, de hauts responsables de l'administration ont dû apporter au plus vite les « éclaircissements » nécessaires à la bonne compréhension des propos présidentiels. Mais la précipitation manifestée par M. Bush dans ses commentaires sur l'incident du Salvador comporte au moins un enseignement : ce président est beaucoup plus sensible aux critiques qu'il ne veut bien le dire, et son attitude future, que ce soit à propos de l'Amérique centrale ou de l'évolution de l'Europe, pourrait en être affectée.

JAN KRAUZE

M<sup>re</sup> Thatcher va rencontrer le président des Etats-Unis

### Entre Londres et Washington des relations moins idylliques qu'autrefois

La « relation spéciale » entre Londres et Washington n'est plus ce qu'elle était, et la visite que M<sup>re</sup> Thatcher s'apprête à rendre vendredi 24 novembre à Camp David à M. George Bush n'aura sans doute plus rien à voir avec celle qu'elle avait faite, il y a un peu plus d'un an, au président Reagan, alors sur le départ.

Si le premier ministre britannique s'en tient à des positions apparemment immuables, la politique de l'administration américaine à l'égard de l'Europe a changé, sa politique de sécurité est en train d'évoluer. Les déclarations faites ces jours derniers par le secrétaire américain à la défense, M. Richard Cheney, ont été froidement accueillies à Londres. Les Américains étudient actuellement les moyens de réduire leurs dépenses militaires et leur présence en Europe pourrait être affectée au-delà des objectifs annoncés en juin dernier par le président Bush dans

le cadre des négociations sur le désarmement conventionnel. Même si le président américain, dans son discours de mercredi, a pris soin de préciser qu'aucune mesure ne serait prise sans l'accord des alliés, M<sup>re</sup> Thatcher doit sentir que la tendance générale en Europe ne va pas dans son sens : celui du maintien d'une défense forte et de la modernisation des équipements militaires.

M<sup>re</sup> Thatcher suit de trois jours M. Genscher aux Etats-Unis. Elle n'aura pas manqué de remarquer que les relations entre Bonn et Washington, fort mauvaises il y a moins d'un an, se sont spectaculairement réchauffées et que la France est aussi un partenaire qui compte pour le président américain.

Il est clair que le président Bush voit d'un oeil favorable le processus d'intégration communautaire.

C. T.

## Inquiétudes

Suite de la première page

M. Mitterrand paraît d'autre part persuadé que M. Gorbatchev serait renversé par un coup de force militaire s'il cédait sur ce point. Il l'a laissé entendre à ses interlocuteurs du Wall Street Journal, et il a affirmé à Stéphane Denis que M. Gorbatchev lui avait dit : « Le jour même de l'annonce d'une réunification allemande, un communiqué en deux lignes annoncera qu'un maréchal siège dans mon fauteuil ».

Ce nouveau pouvoir, ajoute M. Mitterrand, pourrait même ne pas être communiste mais il serait toujours « un grand danger ». C'est pourquoi le président de la République est opposé à tout deal américano-soviétique concernant la neutralisation de l'Allemagne moyennant un retrait des troupes soviétiques et américaines. « Nous ne pouvons pas oublier que le pouvoir militaire soviétique est encore très considérable », estime-t-il.

### Des effets en chaîne

Une réunification, craint-il d'autre part, entraînerait des effets en chaîne et exacerberait les vieilles querelles du passé qui se réveillent déjà dans toute l'Europe, entre Polonais et Allemands, entre Roumains et Hongrois, entre Serbes et Croates.

Seul donc, un solide pôle européen à quelques chances par son pouvoir d'attraction de transcender ces vieux démons. Telle est la « grande mission » de la Communauté européenne. Tel est aussi son intérêt car, en gagnant à l'Est, elle pourra ainsi devenir une incontestable puissance mondiale. Voici M<sup>re</sup> Thatcher placée en face de ses responsabilités. M. Mitterrand n'avait rien d'autre à l'esprit, mercredi, lorsqu'il a lancé, devant les parlementaires de Strasbourg : « Rien ne se fera si nous ne sommes pas capables dans quelques jours à Strasbourg de faire aboutir des projets de fond qui permettront à notre Europe de se doter des instruments d'une politique économique et monétaire, d'une politique sociale, d'une politique de l'environnement, de parachever le marché

intérieur selon le rythme et les démarches déjà décidés ».

### Architecte

d'une nouvelle Europe

M. Mitterrand noircit-il le tableau pour mieux faire valoir son point de vue sur la construction européenne et apparaître, au soir de six mois de présidence européenne, non seulement comme celui qui aurait su jadis convaincre M. Reagan de changer de politique à l'égard de l'Union soviétique, mais comme l'architecte d'une nouvelle Europe encore dans les brumes, et l'alter ego de MM. Bush et Gorbatchev, avec lesquels il va s'entretenir en décembre ? Sans mettre en cause la pertinence de certaines de ses analyses sur le monde communiste — beaucoup plus « pointues » que par le passé, — disons que son scénario optimiste suppose au moins la complicité passive de la population allemande (de l'Ouest mais surtout de l'Est) qui est prêle d'entendre et de comprendre pour longtemps encore que « la réunification n'est pas d'actualité », et le succès d'une entreprise de redressement d'économies pour la plupart en état de délabrement total. Il y faudra d'autant plus d'argent et de temps que les esprits ont été atteints et que, pour l'URSS par exemple, c'est une nouvelle génération qu'il va falloir former.

Pour ce qui est du scénario pessimiste, sans épiloguer sur les thèses « bonapartistes » du président qui divisent depuis longtemps les kreninologues, on peut se demander si les plus grands dangers qui menacent M. Gorbatchev ne sont pas davantage en URSS qu'à Berlin. Et cet homme, que M. Mitterrand nous décrit comme « lucide », « courageux », animé d'« une formidable conviction », d'« une réelle intuition », mais qui est aussi un extraordinaire politicien habile à camoufler toute situation d'infériorité en initiative spectaculaire, ne sera-t-il pas, le moment venu, capable, pour ce qui est de son pays au moins, de changer de visage et de mettre lui-même entre parenthèses le libéralisme qu'il affiche aujourd'hui ?

JACQUES AMALRIC

Air Afrique, c'est 28 villes desservies,  
521 liaisons régulières,  
750 000 passagers et plein  
de petites attentions à leur égard.



Attention pour adultes



Attention pour les - de 12 ans



Attention pour les grands



Attention pour la nuit



Attention pour mélomanes



Attention à la marche

MAINTENANT QUE VOUS AVEZ LU CE TITRE, VOUS SAVEZ TOUT OU PRESQUE SUR AIR AFRIQUE. IL SUFFIT PEUT-ÊTRE D'AJOUTER QUE NOUS ALLONS SUR 4 CONTINENTS. QUE NOUS VÉILLONS À AMÉLIORER SANS CESSER LE SERVICE À BORD DE NOS AVIONS, QUE NOUS OFFRONS DES SIÈGES PARTICULIÈREMENT CONFORTABLES, UN CLUB ASSISTANCE ENFANTS, DES FRÉQUENCES DE VOLS QUI PERMETTENT LE PLUS GRAND NOMBRE DE COMBINAISONS ENTRE L'EUROPE ET L'AFRIQUE, DES... ET DES... ET NOUS POURRIONS EN PARLER ENCORE LONGTEMPS ; MAIS L'ESSENTIEL EST QUE, MÊME SI NOUS SOMMES LA PREMIÈRE COMPAGNIE DU CONTINENT NOIR AFRICAIN, CELA NE NOUS DISPENSE PAS D'EN FAIRE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.

**AIR AFRIQUE**

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

صكزا من الامجل

حکومتی الامم

## PROCHE-ORIENT

### Les réactions dans le monde après l'assassinat

L'assassinat du président Moawad a suscité dans le monde une vague d'indignation. Les premières réactions enregistrées après l'attentat sont unanimes à le condamner.

Les Etats-Unis ont fermement condamné l'assassinat, qui constitue un coup dur pour eux, car ils avaient tout fait pour favoriser la restauration d'un pouvoir central au Liban. C'est « un acte de terrorisme scandaleux », a déclaré le président Bush, qui a ajouté que Washington ne laisserait pas « cet assassinat mettre fin aux efforts pour ramener la paix dans cette partie du monde ». Il a proposé l'aide des Etats-Unis pour

traduire en justice les responsables, sans cependant préciser ce que pourrait être cette aide.

L'ambassadeur d'URSS à Damas, M. Alexandre Zotov, a estimé, dans un entretien avec la presse, que l'attentat, qu'il a qualifié d'« acte terroriste », représentait « un danger pour le processus de paix au Liban ». Le président du Parlement européen, M. Enrique Baron a exprimé « l'indignation la plus profonde » de l'assemblée et a ajouté que la CEE a « l'impératif de manifester sa solidarité » à l'égard du Liban.

A New-York, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, s'est déclaré « pro-

fondement choqué et attristé » et a condamné « ce meurtre brutal qui a été commis par ceux qui cherchent à détruire les perspectives d'un Liban unifié ». Le Conseil de sécurité, après avoir condamné ce « lâche assassinat », a réaffirmé son appui aux efforts du comité tripartite de la Ligue arabe et à l'accord de Taëf. L'Assemblée générale de l'ONU, pour sa part, a observé une minute de silence.

Les réactions du monde arabe sont unanimes et violentes. La Syrie a été le premier pays au Proche-Orient à réagir, en accusant implicitement le général Aoun, qui n'avait pas accepté l'élection du président Moawad, d'en être res-

ponsable. « Ce crime odieux contre le Liban et la légalité libanaise intervient après une série de menaces proférées par Michel Aoun, qui s'est rebellé contre la légalité », écrit l'agence officielle SANA. L'Algérie, qui est membre du comité tripartite arabe arisan d'un projet de solution de la crise du Liban, a dit que ce crime « ne profite pas au peuple libanais » et qu'il fallait être rapidement un nouveau président.

A Tunis, le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chedli Klibi, a appelé le peuple libanais « à rester uni et à contenir sa passion ». L'Arabie

## Un coup d'arrêt brutal à la restauration des institutions

Dix-sept jours après son élection, le président René Moawad a été assassiné. Il a été victime d'un attentat à l'explosif au passage de son convoi, mercredi 22 novembre, à 13 h 50, dans une rue de Beyrouth-Ouest (secteur musulman) où il avait dû s'installer faute d'avoir pu gagner le palais présidentiel de Baabda, à Beyrouth-Est (secteur chrétien), le général Aoun refusant de reconnaître son élection (nos dernières éditions du 23 novembre). Dix-sept autres personnes ont été tuées dans l'attentat, dont cinq soldats des services de sécurité syriens qui participaient à son escorte. Quinze autres personnes ont été blessées.

BEYROUTH

de notre correspondant

Le président Moawad venait de participer aux cérémonies de l'indépendance, dont c'était le quarante-sixième anniversaire. Il les avait voulues sans faste ni défilé militaire, dans un esprit d'apaisement, pour ne pas accentuer les clivages et la division de l'armée. Il avait donc quitté le Sérail, au quartier des Arts et Métiers, bâtiment ottoman de la fin du siècle dernier reconverti en siège de la présidence du

conseil, qu'il utilisait pour ses audiences officielles depuis son installation à Beyrouth-Ouest. Son convoi avait à peine parcouru 300 mètres sur le boulevard dit « de la Télévision », en direction de l'immeuble sis à Ramlet-el-Batda, distant d'à peine 1 kilomètre, mis à sa disposition par l'homme d'affaires saoudien Rafic Hariri, qu'une déflagration extrêmement violente se produisit à son passage à partir d'une petite boutique désaffectée située sur le côté de la rue.

Quatre voitures du convoi, dont la sienne, bien que blindée, ont été détruites. Le président Moawad a été tué sur le coup, et son corps, déshabillé par l'explosion, n'a pu être identifié que bien difficilement. Mais au début, comme souvent en pareilles circonstances, on a commencé par dire que le président était saisi. Puis les nouvelles sont devenues contradictoires, et c'est deux heures après l'attentat qu'un radio basé à l'Ouest s'est mis à émettre de la musique classique. Quelques minutes plus tard, la mort du président était annoncée. Cinq de ses compagnons les plus fidèles sont morts avec lui.

Même dans le « réduit » chrétien où la population était mobilisée sinon contre le président Moawad du moins autour du général Aoun, qui contestait son autorité, l'attentat a provoqué la

consternation. De part et d'autre de la ligne de démarcation coupant Beyrouth en deux, un même sentiment d'angoisse étendait la population, qui se rejoindait dans une interprétation similaire de l'événement : « C'est un grand pas dans le processus de partition du Liban, peut-être irréversible cette fois ».

Car la conséquence de ce coup d'arrêt brutal à la restauration des institutions étatiques libanaises n'est-elle pas qu'il ne peut plus y avoir de président de la République ? Du moins de président maronite chrétien de tout le Liban ? Le risque est effectivement grand. Quel parlement, quels députés oseront, en effet, élire un autre président, alors que les ennemis de l'élection présidentielle ont frappé si fort et si vite ? Et qui osera se faire élire président, alors que l'élu ne pourra pas s'installer à Beyrouth-Est, ni désormais à Beyrouth-Ouest ?

Deux oppositions

Certes, après l'assassinat de Bachir Gemayel, le 21<sup>e</sup> jour suivant son élection à la présidence, avant même son entrée en fonctions — en 1982, il s'était tout de suite trouvé son frère — et d'autres candidats — pour briguer sa succession. Les circonstances sont aujourd'hui plus précaires aujourd'hui et, bien que le consensus arabe et international

qui avait débouché sur l'élection de René Moawad pour mettre fin à la vacance présidentielle devrait produire un autre président, personne, peut-être, ne lui succèdera de sitôt.

A qui est imputable l'attentat ? Deux oppositions radicales à l'élection présidentielle et, au-delà, au pacte de Taëf, s'étaient manifestées : la plus voyante, celle du général Aoun, premier ministre en secteur chrétien ; mais tout aussi profonde, celle des intégristes chiites du Hezbollah. Les spécialistes de l'interprétation des événements du Liban estiment que c'est surtout du côté des intégristes qu'il faut regarder. La rumeur publique n'a pas hésité à le faire. En revanche, Damas, au travers de ses médias, a accusé le général Aoun. La Syrie, si souvent mise en cause dans des situations similaires, ne devrait, par contre, pas l'être cette fois, non pas tant que René Moawad fut « son homme » — il ne l'était pas — mais parce qu'à ce stade, elle trouvait son compte dans la situation telle qu'elle était en train d'évoluer, y compris, selon certains observateurs, dans son blocage dû à l'infériorité du général Aoun.

Celui-ci, tout en présentant ses condoléances à la famille et au village du disparu et en saisissant la cour de justice de l'affaire — ce qui, dans le Liban d'aujourd'hui, ne saurait être que de pure forme, — s'est abstenu, dans le communiqué de son conseil des ministres, d'attribuer à René Moawad le titre de président de la République, se contentant de le qualifier de « grand notable du nord du Liban ».

Quant au premier ministre en secteur musulman, M. Selim Hoss, qui a pris l'initiative d'annoncer à la nation le décès du président et de proclamer sa détermination à suivre sa politique de réunification et de paix, il redevient le rival direct du général Aoun.

Plusieurs heures après l'attentat, aucune revendication n'avait été émise. L'imbroglio et la dualité à la tête de l'Etat libanais sont aujourd'hui plus compliqués et plus explosifs qu'ils ne l'ont jamais été.

LUCIEN GEORGE

### Défense de désespérer

Suite de la première page

Bachir Gemayel, en 1982, avait été assassiné vingt-deux jours après une élection quasi miraculeuse, et avant même d'avoir pris ses fonctions. Le règne de René Moawad aura été plus court encore, et il n'aura même pas pu mettre le pied, dérisoirement, dans le palais présidentiel de Baabda, où le général Aoun s'est toujours tenu.

Le chef d'Etat assassiné savait le risque qu'il courait. D'entendre un tel poste, dans un tel climat, suppose une abnégation qu'il confie à l'histoire. Cette constatation devrait suffire à montrer l'urgence profonde des jugements qui faisaient, qui font encore, du président martyr un simple « collabo ». En réalité, avec l'appui de la Ligue arabe, et de la grande majorité de la communauté internationale, Etats-Unis, URSS et France compris, il avait voulu croire que sa modération, sa connaissance des hommes et des choses, la fatigue des combats, lui permettraient de réaliser l'union nationale.

Jugeant, comme avant lui le président Sarkis et, à la fin de son mandat, Amine Gemayel, le consentement de Damas indispensable à toute solution de ce type, voyant dans l'accord de Taëf le seul moyen de persuader Hafez El Assad de desserrer son emprise sur le pays du Cèdre, — il avait ouvert avec lui, à la patrie arabe, une porte à double sens, et il avait ouvert avec lui, à la patrie arabe, une porte à double sens, et il avait ouvert avec lui, à la patrie arabe, une porte à double sens.

Il faut croire qu'il n'était pas si loin de parvenir à ses fins, puisque, avec un sang-froid et une minutie qui glaçent le sang, il a été tué.

Trop nombreux sont ceux qui, à la suite de l'attentat, ont désigné un pluriel qu'un autre, mais comment croire que des hommes se réclamant du Christ auraient pu perpétrer un acte aussi contraire à son enseignement. Il y a bien des fois, dans la région, qui vont jusqu'à se déclarer tels, pour qu'on n'ait que les empires du choix des autres hypothèses.

On écrivait dans ces colonnes, au lendemain du meurtre de Bachir Gemayel, « Défense d'espérer » (1) : des assassins à dessein anonymes ne venaient-ils pas de signifier aux Libanais que la paix leur était désormais interdite ? Il seyait tant de reprendre ce titre. Mais c'est le contraire qu'il faut dire aujourd'hui à ce peuple accablé de souffrances : il ne peut pas désespérer. C'est parce qu'il s'approchait du but que René Moawad a été abattu. Le devoir de tous ceux qui, à l'intérieur et à l'extérieur du Liban, l'ont soutenu est de remettre sur le métier l'ouvrage cent fois repris et cent fois détruit.

La climat international s'y prête. La soutien donné par un grand nombre de maronites au général Aoun a impressionné les opinions, et montré qu'il ne se laisserait pas ramener à l'état de châtiment, de simples protégés de la Syrie ou d'un Etat islamiste. Moscou, qui a d'autres chats à fouetter, modère ostensiblement le régime de Damas, lequel a fort besoin pour ses fins de mois des libéralités saoudiennes. Israël, que beaucoup de chrétiens libanais soupçonnent d'entretenir d'« avoir partie liée », par le truchement américain, avec Damas, devrait avoir intérêt à calmer le jeu dans la région. Rafsanjani n'est pas Khomeini, et il lui faut donner la priorité à la reconstruction de son pays, épuisé par la guerre avec l'Irak. L'Algérie, le Maroc, l'Arabie saoudite, qui n'ont pas toujours été ses amis, ont refusé, à Taëf, de mettre au point un accord que ce qui reste du Parlement libanais a jugé et jugé encore acceptable.

L'histoire a plus d'une fois montré — on l'a vu tout récemment — encore, en Nouvelle-Calédonie — que l'explosion de la haine peut dessiller les yeux des plus aveugles, donnant ses chances à la paix au moment où elle paraissait le plus compromise.

Défense donc, au Liban comme ailleurs, de désespérer.

ANDRÉ FONTAINE

(1) Le Monde du 16 septembre 1982.

## René Moawad, ou l'incarnation d'un fragile renouveau

BEYROUTH

de notre correspondant

« Politiquement et physiquement, je suis une cible idéale. Pour plus d'un. Si l'on veut empêcher le Liban de renaitre de ses cendres. Bien sûr que rien n'est plus précieux que ma situation ici. Bien sûr que je le sais. Bien sûr qu'au fait de cet immeuble, en pleine ville, aussi bien que dans les rues que je traverse pour me rendre au Sérail, dans la jungle de Beyrouth-Ouest, on peut m'abattre cent fois par jour. Mais il me faut passer par là pour reprendre — en fait pour prendre — le pouvoir, « mon » pouvoir. Et pour reconstruire le Liban. Je le ferai. Je ne serai pas indéfiniment un président réfugié. »

Le regard perdu au loin, la voix traînante mais la force tranquille, René Moawad réfléchissait tout haut, alors que nous discutons de la première interview qu'il nous accorderait en tant que président de la République. « La force tranquille », il aimait ce slogan du président Mitterrand et aurait souhaité l'adopter. Trop connu. Il en a choisi un autre, difficilement traduisible, ou s'allient souplesse et inflexibilité. En français, c'est antinomique, en arabe cela se marie. Mais cette « souplesse inflexible » exprime — exprimait — fort bien le personnage : réaliste dans toutes les négociations et tractations, recherchant dans les situations les plus bloquées la faille par où se faufiler vers une solution, mais bien plus intransigeant qu'on ne l'aurait cru lorsque l'essentiel

des intérêts de la nation — et des chrétiens du Liban — était en jeu.

Et quel blocage que celui auquel René Moawad a été confronté durant son éphémère présidence ! Son adversaire : un général pugnace que rien ni personne ne parvenait à ébranler, convaincu d'incarner la volonté populaire de résistance à l'occupation syrienne et israélienne. Ses interlocuteurs : les « ultra-prudents » musulmans modérés et les « ultra-hésitants » leaders du réduit chrétien. Ses ennemis : tous ceux qui refusaient le nouvel arrangement inter-libanais, dit de Taëf, dont il était l'incarnation. Ses problèmes : potentiellement, comme pour tout président libanais, la présence des Syriens, même si ceux-ci étaient à ce stade des protecteurs et le montraient un peu trop. De l'autre, l'attitude des Israéliens, qui commençaient, dit-on, à sortir de leur réserve, à son détriment.

Inlassablement, il a remis sur le métier, durant ces quelques jours de demi-pouvoir qui lui ont été donnés, le cabinet d'entente nationale qu'il était censé constituer pour aller de l'avant. Avait-il réussi à ouvrir une brèche dans le mur des calculs des uns et des autres ? On ne le saura jamais, car ce n'est plus maintenant que la gouvernance d'union pourra être constituée.

Mais déjà, René Moawad se projetait au-delà des barrières, pourtant quasi-insurmontables, qui se dressaient entre lui et le pouvoir réel. La jeunesse, les problèmes de société et ceux des travailleurs sont vite

devenus les leitmotifs de ses réflexions. Il s'était rendu compte que sa présidence se jouerait autant sur cela que sur la mise en œuvre des nouveaux équilibres politiques au Liban, même si ces derniers — et il en était également conscient — étaient vixants.

Le point d'orgue de sa présidence balbutiante fut la présentation, le 19 novembre, des lettres de créance de l'ambassadeur américain, dans le froid atmosphère de 1 500 mètres d'altitude d'Helwan, son village. C'était, avec quelques maledresses qui ne lui étaient certes pas imputables, le symbole de l'appui des grands de ce monde — Américains, Soviétiques, Français, Arabes — à sa personne et à sa fonction. C'était sa force face à l'indéfectible général. C'était dimanche dernier.

Quand, il y a dix-sept jours, René Moawad a gagné le pari de devenir chef de l'Etat, on pouvait dire qu'il lui restait à tenir celui, encore plus difficile, de réussir sa présidence. « Au service de son pays et non plus de sa carrière ». Le temps ne lui en a assurément pas été donné. Son tragique destin lui fait, en tout cas, justice du grief d'être un homme susceptible de sacrifier la nation sur l'autel de ses intérêts personnels : si tel était le cas, il n'y aurait pas eu de raison de le supprimer.

« Le fils de Zghorta ne bradera jamais la souveraineté nationale », proclamait un calicot devant sa maison d'Helwan, où il était le plus lui-même, dans ce haut lieu de la maronite et de la montagne libanaise.

L. G.

### Dans la communauté maronite de Paris

## Tristesse et recueillement

Dans le salon oriental de l'église Notre-Dame-du-Liban, à Paris, le café est encore chaud. Les fidèles de la communauté maronite sont réunis autour de gravures du dix-neuvième siècle représentant Beyrouth et le mont Liban. La messe vient de s'achever. Dans l'ornement qui a suivi la lecture de l'Evangile, Mgr Hariri a évoqué le « vaste complot contre le Liban, sa souveraineté et son indépendance ». « Plus que jamais, nous sommes face aux forces du mal qui se liguent contre nous et contre ce pays, dira-t-il. Mais il nous faut laisser une marge à Dieu. Malgré la guerre et les machinations qui tentent de faire échouer la conciliation, nous n'avons pas perdu l'espérance. »

Derrière une immense carte peinte du Liban, la télévision du salon occidental diffuse le journal du soir. La messe s'est achevée trop tard pour que les fidèles puissent voir les images de l'attentat, mais tous ont en tête la même information : l'explosion s'est produite à Beyrouth-Ouest, dans un quartier contrôlé par les Syriens, 200 kilos de TNT non détectés — alors que l'armée syrienne quadrille le secteur — ont été jetés dans le feu.

Je n'y crois pas. Je ne peux pas y croire. Ils savent tout ce qui se passe dans ces quartiers. Pour lui comme pour ses voisins, les coupables sont les Syriens. « Les occupants ». Derrière lui, de jeunes militants de l'Union pour le Liban distribuent des tracts frappés du Cèdre. Eux aussi accusent Damas. « René Moawad vient d'être assassiné », proclament-ils. Les ennemis du Liban ont frappé encore une fois. (...) Unis, nous briserons la chaîne syrienne. »

Tous se disent « tristes », « affligés » parfois. « Pour l'homme », ajoutent-ils. Car s'ils déplorent la mort de René Moawad, aucun n'en parle comme du « président du Liban ». Ils n'ont pas oublié les accords de Taëf et l'élection présidentielle : « sous contrôle syrien ». Malgré le recueillement et le désespoir, René Moawad reste pour beaucoup « un homme bien trop proche de Damas ». Leur « chef de file », leur « symbole », leur « référence », disent-ils parfois, reste le général chrétien Michel Aoun.

Certains disent que l'attentat profitera au général Aoun, explique une Libanaise. Ce n'est pas qu'il lui profite. C'est tout simplement qu'il lui donne raison. La Syrie est de plus en plus forte au Liban. Il faut la chasser de chez nous. La messe du 22 novembre devrait être celle de l'espérance. Autour du café libanais, servi dans les salons de l'église, la communauté chrétienne maronite paraît ce soir de condolances.

ANNE CHEMIN

Interdiction :

ent d'es vent d'

LA C AU XX

LA C AU XX  
FAYAR



## PROCHE-ORIENT

### du président du Liban

saoudite a vigoureusement condamné « l'attentat barbare » et a réaffirmé sa « pleine disposition » à aider le Liban à surmonter sa crise.

En Israël, pays qui contrôle une zone de territoire libanais contiguë à sa frontière nord, le chef d'état-major de l'armée, le général Dan Shomron, a estimé que « l'assassinat du président Moawad signifie le mort de l'accord de Taëf » et que son pays « continuera de se réserver le droit d'opérer au nord de la zone » qu'il a créée au Liban sud, « pour empêcher toute attaque terroriste contre les localités du nord d'Israël ».

A Beyrouth, M. Jomblatt, qui est l'un des principaux alliés de la Syrie au Liban, a mis en cause « certains régimes arabes et certains cercles qui veulent créer un Etat chrétien au Liban ». A la question de savoir s'il accusait le général Aoun, il a répondu : « Aoun n'est que l'instrument de l'Irak, d'Israël, et en même temps, il faudrait demander à la France si elle veut un Liban multiconfessionnel ou un Liban chrétien dans le mont Liban. C'est une question que je pose directement à François Mitterrand. Je n'accuse pas la France, mais elle n'a pas reconnu officiellement M. Moawad à part certains signes timides, et ce n'est pas suffisant. »

### M. Mitterrand : « consternation et grande tristesse »

Le président Mitterrand a, dès mercredi 22 novembre, envoyé un message de condoléances à M. Moawad, la veuve du président libanais assassiné. « C'est avec consternation et grande tristesse que j'apprends le crime terroriste qui a frappé le président Moawad. Son élection à la présidence de la République avait fait naître un grand espoir, particulièrement en France. Il avait les risques qu'il prenait en assumant cette charge. Il avait fait face à la situation avec courage et patriotisme, persuadé d'avoir pour la souveraineté et l'intégrité de son pays. Tous ceux qui aiment le Liban sont aujourd'hui en deuil. Je vous prie de partager avec vos proches mes condoléances attristées. »

Par un communiqué publié par le Quai d'Orsay, « le gouvernement français a condamné avec la plus grande vigueur l'odieux attentat qui a coûté la vie au président de la République libanaise, René Moawad. La France rend hommage à la mémoire de l'homme de dialogue qui, porté par l'élection à la magistrature suprême, avait, en

pleine connaissance des difficultés de sa charge, mis son patriotisme et son expérience au service de son pays. Il avait entrepris d'agir avec prudence et clairvoyance.

« René Moawad incarnait, après l'aboutissement positif des efforts de conciliation entrepris à Taëf, l'espoir d'un Liban indépendant et souverain dans la paix retrouvée entre tous les Libanais. Cet espoir demeure. L'accord de Taëf en reste l'ancrage le plus sûr. En ce jour de fête nationale du Liban cruellement marqué par le deuil, la France forme le vœu que la tragédie d'aujourd'hui, loin de réveiller de nouvelles divisions ou de nouvelles aventures, donne aux Libanais le courage de s'unir pour l'entente nationale et la paix. »

« La France est plus proche que jamais du Liban, a conclu ce communiqué. Elle renouvelle à la famille du président Moawad et aux familles de toutes les victimes de cet acte criminel ses condoléances émuës. »

A Strasbourg, où il participait à un débat au Parlement européen,

M. Roland Dumas a qualifié l'assassinat du chef de l'Etat libanais de « crime et attentat lâche et inexcusable ». C'est un drame pour le Liban et les Libanais, qui commencent à reprendre espoir et à avancer, grâce au cesse-le-feu, un peu de répit. « En même temps que s'éteint le président Moawad, c'est l'espoir qui s'éteint », a ajouté le ministre des Affaires étrangères, qui a lancé un appel « à tous les hommes de bonne volonté qui vivent sur cette terre déchirée » et exprimé l'espoir que tous les Libanais puiseront « dans ce nouveau malheur l'énergie qui leur sera nécessaire pour vaincre ce nouveau coup du destin. »

A l'Assemblée nationale, où les députés ont observé une minute de silence à la mémoire de M. Moawad, M. Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères, a exprimé son « émotion » et sa « consternation, devant cet horrible attentat ». Les sénateurs ont également observé une minute de silence.

Les autres réactions françaises traduisent toutes la même consternation. M. Louis Mermaz, président du groupe PS à l'Assemblée, a déclaré : « Nous sommes très malheureux pour les victimes, également pour le peuple libanais qui est à nouveau déchiré. Nous souhaitons qu'il y ait le plus vite possible la réconciliation. »

#### M. Chirac :

« une espérance assassinée »

Au RPR, M. Jacques Chirac a estimé que cette « mort est aussi une espérance assassinée. Au moment où apparaissait enfin une chance de voir le Liban retrouver un équilibre institutionnel, ce meurtre signifie bien le mépris dans lequel certains tiennent l'unité et la dignité du Liban et de son peuple ». Secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé a estimé que « la communauté internationale et la France (...) doivent tout faire pour tenter de trouver les voies d'une paix durable ».

Pour M. François Léotard, président du PR, cet « assassinat (...) s'inscrit dans une longue série de drames que ne mérite pas le peuple libanais. Ce meurtre doit conduire à persévérer dans la recherche d'une solution qui permette aux Libanais de vivre dans la paix et l'indépendance ».

Président du groupe communiste à l'Assemblée, M. André Lajoinie a déclaré qu'« il y avait un début de solution à cette situation très compliquée et voilà que le crime est entré en œuvre. On pouvait éviter ça (...), et je pense que sont engagées les responsabilités de ceux qui soutiennent des factions comme celles du général Aoun. Je pense notamment au gouvernement israélien qui a des armes, et qui est présent sur le territoire ».

Enfin, tandis que le secrétaire général de la CFDT, M. Jean Kasper, estimait que « les ennemis de la paix assassinent le président libanais », le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon et président de la Conférence épiscopale de France, a qualifié ce drame d'« insulte abominable à l'espérance qui avait commencé à se lever. Le processus de la division est à nouveau enclenché ».

□ Fin de la visite de M. Shamir à Paris. — Le premier ministre israélien a déclaré mercredi 22 novembre que « M. Mitterrand pense que l'intérêt de la France lui dicte une position pro-palestinienne et pro-arabe ». « Nous nous opposons à une telle position », a ajouté M. Shamir. Celui-ci a répété qu'il n'accepterait jamais « un Etat palestinien et a exclu toute participation active de l'Europe à un processus de paix au Proche-Orient. M. Shamir devait quitter Paris jeudi pour Rome.

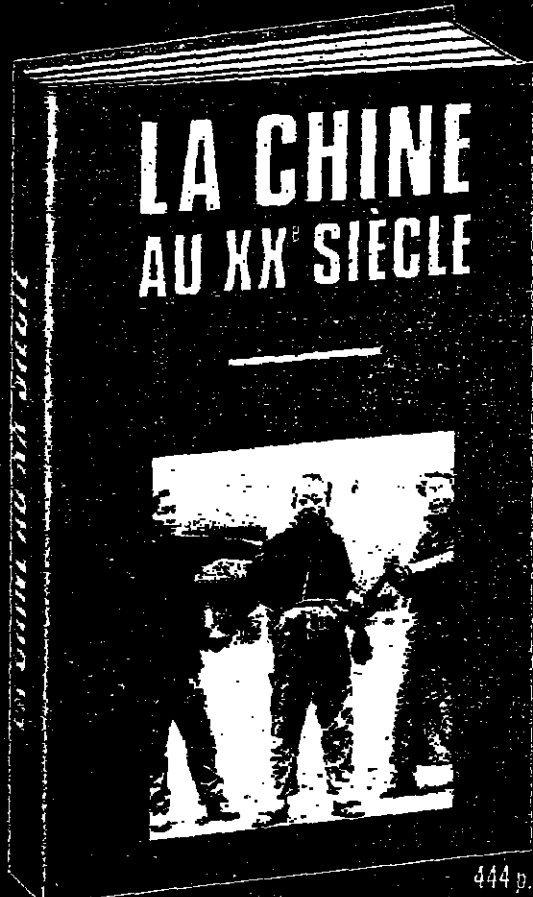
## Vent d'est contre vent d'ouest

Le communisme chinois est-il un avatar de la tradition anti-occidentale ? Réponse éclairante dans « La Chine au XX<sup>e</sup> siècle. »

R.F. Libération

Sans doute l'un des ouvrages majeurs sur la Chine.

Patrice de Beer, Le Monde



444 p.  
150 F.

Sous la direction de Marie-Claire Bergère, Lucien Bianco et Jürgen Domes. A paraître en 1990 : La Chine au XX<sup>e</sup> siècle, 1949-1989.

l'Histoire  
chez  
**FAYARD**

## Et si on rendait hommage dès maintenant à ce que tout le monde trouvera génial demain.

Des œuvres et des produits nouveaux ont vu le jour en 89. Des jurys indépendants ont désigné les grands prix de la Fnac 1989.

#### Prix de l'innovation technologique

Appareil photographique magnétique Ion/Canon

#### Prix du design

Casque infrarouge MDR IF 5 K / Sony

#### Prix des Adhérents Fnac

Micro-ordinateur de poche compatible PC Portefolio / Atan

#### Prix du meilleur recueil de nouvelles françaises

L'Opéra muet de Sylvie Germain (Maren Sell)

#### Prix du meilleur recueil de nouvelles étrangères

Autres nouvelles du Bengale de Satyajit Ray (Presses de la Renaissance)

#### Prix du livre d'Art

Motherwell de Marcelin Pleynet (Daniel Papierski)

#### Prix du livre jeunesse

La Coccinelle (Gallimard Jeunesse)

#### Prix du disque de jazz

"A sip of your touch" Riccardo Del Fra (IDA)

#### Prix du disque classique

"Les vœux de la vierge de Monteverdi" Jordi Savall (Astrée)

#### Prix du disque variétés françaises

"Novice" Alain Bashung (Barclay)

#### Prix du disque variétés étrangères

"Yellow Moon" Neville Brothers (A & M / Polydor)

#### Prix du disque sono mondiale

"Nusrat Fateh Ali Khan" (Real World / Virgin)

## Les grands prix de la fnac 1989

**fnac**

سكنا من الامم

## PROCHE-ORIENT

LIBAN : après l'assassinat du président René Moawad

## Quinze ans de guerre civile

Voici une chronologie des principaux événements qui ont marqué quatorze ans et demi de guerre au Liban.

**1975**  
13 avril : la guerre éclate. Après l'assassinat de quatre chrétiens près de l'église d'Al-Rammaneh, des Kataëbs (membres des Phalanges) mitraillent un autobus palestinien, tuant ses vingt-sept occupants. Suivront trois jours d'affrontements faisant cent cinquante morts.

6 décembre : « samedi noir » : à la suite de l'assassinat de quatre phalangistes, les milices chrétiennes procèdent à l'exécution sommaire de plusieurs dizaines de musulmans.

**1976**  
8 mai : entrée des troupes syriennes au Liban, à la demande des phalangistes inquiets des victoires palestiniennes.

2-6 novembre : mise en place de la « Force arabe de dissuasion » composée de 6 000 soldats syriens.

**1977**  
15 mars : assassinat du chef druze Kamal Joumblatt (par les Syriens, apprendra-t-on plus tard). Plus de cent chrétiens sont massacrés en représailles à Beyrouth et dans la montagne du Chouf.

**1978**  
14 mars : première invasion israélienne du Liban du sud, appelée « opération Litani ». Les Nations Unies envoient un contingent d'interposition, la FINUL (Force intermédiaire des Nations Unies du Liban). L'armée israélienne se retire du pays en juin.

1<sup>er</sup> juillet : début des affrontements à Beyrouth entre les soldats syriens et les milices chrétiennes.

31 août : disparition, au cours d'un voyage en Libye, de l'imam Moussa Sadr, chef de la communauté chiite.

**1979**  
18 avril : le commandant Saad Haddad, chef des milices chrétiennes du Sud, proclame l'« Etat du Liban libre ».

**1980**  
6 juin : début de la seconde invasion israélienne du Liban, dite opération « Paix en Galilée ».

30 août : Yasser Arafat et onze mille combattants de l'O.L.P., assiégés par les Israéliens, évacuent Beyrouth sous la protection d'une force multinationale d'inter-

position (France, USA, Italie) qui quittera le Liban le 10 septembre.

14 septembre : Béchir Gemayel, élu président le 23 août, est assassiné.

**1981**  
16 septembre : les massacres de Palestiniens dans les camps de Sabra et Chatila par des phalangistes, en zone contrôlée par l'armée israélienne, font des centaines de morts.

21 septembre : élection d'Amine Gemayel à la présidence de la République.

**1983**  
18 avril : un attentat chiite au camion-suicide contre l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth fait 63 morts.

17 mai : signature de l'accord israélo-libanais. Il ne sera jamais ratifié.

23 octobre : double attentat au camion-suicide contre les contingents français (58 morts) et américains (239 morts) de la force multinationale, commis par le Jihad islamique.

14 novembre : un camion-suicide détruit le gouvernorat militaire israélien à Tyr, faisant 62 tués (30 Israéliens, 32 Libanais et Palestiniens).

**1984**  
6 février : les milices musulmanes s'emparent de Beyrouth-ouest dont elles chassent les chrétiens avant de se combattre.

16 mars : premier enlèvement d'un otage occidental, le diplomate américain William Buckley, début d'une longue série de raptus par les groupes terroristes chiites pro-iraniens.

10 juin : l'armée israélienne se retire du Liban mais conserve le contrôle d'une « zone de sécurité » dans le sud.

28 décembre : le président Amine Gemayel torpille un accord signé à Damas entre dirigeants chrétiens et musulmans.

**1985**  
5 mars : le Jihad islamique annonce l'« exécution » de son otage français Michel Seurat, enlevé le 22 mai 1985 en compagnie du journaliste Jean-Paul Kauffmann.

**1987**  
22 février : 9 000 soldats syriens se joignent à Beyrouth-ouest pour pacifier la ville où s'affrontent les milices druzes et chiites.

22 novembre : assassinat du président Moawad à Beyrouth-Ouest.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

**1988**  
27 mai : l'armée syrienne entre dans les quartiers chiites de Beyrouth-ouest où les combats entre Amal et le Hezbollah visent à faire six cents morts en deux semaines.

22 septembre : fin du mandat de six ans de M. Amine Gemayel, qui quitte le pouvoir sans successeur, les chrétiens refusant un candidat de « compromis » soutenu par Washington et Damas. Il confie le gouvernement par intérim, le général Michel Aoun. M. Salim Hoss se déclare premier ministre musulman par intérim.

**1989**  
14 mars : le général Aoun lance sa « guerre de libération » contre l'occupation syrienne.

14 avril : début d'une opération d'« aide humanitaire » française permettant d'évacuer des blessés chrétiens et musulmans.

16 mai : assassinat du cheikh Hassan Khaled, multi sunnite du Liban.

27 juillet : enlèvement par un commando chrétien d'un dignitaire du Hezbollah, Cheik Obeid.

31 juillet : l'organisation terroriste Les opprimés de la terre annonce, en représailles, l'« exécution » par pendaison, du colonel William Richard Higgins, qu'elle tient en otage depuis février 1988.

17 août : la France envoie huit navires, dont le porte-avions *Foch* au large de Beyrouth pour rapatrier, si besoin, les quelque 7 000 Français et Franco-Libanais du pays.

22 octobre : accord de Taëf. Après trois semaines de négociations, soixante-deux députés libanais approuvent un « document d'entente nationale » qui modifie l'équilibre institutionnel entre les communautés. Le texte ne prévoit qu'un « regroupement » des forces syriennes dans certaines régions, deux ans après la mise en œuvre des réformes.

4 novembre : le général Aoun dissout le Parlement après avoir rejeté l'accord de Taëf, qu'il juge trop conciliant envers Damas.

5 novembre : les députés, réunis dans une base militaire du Liban nord, élisent René Moawad, soixante-quatre ans, neuvième président de la République. Celui-ci charge M. Salim Hoss de former un gouvernement d'union nationale.

22 novembre : assassinat du président Moawad à Beyrouth-Ouest.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

## La réconciliation compromise

Suite de la première page

Après la difficile mise au point de l'accord de Taëf, parrainé par les Arabes et appuyé par la communauté internationale, René Moawad est mort avant même d'avoir pu mettre en œuvre le deuxième point de cet accord : la formation d'un gouvernement d'unité nationale qui aurait pu l'aider à concrétiser son pouvoir sur toutes les régions du Liban.

Comment ne pas rapprocher cette mort de celle, sept ans plus tôt, et dans des circonstances quasi analogues, du président élu Béchir Gemayel ? Mais si la succession de ce dernier devait s'accomplir rapidement par l'élection de son frère, M. Amine Gemayel, tant la classe des chrétiens que celle des musulmans, l'invasion israélienne et le départ des Palestiniens de Beyrouth verraient tourner la page, cela risque d'être plus difficile cette fois.

En tant que René Moawad, c'est le symbole de Taëf, « celui de l'unité de la souveraineté et de la paix », selon les mots du président le veille de son assassinat dans son discours à la nation, que l'on a tué, et le Liban risque de replonger dans les affres de la guerre.

Cette mort, dont chacun se rejetera la responsabilité, va, en tout cas, exacerber les divisions entre les deux camps jusqu'à en opposer, les « pro-Taëf », où l'on compte une partie de la classe politique chrétienne, et les « anti-Taëf », dont le chef de file est le général Aoun. Elle risque aussi de bouleverser la donne au sein du camp chrétien, qui va se sentir de plus en plus menacé.

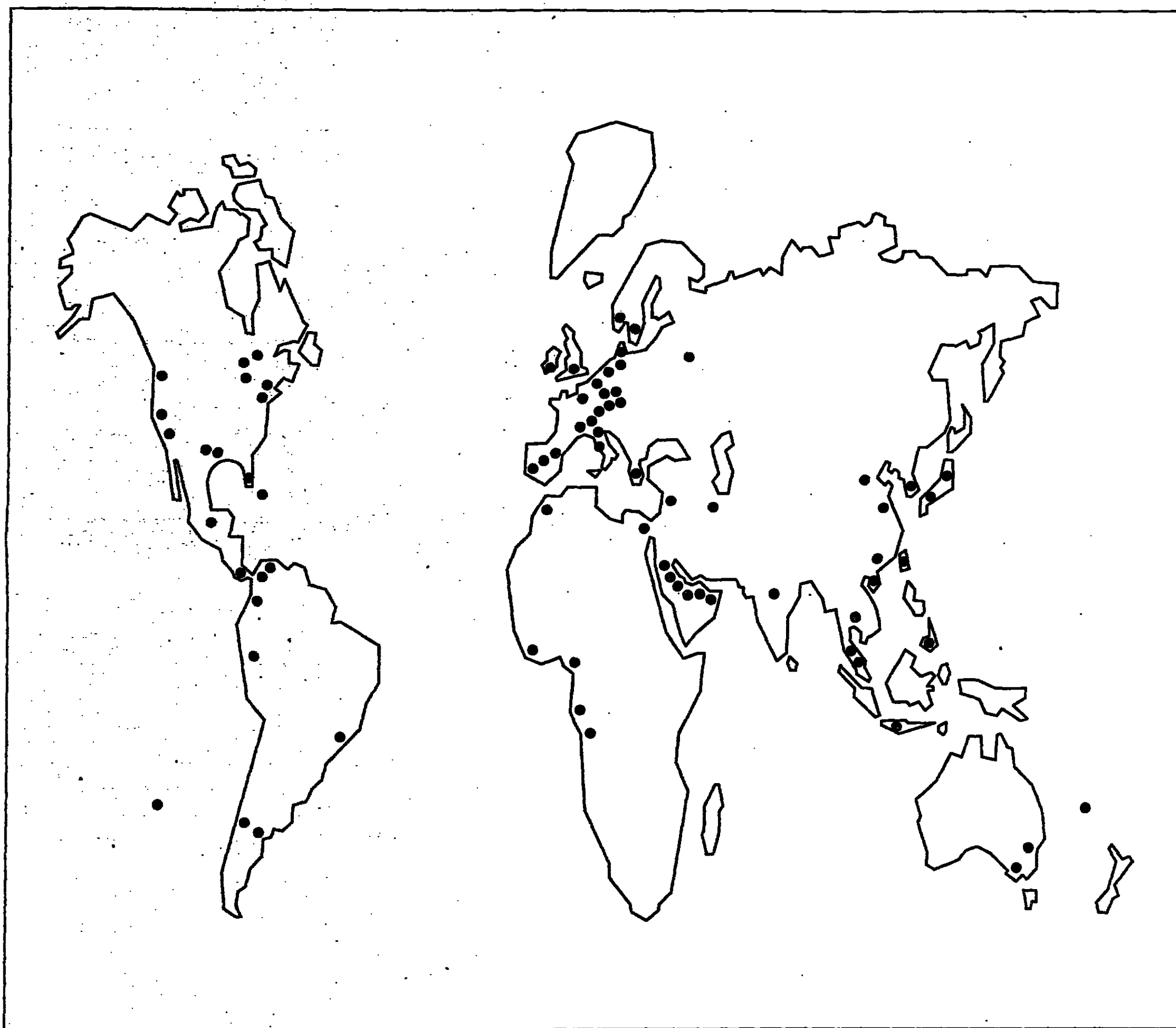
Hormis le général Aoun, dont l'opposition est connue, et qui a avec lui les brigades de l'armée les mieux équipées - environ quinze mille hommes - et bénéficie momentanément d'un certain soutien populaire, comment réagissent les autres forces ? La milice chrétienne des forces libanaises (FL), deuxième composante militaire et politique du camp chrétien, tout en se rangeant au côté du général Aoun par son refus de participer au gouvernement d'union, ne cache pas en privé son appui à l'accord signé par les députés proches d'elles sur recommandation directe de M. Samir Geagea, le chef des FL.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut l'appliquer sans risque et que certaines chapitres peuvent être exploités à leur avantage. Autre force non négligeable, le parti Kataëb, s'est officiellement prononcé en faveur de cet accord appuyé par son chef, le général Saïd. La nécessaire solidarité du camp chrétien était jusqu'à maintenant le ciment de l'unité autour du général Aoun.

Il ne fait pas de doute que les FL désiraient avant tout la chute du général Aoun sans toutefois vouloir y prendre part. Certains craignent de déclencher un conflit interchrétien. L'éditorial de leur hebdomadaire, cette semaine, reconnaissait en effet l'importance d'une large représentation chrétienne au sein du gouvernement d'union, affirmant même que « le président Moawad serait plus libre de dire non à la Syrie s'il se trouvait au palais présidentiel de Baabda », où siège le général Aoun. Tout en contestant certains points de l'accord, les FL considèrent qu'on peut



***Madame, Monsieur,  
Actionnaires de la Navigation Mixte,  
voici quelques points  
que nous pourrions avoir en commun.***



*Pour Paribas, comme pour la Compagnie de Navigation Mixte, l'avenir c'est l'espace international, c'est le parti à tirer de l'Europe de 1992, c'est l'accès aux grands réseaux mondiaux et aux grandes alliances.*

*En répondant à l'offre de Paribas, vous donnez à la Compagnie de Navigation Mixte la possibilité d'élargir sa dimension internationale et de garantir ainsi son développement futur.*

*Notes d'information visées par la COB N° 89-478 et 89-492 disponibles sans frais auprès des intermédiaires financiers et de Paribas.*

***Notre offre est la seule. Vous avez jusqu'au 29 novembre pour y répondre.***

**PARIBAS**



Paribas, 3, rue d'Antin 75002 Paris. Tél: (1) 42.98.17.88. Minitel 36.15 ECO A2.

هكذا من الاميل

## POLITIQUE

Les déclarations du président de la République à Paris-Match

## « Quand on bénéficie du travail des immigrés, on doit reconnaître leurs droits »

affirme M. François Mitterrand

Paris-Match publie un dossier consacré aux années 80 qui s'ouvre par une interview de M. François Mitterrand. Après avoir évoqué l'évolution de la situation en Europe (lire page 5) le président de la République parle de l'immigration.

M. Mitterrand fait remarquer que « s'il est juste et nécessaire d'interdire l'immigration clandestine, l'immigration autorisée, celle que l'on connaît et que l'on accepte, doit être appréciée en raison du marché du travail et de notre capacité d'intégration ». Se demandant s'il y a trop d'immigrés, il répond : « Par comparaison avec les époques antérieures, la proportion d'immigrés dans la population ne s'est pas sérieusement accrue, mais elle a changé de nature. » D'européenne elle est aujourd'hui devenue « africaine et asiatique ». C'est-à-dire que n'obéissant pas « aux mêmes critères culturels » elle rend « l'intégration plus difficile ».

Le président de la République observe que « la France et son peuple sont eux-mêmes le produit de brassages permanents où se sont mêlés quantité d'éléments hétérogènes qui ont fini par fonder une des plus anciennes et des plus solides nations du monde ». Il ajoute : « Je pense que la France a conservé cette vertu. Quoi qu'il en soit, quand on accueille les immigrés et quand on bénéficie de leur travail, on a le devoir de reconnaître leurs droits comme on le fait à l'égard des travailleurs français et de mener une politique d'intégration active ».

Après avoir recommandé de ne pas confondre « vigilance et intolérance », il note que « notre société de droit est le plus solide rempart contre la violence qu'on tente de

nous imposer. La position équilibrée qui vient d'être définie par Lionel Jospin dans l'affaire du foulard islamique s'inscrit précisément dans ce contexte. » Interrogé sur la capacité des Français à surmonter « la révolution socioculturelle » que l'intégration implique, M. Mitterrand souligne que « les partis qui s'inspirent du racisme pour agiter l'opinion sur ce point n'obtiennent malgré tout qu'une audience limitée ».

La France a « beaucoup » changé au cours de la dernière décennie, « elle va mieux » et d'abord du point de vue économique. Commencée en 1971, la crise, dit-il, « arrive à son terme ». Le président de la République juge que l'industrie française « n'est pas suffisamment outillée » et que les chefs d'entreprises ont « d'une façon générale besoin de plus d'aide et d'esprit de conquête ». Il explique le maintien d'un fort taux de chômage en France par le fait que « nos équipements et nos méthodes de formation ont été plus lents qu'ailleurs à se moderniser ». Cette constatation explique que, dès sa première élection à l'Elysée, la gauche, « en même temps qu'une politique sociale la plus ambitieuse depuis le Front populaire », ait entrepris « de transformer les structures économiques et administratives ».

## « Redistribuer les profits »

Après avoir assuré que le franc se révèle « capable de supporter les à-coups d'une économie mondiale encore trop anarchique », le chef de l'Etat estime que la « situation est encore trop fragile pour que le gouvernement puisse mettre en œuvre tous les progrès sociaux qu'il est le premier à souhaiter ».

A propos de l'argent M. Mitterrand pense qu'« il convient de

redistribuer les profits, de réduire carrément les inégalités qui sont grandes et dommageables à l'unité de la nation en même temps qu'au progrès de notre économie ». Justifiant son choix de l'économie mixte il indique : « Faire du Lénine en France, et seulement après ça n'avait pas de sens : le socialisme tel que je le comprends est une chance supplémentaire pour la liberté, pas le contraire ».

Toutefois, M. Mitterrand reconnaît que la société d'économie mixte « n'a pas suffisamment fait bouger les structures (...) même si les réformes réalisées par le gouvernement Mauroy en l'espace de quelques mois ont été de considérables réformes poursuivies par Laurent Fabius et Michel Rocard ». « C'est le moment de persévérer », recommande-t-il avant d'ajouter : « J'ai été heureux des mesures prises récemment, entre autres choses, pour l'éducation et le logement. » Il cite d'autres chantiers « à ouvrir tels que la fonction publique, l'extension des lois Auroux dans le secteur privé. Il résume ce qu'est le concept d'économie mixte ainsi : « une recherche d'équilibre intérieur où l'Etat s'affirme pendant que dans le même moment l'initiative privée se développe afin que s'allient et se complètent les facteurs de réussite ». Il révèle que « les pays tombés dans le dogme du libéralisme ne tiennent pas la route ».

Après avoir noté que les nationalisations décidées au début de son premier septennat ont « toutes économiquement réussi », il évoque la décentralisation par laquelle il s'agissait d'appeler à « donner plus de souplesse à nos institutions, de multiplier les centres de décision, de diffuser la responsabilité au plus près des réalités et sur le terrain ». Saluée comme la « réforme déterminante la plus novatrice depuis Napoléon Bona-

parte pour ce qui touche aux structures de la République », la décentralisation doit être « poussée plus loin ». M. Mitterrand souhaite que parallèlement soient réexaminées « les rôles respectifs des institutions qui en ont la charge, Etat, régions, départements (...) » et que soit réalisée « dans les conseils généraux, où l'on dispose désormais de budgets importants, une péréquation démographique pour déterminer une plus juste représentation des cantons ». « J'aimerais que ces réformes ou qu'une partie d'entre elles fussent adoptées » dès avril prochain.

## « Les Français vivent moins crispés »

M. Mitterrand retient comme l'événement national le plus important des dernières années, sa propre élection en 1981 dans la mesure où « elle a réalisé la première alternance de la 5<sup>e</sup> République et, par la double victoire présidentielle et législative des socialistes, la première alternance réelle depuis 1936 ». M. Mitterrand ajoute : « On s'était déshabitué de ce type de situation au point que ceux qui gouvernaient s'y croyaient appelés par je ne sais quel décret divin ou quelle loi de la nature. Ils n'ont pas tout à fait cessé de penser que le pouvoir, dès lors qu'il leur a échappé, a quelque chose d'illégitime. A cet égard, l'élection présidentielle de 1988 a mis à mal cette présomption. Mais là encore, la France se porte mieux. L'alternance est l'oxygène de la démocratie ».

Comme on lui faisait remarquer qu'il consacrait peut-être une quatrième alternance, M. Mitterrand a lancé : « Tout est possible. Mais on passera de l'alternance à l'alternance ». Autre apport de la décennie relevé par M. Mitterrand : le fait « que les Français vivent moins crispés, d'une famille politique à l'autre » et que « les rejets de guerre civile qui accompagnaient depuis trente ans nos débats s'estompent ».

Affirmant que notre démocratie « est bien vivante », le président de la République évoque l'opposition qui, si elle « ne semble pas encore revenue de sa déconvenue de 1988, n'en restera pas là » et qui « compte des hommes et des femmes de talent et des équipes de travail ». Il poursuit : « Sans doute la confusion chez elle prévaut-elle au point de nous empêcher de distinguer son paysage, mais je ne me fais pas de souci pour elle, elle rebondira et la majorité du même coup retrouvera ses marges ».

Jugeant sa tâche « abstraite » à la tête du pouvoir « avec une vraie

passion des joies et des peines réelles qu'éprouvent [ses] proches et aussi les autres », il confie : « Cela ne marche pas toujours et je sens parfois que j'ai besoin de rattraper le temps qui va, qui va plus vite que moi. Je me méfie alors de la sclérose qui me guette comme elle guette tout ce qui vit. Si je perds du terrain il faut me le dire. J'essayerai. Croyez-moi, je le reste disponible. La critique, je la reçois comme chacun, plutôt mal. J'ai toujours le sentiment d'une injustice. Jusqu'à ce que je me convainque qu'elle n'a pas forcément tort. Ça arrive. Donc, la critique que je fais du bien. On admettra que je suis, voyez, tout se conjugue pour n'empêcher de me rouiller... »

## Les bénéfices de l'alternance

par Anne Chaussebourg

L'ACTUALITÉ à l'Est imposait la réponse que M. François Mitterrand donne à la question sur l'événement dominant de la décennie écoulée : « la transformation de l'Europe ». Pour autant, la France n'est pas restée inerte au sein d'un Vieux Continent qui bouge. Elle a « beaucoup » changé, dit-il, « mieux », « assure celui qui préside à ses destinées depuis plus de huit ans. L'entretien que publie Paris-Match donne à M. Mitterrand l'occasion d'un survol de ces dernières années. Avec une fausseté modeste à peine feinte, il juge que son élection en 1981 constitue le plus notable des événements de politique intérieure dans la mesure où il y voit la première réelle alternance depuis 1936. Cette alternance, qui, dit-il, est « l'oxygène de la démocratie », a eu pour mérite de réduire les sectarismes. La « décentralisation », thème si cher à M. Valéry Giscard d'Estaing, est « une même relative » — à ranger parmi les apports principaux de la dernière décennie (1981, 1986 et 1988), ça va ; une quatrième, comme le dirait l'un des hommes de publicité favori de M. Mitterrand, bonjour les dégâts ! ou plutôt bonjour le tourbillon !

Au passage, le président de la République donne un coup de pied dans la fourmière de l'opposition dont « la confusion » masque « le paysage ». Mais il prédit, non sans mansuétude, qu'elle « rebondira ».

Pour la première fois publique, M. Mitterrand évoque l'affaire du foulard islamique pour délivrer un petit compliment à M. Lionel Jospin, dont la position est « équilibrée ». La ministre de

l'éducation n'est pas seul à bénéficier de la faveur d'un satisfecit. Comme pour faire taire ceux qui au Parti socialiste réclament un peu plus de social de la part du gouvernement, il explique que la situation économique est encore trop fragile pour « mettre en œuvre tous les progrès sociaux » souhaités. Tout cela est cependant assorti d'un avertissement sur la nécessité de poursuivre la réalisation des chantiers de l'économie mixte. Après le logement et l'éducation, il recommande la prise d'autres mesures pour la fonction publique et l'application de l'extension des lois Auroux dans le secteur privé.

Autre dossier abordé par M. Mitterrand, la décentralisation qu'il convient, déclare-t-il, de « pousser plus loin ». L'organisation administrative de la France, inscrite dans le programme de travail de M. Pierre Joxe, figure au calendrier des prochains mois... Le chef de l'Etat précise son souhait de voir adoptées si ce n'est toutes les mesures qu'elle suppose, du moins une partie d'entre elles dès avril 1990. Une indication quant à la réforme du mode de scrutin cantonal : il faut, précise-t-il, « réaliser dans les conseils généraux une péréquation démographique pour déterminer une plus juste représentation des cantons ».

Au gouvernement de gouverner... mais l'impulsion, la direction à prendre continue de relever de M. Mitterrand. A ceux qui auraient le sentiment qu'il exerce sa fonction de manière abstraite, le chef de l'Etat répond par des semi-confidences sur le temps qui passe... et sur l'utilité de la critique qu'il amène de se rouiller.

## M. Mitterrand demande aux préfets de s'engager dans la formation des cadres des pays de l'Est

A l'occasion de la réception annuelle du corps préfectoral, mercredi 22 novembre, M. François Mitterrand a évoqué la réaction de « solidarité » que la Communauté européenne manifeste à l'égard de la situation dans les pays de l'Europe de l'Est. « Comment aider à ce que réussisse le mouvement populaire qui n'a d'équivalent dans l'Histoire que ce à quoi les Français ont pratiquement assisté — quand ils n'y prenaient pas part ! — en 1789 ? », a-t-il demandé avant de répondre que « la priorité de fonds » est celle de la formation.

Aux yeux du chef de l'Etat, « cette tâche revient aux pays qui (...) ont su bâtir un système très structuré dans leurs administrations publiques ». Il a ajouté : « J'attends des fonctionnaires que vous êtes qu'ils servent de relais pour que partout où il y a des institutions, des organismes, des associations, les Français s'engagent dans cette œuvre de formation » des personnes venues des pays de l'Est. « Vous pouvez inciter l'ensemble des responsables de toutes les forces économiques, culturelles, sociales et associatives à éveiller cet intérêt », a-t-il poursuivi.

Après avoir indiqué qu'il avait demandé au premier ministre et au

ministre de l'intérieur de « dresser des plans pour que nous soyons capables de répondre à ce besoin » de formation, le président de la République a déploré que certaines grandes écoles aient réduit le nombre de bourses qu'elles accordent à des étrangers. Il a précisé qu'il demandera que ce budget soit accru pour répondre à la demande, en instaurant l'accent sur l'importance du « lien qui unit celui qui enseigne à celui qui est enseignant » et qu'il « dure toute une vie ».

M. Mitterrand a enfin invité les préfets à « lancer ou relancer de vastes campagnes contre la drogue ».

Au Palais du Luxembourg

## La majorité sénatoriale modifie la nouvelle indexation de la DGF

Le Sénat a poursuivi, mercredi 22 novembre, l'examen du projet de loi de finances pour 1990, présenté par MM. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances, et Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget. La discussion a porté tout particulièrement sur la nouvelle indexation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) proposée par le gouvernement. La majorité sénatoriale a substitué à l'indice des prix un index basé sur le produit intérieur brut en valeur.

« J'en arrive à la DGF, le plat de résistance du Sénat », M. Charasse ne croyait pas si bien dire. Créée en 1979, la DGF assure une part importante du financement des collectivités locales. La réforme de son indexation sur la TVA, du fait des impératifs européens, avait alimenté de nombreuses interventions au cours de la discussion générale. Le texte issu des travaux de l'Assemblée nationale sentait le souffre. Il proposait, pour l'exercice 1990, d'indexer la DGF sur le taux prévisionnel de la hausse des prix (soit une progression de 2,5 %, suivant les prévisions du gouvernement) et, pour les

exercices suivants, d'associer à cet index une fraction du taux de croissance du PIB en volume (50 % en 1991 et 66 % au-delà).

Les sénateurs, qui sont aussi des maires ou des présidents de conseil général, avaient fait leurs comptes et estimé entre 5 et 6 milliards les pertes de cette réforme. Seul, en tribune, M. Charasse faisait face à un front uni allant du groupe communiste (« Une telle disposition serait néfaste pour toutes les collectivités locales », selon M. Robert Vizez, PCF, Essonne) au RPR (« Les propositions du gouvernement ne peuvent être acceptées », avait dit M. Christian Poncelet, président de la commission des finances). Le ministre du budget était même lâché par ses troupes, M. Philippe Labeyrie (PS, Landes), épaulé par M. Paul Lorient (PS, Essonne), donnant le signal de la fronde : « Je ne voterai pas votre budget parce que je ne veux pas prendre devant mes administrés la responsabilité d'une augmentation de la fiscalité locale ».

Agacé, le ministre du budget s'est interrogé : « Dans quel monde on vit ! Il n'est pas possible que l'Etat fasse seul les frais de l'harmonisation européenne. Les collectivités devraient être les seules à être à l'écart de la construction européenne ? » Il a ensuite ironisé sur les dépenses somptuaires (« la maladie de la pierre ») engagées

par ces collectivités depuis la décentralisation en hôtels et « palais » de région ou de département.

L'unanimité sénatoriale, qui plaçait le ministre le dos au mur (« Il s'est mis dans la nasse tout seul », déclarait M. Lorient dans les couloirs), a toutefois voté en éclats lorsque la commission a demandé de commencer la lecture de la première partie du budget par l'article consacré à l'indexation de la DGF, ainsi que l'examen en priorité d'un de ses amendements. Cette démarche a provoqué les foudres des sénateurs communistes et socialistes, qui ont dénoncé à qui mieux mieux un « examen de la sauvegarde », en l'absence de beaucoup de nos collègues » (M. Vizez), « une procédure à la hussarde (...) escamotant toute réflexion en profondeur sur la question » (M. Lorient).

La majorité sénatoriale a adopté une modification prévoyant pour la seule année 1990 une indexation sur l'évolution du PIB en valeur (soit une progression de 5,5 %). Les communistes et les socialistes ont refusé de prendre part au vote. Le groupe RPR s'est félicité illico de la victoire retrouvée (« Quand les enjeux sont importants, la majorité sénatoriale sait se montrer parfaitement unie »). Pendant ce temps, le ministre neutralisait chez lui pour y soigner un début de grippe, estimant benoîtement s'en être finalement tiré à bon compte.

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi matin 22 novembre, au palais de l'Elysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué suivant a été rendu public.

## Ingénieurs de la navigation aérienne

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif au corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne.

Ce nouveau corps de catégorie A résulte de la fusion des corps des officiers contrôleurs de la circulation aérienne et des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne, dont le principe figure dans le protocole de l'accord conclu le 4 octobre 1988 entre l'Etat et la grande majorité des syndicats représentatifs du contrôle aérien.

## Transports terrestres

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant diverses dispositions relatives aux transports terrestres, qui comprend deux mesures. La première allège sur le droit commun la réglementation de la profession de transporteur routier de voyageurs dans la

région Ile-de-France. La seconde modernise le régime de gestion en commun par la SNCF des wagons de marchandises appartenant à des propriétaires privés en substituant une méthode contractuelle à un régime fondé sur la réquisition.

## Droit du travail

Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou liquidation judiciaire. (Le Monde des 14 septembre et 5 octobre.)

## Statut de la Polynésie française

Ce projet de loi a pour objet de moderniser le statut d'autonomie interne du territoire sans remettre en cause son équilibre général. (Le Monde du 3 août.)

## Statut de prisonnier du « Viet-Minh »

Les anciens prisonniers détenus par le Viet-Minh entre le 16 août 1945 et le 20 juillet 1954 bénéficieront des conditions de liquidation des droits à pension les plus favorables prévues par le code des pensions militaires et d'invalidité et des victimes de guerre.

Les veuves de guerre, dont le mari aura reçu à titre posthume le titre de prisonnier du Viet-Minh, recevront une pension sans condition d'âge, ni d'invalidité ni de ressources.

## La politique des sites

(Lire cahier B)

## L'outre-mer et l'Europe

Les départements d'outre-mer doivent pouvoir bénéficier de mesures spécifiques d'adaptation tant que leur situation sociale et économique les rendront nécessaires.

Le maintien des débouchés des produits traditionnels des départements d'outre-mer est l'objet d'une attention particulière dans les différentes négociations.

Dans le cadre de la négociation de la convention de Lomé IV, la France confirme son attachement au maintien de la clause de sauvegarde et à la possibilité d'accords commerciaux régionaux.

Des débouchés suffisants en métropole et en Europe doivent être assurés à la production de bananes des Antilles et à la production de rhum afin de procurer des revenus équitables aux producteurs, de favoriser l'emploi et de contribuer à la reconstruction de la Guadeloupe.

LES FINANCES

Les sénateurs ont voté la loi de finances pour 1990, présentée par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, et Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget.

PLACEMENTS

Le conseil des ministres a adopté la loi de finances pour 1990, présentée par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, et Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget.

POLOGNE : LES AGRICULTEURS

Les agriculteurs polonais ont obtenu une augmentation de 10 % de leur salaire minimum.

TOTAL VEUT CHANGER

Le groupe Total a décidé de changer de logo et de passer à une image plus moderne.

LA VISION

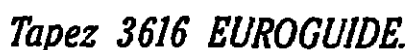




## QUESTION:



**REPOSE:**



**3616**  
**EUROGUIDE**

**COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE  
1969 PRÉSIDENTIE FRANÇAISE**

**MINISTÈRE  
DES AFFAIRES  
EUROPÉENNES**

## A l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale a adopté en deuxième lecture, dans la nuit du mercredi 22 au jeudi 23 novembre, par 317 voix contre 243, le projet de loi de M. Henri Mallot, ministre de l'agriculture, consacré à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social. Les députés RPR, PCF et UDF ont voté contre (MM. Philippe Vasseur - UDF, Pas-de-Calais - et Georges Colombar - UDF, Isère - se sont abstenus). Les députés socialistes et centristes ont voté pour ce texte. Ce projet

contient un dispositif novateur en matière de cotisations sociales agricoles (régime fondé non plus sur le système dépeçé du revenu cadastral mais sur le revenu individuel des agriculteurs). Le Sénat, d'accord avec ce principe, mais hostile aux modalités d'application, avait supprimé ce volet en deuxième lecture (*Le Monde* du 4 novembre et des 5 et 6 novembre). Une commission mixte paritaire devrait se réunir pour tenter de concilier le point de vue des deux assemblées.

Un système à la fois « plus juste et plus clair » : c'est ainsi que M. Henri Nallet a qualifié le dispositif de son projet modifiant le régime des cotisations sociales agricoles. En première lecture, les députés UDF et RPR en avaient paru convaincus et ils avaient suivi le ministre en votant à 507 voix pour. Mais, après l'annonce par M. Nallet, ils l'ont ensuite suivi sur les principes, mais ils ont fait marche arrière, lors du vote, estimant que les modalités d'application recelaient des risques pour les agriculteurs. « Quel que soit le bon sens de la réforme, les amorces d'excess qui se feraient jour », a-t-il expliqué en ajoutant « une remarque de bon sens », que tous les députés spécialisés dans les questions agricoles ont par ailleurs saisies. « Si une exploitation agricole, surtout parmi les plus riches, voyait en passant du revenu cadastral au revenu réel ses cotisations faire un bond supérieur à 10 %, cela supposerait avant toute chose qu'elle tirait un profit anormal des incohérences de l'ancien mode de calcul. »

triennale des revenus fussent retenus les déficits. Le ministre a estimé que cela créerait « une situation inégalitaire », notamment pour les petits exploitants qui sont au forfait et ne pourraient donc déduire les années déficitaires.

D'autre part, en réponse au rapporteur, le ministre a précisé, à propos de la question des transmissions d'exploitations agricoles, qu'un projet de loi devrait être « confectionné ». Le Parlement pourrait en débattre en 1967.

Enfin, dans l'après-midi, lors de la séance des questionnaires gouvernement, M. Nallet avait expliqué que la progression de 8,5 %, en 1989, des revenus agricoles recouvrait « des situations extrêmement diverses » et qu'elle venait après une série de baisses. Ce Nallet n'est pas un pla qu'à des conditions sinistres qu'Ce Nallet. Nous le devons aussi à un bon comportement des marchés. En effet, depuis 1984, nous nous sommes engagés dans une politique de rééquilibre de ces marchés, qui commence à porter ses fruits. Pour toutes les productions, nous avons obtenu une augmentation de la production ovine, nous avons réussi à obtenir un relatif équilibre des prix.

**PIERRE SERVANT**

substituer des hausses de 30 %, 100 %, voire 300 % ! », a fait valoir le député RPR du Loiret, M. Jean-Paul Charité. Avec M. Michel Comtat (RPR, Ille-et-Vilaine), il a défendu l'idée d'une application de la réforme simultanément aux trois branches (assurance-vieillesse, assurance-maladie, prestations familiales), mais en l'assortissant d'un cliquet permettant de limiter la variation des cotisations sociales (« ou - 10 % »).

Le ministre a rappelé, pour sa part, qu'il entendait agir avec « *précision, sagesse et fermeté* » et a annoncé officiellement à ce moment à présenter, fin 1991, son premier bilan de cette réforme, qui s'appliquera progressivement, était là pour le prouver : « Nous pourrions alors corriger

**« Un bon comportement des marchés »**

Le ministre de l'Agriculture a modifié son projet initial en acceptant une cession de la commission de la production et des échanges, présentée par le rapport de M. Pierre Estève (PS, Pyrénées-Orientales), qui alliait également dans le sens souhaité par le groupe UDC : il prévoit la possibilité de déduire de la nouvelle assiette les sommes consacrées par l'exploitant aux immobilisations amortissables et les constitutions de stocks. En revanche, M. Nallet n'a pas suivi les députés UDF (M. de La Motte, M.M. Ambrose Guellet, (Finistère) et Germain Gengevieve (Bas-Rhin), qui souhaitaient que dans le calcul de la moyenne

**3<sup>èmes</sup> JOURNÉES NATIONALES  
FINANCEMENT ET MANAGEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
5 et 6 Décembre 1989 - Maison de la Chimie - Paris**



**De l'analyse budgétaire à la coopération intercommunale, élus locaux et experts financiers débattront sur les grands enjeux du développement local.**

**Pour tout renseignement :**  
EUROCONVENTION - 17, rue d'Uzès - 75002 PARIS - Tél. : (1) 40 41 05 50 - Fax. : (1) 40 26 55 87 - Télex : 608 876 F

Des inn  
pour la t

[illegible]



15. Daniel Barenboim, musicien et peintre  
16. L'inculpation de Paul Touvier  
17. Noyon, l'école et le foudard

18. Football : bon résultat pour Auxerre  
19. Le grand chantier de l'audiovisuel public

20. Le grand chantier de l'audiovisuel public

## L'Année de la France en Inde

### French cancan, saris et industrie...

NEW-DELHI

de notre envoyée spéciale

Inaugurée en février 1989 en grande pompe à Bombay par M. François Mitterrand, l'Année de la France en Inde s'achève en janvier par la visite du premier ministre, M. Michel Rocard. Expositions, festivals, représentations théâtrales, concerts, colloques ou défilés de mode, la France a présenté pendant douze mois une vitrine de ses productions culturelles, scientifiques ou industrielles. Rien n'a manqué à la fête, ni le « méla » français rassemblant les 4 et 5 novembre à Delhi un échantillon des arts et traditions populaires, ni les opérations de coopération à long terme autour de la télévision éducative. Les Indiens ont également découvert le Mahabharata mis en images par Peter Brook.

Dans un nuage de poussière, des milliers d'Indiens se ruent vers l'une des huit scènes plantées dans le jardin de Tagore. Les haut-parleurs viennent de cracher les premiers accords du french cancan et ils ne veulent manquer sous aucun prétexte ce spectacle « typiquement français » qu'ils réclament à toute personne soupçonnée d'être française. Plus tard, ils réserveront à trois danseuses de flamenco un tel triomphe qu'il faudra une dizaine de soldats pour accompagner les trois divas dans les coulisses, une tente plantée à l'ombre d'arbres centenaires, gardée par des militaires. Plus loin, la lumière de Lille dévale les pentes du jardin dans un trépidant concert de cuivres et de tambours, pour servir par une cohorte de majorettes improvisées.

En 1985, les Indiens avaient offert un somptueux « méla » kermesse indienne à Paris. À l'instigation de la Maison des cultures du monde, cent-soixante artistes, musiciens, baladins ou clowns leur ont rendu la politesse à Delhi, puis à Bombay en leur proposant un échantillon de nos coutumes locales.

Le méla que l'on puisse dire, c'est que leur spectacle fut plutôt surréaliste. Il est, en effet, inédit d'entendre le son grincheux des vieilles à roue par une chaleur de 35° à l'ombre, entouré de femmes aux saris multicolores ou de dizaines d'élèves en uniforme très british. Les Français eux-mêmes ont découvert des traditions inédites à 7 000 kilomètres de leurs bases : le Trio Vermandel, trois

Parisiens transformés en hommes-orchestre, la danse du bâton par un groupe guadeloupéen, ou la mélodie des comédiens de cor alpin.

Dans un capharnaüm qui durera deux heures, Bretons, Martiniquais, Alsaciens, Gascons se succèdent sur huit scènes. Les autres promènent des numéros de cirque, de mime ou de marionnettes sur les pelouses vallonnées, sous les arbres, près des fontaines, ou poussent la chansonnette (de la Pius Belle des Jours à Mon Égoutier) dans le théâtre de verdure. Ici, des écheviers dansent une sarabande sur de la musique médiévale. La bouche poissée de barbe à papa, des enfants entament une bourrée. Pour certains, la bombe bretonne ressemble comme une cousine au « shakna » indien. A toute heure, une longue queue se forme pour déguster des produits typiquement français... parfumés au curry.

#### Phêdre et le CNRS

Trois mois avant la fin de l'année de la France en Inde, les organisateurs se félicitent déjà de sa grande réussite. « Un an, c'est un peu long, mais compensé par l'immensité de ce sous-continent », M. François Doré, haut-commissaire des manifestations, est presque au bout de ses peines. Il lui reste à gérer une bonne dizaine d'opérations, une exposition sur les grands travaux français des colloques sur l'informatique, un Festival de cinéma pour enfants, ou Phêdre en hindi, mis en scène par Georges Lavandant et Jean-Christophe Bailly à Bhopal, en janvier prochain. Mais il est déjà très content de lui, fier

d'avoir contribué au développement des relations commerciales entre les deux pays. « Plus de mille industriels français sont venus en Inde pour participer à des colloques ! » Pour M. Vincent Grimaud, conseiller culturel de l'ambassade de France, le travail ne fait que commencer. « Nous allons réaliser des actions à long terme. » A commencer par la rédaction de nombreux livres d'art, d'histoire et d'architecture. « Des chercheurs du CNRS et leurs confrères du Benares Hindi Institute ont par exemple procédé à la première étude de l'architecture de Bénarès, la cité arrosée par le Gange. Les écoliers indiens ont pu découvrir, en hindi, une petite histoire de l'art moderne occidental. Il nous a également paru important de participer aux événements culturels locaux. Trois peintres ont, par exemple, sélectionné un jeune artiste. Nous lui avons octroyé une bourse qui lui permettra de venir étudier en France pendant un an. De cette compétition, nous avons tiré un catalogue de très grande qualité. C'était une première en Inde. »

En février, à Bombay, un grand spectacle pyrotechnique à la gloire de la France moderne et technologique avait inauguré l'année de la France en Inde en présence de M. François Mitterrand. En janvier 1990, à Delhi, M. Michel Rocard clôturera les manifestations lors d'un concert du chœur de l'Orchestre de Paris à Delhi. Pendant ce temps, la France rendra hommage à Romain Rolland. Cet amoureux de l'Inde ne connaît ce pays qu'à travers la correspondance qu'il entretenait avec Gandhi.

BÉNÉDICTE MATHIEU



Les marionnettes géantes de l'atelier de Sylvie avaient fait le voyage de Paris au Tagore Garden de New-Delhi, avant de s'embarquer pour Bombay

#### La représentation du « Mahabharata »

### « Peter Brook a tout compris »

NEW-DELHI

de notre envoyée spéciale

Entrées dans un vaste auditorium de Delhi, deux mille personnes applaudissent chaleureusement à la fin du spectacle, geste rarissime de la part du public indien. Ils viennent de découvrir pour la première fois le Mahabharata réalisé par Peter Brook. Professeurs et étudiants pour la plupart, ils ont été éblouis dans la culte de cette légende floue. Le film les console de l'affligeant soap-opera dominical qui, à la télévision, bat tous les records d'audience dans le pays.

L'entrée de Shiva ou de Krishna est accueillie par des torrents de murmures et de rires. Après six heures de projection, les langues se délient. « Je suis venu pour voir si un Européen pouvait être ému par une saga indienne. Peter Brook a tout compris », s'exclame un professeur.

Une vieille militante féministe déplore que les comédiens ne soient pas indiens et que les dialogues, trop brefs, cachent la richesse du Mahabharata. Une autre, au contraire, pense que « au lieu de simplifier les textes, Brook les a épurés. Les scènes ressemblent ainsi à des flèches, rapides, précises, qui donnent plus de force à l'histoire ». Le lendemain, la presse est du même avis. « Le Mahabharata de Peter Brook provoque un engouement universel », titre notamment The Times of India du 4 novembre, qui salue une réalisation « étonnamment pure, lucide et ouverte de cette épopée indienne ». « La simplicité ressort de chaque image (...). Le Mahabharata de Peter Brook n'a pas la grandeur d'une épopée à proprement parler. Sa grandeur à lui, c'est un scénario et des interprétations brutes ». B. M.

### Des images communes pour la télévision éducative

NEW-DELHI

de notre envoyée spéciale

La trentaine de scientifiques et d'experts audiovisuels français, envoyés récemment à New-Delhi, ne s'attendaient pas à vivre pareille aventure. Sur le papier, la règle du jeu des Rencontres Sciences, images, société semblait une gageure : monter en une semaine avec des spécialistes indiens une série de coproductions éducatives sur l'astronomie, les mathématiques, l'informatique, l'immunologie ou la conservation des sols. C'était compter sans le talent des organisateurs — les services culturels de l'ambassade de France et la Janta Mitra University, — qui ont su transformer ce qui n'aurait pu être qu'un banal colloque en une exemplaire opération de coopération.

Dès le premier jour, la délégation française, transportée à Pipari, un minuscule village de la vallée de Chambal dans un paysage lunaire revêtu par une terrible érosion, était plongée au cœur de la demande indienne. Comment apprendre à ce millier de paysans indiens à modifier leurs pratiques agricoles pour sauvegarder leur sol ?

Pour élaborer la réponse, M. Marc Ruellan, directeur de l'Office de recherche scientifique et technique des pays d'outre-mer (ORSTOM), s'est servi d'un film réalisé au Brésil sur le même problème. La projection du document a suscité de longues discussions patiemment traduites de l'hindi, et les réactions des villageois de Pipari serviront de base à la réalisation d'un nouveau film.

Ce dialogue original et fertile nous a permis d'élaborer des images à nourrir toutes les rencontres de New-Delhi en rendant plus concrets leurs enjeux. Si, en France, l'information scientifique et technique ne trouve plus, depuis plusieurs années, asile

sur les écrans de télévision, le gouvernement indien, lui, fait de la formation audiovisuelle une de ses priorités.

Doordharan, l'unique chaîne de télévision publique, consacre déjà ses matinées à des émissions éducatives réalisées par les grandes universités indiennes. Janta Mitra University est le centre opérationnel d'un vaste projet de formation permanente qui, sur le modèle de l'Open University britannique, envisage de diffuser dans tout le pays, par l'intermédiaire du satellite de télévision et de la vidéocassette, des documents pédagogiques.

Vincent Grimaud, le dynamisme conseiller culturel de l'ambassade de France, a convaincu le ministère des affaires étrangères, le Centre français du commerce extérieur et le ministère de la recherche et de la technologie de s'entraider de près à ce vaste effort. « Le développement des relations économiques entre la France et l'Inde passe par la coopération culturelle et pédagogique, explique-t-il. Les industriels allemands l'ont compris depuis des années et inondent l'Inde de littérature technique : les Indiens formés à cette école privilégient ensuite le matériel allemand. En se lançant dans des coproductions éducatives, la France peut rattraper son retard et trouver grâce à l'audiovisuel une vitrine de choix pour ses technologies. »

Pour réussir cet ambitieux pari, les services culturels de New-Delhi avaient composé avec soin la délégation française, mêlant aux représentants des institutions quelques grands noms : le cinéaste Jean Rouch, le scénariste Jean-Claude Carrière, les astrophysiciens Jean Audouze et Michel Cassé ou le mathématicien Jean-Michel Kantor.

La représentation indienne n'était pas de moindre qualité : on y retrouvait M<sup>me</sup> Pujal Jayakar, conseiller du premier ministre pour la culture, le célèbre astrophysicien Jayant Narlikar ou Narasimhan, l'éminent directeur de l'école de mathématiques de Bombay. Et, pour que la fête soit complète, quelques-uns des plus célèbres musiciens et danseurs de l'Inde, de Kumar Gandharva à Alarnai Valli, sont venus animer chaque soirée de cette semaine de travail.

#### Marriage magique

Ce mariage un peu magique entre artistes, scientifiques et professionnels de l'audiovisuel a porté ses fruits. Dans les petites salles austères de l'université, les astrophysiciens des deux pays ont passé de longues heures à rendre compréhensibles le mouvement des planètes pour les enfants indiens. Les mathématiciens, eux, imaginaient pour le même public toute une série télévisée sur l'univers des nombres. Jean-François Colonna, spécialiste des images de synthèse, aidé par Jacques Rouxel, le créateur des Shadocks, travaillait à populariser les utilisations de l'informatique. A la fin de la semaine, sept projets de séries éducatives avaient pris corps.

Dans le même temps, les organisateurs des Rencontres universitaires de la capitale des deux continents ont tourné, durant toute l'année 1989, dans une dizaine de grandes villes indiennes. Les premiers résultats ne se sont pas fait attendre. Photomedia, un des plus gros éditeurs indiens, a déjà acheté sept de ces films pour les diffuser en vidéocassettes.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

BERTRAND CRAMER

## PROFESSION bébé

Un vol. 224 pages, 85 F

Calmann-Lévy

« A peine né on attend tout de lui. Bébé, quel métier ! »

Dominique Mobailly, La Vie



هكذا من الامم

هكذا من الازل

# créteil

Jusqu'au 29 novembre

## LES FAUSSES CONFIDENCES

MARIVAUX/BOURDET

Marivaux devient violent, presque réaliste, sans rien perdre de sa grâce comique, un peu amère.

ODILE QUIROT, LE MONDE

L'un des spectacles les plus élégants, les plus enjoués, les plus vivement acérés de la saison.

RENE BERNARD, L'EXPRESS

Une distribution qui fait feu des quatre fers... La futilité supposée de Marivaux est bel et bien oubliée.

DIDIER MEREZE, LA CROIX

Passionnante mise en scène... Tous jouent avec l'intelligence et la précision que leur a insufflées Gildas Bourdet.

GUY DUMUR, LE NOUVEL OBSERVATEUR

Un spectacle de très grande qualité.

JACQUES NERSON, FIGARO MAGAZINE

Justesse des acteurs, raffinement et élégance des décors, un vrai régal.

PARIS-MATCH

Un spectacle éblouissant.

DIDIER SPECQ, NORD MATIN

Un spectacle de haut de gamme.

JACQUES DE DECKER, LE SOIR

La Salamandre / Théâtre National de la Région Nord-Pas-de-Calais

49.80.18.88

CAISSE NATIONALE DES MONUMENTS HISTORIQUES ET DES SITES  
Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (4<sup>e</sup>), M<sup>o</sup> Saint-Paul  
**sous les pavés, la Bastille**  
Archéologie d'un mythe révolutionnaire  
tous les jours de 10 h à 18 h, 12 OCTOBRE 1989 - 7 JANVIER 1990

## CULTURE

### THÉÂTRE

#### Muséographie féminine

Trois monologues extraits du roman de Christine Brückner  
« Pourquoi n'as-tu rien dit Desdémone ? » Et pas de drame

Qu'y a-t-il de commun entre l'épouse de Goethe, celle de Luther et Gundrun Esslin, membre de la « bande à Baader » ? Elles sont restées silencieuses, répond la romancière allemande Christine Brückner qui leur donne la parole dans un récit paru en 1983 et qu'elle vient d'adapter pour le théâtre des années 60 : « Pourquoi n'as-tu rien dit Desdémone ? »

Parmi les onze récits, le metteur en scène Alain Rais en a choisi trois : celui de Christiane Vulpius, la maîtresse puis l'épouse au cœur simple de Goethe, celui de Catherine von Bora, la religieuse qui s'enfuit de son couvent pour épouser Martin Luther, et celui de Gundrun Esslin, retrouvée pendue dans sa cellule en 1977. Il a la bonne idée de rassembler ces trois femmes dans un musée, ce musée d'où précisément elles sont absentes, un lieu commode pour passer d'une époque à l'autre. Même si le décor d'Yves Piergiovanni est trop fourre-tout.

L'autre bonne idée d'Alain Rais est d'avoir réuni trois excellentes comédiennes : Maria Verdi, Evelyn Istria et Christine Murillo, qui, avec un bon sens enjoué, mais ferme, nous convaincent sans peine qu'il est difficile d'être l'épouse

d'un homme voué à la pauvreté et à la chasteté. Mais trois monologues juxtaposés ne font pas une pièce de théâtre.

O. Q.

Théâtre 14 Jean-Marie Serreau. Jusqu'au 10 décembre, 20 h 45. Tél. : 45-45-49-77.

#### La Maison des cultures du monde récompensée

Le prix Diderot Universali, doté de 50 000 francs, a été attribué, mercredi 22 novembre, à la Maison des cultures du monde pour son travail de diffusion des formes théâtrales traditionnelles et modernes. Créé en 1982, par le ministère de la culture et l'Alliance française, cet organisme, installé 101, boulevard Raspail, à Paris, se veut un lieu permanent d'échanges entre les identités culturelles de tous les peuples. La Maison des cultures du monde est par exemple à l'origine du Mada français en Inde. Elle prépare pour octobre 1990 une grande fête marocaine aux Invalides.

#### Têtes de veau

#### à la Cartoucherie de Vincennes

Avec « la Station debout », le groupe 4 litres 12 s'interroge sur l'origine de l'homme et découvre celle de l'acteur

Ils sont trois qui fêteront le vingtième anniversaire de leurs travaux en commun en 1992. Dix-sept ans donc que 4 litres 12, autour d'Odile et Michel Massé, s'ingénient, car il y a de l'ingénieur, de l'ingéniosité, du génie dans ses inventions, à élaborer un théâtre du rire à faire mal à la gorge, à la tête souvent, au cœur parfois.

La Station debout, comme son nom l'indique, est la relation de la quête longue et patiente des trois vivants qui ont pendant des siècles tout tenté pour se hisser sur leurs petites arrières. Comme son nom ne l'indique pas, cette relation prend la forme — plutôt informelle — d'une conférence publique avec expérimentations, projections, interjections, exclamations, déclarations, séparations, réconciliations, non-communication.

Il y a là un vieux professeur grimaçant qui a perdu la mémoire en même temps que sa culotte (Michel Massé). Il est accompagné d'une sorte d'assistante (Odile Massé) qui voudrait être la voix du bon sens interpellant le professeur ; mais voilà que par une lubie d'auteur, l'assistante apparaît bientôt complètement dégingolée, confondant le b initial de « bon sens » avec le n de « non sens », au sens anglais du mot. Dans les coins, toujours, un jeune accessoiriste (Jean-Michel Bernard), essaie tout ce qui pourrait donner un peu de concret à la conférence. Il rassemble sans fin les objets les plus hétéroclites afin d'illustrer le mieux possible les étapes et les enjeux de cette curieuse théorie de l'évolution.

4 litres 12, qui rivalise avec la compagnie de Jérôme Deschamps, n'est que rarement parvenue, comme elle, à forcer la porte des grandes institutions théâtrales publiques. Cette bande de drôles, cette drôle de bande de Namoy, évolue depuis ses débuts dans la catégorie « jeune théâtre ». Tant mieux, car c'est le signe d'une envie de théâtre intacte, d'une énergie et d'un goût du risque épatants. Et c'est toujours et encore le « jeune public » qui fait la fête à 4 litres 12.

Pourtant, si l'on décrivait un à un les différents « postes » de leur nouveau spectacle — lumières, décors, costumes — on y verrait peut-être tout ce que d'ordinaire on n'aime pas au théâtre : pauvreté des matériaux et des matières, imprécisions, manque de soin de leurs finitions, esthétique indigente. Mais c'est justement là la force de ce nouveau spectacle. Quelle plus belle illustration du capitalisme idéologique, sémiotique, philosophique, métaphysique dans lequel nous vivons que cet assemblage improbable et totalement imparfait d'un tableau noir, d'un tas de bois, d'un kilomètre de pellicule de film, d'un projecteur de diapositives, d'une tête de veau, d'une table de ping-pong, d'une baignoire renversée et d'une carafe d'eau ?

Il y a plus fort encore, et plus émouvant : au-delà de l'anecdote drôle du texte élaboré à trois, on entend, faiblement d'abord puis de plus en plus clairement, la parabole la plus fine sur le théâtre lui-même et sur ceux qui le font vivre. Le chemin est parallèle de l'homme qui veut se tenir debout et de l'acteur qui veut pouvoir, sans rougir, faire face au public. 4 litres 12 n'a pas à rougir : la Station debout est un grand spectacle qui mise sur le moins artificiel des intelligences : l'intelligence du cœur.

OLIVIER SCHMITT

Théâtre de la Tempête, Cartoucherie de Vincennes. Du jeudi au samedi à 20 h 30, matinée dimanche à 17 heures. Jusqu'au 23 décembre. Tél. : 43-28-36-36.

THÉÂTRE DE BOURGOGNE NANCY  
"RACINES" 46.03.60.44  
24 NOV. : LES MUSICIENS DU NIL  
25 NOV. : LES PERCUSSIONS DE GUINÉE  
28 NOV. : THE SENSATIONAL NIGHTINGALES  
30 NOV. et 1<sup>er</sup> DEC. : THE BARRETT SISTERS

# L'EUROPE INTROUVABLE?



L'Europe existe-t-elle ? Pour les hommes politiques, oui - Pour les entreprises, de plus en plus. Et pour l'Européen moyen ? Il était logique que la première agence de publicité en Europe ait le courage d'ouvrir le débat. Convergences et Divergences Culturelles en Europe Occidentale, un colloque, ou l'Europe, pour une fois, ne sera pas un lieu commun.

Avec la participation de :

Arnaldo BAGNASCO  
John BANKS  
Jean-François BIZOT  
Bernard BLISTENE  
François BONNAL  
Jim BROWNING  
Jean-Michel CARLO  
Jean-Charles CASANOVA  
Dottore Paolo CECCHINI  
Joc DE DEO

Erik ETRUP  
Georges GRAHAM  
Philippe GUILLET  
de MONTIQUIN  
Pommes JULIEN  
René JAGGI  
Jean-François KAHN  
Sari KÖRDE  
Ingo KRAUSS

Alex KRÖLL  
Luc KRUSCHE  
Patrick LE LAY  
Edouard LIRA  
Michel LUBANO  
Robert MAXWELL  
Henri MENDRAS  
Alain MINE  
Jean-Louis MISSIKA  
Etienne MOUGEOTTE

Monique NEMER  
Pascal ORY  
Victor PEREZ DIAZ  
Julian PITT-RIVERS  
Antoine RIGAUD  
Jacques ROMANO  
Gérard de ROQUEMAUREL  
Dominique SCHNAPPER  
Jacques SEEBACHER

Philippe SHORT  
José A. SOROLLA  
Alain SUSSFELD  
Alain TOURAINE  
Françoise VERNY  
Jean-Pierre VILLARET  
Alain WEILLER  
Vincent WRIGHT  
Wolfgang ZAPP  
André ZAVRIEW

**YOUNG & RUBICAM FRANCE**  
CONVERGENCES ET DIVERGENCES CULTURELLES EN EUROPE OCCIDENTALE

Avec le parrainage de TFI.

Paris 27, 28, 29 novembre 1989. Cercle de l'Union Interalliée. Pour tous renseignements, tél. : 46.84.31.01

THEATRE GERARD PHILIPPE  
Danse  
L. ET EUX, LA NUIT  
François Verret  
15 au 18 novembre  
POST-SCRIPTUM(S)  
Stéphanie Aubin  
23 au 25 novembre  
Théâtre  
LE CHIEN MORT  
de Bertolt Brecht  
mise en scène Filip Forgeau  
avec Denis Lavant, Claude Guyonnet, Pierre Lacan, Denis Imbert  
8 novembre au 10 décembre  
THEATRE GERARD PHILIPPE  
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL  
59, Bd Jules Guesde SAINT-DENIS  
M<sup>o</sup> Saint-Denis Bastille / RER Saint-Denis  
Réservations 42 43 17 17

J'en connais beaucoup qui se promènent partout. Avec une notice indicative où figure ce dont ils ont besoin. Celui qui voit ce papier dit : c'est beaucoup. Mais celui qui l'a écrit dit : c'est le minimum. Mais plus d'un cependant arbore avec fierté sa notice où figure un strict minimum. B. Brecht

THEATRE DE GENNEVILLIERS  
DU 14 NOVEMBRE AU 16 DECEMBRE  
TABLEAU DE PARIS AVEC GUILLOTINE  
L.S. MURCIER - M. CHENIER  
SPECTACLE DE JEAN DAUTREMY ET EDGAR PETITIER  
DU 17 NOVEMBRE AU 17 DECEMBRE  
LES TU ET TOI OU LA PARFAITE EGALITE  
COMEDIE EN 5 ACTES DE DROUVOT  
DIEU PAR DES ANONYMES DE GENNEVILLIERS SOUS LA DIRECTION DE BERNARD SORBE  
DANS LE CADRE DU FESTIVAL D'AUTOMNE



# CULTURE

## ARTS

### Daniel Humair, musicien et peintre

*L'un des meilleurs batteurs de jazz poursuit une sérieuse carrière de peintre et s'en explique.*

« Quand on comment décide-t-on : « je suis peintre ? » Musicien professionnel depuis 1957, accompagnateur des plus grands musiciens de la planète du jazz, vous abordez la peinture en 1963. Comment ça se passe ?

— Je ne me suis pas dit : je suis peintre. J'ai pris soudain conscience que j'avais besoin de peindre tous les jours. Avant, je dessinais, je brouillais, sans ambition ni démarche. Brusquement, j'ai eu besoin de rencontrer des peintres, de les voir au travail. Je ne savais même pas ce que ça signifiait. Le jour où j'ai acheté mon premier grand châssis, j'ai su que je serais peintre, que ce serait long, que j'avais tout à apprendre. J'ai eu des guides, Harry Kramer, Rancillac, Jean Berthier... Ils m'ont fait voir de la peinture. Enormément. Auparavant, je peignais sans savoir qu'il y avait des peintres. Je me suis mis dans une position de fan, comme je l'avais fait en musique.

— Jusqu'alors, c'est comme si je n'avais pas encore branché la prise. Là, j'ai pris la mesure de ma mémoire visuelle, de sa capacité, du souvenir qui s'inscrit en moi quand je vois une toile. C'est peut-être cela qui me fait peindre. Cet accident. De même que je me suis trouvé batteur par accident. En un sens, mon parcours familial est incompréhensible. Personne ne connaissait rien à l'art. Les choses sont arrivées.

— Dans vos tableaux, on retrouve toujours des formes mouvantes, des triangles, une

géométrie singulière qui renvoie à toutes sortes de dessins intérieurs...

— Je fais de la géométrie à ma manière. J'aime à la fois tout contrôler, les axes, les fautes, dans la musique aussi, et laisser la part nécessaire d'ambiguïté pour que les choses soient ouvertes. Je veux éviter les modèles, les recettes et pour tout dire, rester dans la règle du jeu. Le jeu n'est intéressant que si les règles sont appliquées. En peinture, j'ai l'impression de simplifier au maximum les règles, le langage, de plus en plus, comme des signes de vie pervertis. Mon seul dessin, c'est ce qu'on appelle en jazz la mise en place. Un roulement, c'est une forme. Et cette forme a une place juste.

— Si l'y a analogie entre mes deux pratiques, elle n'est que là, dans cette recherche de la mise en place.

#### La folie de la surprise

— Votre public de jazz vient-il aux expositions de Daniel Humair. Et le public des musées, va-t-il au concert ?

— Le public de l'art et les artistes viennent m'entendre. Le public du jazz semble parfois pris au dépourvu par ma peinture. Peut-être par manque d'habitude. En un sens, voir un musicien travailler, c'est plus compréhensible qu'un peintre. Moi, ce qui me préoccupe, c'est l'occupation de l'espace, je fatigue plus en peinture qu'en musique. J'y mets sans doute plus d'intensité nerveuse. Il peut

m'arriver de peindre douze ou treize heures d'affilée. Comme je travaille sur des couches successives, ma technique m'oblige à traiter plusieurs pièces à la fois, en réglant des problèmes différents à chaque pièce, avec des haltes, des pauses.

— Je continue d'aller tout voir. Je ne peux vivre sans le travail des autres. Peindre, c'est entretenir un dialogue constant avec les autres peintres. Peut-être ai-je aussi le sentiment d'entendre moins de musiciens qu'avant. Les préoccupations musicales se sont déportées vers une grande banalisation qui me dérange un peu, une sorte de figuration au premier degré que je trouve courte.

— En musique, j'avais une surprise constante. Maintenant, on tire des ficelles, j'ai l'impression qu'on me montre le mode d'emploi. En peinture, je sens encore ce jeu du non-définir, cette folie de la surprise.

Propos recueillis par FRANCIS MARMADE

► Daniel Humair au Centre culturel suisse : avec Hélène La barrière et Mario Ducrocq (le 23 à 20 h 30), avec Henri Texier et Renaud Garcia-Fons (le 24) ; avec Yves Robert et J.-F. Jenny Clark (le 25) au Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, 42-71-38-38 (entrée libre).

► Expositions à la galerie Erval, 18, rue de Seine, 75006 Paris et à la Maison des arts et loisirs de Thonon-les-Bains (jusqu'au 20 décembre).



Lisette Malidor (au centre), Elise Caron (la chanteuse) et Denis Chouillet (le pianiste).

### La phalocratie selon Ferrari

Noire de peau, noire de voix, noire dans ses ondulations de tonalité (noire), rasée comme une amazone, beaucoup plus belle que Grace Jones, Lisette Malidor figure sous l'appellation beaucoup trop modeste pour elle de « récitante » dans le spectacle classé par le metteur en scène Philippe Adrien sur la base du Journal intime d'un musicien.

Ce musicien est Luc Ferrari. Et comme il nous l'expliquait (le Monde arts et spectacles du 22 novembre), il écrit. Sur papier blanc : le compte-rendu des menus faits de ses journées et, plus encore, de ses nuits. Sur papier rayé : des petites chansons (ici chantées par Elise Caron), une symphonie (sortant par bouffées des haut-parleurs), plus, messivement, pendant la période concernée par le Journal (1980-1982), de brèves pièces pour piano solo.

Lisette Malidor a les dents éclatantes dans l'ombre qui envahit la scène. Des mains d'une beauté bouleversante. Mais dont elle joue comme d'instruments carillonnés, érotiques forcément. Moins érotiques que sa bouche (en contact étroit avec le micro), clavier vivant d'où coulent des mots, des paroles glissées, liquides et douces, sur une thématique essentiellement

dominée par la supériorité du creux sur la bosse, par « l'intelligence du con ». Le décor est, bien sûr, un divan profond.

Jeux de mains : au clavier ou près du coussin, le pianiste ne reste guère inactif à ceci près qu'il est homme, et toujours dépassé par la situation. Jeux de mots : ces mots à double sens féconds qui sont la passion de Philippe Adrien, une passion rarement partagée par les musiciens. Ferrari représente donc une exception. Mais sa principale singularité — celle qui signale ce spectacle à notre attention — est d'avoir, en toute masculinité, embrassé une fois pour toutes la cause des femmes.

Phalocratie par parodie (accords lourdement plaqués, rythmes secs à la Stravinski), sa musique a la poésie légèrement archaïque d'un blason du corps féminin, comme en écrit Clément Marot. Antiphallocratie militante. Rien à voir évidemment avec le féminisme. Écrit (paroles et musiques) par une femme, ce Journal intime serait insupportable.

ANNE REY

► Jusqu'au 25 novembre, Théâtre du Lièvre (22, rue du Chevalier, Paris 13<sup>e</sup>), 20 h 30. Tél. : 45-56-55-55.

### Les géométries d'Albers et Vantongerloo

*Où l'on vérifie que la répétition est l'ennemie la plus funeste de l'abstraction géométrique*

Depuis quelque temps, deux ou trois ans, la mode dite « néo-géo », pour « néo-géométrie » évidemment, a pris corps. A New-York, à Zurich, prolifèrent des peintres dont le dessin se borne à un usage plus ou moins adroit de l'équerre et la couleur au remplissage uniforme des surfaces ainsi déterminées. Le résultat est généralement anodin et d'une grande pauvreté intellectuelle.

Cet engouement circonstanciel a cependant un mérite, celui d'inciter les marchands à s'intéresser à nouveau à ceux qu'en style lyrique on nomme les « pionniers » de l'abstraction géométrique. Et l'on voit donc une galerie récemment ouverte (1) consacrer un accrochage à Josef Albers, pensionnaire du Bauhaus émigré aux États-Unis, où il enseigna des décennies durant les principes du constructivisme. Jusqu'à sa mort, en 1976, Albers a écrit à une vaste série dénommée *Hommage au carré*.

L'idée qui la commande est d'une terrible simplicité : sur une toile de format carré, Albers circonscrit trois carrés de taille décroissante, superposés les uns aux autres, le plus petit étant seul entièrement visible. Ces carrés gigognes sont peints chacun d'une seule couleur et chaque toile de la série tire sa singularité, singularité fort modeste, de l'harmonie ou de la dissonance des quatre tons qu'elle réunit.

On ne peut pas rêver une peinture moins mobile, moins éloquente, moins sensible. Un Albers, dans un musée, en guise d'introduction au minimalisme, qu'il influence assurément, c'est instructif et historiquement juste. Mais une douzaine ou une vingtaine

d'*Hommages au carré* côte à côte suscitent promptement un sentiment de triste lassitude et d'ascétisme répressif.

Ne serait-ce pas pour échapper à la monotonie que Vantongerloo exécuta à partir de la fin des années 30 des peintures à l'opposé des règles du mouvement De Stijl, qu'il avait cependant contribué à fonder ? Les toiles exposées chez Denise René (2) le donnent à croire. De sa période doctrinaire, il ne reste plus alors que le goût, légèrement parodique peut-être, des titres qui sentent l'algèbre et la physique. Les œuvres s'appellent *Fontaine d'un élément* et *Deux Zones de l'espace : action-réaction*, mais on n'y voit que des arrangements de volutes, des comètes glissant leurs queues chamarrées entre des planètes rouges et bleues, des hélices, des moulins et des enlacements de courbes.

Ce n'est point pour autant un art d'un baroque débridé et Vantongerloo demeure fidèle aux fonds blancs immaculés et aux couleurs primaires de ses premiers travaux abstraits. Mais l'alliance de l'économie des moyens et d'une inspiration libérée du néo-plasticisme produit des œuvres élégantes et souples. Au même moment, à New-York, Mondrian travaillait *in extremis* à rompre avec son système et peignait *Broadway Boogie Woogie*. La géométrie rigide avait perdu la partie.

PHILIPPE DAGEN

(1) Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Filâtre, jusqu'au 20 décembre.  
(2) Galerie Denise René, 196, boulevard Saint Germain, jusqu'au 26 novembre.

### CONCOURS DE RECRUTEMENT DE CHEFS DE CHANT DE LA DANSE

Opéra de Paris Garnier

**VENDREDI 22 DECEMBRE 1989 A 14H**

PROGRAMME

J.S. Bach Prélude et fugue en mi mineur  
(1er cahier du clavier bien tempéré)

F. Liszt La Campanella

L. Stravinski Petrouchka 2ème tableau (chez Petrouchka)

Déclatage

Renseignements et inscriptions  
Opéra de Paris Garnier, Régie de la danse  
N. rue Serbie 75009 Paris - Tél. : 40 17 33 33  
Date limite des inscriptions : lundi 18 décembre 1989

wooufff !!!  
IN-DES-CRIP

SAL DU  
**MOULIN ROUGE**

TEL. 46.00.0019

Ca m'a mis  
complètement  
destruy

SAL DU  
**MOULIN ROUGE**

TEL. 46.00.0019

y'a même un chien  
qui parle !

SAL DU  
**MOULIN ROUGE**

TEL. 46.00.0019

Moi,  
CA M'EXCITE  
YA PLEIN DE  
croCOdiles !

SAL DU  
**MOULIN ROUGE**

TEL. 46.00.0019

18 H 30

### CHRISTIAN ZACHARIAS

piano

JEUDI 23 NOVEMBRE  
MOZART SCHUBERT

VENDREDI 24 NOVEMBRE  
C.P.H.E. - BACH BEETHOVEN

PRIX 60 F. LOC. 42.74.22.77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

---

CLAUDE RICH CLAUDE BRASSEUR

UN TRIOMPHE

### LE SOUPER

JEAN-CLAUDE BRISVILLE  
JEAN-PIERRE MIQUEL

LOC. : 43.22.77.74

dimanche 24 dec. 15 H 30  
lundi 25 dec. 15 H 30  
dimanche 31 dec. 21 H  
lundi 1<sup>er</sup> janv. 15 H 30

## LE SPARTACUS NOIR

A Saint-Domingue, après l'insurrection noire de 1791, Toussaint Louverture, ancien esclave, arrache le pouvoir aux planteurs blancs.

Toussaint a l'immense mérite d'abolir un système honteux d'aliénation de l'homme par l'homme ; bon premier hors d'Afrique, il établit un authentique pouvoir noir.

Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express

### L'Histoire

## FAYARD

سكنا من الاصل

هكذا من الاول

## SOCIÉTÉ

L'affaire du faux passeport d'Yves Chalié

### Le Parti socialiste évoque le renvoi de Charles Pasqua devant la Haute Cour

En visite privée au Canada, M. Charles Pasqua n'avait toujours pas réagi, officiellement, jeudi aux informations publiées à l'origine par le *Canard enchaîné* et confirmées par d'autres sources concernant l'audition, lundi 20, de M. Bernard Gérard, directeur de la DST, par M. Philippe Jean-

nin, juge d'instruction chargé du dossier Chalié. Au cours de cette audition, M. Gérard, qui était directeur de la DST lorsque M. Pasqua était ministre de l'intérieur, a indiqué au magistrat que c'était bien, sur ordre de M. Pasqua lui-même, que ses services avaient établi un « vrai-

faux » passeport à l'intention d'Yves Chalié, en fuite au Brésil (le *Monde* du 23 novembre). Cette information a évidemment été évoquée dans les couloirs de l'Assemblée nationale, mercredi 22 novembre, où les socialistes parlaient de Haute Cour.

ment dans des affaires qu'il n'estime pas être de sa compétence.

L'initiative de la mise en accusation devant la Haute Cour est exclusivement parlementaire. Elle résulte d'une proposition de résolution signée par un dixième au moins des membres composant l'Assemblée concernée (cinquante-huit députés, trente sénateurs). La proposition de résolution doit contenir le nom des accusés, l'énoncé sommaire des faits, et dans le cas des ministres, la référence aux articles du code pénal justifiant les poursuites.

#### Une procédure longue et complexe

De toute façon, la procédure permettant la comparution d'un ministre devant la Haute Cour est particulièrement longue et complexe. Elle n'a jamais abouti sous la cinquième République. A titre d'exemple, le cas Nucci a été soulevé en août 1986.

Au démarrage de la procédure se trouvent des poursuites judiciaires engagées dans les conditions normales du droit commun. Il faudrait donc qu'une action judiciaire soit engagée contre M. Charles Pasqua pour enclencher éventuellement le mécanisme. C'est en effet le pouvoir judiciaire qui décide de transmettre le dossier au Parle-

La Haute Cour (douze députés, douze sénateurs) n'existe pas

Après l'instruction ouverte à Paris

### Le doyen des juges de Lyon a inculpé à son tour Paul Touvier

Le doyen des juges d'instruction de Lyon a inculpé, mercredi 22 novembre, Paul Touvier, l'ancien chef du service de renseignement de la Milice lyonnaise. Touvier, qui est détenu à l'hôpital des prisons de Fresnes, était déjà inculpé depuis mai par un magistrat parisien. M. Jacques Hamy a aussi placé Paul Touvier sous mandat de dépôt comme le recommandait, le 27 octobre dernier, le procureur de la République de Lyon dans son réquisitoire introductif (le *Monde* des 14 et 15 novembre).

Cette nouvelle inculpation confirme les inculpations d'assassinats, tentatives d'assassinats, arrestations illégales et séquestrations de personnes, crimes contre l'humanité notifiés à l'ancien milicien, lors de son arrestation en mai dernier, par M. Jean-Pierre Getti, juge d'instruction à Paris. M. Hamy s'est toutefois exclusivement appuyé sur de nouvelles plaintes de parties civiles dans le but d'obtenir que l'instruction du dossier Touvier ainsi que le procès de l'ancien milicien aient lieu à Lyon.

Le procureur général de Paris devrait signaler au procureur général près la Cour de cassation, dans les prochains jours, la coexistence de ces deux instructions judiciaires, à charge pour ce dernier de saisir la chambre criminelle afin qu'elle décide qui, de M. Getti ou de M. Hamy, instruira l'affaire Touvier.

Parmi les plaintes déposées à Lyon, plusieurs concernent des faits criminels précis dont il appartiendra à la justice d'examiner s'ils sont effectivement imputables à Paul Touvier. Ainsi M. Claude Bloch rapporte-t-il dans sa plainte avoir été arrêté en compagnie de sa mère et de son grand-père par deux hommes dans la banlieue lyonnaise, le 29 juin 1944. Selon lui, l'un des deux miliciens venus l'arrêter s'était entre que Touvier, « un grand, cheveux blancs ondulés ».

M. Bloch était à l'époque âgé de quatorze ans. Transféré avec sa famille dans les locaux de la Gestapo, il devait apprendre, le même jour, la mort de son grand-père après interrogatoire. Il était alors détenu avec sa mère à Drancy puis à Auschwitz en août 1944. « A la descente du train, nous avons été séparés et je ne l'ai plus revue », raconte-t-il.

Une autre plainte a été déposée par M. Robert Nathan, dont le père et l'oncle ont été arrêtés le 9 mai 1944. M. Nathan, alors âgé de douze ans, affirme aujourd'hui avoir encore en mémoire le visage de Paul Touvier, « l'homme blond aux yeux bleus ». Son père a été fusillé le 17 août 1944 et son oncle est mort en déportation.

D'autre part, le fils et les petits-enfants de Benjamin Dreyfus, ministre officiant de la communauté israélienne de Lyon, arrêté puis déporté et décédé à Auschwitz, se sont portés parties civiles. Ces plaintes s'appuient sur la déposition de M. Rose Vogel qui indique avoir reconnu Paul Touvier lors de cette arrestation au cours de laquelle ses parents, gardiens de la synagogue du quai Tilsit, furent aussi arrêtés.

L. G.

## Grand Prix du financement PEUGEOT

Pole position	9,4 <sup>%</sup>	Credit sur 12 mois* Apport initial 25 % minimum du prix Taux TTC du véhicule choisi. Par exemple pour un montant emprunté de 100 000 F T.C.E. de 3,4 %, 12 mensualités de 997,24 F TTC. Coût total du crédit : 10 766,08 F TTC (perceptions forfaitaires incluses mais hors assurances).
Conduite maîtrisée	0 <sup>F</sup> PAR MOIS PENDANT 18 MOIS	Location avec option d'achat sur 60 mois* Par exemple pour une 309 XE. Prix total au 6/09/89 : 57 400 F TTC. 1 <sup>er</sup> versement de 22 250 F TTC (2 610 F TTC de dépôt de garantie et 14 350 F TTC de 1 <sup>er</sup> loyer mensuel suivi de 18 loyers à 0 F et 41 loyers à 1 271,66 F TTC. Option d'achat finale : 11 486 F TTC. Coût total en cas d'acquisition : 21 070,26 F TTC (hors assurances).
Grand confort	453 <sup>F</sup> PAR MOIS PENDANT 12 MOIS	Location avec option d'achat sur 60 mois* Par exemple pour une 405 GL 1400 cm <sup>3</sup> . Prix total au 6/09/89 : 73 000 F TTC. 1 <sup>er</sup> versement de 22 250 F TTC (10 500 F TTC de dépôt de garantie et 10 250 F TTC de 1 <sup>er</sup> loyer mensuel) suivi de 12 loyers à 452,50 F TTC et de 47 loyers à 1 284,50 F TTC. Option d'achat finale : 13 667,50 F TTC. Coût total en cas d'acquisition : 97 754,30 F TTC (hors assurances).
Longue route en souplesse	660 <sup>F</sup> PAR MOIS	Location longue durée (36 mois / 45 000 km)* Par exemple pour une 205 Junior 3 portes. Prix total au 6/09/89 : 48 750 F TTC. 1 <sup>er</sup> loyer mensuel de 1 528,63 F TTC suivi de 35 loyers à 665,63 F TTC (hors assurances et entretien).

RESEAU PEUGEOT TALBOT



## SOCIÉTÉ

A la cour d'assises des Yvelines

### Amour paternel et insémination artificielle

Père d'un garçon et d'une fille conçus par insémination artificielle, Jacky Garnier a été condamné, mercredi 22 novembre, à cinq ans de prison, dont trente mois avec sursis, par la cour d'assises des Yvelines, pour avoir tué son épouse qui menaçait de partir avec les enfants.

« Mon papa a soixante et onze ans, ma maman a soixante-cinq ans. L'homme qui parle ainsi de ses parents a vingt ans, il a travaillé dans la même entreprise pour en gravir les échelons jusqu'à celui de chef d'atelier. Il est décrit comme un homme « calme et réservé ». Et certains ajoutent « peut-être un peu lymphatique ». Pourtant, le 30 juillet 1987, il a étranglé son épouse Marie-Françoise, alors âgée de trente-six ans.

Veuf d'une première femme, il avait rencontré Marie-Françoise en 1971 dans une fête gaudeloupienne. Elle était une jeune fille dont le père noir était le seul souvenir laissé par un père qu'elle n'avait jamais connu. Née d'un amour trop bref de sa mère blanche, pour un Gaudeloupien, Marie-Françoise s'était sentie longtemps rejetée par sa famille, qui l'avait placée, pendant dix ans, dans un pensionnat. Le couple paraissait pourtant heureux, pendant les premières années de mariage, même si Marie-Françoise était souvent dépressive. Un témoin dira qu'elle semblait « mal accepter le couple de sa peau ». Et ce n'est pas seulement une vue de son esprit car Garnier explique qu'il a dû quitter Chateaufort où son épouse était « mal acceptée ».

Ils veulent des enfants. Mais, bien vite, il a fallu se rendre à

l'évidence : Jacky est stérile. « Ces malaises là, on a pour d'en parler, soupire Garnier. Nous voulions absolument des enfants. On a pensé à l'insémination artificielle. On a fait des démarches, les cliniques, les hôpitaux. Mais, c'est très dur de rentrer dans ces lieux où l'on se sent des hommes abaissés. »

Après une longue attente, Marie-Françoise a été inséminée deux fois en cinq ans avec succès. Hasard de la génétique : Pierre est né le premier avec la peau noire, alors que sa sœur Claudine est blanche. Dès cette seconde naissance, Marie-Françoise changera : « C'est là qu'elle a commencé à battre mon Pierre », raconte Garnier en avançant une explication : « C'est parce que Pierre avait la même couleur de peau que mon épouse. »

#### « Des enfants admirables »

Rapidement, le climat familial se détériore. Marie-Françoise, de plus en plus dépressive, révèle une personnalité « capricieuse, susceptible, intolérante et autoritaire ». Elle couvre son mari de reproches dont certains sont, sans doute, justifiés. Obsédé par l'amour qu'il porte à ses enfants, il oublie qu'ils ont une mère. Elle le lui rappelle dans une lettre déposée dans son assiette. Elle y explique sa vie de ménagère seulement interrompue par des vacances insipides, où il lui faut subir, depuis dix ans, le même terrain de camping. Elle se plaint de « dormir à côté d'un tronc de bois », et termine en disant : « Aujourd'hui, j'ai eu un divertissement : j'ai fait les carreaux. »

La missive restera sans effet, et l'année suivante, le couple a passé ses vacances sur le même terrain de camping.

Mais le jour du retour, une scène éclate : Marie-Françoise dit qu'elle va raconter partout comment ils ont eu des enfants dont il n'est pas le père biologique et tente de partir avec Claudine : « Je l'ai prise au cou. Elle m'a dit : « Vas-y, tue-moi ». Le geste est parti. Quand j'ai desserré, elle ne bougeait plus. O combien je le regrette », soupire Garnier en expliquant qu'il avait peur d'un suicide avec les enfants.

Des enfants dont il ne peut parler sans être en larmes : « Mon Pierre est en 5<sup>e</sup>, Claudine en cours préparatoire. C'étaient des enfants admirables qui travaillaient bien pour leur papa qui est en prison », sanglote Garnier. Pour les psychologues, c'est un homme très normal, mais il note : « Dans les cas d'insémination artificielle, les parents développent une affection encore plus forte. Comme pour réparer quelque chose... »

Dans son réquisitoire, l'avocat général Henri Blondet, a tenu compte de ce sentiment exacerbé et de la personnalité de la victime décrite comme « invivable » par certains témoins, pour demander cinq ans d'emprisonnement, tout en relevant : « Garnier porte une part de responsabilité dans l'évolution du couple vers le drame par son comportement routinier et égoïste. » Mais il a insisté sur l'emprisonnement afin de lui faire la rééducation criminelle, qui entraîne la perte des droits civiques et familiaux.

Les jurés des Yvelines se sont montrés encore plus modérés. Garnier sera près de ses enfants à Noël. Mais c'est son avocat, M<sup>re</sup> Patrick Gras, qui a évoqué la vraie sanction : « Un jour il faudra bien qu'il leur dise... »

MAURICE PEYROT

Après la mort « accidentelle » d'un nouveau-né

### Le secret de Malika

Trois femmes comparaissent, mercredi 22 novembre, devant la 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Bobigny. Trois femmes liées par la mort d'un nouveau-né, Malika, jeune Maghrébine de vingt ans, et sa mère Fatima devaient répondre de non-assistance à personne en danger après la mort du bébé que la jeune fille venait de mettre au monde. Le docteur Catherine Echeyne, quant à elle, était poursuivie pour « faux certificat de virginité ».

Le drame remonte au mois d'août 1987. Les médecins du SAMU appelés au domicile de Malika, dans la banlieue nord de Paris, découvrent une jeune fille en sang. « Fausse couche », affirme-t-elle alors. En fait, c'est un véritable accouchement qui vient d'avoir lieu. Extrayant elle-même le placenta, Malika s'est « délivrée » toute seule. Puis, elle affirme être tombée du lit.

Elle reconnaît ensuite avoir enveloppé le bébé dans une couverture et jeté le tout dans un vide-ordures. Quelques heures plus tard, les policiers découvrirent le cadavre. L'autopsie révéla qu'il ne s'agissait pas d'un infanticide, comme le juge d'instruction l'avait d'abord supposé : la mort « accidentelle » résultait d'un étouffement du nourrisson avec le cordon ombilical.

Jusqu'au dernier moment, Malika aura essayé de cacher la vérité à sa famille. « J'avais peur de ma mère. Je ne voulais pas la décevoir », déclarera-t-elle durant l'instruction. Cette peur de devenir la honte des siens l'a poussée, des mois durant, à dissimuler son ventre dans des vêtements amples.

Prise de doute, pourtant, sa mère a conduit dans un centre médical de Villepinte. Malika est alors examinée par le docteur Echeyne hors de la présence de la mère. Alors qu'elle en est à son septième mois de grossesse, la jeune Maghrébine parle d'avorter. Le médecin refuse et lui propose un accouchement sous X.

« Elle m'a dit que sa mère n'avait plus confiance en elle, qu'elle ne la laissait plus sortir. C'est pour lui permettre d'aller à l'hôpital, pour que cette grossesse puisse enfin être prise en charge médicalement que j'ai fait un certificat de virginité », a-t-elle expliqué aux juges.

Mais, au-delà de cette affaire de certificat, c'est la détresse d'une jeune femme, affolée par ce qu'elle a vécu comme une faute inavouable, qui a marqué l'audience : l'histoire d'un dialogue raté, d'un mutisme lié au respect apeuré des traditions. Malika ne pouvait confier son secret à personne, surtout pas à sa mère.

Celle-ci a-t-elle fermé les yeux volontairement ? Elle dit aujourd'hui, par interprète interposé, ne s'être doutée de rien. Seule, le docteur Catherine Echeyne a su l'écouter. Peut-être trop bien. Elle l'a en tout cas mise en sur le chemin de l'hôpital : Malika y a été suivie et aurait dû y accoucher normalement. Mais le naissance, à l'improviste, du bébé dans la maison familiale renvoyait Malika à ses craintes de toujours : être découverte.

Nul doute que ce « contexte culturel » pèsera dans la décision du tribunal.

Jugement le 7 décembre.

JUDITH RUEFF

An tribunal d'Angers

### L'opium « culturel »

Un fumeur d'opium d'origine laotienne poursuivi pour importation, détention, et usage de stupéfiants, a été dispensé de peine, mercredi 22 novembre, par le tribunal correctionnel d'Angers (Maine-et-Loire) « compte tenu des circonstances exceptionnelles de cette affaire ».

Le 18 juillet, les douanes avaient saisi un courrier adressé à Tseu Ndzau Mousa, cinquante-trois ans, dans lequel se trouvaient 14 grammes d'opium. Une quantité suffisante pour déclencher une enquête et une perquisition qui avait permis de découvrir un nécessaire à fumer et 70 grammes d'opium.

Dans son réquisitoire, le substitut du procureur d'Angers, tout en requérant cinq mois de prison avec sursis et l'obligation de se soigner, avait admis le « phénomène culturel ». Tseu Ndzau Mousa a finalement été condamné mais dispensé de peine par le tribunal correctionnel.

A Marseille

### Les parents de l'adolescente qui vivait dans un débarras ne seraient pas poursuivis

Après la découverte à Marseille d'une adolescente de quinze ans qui vivait la plupart du temps enfermée dans un réduit de 3 mètres carrés (le Monde du 23 septembre), les parents ont été entendus par le juge dans la journée du mercredi 22 novembre. Ils ont expliqué qu'ils enfermaient leur fille avant de partir au travail le matin, pour éviter qu'elle ne fasse des « bêtises ». Ils lui laissaient de la nourriture et un bassin hygiénique à côté de son lit pour la journée. Lorsqu'ils revenaient, elle

pouvait sortir, notamment pour promener le chien de la famille et faire de petites courses. L'adolescente était correctement alimentée et ne subissait aucun sévices.

Les parents, indiquant-on mercredi de source judiciaire, ne seraient pas l'objet de poursuites. Il leur est essentiellement reproché de n'avoir pas adressé leur fille, souffrant d'une légère débilite mentale, à une institution spécialisée. Cette lacune devrait être comblée prochainement.

A Tours

### Des déchets hospitaliers contaminés, dans une décharge

Des écologistes de l'association pour la santé, la protection et l'information de l'environnement (ASPIE) ont apporté mercredi 22 novembre à la préfecture de Tours (Indre-et-Loire) des sacs portant la mention « incinération » découverts dans la décharge de Sonzay. Selon l'association, ces sacs déchargés par un camion du centre hospitalier régional universitaire Bretonneau contiennent des pansements, des tayaux et des

syringes contaminés qui doivent normalement être incinérés.

Le directeur des services techniques de l'hôpital a admis l'existence d'un « dysfonctionnement » provoqué par une panne de l'incinérateur principal de l'établissement qui a eu lieu entre le 10 et le 17 novembre dernier. Selon le CHRU, les services publics hospitaliers de Tours produisent trois à quatre tonnes de déchets à risque par jour.

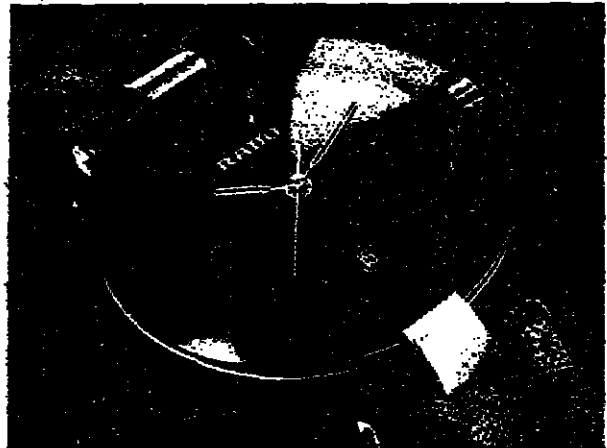
EN BREF

□ Luc Tangorre devant les assises du Gard pour deux vols. — La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nîmes a décidé, mercredi 22 novembre, le renvoi de Luc Tangorre, trente ans, devant la cour d'assises du Gard, où il devra répondre du vol de deux étagères américaines, en mai 1988, près de Gallargues-le-Montueux (Gard). Les avocats de l'accusé ont annoncé qu'ils allaient immédiatement introduire un pourvoi en cassation. Luc Tangorre, qui a toujours nié les faits, avait déjà été condamné, le 24 mai 1983 par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, à quinze ans de réclusion criminelle pour quatre vols, une tentative et six attentats à la pudeur. Il avait été libéré en février 1988, bénéficiant d'une grâce présidentielle.

□ Gilles Burgos renvoyé devant la cour d'assises de Paris. — Le CRS Gilles Burgos, qui avait tué un jeune automobiliste, Lolo Lefebvre, rue Mogador, à Paris, dans la nuit du 4 au 5 juillet 1986, comparaitra bien devant la cour d'assises de Paris. La Cour de cassation a rejeté, mercredi 22 novembre, le pourvoi de Gilles Burgos contre un arrêt de la chambre d'accusation du 10 août dernier qui le renvoyait en cour d'assises. Gilles Burgos avait tenté de faire valoir la légitime défense mais la chambre criminelle de la Cour de cassation estime que « l'ouverture du feu, compte tenu des circonstances, paraît en tout cas disproportionnée avec la réalité de la menace ».

□ Grève des avocats d'Angers. — Les soixante-quinze avocats du barreau d'Angers ne devaient pas assister aux audiences correctionnelles de la matinée du jeudi 23 novembre. Ils protestent contre la condamnation d'un prévenu, le 26 octobre dernier, en l'absence de son défenseur, M<sup>re</sup> Jacques Serour, qui avait quitté la salle d'audience quelques instants mais les magistrats de la chambre correctionnelle ont poursuivi l'examen de l'affaire et jugé son client en son absence. Le prévenu, qui était convoqué pour conduite en état d'ivresse, avait protesté en vain. A l'issue d'une assemblée générale tenue mercredi 22 novembre, le conseil de l'ordre des avocats dénonçait « une violation consciente, volontaire et flagrante des droits de la défense ».

Rado. Inventeurs de la montre inrayable.



Une montre qui semble venir d'ailleurs.

«La Coupole». La nouvelle Rado. Une vraie Rado. Novatrice. Originale. Fulgurante. Verre saphir inrayable en forme de coupole; presque aussi dur que le diamant. Et si légère. Si agréable au poignet. En trois grandeurs différentes. Faites connaissance avec la nouvelle Rado «La Coupole».

**RADO**  
Switzerland

SIGNON - C.Ciel Evry 91100 EVRY  
LAMOTTE - 71 Bd J. Jaurès 92110 CLICHY s/Seine  
Charles GERARD - 96, rue Houdan 92330 SCEAUX  
MARCOUD - C.Ciel 3 Fontaines 95000 CERGY PONTAISE

NE DISONS PAS  
"J'ARRÊTE PAS  
D'EN BOUFFER,"  
DISONS PLUTÔT  
"TOUT LE LONG DU FLEUVE  
DU TEMPS  
JE LES AI VÉNÉRÉS"



VOUS AVEZ BON GOÛT,  
LA VOSGIENNE AUSSI.

سكنا من الامم

## SOCIÉTÉ

Pour refus de participer à certains cours

## Des élèves musulmans ne sont pas admis en classe dans des écoles de Noyon (Oise)

NOYON (Oise)

(de notre envoyée spéciale)

Soutenue par l'ensemble du corps enseignant, M<sup>me</sup> Arlette Bourdeaux, directrice de l'école primaire Alain-Fournier à Noyon (Oise), a empêché, jeudi matin 23 novembre, cinq filles et trois garçons qui affichent leurs convictions musulmanes de se rendre dans leurs classes.

Il ne s'agit pas seulement, dans cet établissement, d'une controverse sur le port du foulard islamique mais du refus de participer à certains cours jugés contraires aux convictions religieuses des familles. Il en est de même au collège Louis-Pasteur, dans cette même ville.

Deux fillettes, qui sont arrivées voilées, ont toutefois accepté de retirer leurs foulards dans la bibliothèque où les enfants ont été conduits tandis que les garçons ont annoncé qu'ils seront prochainement autorisés à se rendre en cours de gymnastique et à la piscine.

Toutefois, six autres enfants (deux filles et quatre garçons) ont manqué la rentrée des classes. Parallèlement, les deux filles âgées de treize ans qui avaient cours jeudi matin au collège Louis-Pasteur ont elles aussi accepté de retirer leurs foulards en classe, et l'une d'elles s'est rendue au cours de musique qu'elle se refusait jusqu'alors de fréquenter.

Les responsables de ces établissements, ainsi que ceux de l'école maternelle Joseph-Pinchon, installée dans le quartier du Mont-Saint-Simon, sont confrontés à ces problèmes depuis près de quatre ans. Le foulard a, en effet, fait son apparition en 1985 dans l'école primaire avec l'arrivée de trois sœurs : Siham, âgée aujourd'hui de quinze ans, Nadia, treize ans et Selima, dix ans. Toutes trois portent le foulard depuis l'âge de six ans.

Mais en dépit des consignes d'apaisement données en 1986 par l'inspection académique de l'Oise, le phénomène s'est progressivement étendu. De la maternelle au collège, une vingtaine d'enfants membres de cinq familles marocaines habitant la même cage d'escalier, se distinguent actuellement non seulement par le port d'un foulard par les deux filles mais aussi par leur refus de participer aux activités sportives ou à certains cours.

Ainsi est-il « absolument hors de question », pour M. Djilali Oumir, père des fillettes, de laisser ses enfants aller à la piscine où « les filles sont obligées de se montrer en maillots de bain devant les garçons ». L'éducation physique et la natation, qui ne sont, selon cet ancien marocain de trente-neuf ans, père de six enfants, que « des loisirs » n'ont de toute façon « rien à voir », affirme-t-il, avec les autres

savoirs » (mathématiques, français, etc.) où ses filles se distinguent d'ailleurs.

M. Jacques Marchal, inspecteur académique de l'Oise, suivi par le corps enseignant, refuse cet enseignement « à la carte » et juge « tout à fait inacceptable et en infraction avec les textes réglementaires » la non fréquentation de certains cours. D'autant qu'un pas supplémentaire avait été franchi en juin dernier lorsque Siham s'est refusée à participer au cours de sciences naturelles consacré à la sexualité.

S'estimant « dans l'impossibilité d'assumer correctement leur mission », les instituteurs et professeurs de Noyon ont donc décidé de refuser les enfants coupables selon eux de « manifestation intégriste » jusqu'au moment où « les familles s'engageront à respecter les principes et les règles de l'école publique ».

VALÉRIE DEVILLE-CHABROLLE

## MÉDECINE

A l'hôpital Foch de Suresnes

## Des chirurgiens français réussissent une « première » dans les greffes de poumons

Une équipe chirurgicale dirigée par le docteur Alain Bisson (service de chirurgie thoracique, hôpital Foch de Suresnes) a pour la première fois au monde réussi à greffer sur un même malade deux poumons sans avoir recours à une circulation sanguine extra-corporelle.

Opéré il y a une quinzaine de jours le malade, qui souffrait d'un grave emphyseme (dilatation pathologique des poumons) suraiguë, devait prochainement quitter l'hôpital parisien. Le docteur Bisson a pratiqué une seconde intervention similaire il y a quelques jours. En France, la greffe de poumon isolée a été tentée pour la première fois en 1972 et celle du bloc « cœur-poumon » en 1981.

Réussie pour la première fois à l'hôpital Foch de Suresnes, la greffe bilobaire demeure une intervention com-

plexée qui n'est pas très fréquemment mise en œuvre. Elle offre, entre autres avantages, compte tenu de la pénurie d'organes transplantables, de permettre la greffe du cœur prélevé sur un autre malade.

En 1988, l'équipe du docteur Philippe Darteville (hôpital Marie-Lannelongue, Le Plessis-Robinson) annonçait la première greffe française bilobaire (le Monde du 22 avril 1988). Il y a quelques mois (le Monde du 18 janvier), une autre équipe française, celle dirigée par le professeur Michel Noirclerc, rendait publics ses premiers succès de greffes bilobaires chez des enfants atteints de mucoviscidose.

Le succès de la première de l'hôpital Foch constitue un nouveau progrès dans ce domaine. « Notre progrès consiste à greffer les deux poumons de manière successive, nous a expliqué le docteur Bisson. Compte tenu des succès obtenus avec les

greffes unilatérales, nous avons pensé que la greffe bilobaire était possible. En pratique, on greffe d'abord un poumon, puis, celui-ci commençant à ventiler l'organisme du malade, on greffe le second. Cette intervention permet de ne pas avoir recours à la circulation sanguine extra-corporelle, technique lourde qui n'est pas dénuée de risques hémorragiques ».

L'intervention pratiquée sur un malade de quarante-deux ans qui, pour survivre, devait inhaler de l'oxygène de manière quasi-perpétuelle a duré cinq heures. Les suites opératoires ont été pleinement satisfaisantes et le malade devrait prochainement quitter l'hôpital parisien. Cette première, qui sera publiée dans la presse médicale française et américaine, devrait permettre à l'avenir d'augmenter le nombre et les indications des greffes pulmonaires.

JEAN-YVES NAU

Menaçait de ne pas financer le congrès de San-Francisco sur le sida

## L'OMS veut obtenir des garanties pour la libre circulation des séropositifs

La sixième conférence internationale sur le sida, qui doit se tenir à San Francisco du 20 au 24 juin, aura-t-elle bien lieu ? La question peut être posée après la décision prise le 22 novembre par la Ligue des sociétés de Croix Rouge et du Croissant-Rouge de ne pas participer à cette conférence en raison de la politique restrictive pratiquée par les Américains à l'encontre des personnes séropositives désirant se rendre aux Etats-Unis (le Monde du 23 novembre).

Même si les séropositifs peuvent demander une dispense pour un séjour de trente jours pour des « raisons personnelles, professionnelles ou encore familiales », indique la Ligue dans un communiqué, l'octroi de cette dispense n'offre pas les « garanties suffisantes d'anonymat dans [leur] pays ou à l'étranger ». De plus, cette pratique est incompatible avec l'attitude de « soutien humanitaire aux porteurs du virus et de prévention de toute discrimination contre eux », ajoute le communiqué.

Dans ces conditions, que va faire l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'un des principaux organisateurs de la conférence de San Francisco ? Le 10 novembre, au cours de la réunion de la commission mondiale du sida qui se tenait à Brazzaville, fut rappelé le prin-

cipe selon lequel l'OMS ne financerait plus de colloques ou de congrès dans des pays où existent des entraves à l'encontre des personnes infectées par le VIH.

Les membres de la commission mondiale ont en outre réaffirmé que la participation de personnes infectées par le virus du sida était nécessaire à la bonne tenue d'une conférence internationale. En ce sens, la commission mondiale avait formulé des « recommandations » au directeur général de l'OMS, le docteur Nakajima, l'invitant d'obtenir des garanties pour la libre circulation des personnes séropositives désirant participer à des conférences internationales aux Etats-Unis.

Les autorités américaines n'étant visiblement pas prêtes à revenir sur leur position, l'OMS sera-t-elle contrainte à ne pas financer la conférence de San Francisco ? Ira-t-elle même plus loin et, à l'instar de la Ligue des sociétés de Croix-Rouge, décidera-t-elle de boycotter purement et simplement la conférence ?

Le docteur Jonathan Mann, qui dirige le programme mondial de lutte contre le sida à l'OMS, nous a déclaré au sujet de cette controverse : « La participation des séropositifs et sidés à la conférence de San Francisco est essentielle. S'ils ne peuvent pas participer pleinement à cette conférence, nous ne pourrions pas soutenir ce congrès ».

F. N.

## DÉFENSE

Les sénateurs sont favorables à l'acquisition par la marine d'avions américains F-18

La commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense s'est prononcée, mercredi 22 novembre, en faveur de l'achat de la localisation aux Etats-Unis d'une quinzaine de F-18, qui ont été jugés « nécessaires au maintien de la capacité opérationnelle » des porte-avions français. Les sénateurs de l'opposition ont approuvé cette prise de position, les sénateurs communistes se sont abstenus, et, seuls, les sénateurs socialistes ont voté contre. La solution du F-18 a été préférée au détriment de celle qui consisterait à rénover les intercepteurs Crusader actuellement embarqués.

La commission sénatoriale considère que cette formule est une position d'attente avant l'entrée opérationnelle à bord des porte-avions du Rafale, qui est vraisemblablement prévue pour 1998 dans sa version navale. La commission a souhaité que la date d'entrée en service du Rafale, ainsi que la participation de la marine au financement du programme à hauteur de 20 %, ne soient pas, cependant, remises en cause.

Le rapporteur du budget de la marine, M. Max Lejeune (Gauche démocratique, Somme), a précisé que l'acquisition d'une quinzaine de F-18 entraînerait une dépense de l'ordre de 3,5 milliards de francs alors que la remise en état des Crusader, qui serait « une décision particulièrement inopportune », a-t-il indiqué, revient à 2 milliards de francs.

## Aux Etats-Unis

Un quadriplégique autorisé à mourir

La Cour suprême de Géorgie (Etats-Unis) a estimé, mardi 22 novembre, qu'un quadriplégique de trente-trois ans a le droit d'étendre l'appareil qui le maintient artificiellement en vie depuis quatre ans. Larry McAfee, devenu quadriplégique après un accident de moto en 1985 au cours duquel sa colonne vertébrale a été brisée, réclamait le droit d'interrompre son traitement. Ce droit fait partie du champ des droits privés garantis par la Constitution fédérale, ont estimé à l'unanimité les magistrats géorgiens. Ils ont également autorisé l'administration à Larry McAfee d'un sésat pour soulager sa douleur au moment où l'appareil qui le fait respirer s'arrêtera de fonctionner. — (AP).

## ESPACE

Mission militaire pour Discovery. — La navette spatiale américaine Discovery a décollé de Cap Canaveral (Floride), dans la nuit du mercredi au jeudi 23 novembre à 1 h 24 (heure française), avec une cargaison militaire secrète. Composée de quatre hommes et une femme, l'équipe est commandée par le colonel d'aviation Frederick Gregory, quarante-huit ans, le premier Noir commandant de bord d'une navette.

## SCIENCES

Une découverte fondamentale sur l'évolution des espèces

## Des biologistes français font sauter la « barrière génétique »

Une équipe de biologistes de l'Institut Jacques Monod (Paris, unité mixte CNRS-université Paris-VII), dirigée par M. Miroslav Radman, vient de faire une découverte importante pour la compréhension des mécanismes qui gouvernent l'échange d'informations génétiques entre les espèces vivantes.

Publiés dans le prochain numéro de la revue britannique Nature, ces travaux, effectués chez la bactérie Escherichia coli, s'appuient sur les recherches menées depuis plusieurs années par cette même équipe sur les mécanismes moléculaires de réparation de l'ADN (acide désoxyribonucléique), le support de l'hérédité.

Les expériences effectuées à l'Institut Jacques Monod se fondent sur l'impossibilité de deux espèces différentes de s'apparier pour donner naissance à une descendance viable. Constatation déjà ancienne : bien que les deux micro-organismes Escherichia coli et Salmonella typhimurium possèdent des génomes homologues à 80 %, une « barrière génétique » (dont il restait à identifier le mécanisme) empêchait ainsi ces deux espèces voisines de se recombiner entre elles.

En inactivant par mutation une enzyme particulière, Miroslav Radman et Christiane Rayssiguier sont parvenus à rendre possible cette recombinaison, obtenant ainsi des hybrides viables pourvus de génomes composites. Plus étonnant encore : les enzymes contrôlant cette barrière génétique, qui conduisent en temps

normal à la stérilité des croisements entre espèces, seraient également responsables de la correction des erreurs survenant dans la répllication de l'ADN — autrement dit du contrôle de la fidélité de la transmission génétique au sein d'une même espèce.

« Le principal intérêt de cette découverte, à caractère typiquement fondamental, est qu'elle fait disparaître un paradoxe », explique Antoine Danchin, biologiste moléculaire à l'Institut Pasteur (Paris). Le patrimoine génétique de la plupart des espèces comprend en effet des fragments d'ADN répétés et légèrement différents les uns des autres, dont on s'expliquait mal, jusqu'alors, l'utilité. En contribuant à déclencher un système de correction des erreurs, l'acquisition de ces séquences jouerait ainsi un double rôle, à la fois sur l'accélération de l'évolution des espèces et la stabilité chromosomique.

Bien que l'existence d'un système de correction des erreurs d'appariement entre fragments génétiques ait également été mise en évidence chez des organismes plus évolués, comme le batracien Xeropus, il est encore beaucoup trop tôt pour extrapoler ces résultats à l'homme — et donc pour espérer en tirer des applications thérapeutiques. Cette découverte devrait en revanche permettre, dans un avenir proche, de mieux comprendre les mécanismes et le contrôle génétique de l'évolution des espèces.

CATHERINE VINCENT

## VENTES

PAR ADJUDICATION  
Rubrique OSP  
64, rue La Botz, 45-63-12-66  
MINTEL 38.15 CODE A 3 T  
puis OSP

Vente au palais de justice de Nanterre

le jeudi 7 décembre 1989 à 14 h

PIÈCE à BOULOGNE (92)

43-45, avenue Ferdinand-Berthier,

et 24, rue Gallici, au rez-de-ch. s/cour

Lavaur, WC communs

Mise à prix : 30 000 F

S'adr. à M<sup>me</sup> MAILLARD-SARCOV, avocat,

184, av. Ch. de Gaulle, NEUILLY (92),

Tél. : 46-24-02-13. M<sup>me</sup> B.C. LEFEBVRE, av.

20, quai de la Mégisserie, 75001 PARIS.

Tél. : 43-33-78-08.

Vente s/saisie au pal. de just. de NANTERRE (92)

le jeudi 14 décembre 1989 à 14 h

PAVILLON à ASNIÈRES-SUR-SEINE (92600)

4 bis, villa Berlioz. — Rez-de-ch. : s. à m., 1 ch., dégât, cuisine, s. de b.

M. à P. : 180 000 F

S'adr. à M<sup>me</sup> WISLIN, avocat à NEUILLY/S/SEINE (92200), 7, av. de MadridTél. : 47-47-25-30. M<sup>me</sup> J.-C. ABADIE, avocat à PARIS (4<sup>e</sup>)

23, bd Haussmann. — Tél. : 42-72-07-41 (avant 16 heures)

Vente sur saisie immobilière au palais de justice de Paris

le jeudi 7 décembre 1989 à 14 heures, en un seul lot

UN APPARTEMENT à PARIS (20<sup>e</sup>)

dans un immeuble

134-136, avenue Gambetta et 61, rue Saint-Fargeau

Dans le bât. 2, esc. 3 au 1<sup>er</sup> ét. droite, composé de : entrée, séjour, 2 ch., cuisine,salle-de-bains, WC. Une cave au 2<sup>e</sup> sous-sol des bât. 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>.

Mise à prix : 500 000 F

S'adresser pour tous renseignements : au cabinet de la SCP SCHMIDT

GUILLER, société d'avocats, 76, avenue de Wagram à PARIS (17<sup>e</sup>)

Tél. : 47-63-28-24.

R. C.

## ENVIRONNEMENT

Pour mieux protéger les sites

## Le gouvernement met en place une nouvelle politique du paysage

MM. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, et Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, ont présenté mercredi 22 novembre au conseil des ministres les grandes lignes d'une nouvelle politique de protection des sites et de mise en valeur des paysages.

Dès 1990, cinq grands sites vont bénéficier d'une aide de l'Etat pour remédier aux méfaits de la surfréquentation touristique ou au sous-équipement de l'accueil. Il s'agit du cirque de Gavarnie (Pyrénées-Orientales), des gorges de l'Ardèche, de la forteresse de Bruguère (Charente-Maritime), de la pointe du Raz (Finistère) et de la vallée de la Dordogne entre Argenteuil et Beaulieu (Corrèze).

Pour permettre à Bruguère de recevoir dignement ses visiteurs, l'Etat a décidé de verser 6,4 millions de francs en 1990, à charge pour les collectivités locales de payer l'autre moitié. A la pointe du Raz, l'un des dossiers les plus difficiles à traiter, on va déplacer le parc de stationnement, engazonner à nouveau les zones piétonnes, et ouvrir des cheminements fléchés.

A Gavarnie, il s'agira d'accueillir convenablement les visiteurs puis de les répartir « har-

monieusement » dans le site. Dans les gorges de l'Ardèche, envahies chaque année par les canoës et les kayaks, on va s'efforcer de limiter certains accès et de mieux répartir les vacanciers.

Entre 1991 et 1993, d'autres dossiers vont être étudiés, comme ceux des gorges du Verdon, Conques (Aveyron), le cap de La Hague (Manche), le domaine du Rayol (Var), le golfe de Porto (Corse), Montségur (Ariège), le saut du Doubs, le massif du Cantou (Pyrénées-Orientales), la Bastide de Monpezat (Dordogne), Giverno (Eure), etc.

En outre, deux itinéraires vont faire l'objet d'un traitement particulier : les voies rapides (deux fois deux fois) en cours de réalisation entre Clermont-Ferrand et Béziers (RN 9) et entre Vierzon et Brive (RN 20). Outre les crédits (1,2 milliard de francs) affectés à ces travaux pour 1989 et 1990, l'Etat va offrir une rallonge de 1 % pour la mise en valeur du paysage au-delà de l'entreprise routière.

Il s'agit d'embellir le champ visuel de l'automobiliste, ce qui peut aller jusqu'à démolir ou déplacer un hangar agricole disgracieux par exemple ou prévoir un équipement spécial pour mettre en valeur le viaduc de Garabit. Un concours va être lancé auprès des architectes paysagistes et urbanistes afin de concevoir des « séquences » de routes ou des ouvrages exceptionnels. Là aussi, les collectivités locales seront invitées à participer au financement.

En marge de ces actions particulières, l'Etat va lancer, en 1990, un programme de recherche qui fera l'analyse systématique des paysages français. Les deux ministères y consacreront chacun 2 millions de francs. Pour réaliser ce programme, le gouvernement envisage de créer, dès la rentrée 1990, une nouvelle filière de formation des paysagistes au sein du système d'enseignement de l'architecture. Les trois établissements actuels (Ecole nationale supérieure des paysages de Versailles; Ecole nationale d'ingénieurs des travaux de l'horticulture et du paysage d'Angers; Ecole nationale supérieure des arts et jardins de Paris) ne forment chaque année qu'une soixantaine de paysagistes contre cinq cents en Grande-Bretagne et six cents en RFA.

A cette occasion, le secrétariat d'Etat à l'environnement va attribuer dès 1990 un « grand prix du paysage », qui sera décerné tous les deux ans. Les collectivités locales qui auront conduit des opérations exemplaires de mise en valeur du paysage seront en outre distinguées au sein d'un « palmarès du paysage ». L'Etat se propose aussi de doubler en cinq ans l'effectif des inspecteurs des sites, qui sont actuellement au nombre de quarante-six.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 22 novembre 1989 :

## UN DÉCRET

● N° 89-849 du 16 novembre 1989 fixant la liste des documents d'information qui doivent être fournis aux membres du comité d'entreprise en application de l'article L. 932-6 du Code du travail.

## DES ARRÊTÉS

● Du 9 novembre 1989 modifiant l'arrêté du 25 octobre 1976 portant déclaration des départements atteints par la rage (ajout de l'Allier).

● Du 20 octobre 1989 portant ordre de classement au concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure.

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 23 novembre :

## UN ARRÊTÉ

● Du 31 octobre 1989 relatif aux prêts spéciaux du Crédit agricole mutual consentis aux éleveurs victimes de la sécheresse de 1989.

## UNE LISTE

● Des élèves de l'Ecole nationale supérieure d'ingénieurs de mécanique énergétique de Valenciennes ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1987.



# SPORTS

FOOTBALL : Coupe d'Europe

## Les Auxerrois ne sont pas des bambins

L'équipe d'Auxerre a obtenu un match nul mérité mercredi 22 novembre à Athènes, contre l'équipe grecque de l'Olympiakos, en match aller des huitièmes de finale de la Coupe d'Europe de l'UEFA (1-1).

ATHÈNES

de notre envoyé spécial

Le football raffole des idées reçues, images d'Épinal et autres clichés. Ainsi, le club d'Auxerre passe-t-il traditionnellement pour être « le petit aux moyens limités », le « courageux représentant de la France profonde », qui, avec une équipe de gamins, ose venir taquiner les milliardaires du ballon rond.

Que l'Association de la jeunesse auxerroise soit, comme son nom l'indique, un club ayant pour vocation de former des joueurs d'avenir et non pas d'acquiescer des éléments de remue, personne n'en conteste : les internationaux Basile Boli, Jean-Marie Ferreri, Eric Cantona et Bruno Martini, sont passés par le centre de formation du club bourguignon. Que cette ville soit l'archétype de la grosse bourgade de province, qui s'entourne d'un terrain de football et se targue de rivaliser avec les grandes cités du pays, nul ne peut le nier non plus.

L'équipe d'Auxerre est assurément une formation beaucoup plus sérieuse, et bien plus expérimentée que ne le veut son image de marque. Elle l'a prouvé, mercredi 22 novembre au Pirée (le port d'Athènes), en tant qu'échec l'équipe la plus populaire de Grèce, l'Olympiakos (1-1) devant quarante mille spectateurs et dans une ambiance hostile. Ce résultat, la place, malgré tout, en position idéale avant le match retour de ces huitièmes de finale de la Coupe de l'UEFA, mercredi 6 décembre dans l'Yonne.

Au fil des tours et des victoires, l'équipe auxerroise a éliminé successivement les Youngelaves de Zagreb, les Albanais de Fier et les Finlandais de Rovaniemi — ils prouvent qu'ils sont plus que de simples bambins déconchant les satisfactions européennes.

Du reste, un rapide coup d'œil au curriculum vitae de quelques joueurs, suffit à s'en convaincre : le milieu de terrain polonais, Walde-

mar Matysik, est âgé de vingt-huit ans et compte 48 sélections en équipe de Pologne ; le capitaine Claude Barret a, lui aussi, vingt-huit ans et plusieurs centaines de matches de première division à son actif. Quant à Bruno Martini, il s'apprête à vingt-sept ans, à prendre définitivement le relais de Joel Bats en équipe de France.

Les autres joueurs sont peut-être plus jeunes, mais tout aussi aguerris aux compétitions de haut niveau : le défenseur central, Basile Boli (vingt-deux ans) est international, de même que l'avant-centre hongrois Kálmán Kovács (vingt-quatre ans) ou le belge Enzo Scifo qui, à vingt-trois ans, a déjà porté vingt-huit fois le maillot de l'équipe de Belgique, au cours d'une carrière qu'il a d'abord menée d'Anderlecht, à l'Inter de Milan, avant de venir à Bordeaux et enfin à Auxerre.

L'imamobile

Guy Roux

Une bande de gamins ? Certainement pas. Bruno Martini est le premier à le reconnaître : « L'âge que nous sommes affublés ne correspond pas du tout à la réalité de notre équipe. Nous sommes « faussement jeunes ». Un garçon comme Boli n'a peut-être que vingt-deux ans, mais il a déjà disputé des centaines de matches professionnels ».

Enzo Scifo, un joueur de renommée mondiale, dont l'arrivée en Bourgogne en septembre a constitué une entaille historique dans les principes du club, confirme les propos de son gardien de but : « Si l'on s'en tient aux cartes d'identité, la moyenne d'âge de l'équipe doit s'élever à vingt-trois ou vingt-quatre ans. Mais si l'on tient compte du comportement sur le terrain, on dirait que chaque joueur avec la sérénité d'un joueur de trente ans en pleine maturité ». Une analyse confirmée par un résultat récent : l'Olympique de Marseille et ses vedettes expérimentées n'ont pas obtenu un résultat identique (1-1 au match retour) dans des conditions presque similaires face à une autre formation grecque, l'AEK Athènes (le Monde du 3 novembre).

L'AJ Auxerre n'est pas encore l'OM. Pourtant, à son rythme, l'équipe bourguignonne se forge un tempérament. Principal artisan de

ses progrès : Guy Roux, l'imamobile entraîneur du club depuis vingt-cinq ans. L'homme est avide de contacts internationaux. Chaque année, il multiplie les rencontres face à des adversaires étrangers et organise des déplacements, notamment durant la trêve hivernale. En plein mois de janvier, les joueurs n'apprécient pas toujours ces séjours à l'étranger, en particulier dans les pays de l'Est, alors que leurs collègues partent souvent préparer la seconde partie de la saison au soleil, de l'Afrique ou des Antilles.

Guy Roux voit pourtant dans ces confrontations internationales une raison essentielle des succès actuels : « En une saison, nous disputons entre dix et quinze matches européens contre des adversaires européens. Bien des fois, nous y perdons beaucoup sur le plan financier, 50 000 F à 100 000 F par match. C'est ainsi qu'en l'hiver, pour fêter le quatre-vingt-cinquième anniversaire du club, le 10 janvier prochain, nous ne rentrerons pas dans nos frais, mais, à long terme, nous sommes gagnants. Les joueurs, en particulier les plus jeunes, découvrent des adversaires et des styles nouveaux : ils se comportent en « gars » sur la pelouse d'un stade grec, indifférents aux tracages de l'équipe adverse et aux projectiles en tous genres que leur jettent les spectateurs ». Auxerre aurait-il donc changé de mentalité ? Sur le terrain, sans doute, en dehors, Guy Roux certifie que non.

PHILIPPE BROUSSARD

HIPPISME : la présidence du PMU

## Course d'obstacles pour un fauteuil

Vendredi 17 novembre, M. Pierre de Montesson, président de la société organisatrice des courses au trot (SECF), et son bureau ont auditionné pendant près d'une heure chacun des deux candidats à la présidence du PMU urbain, MM. Jean Farge et Francis Ranc.

Une procédure solennelle inédite et même étonnante pour entendre deux hommes de profil et d'expression différente. M. Farge, le président de la COB, s'est montré fort brillant pour présenter avec la hauteur de vue qui sied à un grand commis de l'Etat un projet panoramique d'échelle européenne, émaillant son propos de citations latines.

Quant à Francis Ranc, l'ancien chargé de mission de Mme Edith Cresson (et ancien dirigeant de l'Office du lait), il a voulu, lui, se montrer plus technique et précis. Insistant à plaisir sur les économies qu'il juge possibles pour diminuer le coût de gestion de l'organisme

collecteur de paris. Son discours « à ras des pâquerettes », comme il le définissait lui-même, a séduit les propriétaires-éleveurs normands qui jubilent chaque fois qu'on leur fait miroiter de meilleures recettes pour leur écurie, et d'autant plus que la promesse était assortie d'émoluments beaucoup moins élevés que ceux de son concurrent. Le trot a donc décidé de soutenir cette candidature. Mais M. Ranc, s'il « tient la corde » n'a pas pour autant « course gagnée ».

En effet, l'assemblée générale du GIE du PMU est composée pour moitié environ de représentants du trot et du galop, chacun détenant donc la moitié de blocage de 33 %. Or les dirigeants du pur-sang sont dans l'ensemble plus conservateurs et surtout ils défendent l'argument suivant : « M. Roger Biet (l'ancien président) a bien rempli sa mission... il a augmenté le chiffre d'affaires... il a diminué les effectifs de plus de moitié. Ces résultats, il les a obtenus en grande partie parce qu'il était issu du sérail des finances... »

Tout cela promet un scrutin serré sinon une situation de blocage lorsqu'il faudra procéder au vote fin décembre, en principe. Et l'imbroglio se complique encore si l'on ajoute le « cas Lecerf ». M. Olivier Lecerf, ex-PDG de Lafarge-Coppée, est manifestement déçu par le monde hippique et ses luttes intestines autant que stériles. Il quittera en 1990 la présidence de la fédération des sociétés de courses.

Avant de s'en aller, M. Lecerf peut achever la restructuration du galop et la réorganisation du PMU. Celle-ci passe par une modification des statuts du GIE afin que les pouvoirs publics et les professionnels soient plus impliqués dans les décisions. Une charge qui sera dévolue au futur président. Or M. Lecerf soutient maintenant M. Farge.

Les ministères de tutelle suivent le dossier de près. La personnalité édue devra recevoir l'agrément à la fois des finances (plutôt pour Farge) et de l'agriculture (plutôt pour Ranc).

GUY DE LA BROSSE

## Maxi neige, mini prix, minitel.

36 14 CONSUM

INFO PRIX - NEIGE

85 stations

HÔTELS, LOCATIONS  
REMONTÉES MÉCANIQUES  
ETC.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE LA CONSOMMATION

## Téléphone de voiture

Vous aviez raison d'attendre...  
...Vodafone vous donne aujourd'hui  
12 raisons pour ne plus attendre

Votre voiture est votre deuxième bureau... et elle ne possède toujours pas le téléphone ? Aujourd'hui, avec l'ouverture de centres Vodafone, exclusivement consacrés au téléphone de voiture, vous avez 12 raisons pour ne plus attendre et vous équiper dans les meilleures conditions.

1 Poste fixe ou portable...

Chez Vodafone, vous avez le choix : vous trouvez le téléphone qu'il vous faut.

2 Vous utilisez un réseau performant

Le nouveau réseau S.F.R. à technologie cellulaire vous permet de téléphoner dans le monde entier, sans délai, sans message d'annonce... et sans être interrompu.

3 Votre ligne attribuée sans délai

24 h suffisent pour qu'une ligne définitive vous soit attribuée, et Vodafone s'occupe des formalités !

4 Vous téléphonez en toute sécurité

Vodafone vend exclusivement des postes « mains libres ». Vous dialiguez et conduisez ainsi en toute sécurité.

5 L'expérience d'un leader

N° 1 européen, avec près de 400 000 postes installés, Vodafone maîtrise toutes les techniques de pose.

6 Des techniciens très qualifiés

Grâce à leur formation et à leurs équipements, les techniciens Vodafone travaillent à la perfection. Et chaque appareil vendu est testé et vérifié.

7 Le service : à domicile si vous voulez

Les installateurs Vodafone se déplacent à votre domicile ou sur votre lieu de travail. Et si vous préférez venir au centre, un personnel souriant et compétent vous accueille.

8 Vous savez tout de votre téléphone

Chez Vodafone, on vous informe sur toutes les fonctions de votre appareil et sur le réseau S.F.R.

9 Un service après-vente irréprochable

Le réseau, les équipes, l'assistance : Vodafone vous offre le meilleur service après-vente.

10 Des garanties bien étudiées

Vous choisissez parmi trois types de garanties la couverture adaptée à vos besoins professionnels.

11 ... à partir de 339 F HT par mois !

La puissance de Vodafone vous permet d'adopter une installation professionnelle à un prix très compétitif.

12 ... et Vodafone vous offre le champagne

Vous êtes l'un de nos 300 premiers clients ? Vodafone vous offre 6 bouteilles de Champagne Lanson Black Label !



LANSON BLACK LABEL : rien de tel qu'un grand Champagne pour fêter votre téléphone de voiture.

N'attendez plus : contactez Vodafone aujourd'hui !

LYON : 78.72.98.17  
NICE/ANTIBES : 93.74.64.22  
MARSEILLE : 91.27.88.87  
LILLE : 20.31.63.64  
PARIS : (1) 45.53.11.29  
PARIS-LA DÉFENSE : (1) 47.76.19.84

### DEMANDE D'INFORMATION

à renvoyer à Vodafone - 8, rue Cimara, 75116 Paris

Envoyez l'achat d'un téléphone de voiture, merci de me faire parvenir votre documentation.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Société : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

M 002

BASKET-BALL : Israël-France (99-93)

## A quelques minutes près...

JERUSALEM

de notre correspondant

Il aura sans doute manqué quelques minutes aux Français pour achever de démolir les 7 000 spectateurs du stade Yad Elyahu, près de Tel-Aviv, où, après avoir longtemps dominé, l'équipe israélienne de basket a vu fondre une avance de 20 points à quelques minutes de la fin de la partie.

Elle tiendra bon et s'en tirera de justesse, mercredi 22 novembre, soldent sur un 99-93 un match décevant mais qui lui permettra d'affronter les Soviétiques cette semaine à Moscou, en deuxième tour du championnat d'Europe. Pour les Israéliens, le voyage de Moscou ne se limite pas à la compétition ; il a aussi une importance politique, marquant un pas de plus dans la voie d'une lente normalisation des relations entre les deux pays.

Une équipe de France à forte dominante limousine, avait d'abord donné la leçon — notamment Stéphane Ostrowski et Richard Dacoury — à des Israéliens aussi malheureux que désorganisés. Puis l'équipe israélienne — menée par les hommes du Maccabi Tel-Aviv, le club champion — entamait une défense française de moins en moins capable d'enrayer les assauts de l'Américain-Israélien Lavon Mercer et de Nadav Henfeld. Les Israéliens transformèrent une légère avance à la mi-temps (53-46) en un avantage de 20 points, que les Français ne réussirent à ébranler que dans les dernières minutes du match. Jusqu'à là, les deux équipes nationales s'étaient rencontrées 26 fois, et le compte était égal : 13 victoires chacune.

Al. Fr.

## Résultats

### AUTOMOBILISME

Championnat du monde des rallyes

L'Espagnol Carlos Sainz, sur Toyota Celica GT 4, a sué d'acrotie jeunesse sa première place du classement du rallye du RAC, mercredi 22 novembre dans le nord-est de l'Angleterre, lors de la quatrième étape. Le Finlandais Pentti Aikikala (Mitsubishi Galant VR 4) le suit à 31 secondes.

### FOOTBALL

Championnat de France

L'Olympique de Marseille a battu Monaco (3-1), mercredi 22 novembre en match de retard de la 9<sup>e</sup> journée du championnat de France de 1<sup>re</sup> division. Deux buts de Philippe Vercruyssen et un de l'Uruguayen Enzo Francescoli ont permis aux Marseillais d'annuler un but initial de l'Argentin Ramon Diaz et de conforter leur deuxième place au classement du championnat, à deux points seulement du leader, Bordeaux.

Coupe de l'UEFA

Huitièmes de finale aller : Werder Brême (RFA) b. Naples (Ita.) 3-2 ; Eintracht Ruse (You.) b. FC Cologne (RFA) 2-0 ; Fiorentina (Ita.) b. Dynamo Kiev (URSS) 4-0 ; Olympiakos Le Pirée (Grè.) et AJ Auxerre (Fra.), 1-1 ; Rapid Vienne (Aut.) b. FC Lège (Bel.) 1-0 ; Juventus Turin (Ita.) b. FC Karl-Marx-

Stadt (RDA) 2-1 ; Hambourg SV (RFA) b. FC Porto (Por.) 1-0.

Match joué mardi 21 novembre : Royal Antwerp (Bel.) b. VfB Stuttgart (RFA) 1-0.

(Matches retour le 6 décembre.)

### RUGBY

Tournée des Néo-Zélandais

Les rugbymen de Nouvelle-Zélande, vaincus depuis le début de leur tournée en Grande-Bretagne, ont confirmé leur supériorité en dominant une sélection de l'Ulster, mardi 21 novembre à Belfast, 21 à 3. Les All Blacks termineront leur tournée chez les Bas Britanniques en affrontant, samedi 25 novembre à Londres, les Barbarians.

### VOLE

Coupe de l'Amérique

Le fauconn judiciaire de la dernière Coupe de l'Amérique a connu, mardi 21 novembre, un nouveau rebondissement avec la décision de la cour d'appel de l'Etat de New-York autorisant les Néo-Zélandais du Mercury Bay Bowling Club à faire appel de la décision du juge du 19 septembre, rendant la coupe de l'Amérique au club américain de San-Diego. La facile victoire du canadien californien sur le monocoque néo-zélandais, en septembre 1988, n'a pas fini de mobiliser les instances judiciaires.

LIGNE SFR VODAFONE Bien entendu

\* Financement par crédit bail entreprise sur 60 mois, sous réserve d'acceptation du dossier - valeur résiduelle, 2 % du p.v. d'origine H.T. p.v. H.T. 13 500 F fonction - toutes taxes incluses.

سكنا من الاجل



**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75008 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 6-42 260  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et anglais au : 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu  
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. \* Exposition le matin de la vente.  
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS, 45 63 12 66.

## LUNDI 27 NOVEMBRE

- S. 1. - Dessins anciens et modernes. - M<sup>re</sup> RENAUD (ARCOLE).  
S. 3. - Importants bijoux, argenterie. - M<sup>re</sup> MILLON, JUTHEAU.  
M<sup>re</sup> Cailles et M. Sali, experts.  
S. 9. - 14 h 30 : Collection de la baronne Gérard. ENSEMBLE DE  
TSUBA des familles Asama, Goto, Hirata, Hamano, Soten,  
Umetada, etc. INRO en laque Fundame à décor de Tauba. -  
M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Portier, expert. Exposition  
chez l'expert, 52, rue Tailboute, 75009 Paris. Tél. :  
(1) 45-26-08-82 et (1) 48-74-86-12 jusqu'au vendredi  
24 novembre.  
S. 10. - ÉCOLE DE LENINGRAD : 200 peintures.  
M<sup>re</sup> RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY (ARCOLE).  
S. 11. - Tableaux anciens et modernes. Bon mobilier d'époque et de  
style. M<sup>re</sup> RIBREYRE, BARON.  
S. 12. - Cartes postales. M<sup>re</sup> LENORMAND, DAYEN.  
S. 13. - Tab., bib., mob. M<sup>re</sup> LANGLADE.  
S. 14. - HOFFOVA. Tab. mod. M<sup>re</sup> ROBERT.

## MERCREDI 29 NOVEMBRE

- S. 3. - Icones, bijoux, argenterie. - M<sup>re</sup> MILLON, JUTHEAU.  
M. Rouillon et cabinet de Fournervault.  
S. 4. - 14 h 15 linge, dentelles, poupées, jouets. Beau linge de maison,  
mouchoirs en broderie et Valenciennes XIX<sup>e</sup>, dentelles  
anciennes, fourrures : vison, ragondin, renard, etc. Poupées,  
jouets, automate. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN.  
M<sup>re</sup> Daniel. Exposition le matin de la vente de 11 h à 12 h.  
S. 5. - Tableaux, mobilier ancien, bijoux. - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.  
S. 7. - TABLEAUX MODERNES, dont Arman, Martin Barré, Louis  
Cane, Charehonne, Degottex, Dufrenoy, Erra, Gen Paul,  
Hayes, Pignon, Schneider. - M<sup>re</sup> Catherine CHARBONNEAU.  
S. 9. - 14 h 30, dessins anciens. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN.  
M. de Bayser, expert.

Veuillez contacter Chantal Grange au (1) 42-61-80-07 poste 446.

- S. 14. - Meubles et objets d'art. PARIS-AUCTION (M<sup>re</sup> de CAGNY).  
Tél. : 42-46-00-07.  
S. 15. - Tableaux, bijoux, argenterie, poupées, mobilier ancien.  
M<sup>re</sup> OGER, DUMONT (ARCOLE).

## JEUDI 30 NOVEMBRE

- S. 9. - Suite de la vente du 29/11. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN.

VENDREDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE

- S. 1 et 7. - 11 h 30 Tableaux modernes, 14 h, gravures : dessins,  
aquarelles et gouaches des 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> s. Tab. anc. et 19<sup>e</sup> s. -  
M<sup>re</sup> LIBERT, CASTOR.  
S. 3. - 14 h 15 Joailleries, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et  
moderne. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN. M. Fromanger,  
Véronique Fromanger, experts.

Veuillez contacter le (1) 42-61-80-07 poste 429.

- S. 4. - Tableaux, dessins, gravures, bibelots, objets et bibelots  
d'Extrême-Orient, meubles anciens et style. Tapis. -  
M<sup>re</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.  
S. 10. - Dessins et tableaux anciens, tableaux modernes. Meubles et  
objets d'art des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> s. - M<sup>re</sup> BOSCHER, STUDER,  
FROMENTIN.  
S. 15. - 14 h 15, art nouveau, art déco. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD,  
TAJAN. M. Camard, M<sup>re</sup> Camard, experts.

## SAMEDI 2 DÉCEMBRE

- S. 9. - 11 h 15 et 14 h 15  
« UNE BIBLIOTHÈQUE DE CONNAISSEUR »  
XX<sup>e</sup> SÈCLE  
Livres illustrés. Éditions originales. Manuscrits autographes.  
Prestigieuses reliures.  
GUY LOUDMER  
Exposition publique : salles 8 et 9, sous vitrines fermées,  
vendredi 1<sup>er</sup> décembre, de 11 h à 18 h.  
S. 11. - Tab., bib., mob. - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.



**DROUOT MONTAIGNE**  
15, AVENUE MONTAIGNE  
75008 PARIS  
Tél. : 48 00 20 80  
Téléc. : 650 873

MARDI 28 ET MERCREDI 29 NOVEMBRE, à 14 h 30  
BIBLIOTHÈQUE DU COLONEL DANIEL SICKLES  
Trésor de la littérature française de Balzac à Zola  
M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR,  
commissaires-priseurs  
Exposition le 27/11, de 11 h à 21 h.

JEUDI 30 NOVEMBRE à 10 heures  
PICASSO - LES NOCES DE PIERRETTE -  
et WARHOL (en duplex de Tokyo).  
M<sup>re</sup> BINOCHÉ, GODEAU, commissaires-priseurs  
Exposition le 29/11, de 19 heures à 2 heures du matin.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue la Boétie (75008), 47-42-78-01.  
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002),  
42-60-87-87.  
CHARBONNEAU, 134, Fbg St-Honoré (75008), 43-59-66-56.  
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement  
RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-61-16.  
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lebas (75009), 42-81-50-91.  
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 48-24-51-20.  
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.  
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-66-96-95.  
PARIS-AUCTION : de Cagny, Cardinet-Kalck, Desbergues,  
Hoebaux-Couturier, Ribeyre-Caron, 4, rue Drouot, 75009 Paris,  
42-47-03-99.  
RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, 4, rue Rossini (75009),  
47-70-34-91.  
RENAUD, 6, rue Grange-Battelière (75009), 47-70-48-95.  
RIBREYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.  
ROBERT, 5, avenue d'Eylau (75016), 47-27-95-34.

LA VARENNE-SAINT-HILAIRE (94210)  
DIMANCHE 26 NOVEMBRE, à 14 h 30  
VENTE D'ATELIER D'ARTISTES  
Renseignements : M<sup>re</sup> F. LOMBRAIL et J.-P. TEUCQUAM  
21, avenue de Balzac - Tél. : (1) 43-97-29-93  
Fax (1) 42-63-68-48

DEVANT VOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

sans visa

صكنا من الاصل

## COMMUNICATION

M. Philippe Guillaume met en place ses équipes

## Le grand chantier de l'audiovisuel public

M. Philippe Guillaume, PDG commun des deux chaînes publiques, installe deux à petits les hommes et les services qui doivent lui permettre d'harmoniser le fonctionnement d'A 2 et de FR 3. Des responsables et des structures qui ne devraient pas compromettre les pouvoirs des directeurs généraux et qui répondent aux objectifs de la réforme souhaitée par le gouvernement.

Le grand chantier de l'audiovisuel est ouvert. Sous la houlette de l'architecte Philippe Guillaume - PDG d'Antenne 2 et de FR 3 - et de deux maîtres d'œuvre tout-puissants - Jean-Michel Gaillard (directeur général d'A 2) et Dominique Aldry (directrice générale de FR 3) - les travaux ont démarré tous azimuts sur un projet énorme : la reconstruction d'un service public fort, cohérent et gagnant.

De cet objectif ambitieux, les troupes ont été informées : c'était l'objet même de la réforme votée au printemps dernier. Mais les plans, la méthode et le calendrier, curieusement, échappent encore aux ouvriers et artisans de ce chantier (les personnels des chaînes) surpris de n'être pas brusqués davantage, déçus de n'être pas tenus dans le secret des dieux, et

frustrés d'un coup d'envoi qu'ils rêvaient d'être spectaculaire.

Le chantier pourtant n'est pas si mal parti. Refusant les bouleversements immédiats, les dirigeants d'Antenne 2 et de FR 3 ont choisi de prendre leur temps, de peaufiner la méthode, et de prendre connaissance de l'outil. Avec un axe essentiel : l'appréhension du service public de l'audiovisuel comme un tout qui tiens sa force de son unité et de sa cohérence.

La cohérence, c'est avant tout le président Guillaume qui doit l'incarner. Volontiers philosophe sur sa philosophie, il n'a cependant rien dédaigné encore des personnes dont il souhaite s'entourer, pas plus que des services communs qui pourraient partager les deux chaînes. Pourtant, dans des locaux étroits, de l'avenue Georges-V qui bourdonne comme une ruche, une petite poignée de professionnels a déjà pris pied.

## La loi, rien que la loi

D'abord M. Marcel Jullian, l'ami. La première urgence du service public étant, d'après la loi elle-même, « l'organisation d'une vraie complémentarité des programmes », c'est tout naturellement que Philippe Guillaume a appelé auprès de lui celui qui a l'avantage de connaître tous les

métiers de la télévision, et sans doute la plupart des responsables actuellement en place.

A lui, donc, la mission de coordonner les grilles (avec les directeurs de chaînes et les responsables d'antenne), et de songer aux programmes des mois à venir ; une tâche que le comité de création et des programmes qu'il présidera accomplira sans jamais interférer sur les prérogatives des chaînes. La loi donc, rien que la loi. Avec une urgence, la mise au point de programmes de fin d'année censés illustrer avec panache le passage d'une ère à une autre.

Second à avoir été appelé auprès de M. Guillaume : M. Maxime Lefèvre, chargé des questions sociales. La démarche a d'abord surpris la tutelle qui a craint d'y voir un service de gestion opérationnel. Il n'en est rien. M. Lefèvre aura pour mission de faire circuler l'information et les idées entre les chaînes, de coordonner les politiques concernant les mêmes professions (artistes, réalisateurs...) ; et de s'occuper de problèmes transversaux (la coordination de la politique des salaires, la planification des effectifs en fonction des objectifs des chaînes etc.).

La aussi on insiste : il n'est pas question de retirer aux chaînes leur pouvoir. Mais on ne saurait admettre qu'il y ait désormais deux politiques sociales opposées.

Pour avoir plaidé avec succès la cause de Radio-France auprès des parlementaires et avoir, dit-on, un talent de persuasion et de communication, M<sup>re</sup> Marie-Pierre Chénol, elle aussi, été appelée au sein de la petite équipe. Elle s'occupera des relations avec les autorités et les institutions, entendons par là les ministères de tutelle, le Conseil supérieur de l'audiovisuel, le Parlement et les élus locaux. Du lobbying et de l'explication.

Enfin, trois autres postes ou services devraient être créés : l'un pour la communication ; un autre pour les études d'audience, le marketing, la recherche ; un dernier pour les achats communs. Là encore on précise : le choix et la sélection des programmes sont évidemment entre les mains des chaînes. Seul l'acte d'achat se trouve transféré - comme le souhaite le Parlement - pour pouvoir peser d'un nouveau poids face à d'autres géants et disposer devant les sociétés d'achats de droits étrangers d'une nouvelle capacité de négociation.

Super-structure ? Le mot éponyme des troupes. Force est pourtant de constater que, pour le moment, la structure en question est de fait bien légère et qu'elle respecte, à la ligne près, le texte et l'esprit de la loi. « Réviser-la », a comme de rappeler M. Philippe Guillaume qui en fait sa bible... quitte à agacer le pouvoir.

ANNICK COJEAN

## Le haut fourneau de Marcel Jullian



MARCEL JULLIAN

Le voilà donc à nouveau lancé dans l'aventure ! Revêtu à sa silhouette généreuse, le pantalon de velours côtelé, la chemise à carreaux et le mèche indisciplinée, Revêtu à sa façon enthousiaste et gourmande, ses discours inspirés émaillés de phrases chocs, de mots justes. Son appétit de vivre, et sa passion, intacte, pour la télévision.

Jullian le saltimbanque, le « métèque », l'artiste, a pour elle trop d'amour pour aujourd'hui le snob. Il aurait des raisons, car l'ingratitude envers lui des torts. N'a-t-elle pas coupé court, en 1977, à l'élan et au vent de folie qu'en tant que président d'Antenne 2, il avait essayé, pendant trois ans, d'insuffler ? Et n'a-t-elle pas détruit, en 1988, les espoirs qu'il avait mis, imprudemment, c'est vrai, dans les reprenneurs de la Une, pour « récupérer l'honneur perdu du service public » ?

Colère, déception, impuissance... L'homme - quel titre choisir, au fait ? écrivain, éditeur, scénariste ou producteur ? - a subi quelques coups et connu le désagréable de voir ses conseils (à François Léotard, Jean Drucker, Claude Contamine...) nullement suivis d'effets. Mais il est sans rancune. Son tempérament est de d'être moustiquaire et non pas Don Quichotte. Et la lucidité signée qui tempère ses rêves, allée à une expérience du pouvoir et des hommes, une irrévérence innée pour la politique, la

hiérarchie, les honneurs et un immense respect pour la communauté des téléspectateurs et des artistes le désignent sans doute pour être de l'aventure du « nouveau service public ». Sans responsabilité hiérarchique, mais auprès du président Philippe Guillaume, dans une équipe restreinte.

« Quand on a été président de chaîne, on sait combien la fonction est obérée par plusieurs pressions très lourdes : celles des autorités de tutelle, de la recette publicitaire, des problèmes sociaux, celle, enfin, du renouvellement de son mandat. Autant de contraintes dont Philippe Guillaume tentera de préserver les équipes dirigeantes des deux chaînes, qui pourront enfin faire de la télévision. Pour

ce qui est du renouvellement du mandat, c'est très simple. Etant donné qu'il n'était pas - on a cru le comprendre - le PDG souhaité, Philippe Guillaume n'aura pas à s'occuper, comme ce fut le cas jusqu'à présent pour la plupart des PDG, de tout faire pour être reconduit dans ses fonctions : ce n'est visiblement pas prévu. On dispose donc de trois ans moins deux mois pour ne penser qu'à faire de la télévision. C'est superbe ! Et... nouveau ! »

Son rôle, à lui qui, installé désormais dans les locaux de l'avenue Georges-V, croit n'avoir jamais autant travaillé de sa vie ? L'animation d'un comité de création et de programmes - un « haut fourneau en fusion » - conçu, explique-t-il, « à la fois comme un instrument d'accueil et une force de proposition permanente qui prend en charge les belles nécessités de trouver de nouveaux talents et d'ouvrir d'autres fenêtres, qui veille à l'harmonisation de la programmation des chaînes et s'assure que les téléspectateurs ont, à chaque instant, un vrai choix ».

## « Déranger »

Ce comité en cours de constitution sera hétéroclite, et provoquera quelques surprises. On y trouvera, annonce-t-il, des représentants des deux chaînes, mais aussi des personnalités de l'extérieur (des très jeunes, un philosophe, un dessinateur...).

« Leur rôle sera d'être ouverts, curieux, et prêts à déranger. On n'est pas là pour être tranquilles ! »

La belle assurance ! Les responsables des chaînes ne risquent-ils pas d'être ligotés par cette structure ? « Il n'y a aucun risque ! rassure l'ancien PDG. Nous serons là pour les aider, faciliter leurs recherches, leur assister, présenter des projets et trouver le produit idéal ! Mais si le comité propose, les chaînes, seules, disposent... »

Ne peut-il craindre parfois une réurgence du patrimonisme des chaînes ? « Impossible ! La légitimité de Guillaume serait en question et il lui faudrait rappeler ses engagements publics et solennels sur la non-concurrence des chaînes du service public. Ce serait un contresens de la nature et la contraire de l'esprit qui nous anime aujourd'hui. Nous travaillons sans hiérarchie, mais auprès du même arbre... »

L'harmonie ? Oui, dit-il. Et la logique de la cohérence. Et à ceux qui jalouseraient sa place, particulièrement auprès du président Guillaume, et s'inquièteraient d'une influence que l'on dit excessive, il répond en souriant : « Alors ! Si dans deux ou trois ans j'avais pu être un concurrent des responsables de chaîne, ce serait plus compliqué, peut-être même dangereux. Mais voyons, c'est impossible ! Trop tard à mon horloge... »

A. Co.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, président,  
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-67-98-61.

Imprimé par  
12, rue de Valenciennes  
93021 IVRY

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmaury, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-35-91-82 ou 45-35-91-71

Téléc. MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

## ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer  
ce bulletin à l'adresse ci-dessus.

V21 34/89 03



# AGENDA

JEUDI 23 NOVEMBRE

## EXPOSITIONS

### CENTRE GEORGES POMPIDOU

**Place Georges-Pompidou (42-77-12-33)**  
T.L.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam. dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.  
**EMILE ALLAUD.** Galerie des dessins d'architecture C.G. Jusqu'au 15 janvier 1990.  
**BELES ÉTRANGÈRES.** 1<sup>er</sup> sous-sol. Jusqu'au 4 décembre.  
**COLLECTION DU CABINET DE LA PHOTOGRAPHIE, MIAM.** Grande salle premier sous-sol. Jusqu'au 14 janvier 1990.  
**DE MATISSE A AUJOURD'HUI.** 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> étages. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 décembre.  
**DES MONDES A PART.** Peuples autochtones et droits de l'homme. Salle d'actualité. Jusqu'au 29 janvier 1990.  
**DONATIONS DANIEL CONDIER.** Le regard d'un amateur. Salle d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 21 janvier 1990.  
**L'ÉTRANGE UNIVERSE DE CARLO MOLINO.** Galerie du C.G. Jusqu'au 29 janvier 1990.  
**INVENTAIRE 89.** Atelier des enfants. Jusqu'au 2 décembre.  
**L'INVENTION D'UN ART.** 150<sup>e</sup> anniversaire de la photographie. Musée national d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1990.  
**MOBILIER SUISSE.** Création-invention. Galerie des brèves du C.C.I. Jusqu'au 4 décembre.  
**BRAM VAN VELDE.** Musée d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1990.  
**VILLES NOUVELLES, NOUVEAUX PROJETS D'ARCHITECTURE.** Centre d'information C.G. Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

### Musée d'Orsay

**1, rue de Beaucourt (40-48-48-14)**  
Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.  
**LOUIS-FRANÇOIS PHILIPPE BOITTE (1830-1906), UN FONDS D'ARCHITECTURE.** Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 4 février 1990.  
**L'INVENTION D'UN REGARD (1839-1918) : CENT QUINQUA-NAIRE DE LA PHOTOGRAPHIE.** XIX<sup>e</sup> siècle. Entrée : 20 F (billet jumelé exposition musées : 32 F). Jusqu'au 31 décembre.  
**LIVRES D'ENFANTS, LIVRES D'IMAGES.** Exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 21 janvier 1990.  
**UN CRÉATEUR D'AVANT-GARDE A VIENNE : KOLOMAN MOSER (1858-1918).** Exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 11 février 1990.

### Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-63-17)  
T.L.J. et mar. de 12 h à 22 h. (Fermature des caisses à 21 h 30).

**ARABESQUES ET JARDINS DE PARADIS.** Collections françaises d'art islamique. Hall Napoléon. Entrée : 25 F (proximité de billetterie couplée avec billet d'entrée du musée). Jusqu'au 15 janvier 1990.

**LE BEAU IDÉAL.** Pavillon de Flore. Entrée : 25 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 31 décembre.  
**DAVID (1748-1828).** Galerie et salle Mollien. Entrée : 35 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 12 février 1990.

### Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower

**ARCHÉOLOGIE DE LA FRANCE. TRENTÉ ANS DE DÉCOUVERTES.** Galeries nationales (42-89-54-10). T.L.J. et mar. de 10 h à 22 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F, sam. : 21 F. Jusqu'au 31 décembre.

**CORPS SCULPTÉS, CORPS PARÉS, CORPS MASQUÉS.** Châli-d'œuvre de la Côte d'Ivoire. Galeries nationales (42-89-54-10). T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 15 décembre.

**LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE.** Cens photographiques en noir et blanc de 1904 à 1944. Galeries nationales. T.L.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 décembre.

**EROS GREC, AMOUR DES DIEUX ET DES HOMMES.** Galeries nationales (42-89-54-10). T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h. Nocturne mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 5 février 1990.

**MAC 2000.** Sculpture. Nef (42-86-45-13). T.L.J. de 11 h à 19 h. Nocturnes le 28 novembre et le 1<sup>er</sup> décembre jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Du 24 novembre au 3 décembre.

**NOUS, CITOYENS DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE.** Créations de 12 artistes des États membres de la Communauté. Nef. Du 24 novembre au 10 décembre.

**UTOPIES 89.** (45-25-99-01). T.L.J. de 11 h à 19 h. Nocturnes les 28 novembre et 5 décembre jusqu'à 23 h. Entrée : 40 F. Du 24 novembre au 10 décembre.

### CENTRES CULTURELS

**AIR D'OPÉRA.** Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-87-27-00). T.L.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 janvier 1990.

**LES ARCHITECTES DE LA LIBERTÉ.** Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). De 10 h à 19 h. Jusqu'au 7 janvier 1990.

### COMIC ART. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts

chapelle des Petits-Augustins - 14, rue Bonaparte (42-80-34-57). T.L.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 décembre.

**LE CORBUSIER, LE POÈME DE L'ANGLE DROIT.** Fondation Le Corbusier, 8, rue du Docteur-Blanche (42-86-41-53). T.L.J. et sam., dim. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

**DE L'INSTABILITÉ.** Images électroniques, installations, vidéos, peintures. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Beryer (45-83-80-55). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 10 décembre.

**EGYPTE - EGYPT.** Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.L.J. et lun. de 10 h à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 30 mars 1990.

**ÉLÉGE DE LA NAVIGATION HOLANDAISE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE.** Tebeaux, dessins de la collection Frits Lugt. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-55-99). T.L.J. et lun. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 17 décembre.

**HORST.** L'œil d'algèbre. Fiat Forum des Halles, niveau -3, porte Lascot (40-26-27-45). T.L.J. et dim. de 10 h à 18 h 30, lun. de 13 h à 18 h 30. Du 28 novembre au 27 janvier 1990.

**JEHANNE LA PASSION ET LA MORT D'UNE SAINTE.** Exposition sur le film Jeanine d'Arc de Dreyer. Maison du Chanoine, 142, av. des Champs-Élysées (42-25-05-00). T.L.J. de 13 h à 19 h, dim. de 15 h à 18 h. Jusqu'au 24 décembre.

**OBJETS INTERDITS.** Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.L.J. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Du 23 novembre au 7 avril 1990.

**CARMEN PENNIN, RICHARD MONNIER, EMMANUEL SAULNIER.** Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche côté Seine. T.L.J. et lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 10 décembre.

**DENIS ROCHE.** Photographies 1966-1988. Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carnot - 4 à 8, grande galerie (40-26-87-12). T.L.J. et lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 3 décembre.

**RÉTROSPECTIVE EDOUARD GEORG.** Maître du XV<sup>e</sup> et débutement, 71, av. Henri-Martin (42-02-21-16). T.L.J. et dim. de 10 h à 18 h, sam. de 9 h à 12 h. Jusqu'au 25 novembre.

**GUSTAVE SERRURER BOVY.** Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-25-16). T.L.J. et lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**LES TROIS COULEURS D'OCUMCHO.** Dix artisans et la Révolution Française. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-16-26). T.L.J. et dim. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 20 janvier 1990.

**VOYAGES ROMANTISTIQUES.** Estampes du XIX<sup>e</sup> siècle du Haags Genootschapsmuseum, Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-55-99). T.L.J. et lun. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 17 décembre.

### MUSÉES

**1839 : LA PHOTOGRAPHIE RÉVÉLÉE.** Archives nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois (40-27-60-00). T.L.J. et mar. de 13 h 30 à 17 h 45. Entrée : 12 F (dim. 8 F). Jusqu'au 17 décembre.

**LES ACCÉSSOIRES DU TÊTE-À-TÊTE.** Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I-de-Sorbie (47-20-85-23). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 14 janvier 1990.

**ALEXANDER.** Trésor des expositions modernes. Maison de Balzac, 47, rue Raynouard (42-24-56-38). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 40. Rens. visites-conférences au 42-24-56-38. Entrée : 18 F. Jusqu'au 4 février 1990.

**LES AMÉRIQUES DE CLAUDE LEVY-STRAUSS.** Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 45 à 17 h 15. Entrée : 20 F. 25 F (comportant la visite du musée). Jusqu'au 24 avril 1990.

**L'ART DE CARTIER.** Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.L.J. et lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à 22 h. Visites-conférences jeu. et sam. de 14 h 30. Prix : 22 F + droit d'entrée. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 janvier 1990.

**ART MAKONDE. TRADITION ET MODERNITÉ.** Musée national des Arts africains et océaniques, 283, av. Daumesnil (43-43-14-64). T.L.J. et mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 8 janvier 1990.

**BERLIN : ARCHITECTURE ET UTOPIE.** Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Molière (42-70-33-97). T.L.J. et lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 3 décembre.

**LES BRETONS ET DIEU.** Musée national des arts et traditions populaires, 8, av. du Mahatma-Gandhi (40-87-30-00). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 14 F (prix d'entrée du musée), 9 F dim. Jusqu'au 31 décembre.

**SCOTT BURTON.** Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 26 novembre.

**CLAUDE MONET, AUGUSTE RODIN, CENTENAIRE DE L'EXPOSITION DE 1889.** Musée Rodin, 34, rue de l'Académie (47-05-01-34). T.L.J. et lun. de 10 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 20 janvier 1990.

**LE CRAYON QUI PARLE.** Picasso poète. Musée Picasso, hôtel Solé - 5, rue de Thorigny (42-71-25-11). T.L.J. et mar. de 9 h 15 à 17 h 15, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 29 janvier 1990.

**HONORÉ DAUMIER.** Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 4 février 1990.

**ET LA PIERRE DEVINT MÉTAL.** Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.L.J. et lun. de 13 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 31 décembre.

**GOUTEZ ET COMPAREZ.** La publicité du chocolat des origines aux années vingt. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). T.L.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Du 24 novembre au 16 janvier 1990.

**HISTOIRE DE VOIR.** Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Du 23 novembre au 12 février 1990.

**JE SUIS LE CANIER : LES CARNETS DE PICASSO.** Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**FRANÇOIS KOLLAR, RÉTROSPECTIVE.** Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.L.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Du 23 novembre au 11 février 1990.

**MAGNUM.** Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.L.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Du 23 novembre au 12 février 1990.

**MODIGLIANI.** Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (40-06-61-11). T.L.J. et lun. de 14 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 17 décembre.

**MÉTAL, HOMMES ET DIEUX.** Jardin des Plantes, galerie de minéralogie, 38, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (43-39-54-28). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h, sam., dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F (comportant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 30 janvier 1990.

**PARIS ET LE DAQUEROTYPE.** Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 janvier 1990.

**LUC PÉRE.** Musée du Luxembourg, 15, rue de Valenciennes (42-34-25-95). T.L.J. de 11 h à 19 h, jeu. jusqu'à 21 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 décembre.

**SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS 1948-1950.** Pavillon des Arts, 101, rue Rampeaute (42-34-22-00). T.L.J. et lun. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Visite guidée le sam. à 14 h jusqu'au 16 décembre (22 F) à droit d'entrée. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

**SILLAGES NÉOLITHIQUES.** La vie maritime dans l'art des Pays-Bas. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 février 1990.

**LES SIÈCLES D'OR DE LA MÉDÉCINE.** Padoux XV-XVIII<sup>e</sup>. Muséum d'histoire naturelle, galerie de zoologie 38, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (43-39-14-41). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 18 décembre.

**SOUS LES PAVÉS, LA BASTILLE.** Archéologie d'un mythe révolutionnaire. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-00). T.L.J. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

**ULURU, LES ABORIGÈNES D'Australie.** Halle Saint-Pierre, musée en Herbe, 2, rue Nocard (42-59-74-12). T.L.J. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 21 décembre.

**UN ÉVANGÉLISME POUR NOTRE TEMPS.** Bibliothèque Nationale, département des imprimés, 58, rue de Richelieu (47-03-88-48). T.L.J. et dim. de 10 h à 16 h 45. Jusqu'au 6 janvier 1990.

**VERRES DE BOMÈNE.** Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 janvier 1990.

**ZANNE.** L'architecte et la forêt. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 janvier 1990.

### GALERIES

**12 PLUS 12.** Travaux récents peintures et sculptures de Jacques Fournel. Galerie Niki Diar-Marguerite, 9, place des Voies (42-78-21-00). Jusqu'au 23 décembre.

**HÉLÈNE AGOFFROY.** Galerie Boudin Lebon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 9 décembre.

**JOSEF ALBERS.** Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Pâtre (42-76-03-10). Jusqu'au 20 décembre.

**ALFARO.** Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-35-00). Jusqu'au 25 novembre.

**LEONIDE ANDREYEV.** Comptoir de la photographie, cour du Bel-Air, 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-44-11-36). Entrée : 10 F. Jusqu'au 14 janvier 1990.

**MARTIN BARRÉ.** Galerie Laage-Solomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 25 novembre / Galerie Daniel Tempon, 1, impasse Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 22 novembre.

**WILLIAM KLEIN.** Close up. Galerie Zetland, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Du 25 novembre au 4 janvier 1990.

**SERGE KLAVING.** Galerie Daniel Tempon, 1, impasse Beaubourg (42-72-14-10). Du 25 novembre au 30 décembre.

**KNOBLAUCH.** Séquences. Galerie Franka Berndt, 11, rue de l'Écluse (43-25-52-73). Jusqu'au 23 décembre.

**JOSEPH KOSUTH.** Blow up Ideas as Ideas. Galerie La Gail-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 23 décembre.

**MICHAEL KREBER.** Galerie Sylvane Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-63-02). Jusqu'au 18 décembre.

**LACASSE.** Galerie Cellu Mérité, 17, rue des Beaux-Arts (46-33-04-18). Jusqu'au 2 décembre.

**THIERRY LOZJAK.** Galerie Autremont, 4, avenue Franklin-Roosevelt (42-89-24-23). Jusqu'au 12 janvier 1990.

**HENRI MACCHERONI.** Galerie Jean-Pierre Halk, Art international prestige, 22, rue du Portou (42-77-66-37). Jusqu'au 21 décembre.

**RAFAEL MAHDAVI.** Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Jusqu'au 22 décembre.

**MATTHIAS IMPRESSIONNISTES ET MODERNES.** Galerie Daniel Matangu, 28, av. Matignon (42-66-60-33). Jusqu'au 23 décembre.

**FRANÇOIS MECHAIN.** Galerie Michèle Chomette, 4, rue Beaubourg (42-78-05-82). Jusqu'au 23 décembre.

**LES MODERNES CLASSIQUES A LA BASTILLE.** Galerie Franka Berndt Bastille, 4, rue Saint-Sabin (43-53-31-83). Jusqu'au 18 décembre.

**MON SALON, MES HAINES.** Une exposition présentée par Gérard-Georges Lemaire. Galerie l'Aire du versau, 119, rue Vieille-du-Temple (48-04-86-40). Jusqu'au 21 décembre.

**PENTRES ESPAGNOLS.** Gallery Urban, 22, av. Matignon (42-65-21-34). Jusqu'au 31 janvier 1990.

**LUC PÉRE.** Galerie Michèle Broutas, 31, rue des Bergers (45-77-83-79). Jusqu'au 10 décembre.

**CHRISTIAN PERAUX.** Galerie Regard, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 23 décembre.

**EDGARD PILLET.** Croquis et peintures des années 60. Galerie Claude Lemaud, 18, rue Littré (45-49-28-96). Jusqu'au 9 décembre.

**POLK.** Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 30 décembre.

**LES QUATRE QUARTS DE LA PEINTURE.** MARCEL ALLOCO, CARMELO ARDEN-QUIN, Jean-François Dubreuil, Hervé Michégaray, Galerie Alain Dudin, 47, rue Quincampoix (42-71-83-65). Jusqu'au 2 décembre.

**ARDEN QUIN.** Œuvres récentes. Galerie Krief, 50, rue Mazurine (43-28-37). Jusqu'au 2 décembre.

**MAURICE ROCHER.** Galerie Pierre-Marie Vitoux, 21, rue Saint-Sabin (43-55-07-78). Jusqu'au 2 décembre / Galerie Pierre-Marie Vitoux, 3, rue d'Ormesson, place Sainte-Catherine (48-04-81-00). Jusqu'au 2 décembre.

**LES TABLEAUX RÉCENTS DE BROTO.** Galerie Adrien Maeght, 46, rue du Bac (45-49-45-15). Jusqu'au 13 janvier 1990.

**KEICHI TAHARA.** Galerie Aline Vidal, 70, rue Bonaparte (43-25-08-08). Du 23 novembre au 6 janvier 1990.

**DIDER THIBAULT.** Galerie Polaris, 8, rue Saint-Claude (42-72-21-27). Jusqu'au 23 décembre.

**TRAIT D'HUMOUR SUR TOILES DE MATTHIAS.** Galerie Daniel Delamare, 36, avenue Matignon (42-89-14-18). Jusqu'au 10 décembre.

**TROIS MAÎTRES ESPAGNOLS DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE.** Pablo Picasso, Joan Miró, Antoni Tàpies. Gallery Urban, 22, av. Matignon (42-65-21-34). Jusqu'au 21 janvier 1990.

**BERNARD TURKOT.** Galerie Bernard et Gwendolme Zürcher, 19, rue de l'Abbé-Grégoire (45-45-10-22). Jusqu'au 9 décembre.

**JAMES TURRELL.** Galerie Froment et Putman, 33, rue Charlot (42-76-03-50). Du 24 novembre au 13 janvier 1990.

**TWOMBSLY.** Galerie Di Mac, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-88). Jusqu'au 23 décembre.

**HERVÉ TÉLÉMAQUE.** Galerie Messine-Thomas La Guillou, 1, av. de Messine (48-62-25-04). Jusqu'au 15 décembre.

**GUNTHER UMBERG.** Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 2 décembre.

**GEORGES VANTONGERLO.** Galerie Denise Rank, 156, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 26 novembre.

**BRAM VAN VELDE.** Galerie Lucette Herzog, passage Molère - 157, rue Saint-Martin (48-87-39-94). Jusqu'au 18 décembre.

**CLAUDE VISEUX.** Galerie Heyram - Mabel Sammler, 56, rue de l'Université (42-22-58-09). Du 23 novembre au 23 décembre.

**JAN VOSS.** Galerie Lelong, 13-14, rue de Téhéran (45-83-13-19). Jusqu'au 13 janvier 1990.

**DANIEL WALRAVENS.** Gaudin Peintures bâtiment, 25, rue de Poissy (43-29-35-71). Jusqu'au 9 décembre / Galerie Claire Burtus, 30-32, rue de Lappe (43-56-35-00). Jusqu'au 9 décembre.

## AGENDA

## CAMPUS

## L'Europe des étudiants

Erasmus et Comett. ECTS (système européen de transfert d'unités de cours capitalisables) et AUEF (association universités-entreprises pour la formation), à coups de programmes au titre évocateur ou de sigles au parfum technocratique, l'Europe des universités a commencé à prendre forme. Difficile pourtant de trouver sa voie dans ce puzzle complexe où la diversité des diplômes, les barrières linguistiques et les écarts de développement constituent autant d'obstacles à la mobilité étudiante.

C'est tout le mérite du guide *Etudier en Europe* que de fournir une boussole aux étudiants tentés par l'aventure européenne. « L'Europe reste à conquérir, tout est à découvrir », souligne à juste titre Marie Verdier qui a coordonné l'ensemble. Pour baliser ce paysage hétérogène, elle propose deux clefs de lecture. Tout d'abord, une série de gros plans sur les systèmes d'enseignement supérieur de chacun des pays de la Communauté : de la réforme universitaire danoise au régionalisme belge, de l'agitation dans les universités allemandes à l'élitisme britannique, de Delft à Athènes, en passant par Rome ou Dublin. Ce portrait rapide est accompagné d'une fiche pratique sur les conditions d'admission, les frais de scolarité, les bourses ou les régimes de protection sociale dans chaque pays.

Plus originale est l'autre lecture, thématique. Droit ou formations d'ingénieurs, médecine ou littérature, sociologie ou architecture, les points forts et les particularités de chaque système universitaire sont analysés pour les principales disciplines. Sur chacun des thèmes, le guide présente la liste des accords d'échanges d'étudiants Erasmus. Pratique et vivant, ce guide des universités européennes a des allures de « guide du routard » des années 1990.

► *Etudier en Europe*, par Marie Verdier (Zig). Calmann Lévy, 365 p., 98 F.

## Au Collège de France

M. Yves Laporte, professeur de néo-physiologie au Collège de France est nommé administrateur de cet établissement pour une nouvelle période de trois ans, par un décret publié au *Journal officiel* du 21 novembre. M. André Miquel, professeur de langue et littérature arabes classiques est nommé vice-président de l'assemblée des professeurs.

## Contre le sida

SIDAMOUR, association des étudiants contre le sida, organise une journée d'action en milieu universitaire le 30 novembre, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida. Conférence à 12 h 30 à l'université Paris-X Nanterre bâtiment G, amphithéâtre. Stand d'information, toute la journée au bâtiment G. Association SIDAMOUR, 89 bis, rue de Saint-Nom, 75002 Paris.

## PARIS EN VISITES

## VENDREDI 24 NOVEMBRE

« La parade, l'enfer et la sculpture médiévale », 10 h 30, Musée des monuments français (L'Art et le marbre).  
« Le nouvel Opéra, en salle de spectacle et son quartier », 14 h 15, place de la Bastille, devant La Tour d'argent (M.-C. Lenoir).  
« L'église Saint-Sulpice et son pignon », 15 heures, devant l'église, place Saint-Sulpice (M. Vermeersch).  
« Voyage au pays de la sculpture romane », 15 heures, Musée des monuments français (M. Epoux).

« La Salpêtrière », 15 heures, 47, boulevard de l'Hôpital (M. Garnier-Ahberg).  
« Passages couverts autour de la Grange-Batelière », 14 h 30, musée La Palette (Paris pittoresque et insolite).  
« Hôtels et jardins du Marais, place des Voies », 14 h 30, métro Saint-Paul (Réaumur du passé).

« Compostelle ou la vie romane », 15 heures, métro Temples (J. Haffner).  
« Opéra Garnier », 14 h 45, hall d'entrée, sous la statue de Lully (Aux Arts et spectacles).

« L'exposition Carlier », 13 h 30, hall du Petit Palais (Tourisme culturel).  
« Les salons de l'hôtel de Launay et l'île Saint-Louis », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (D. Bouchard).

« Découverte de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie.

## CONFÉRENCES

47, rue de la Fontaine-au-Roi, 20 h 15 : « Le mystère de l'île de la Cité », Institut géographique d'anthropologie.

11 bis, rue Kappler, Loge unie des théologues, 20 h 15 : « Les pouvoirs créateurs de la pensée ».  
Salle des agriculteurs, 8, rue d'Alsace, 20 h 30 : « Histoire de la famille dans l'Ancien Testament », par Bernard Lampert.

102 bis, rue de Valenciennes, 20 heures : « La symbolique du pain et du sel », par André de Goussier-Schweizer.  
Auditorium du Louvre : « L'Orme à l'âge de bronze : les fouilles de Ras-el-Junez et l'archéologie des côtes de l'océan Indien », par Serge Chénou, directeur de recherches au CNRS, codirecteur du Projet Ras-el-Hedd.

## CARNET DU MONDE

## Naissances

Brigitte et Olivier GALENNE laissent à Céline, Mathie et Maxime la joie d'annoncer la naissance de

Louis,

le 13 novembre 1989.

11, rue de la Trinité, 86000 Poitiers.

## Mariages

M. Vincent HEPP et M<sup>me</sup> Christine de FRANDIERES,

sont heureux d'annoncer le mariage de leur fils

Guillaume

avec

M<sup>me</sup> Brigitte ESCUDIER,

filles de

M. et M<sup>me</sup> Camille ESCUDIER.

Le mariage aura lieu le 8 janvier 1990, en l'église de Saint-Jean-Vianney, 13588 Trail Hollow, 17079 Houston, Texas, USA.

— Eric MEYER et Delphine BARBER

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré à Londres le 18 novembre, dans l'intimité.

## Décès

— L'Association générale des producteurs de blé a le regret d'annoncer le décès de

M. Edouard BERNARD,

survenu le 17 novembre 1989, dans sa centième année.

Il fut président de la chambre d'agriculture d'Indre-et-Loire et conseiller économique de l'AGPB pendant de nombreuses années.

— M. Philippe Batiffol, M. Jean-Marie Batiffol, M<sup>me</sup> Anne Batiffol et ses enfants, M<sup>me</sup> Catherine Rouffet et ses enfants, M<sup>me</sup> André Pétrol Pétrol, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri BATIFFOL, membre de l'Institut, professeur émérite à l'université Paris-II, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre d'Orange-Nassau,

rapporté à Dieu, le 20 novembre 1989, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 27 novembre, à 13 h 45, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 35, avenue Marceau, Paris-16.

44, avenue Marceau, 75008 Paris.

Né à Paris, le 16 février 1905, Henri Batiffol, agrégé de droit, a été successivement : en 1931, professeur à la faculté de droit de Lille ; en 1947, doyen de cette faculté ; de 1950 à 1976, professeur à la faculté de droit puis à l'université Paris-II. Il a été directeur de la Revue critique de droit international privé, membre de l'Institut de droit international, dont il fut le vice-président en 1959-1960, membre de la députation gouvernementale française à la conférence de La Haye de droit international privé, élu à l'Académie des sciences morales et politiques le 22 mai 1977, au fauteuil de René Cané, Henri Batiffol a publié de nombreux ouvrages influant de la loi française sur le capital et les étrangers en France ; les *Conférences de la loi* et *la loi* ; *Étude de droit international privé comparé* ; *Tratado de derecho internacional privado* ; *Aspectos filosóficos del derecho internacional privado* ; la philosophie du droit.

— Le R.P. Dujeun, supérieur général de l'Oratoire, M<sup>me</sup> Jeanne Gobillot et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> André Costabel et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

R.P. Pierre COSTABEL, prêtre de l'Oratoire, agrégé de l'université, membre correspondant de l'Académie des sciences, directeur à l'Ecole des hautes études,

survenu le 20 novembre 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 27 novembre 1989, à 10 h 30, en l'église Saint-Eustache, Paris-1<sup>re</sup>.

L'inhumation aura lieu au cimetière, avenue de Condé, à Saint-Maur-des-Fossés.

— M. Gacic, son épouse, Le lieutenant de vaisseau et M<sup>me</sup> Jean Gacic et leur fils, L'enseigne de vaisseau et M<sup>me</sup> Pierre Gacic, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jacqueline HARGOIS, née Gacic,

survenue le 12 novembre 1989, à son domicile.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale le 20 novembre.

192 A, rue de Valenciennes, 75015 Paris.

5, rue Léon-Delhomme, 75015 Paris.

— L'inhumation de

M. Jean LABROT

a eu lieu le samedi 18 novembre 1989, dans la plus stricte intimité.

Vacancie, 80370 Bernaville.

— M. Paul Hargous, son épouse, Odile et Yves Laginbühl, ses enfants, Antoine et Flore, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jacqueline HARGOIS, née Gacic,

survenue le 12 novembre 1989, à son domicile.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale le 20 novembre.

192 A, rue de Valenciennes, 75015 Paris.

5, rue Léon-Delhomme, 75015 Paris.

— L'inhumation de

M. Jean LABROT

a eu lieu le samedi 18 novembre 1989, dans la plus stricte intimité.

Vacancie, 80370 Bernaville.

— M. Paul Hargous, son épouse, Odile et Yves Laginbühl, ses enfants, Antoine et Flore, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jacqueline HARGOIS, née Gacic,

survenue le 12 novembre 1989, à son domicile.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale le 20 novembre.

192 A, rue de Valenciennes, 75015 Paris.

5, rue Léon-Delhomme, 75015 Paris.

— L'inhumation de

M. Jean LABROT

## Remerciements

— Emagry Lyon.

Toute la famille de

Pierre COMTE,

très touchée des nombreuses marques de sympathie reçues, remercie sincèrement les personnes qui ont pris part à sa prière :

Les amis qui, par leurs visites à l'hôpital, ont apporté à Pierre le réconfort.

Les amis d'Allemagne. Le directeur et le personnel du CREAL de Lyon.

Les amis de l'université Lumière Lyon-II.

Ceux qui ont témoigné leur amitié par leur présence, leur courrier et envois de fleurs.

Le personnel soignant de l'hôpital Edouard-Berriot.

Ces ceux qui ont connu et aimé Pierre ne l'oublient pas dans leurs prières.

— M<sup>me</sup> Christiane Izarn.

— M<sup>me</sup> Izarn, très touchée par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, remercient toutes les personnes qui, par leur présence, envois de fleurs, messages et pensées, se sont associées à leur peine lors du décès de

Patrick.

Salués par Vinga, 66320, 13 et 15, rue des Portes-Ecrites, 75010 Paris.

— M<sup>me</sup> Christiane Izarn.

— M<sup>me</sup> Izarn, très touchée par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, remercient toutes les personnes qui, par leur présence, envois de fleurs, messages et pensées, se sont associées à leur peine lors du décès de

Patrick.

Salués par Vinga, 66320, 13 et 15, rue des Portes-Ecrites, 75010 Paris.

— M<sup>me</sup> Christiane Izarn.

— M<sup>me</sup> Izarn, très touchée par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, remercient toutes les personnes qui, par leur présence, envois de fleurs, messages et pensées, se sont associées à leur peine lors du décès de

Patrick.

Salués par Vinga, 66320, 13 et 15, rue des Portes-Ecrites, 75010 Paris.

— M<sup>me</sup> Christiane Izarn.

— M<sup>me</sup> Izarn, très touchée par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, remercient toutes les personnes qui, par leur présence, envois de fleurs, messages et pensées, se sont associées à leur peine lors du décès de

Patrick.

Salués par Vinga, 66320, 13 et 15, rue des Portes-Ecrites, 75010 Paris.

— M<sup>me</sup> Christiane Izarn.

— M<sup>me</sup> Izarn, très touchée par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, remercient toutes les personnes qui, par leur présence, envois de fleurs, messages et pensées, se sont associées à leur peine lors du décès de

Patrick.

Salués par Vinga, 66320, 13 et 15, rue des Portes-Ecrites, 75010 Paris.

— M<sup>me</sup> Christiane Izarn.

— M<sup>me</sup> Izarn, très touchée par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, remercient toutes les personnes qui, par leur présence, envois de fleurs, messages et pensées, se sont associées à leur peine lors du décès de

Patrick.

Salués par Vinga, 66320, 13 et 15, rue des Portes-Ecrites, 75010 Paris.

— M<sup>me</sup> Christiane Izarn.

— M<sup>me</sup> Izarn, très touchée par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, remercient toutes les personnes qui, par leur présence, envois de fleurs, messages et pensées, se sont associées à leur peine lors du décès de

Patrick.

Salués par Vinga, 66320, 13 et 15, rue des Portes-Ecrites, 75010 Paris.

— M<sup>me</sup> Christiane Izarn.

— M<sup>me</sup> Izarn, très touchée par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, remercient toutes les personnes qui, par leur présence, envois de fleurs, messages et pensées, se sont associées à leur peine lors du décès de

Patrick.

Salués par Vinga, 66320, 13 et 15, rue des Portes-Ecrites, 75010 Paris.

— M<sup>me</sup> Christiane Izarn.

— M<sup>me</sup> Izarn, très touchée par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, remercient toutes les personnes qui, par leur présence, envois de fleurs, messages et pensées, se sont associées à leur peine lors du décès de

Patrick.

Salués par Vinga, 66320, 13 et 15, rue des Portes-Ecrites, 75010 Paris.

— M<sup>me</sup> Christiane Izarn.

— M<sup>me</sup> Izarn, très touchée par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, remercient toutes les personnes qui, par leur présence, envois de fleurs, messages et pensées, se sont associées à leur peine lors du décès de

Patrick.

Salués par Vinga, 66320, 13 et 15, rue des Portes-Ecrites, 75010 Paris.

— M<sup>me</sup> Christiane Izarn.

— M<sup>me</sup> Izarn, très touchée par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, remercient toutes les personnes qui, par leur présence, envois de fleurs, messages et pensées, se sont associées à leur peine lors du décès de

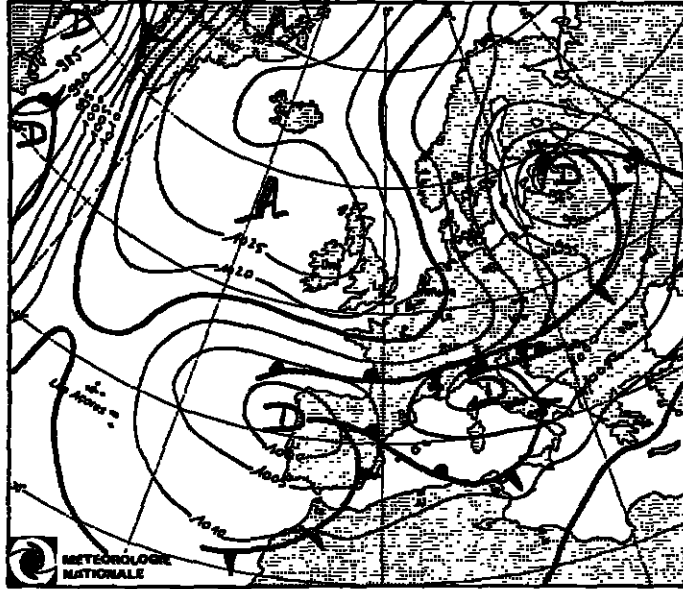
Patrick.

Salués par Vinga, 66320, 13 et 15, rue des Portes-Ecrites, 75010 Paris.

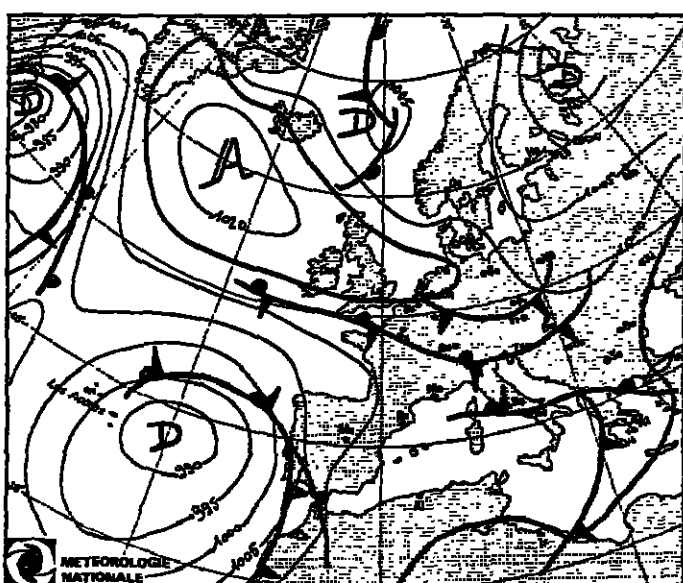
— M<sup>me</sup> Christiane Izarn.

## MÉTÉOROLOGIE

## SITUATION LE 23 NOVEMBRE 1989 A 0 HEURE TU



## PRÉVISIONS POUR LE 25 NOVEMBRE 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 23 novembre à 0 heure et le dimanche 26 novembre à 24 heures.

De vendredi à dimanche, la France connaît un temps généralement peu nuageux. Toutefois, les nuages seront plus fréquents sur les régions s'étendant de la Manche au nord de la Seine et au Nord-Est ainsi que sur les régions méditerranéennes. Il y aura même un peu de pluie, vendredi, sur les régions méditerranéennes et la Corse. Dimanche, quelques flocons de neige seront possibles du Nord au Nord-Est.

Vendredi : fraîcheur et soleil

La journée s'annonce froide et ensoleillée sur la quasi-totalité du pays.

Sous les régions de l'extrême sud et de l'extrême nord de la France connaîtront quelques passages nuageux.

Seront concernées : le nord de la Bretagne, la Cotentin, le Nord-Picardie, la Champagne-Ardenne, la Lorraine et l'Alsace, ainsi que le sud de l'Aquitaine et de Midi-Pyrénées, la Roussillon, le Li-

total méditerranéen et la Corse. Les nuages pourront s'accompagner de quelques ondées sur le Roussillon et la Corse.

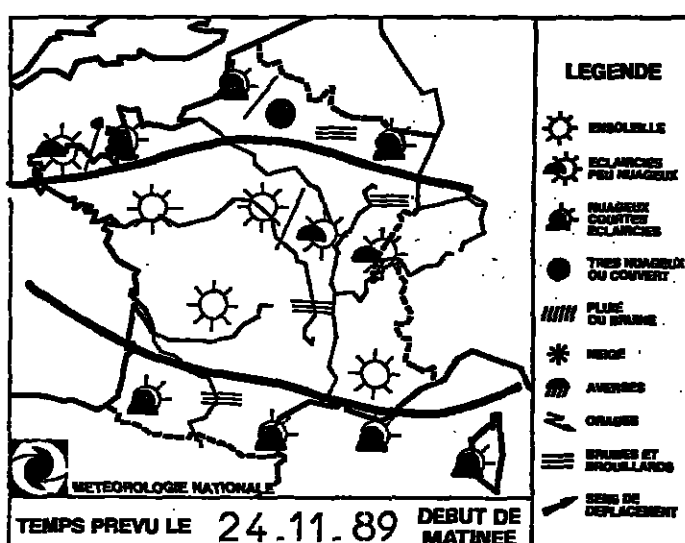
Les températures minimales oscilleront encore une bonne signification. Souvent négatives, elles seront comprises entre -1 et -6°C (localement -7°C) dans le Nord-Est : -2 et -4°C sur le Massif central et Rhône-Alpes. 0 et -4°C sur l'île-de-France et le Centre, 0 et -2°C dans l'intérieur de la Bretagne, -2 et 2°C sur le Poitou-Charentes. Elles seront positives sur le Sud-Ouest et les régions méditerranéennes avec 4 à 7°C.

Le vent sera généralement faible ou modéré, de secteur est à nord-est.

Samedi : temps toujours froid et ensoleillé

La situation évoluera peu par rapport à la veille : le soleil sera largement présent sur tout le pays, malgré quelques nuages sans conséquence. Ceux-ci seront un peu plus fréquents du nord de la Bretagne au Nord-Picardie et à l'Alsace, mais ils ne parviendront pas à cacher le soleil.

Sur les régions méditerranéennes, les nuages seront présents toute la journée. Ils seront cependant moins nombreux dans le Sud-Ouest que sur les régions méditerranéennes. Des ondées se produiront en Corse l'après-midi et le soir. Le



## TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 22-11-1989 à 6 heures TU et le 23-11-1989 à 6 heures TU

FRANCE			TOURS			LOS ANGELES					
AMCRO	16	14	A	N	10	1	D	23	14	N	
BOURGES	16	9	A	N	16	5	B	7	-3	D	
BORDEAUX	17	6	D					MADRID	12	9	F
BOURGES	12	0	D					MADRID	24	12	D
BREST	12	0	D					MEXICO	25	18	B
CHERBOURG	12	0	D					MEXICO	5	6	B
CLERMONT-FERR.	11	7	N					MEXICO	25	18	B
CLUNY	11	-5	D					MEXICO	5	6	B
LILLE	9	-1	D					MEXICO	25	18	B
LILLE	13	1	A					MEXICO	5	6	B
MASSILLON-LEZ	11	7	D					MEXICO	25	18	B
NANCY	1	-4	D					MEXICO	5	6	B
NANCY	12	0	D					MEXICO	25	18	B
PARIS-MICHELIN	12	2	D					MEXICO	5	6	B
PARIS	17	6	N					MEXICO	25	18	B
PERPIGNAN	17	9	N					MEXICO	5	6	B
STRASBOURG	19	5	D					MEXICO	25	18	B
STRASBOURG	9	-1	D					MEXICO	5	6	B

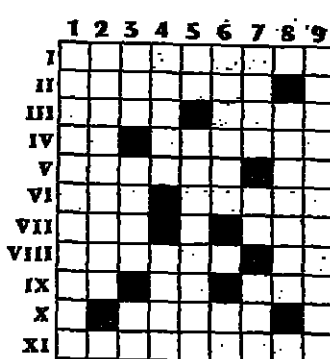
ÉTRANGER			TOURS			LOS ANGELES					
ALGER	15	14	A	N	10	1	D	23	14	N	
AMSTERDAM	10	-1	N	D	16	5	B	7	-3	D	
ATHENS	18	14	A	N	10	1	D	23	14	N	
BANGKOK	31	22	C					MADRID	12	9	F
BANGKOK	19	12	D					MADRID	24	12	D
BEIRUT	19	1	D					MEXICO	25	18	B
BERLIN	1	-3	D					MEXICO	5	6	B
BRAZILIA	4	-2	D					MEXICO	25	18	B
BUENOS AIRES	23	6	B					MEXICO	5	6	B
CHICAGO	4	-3	D					MEXICO	25	18	B
COLOMBIA	26	21	D					MEXICO	5	6	B
DAKAR	36	21	D					MEXICO	25	18	B
DELHI	36	16	N					MEXICO	5	6	B
GENEVE	8	2	N					MEXICO	25	18	B
HONGKONG	23	20	D					MEXICO	5	6	B
ISTANBUL	14	11	D					MEXICO	25	18	B
LAHORE	18	13	D					MEXICO	5	6	B
LONDON	18	13	D					MEXICO	25	18	B
LONDON	10	2	D					MEXICO	5	6	B



# AGENDA

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5138



### VERTICALEMENT

1. Tue sans ôter la vie. — 2. Il faut être bête à mourir pour y aller.
3. Élément d'un alphabet. Gros-  
sist le Danube. Pronom. — 4. Agir  
non pas sans façon. Ce qui peut  
trouver celui qui cherche des  
« cresses ». — 5. Avant nous. Pour  
ceux qui jugent utile d'en rajouter.
6. Où certains reçoivent bonne  
leçon. Conjonction. — 7. A son  
nom dans les manuels d'histoire.  
Possessif. Célèbre Virginien. —  
8. Est employé pour descendre. —  
9. Idéal pour ne pas se compliquer  
la vie.

### HORIZONTALEMENT

- I. Moyen de destruction. —
- II. Dut regretter de ne pas avoir  
pris un bain de pieds. — III. Est  
allemande. Ce n'est certes pas le  
fond du panier. — IV. Va à la mer.  
Est adapté à la vie en commun. —
- V. Obtiens la liqueur. Démontre.  
— VI. Ne vécus que vingt-six  
ans. A une double nationalité.  
VII. Fit un long voyage. D'un au-  
delaire. — VIII. Propose de multiples  
lectures. Faisait porter le chapeau.  
— IX. Symbole. Est beau à voir.  
Employé à l'Est. — X. N'avait  
aucun amour maternel. —
- XI. Moyen de remonter la pente.

Solution du problème n° 5137

### Horizontalement

- I. Piéonisme. — II. Aiguiseur. —
- III. Reire ; Bru. — IV. Aide ; Raid.
- V. Paelios. — VI. L6 ; Out. —
- VII. Unanimité. — VIII. Is ; Oser.
- IX. Ici ; Non. — X. Sévira ; Jo.
- XI. Nef ; Nuée.

### Verticalement

1. Parapluies. — 2. Liaisons ;
- En. — 3. Egide ; Iye. — 4. Oural ;
- Nocif. — 5. Nle ; Loisir. — 6. As ;
- Roumi ; An. — 7. Sébastien. —
8. Müri ; Troie. — 9. Erudite ; Noé.

GUY BROUTY

## TALOTAC

Le règlement de TALOTAC se trouve dans le journal (à la page 24)

Le numéro 7 9 1 4 1 9 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchant à la centaine de mille	Les numéros approchant à la centaine de mille	gagnent
0 9 1 4 1 9	5 9 1 4 1 9	
1 9 1 4 1 9	6 9 1 4 1 9	
2 9 1 4 1 9	7 9 1 4 1 9	40 000,00 F
3 9 1 4 1 9	8 9 1 4 1 9	
4 9 1 4 1 9	9 9 1 4 1 9	

Les numéros approchant aux	Les numéros approchant aux	gagnent
701410	700410	
711410	702410	
721410	703410	
731410	704410	
741410	705410	
751410	706410	
761410	707410	
771410	708410	
781410	709410	
791410	710410	10 000,00 F
801410	711410	
811410	712410	
821410	713410	
831410	714410	
841410	715410	
851410	716410	
861410	717410	
871410	718410	
881410	719410	
891410	720410	

Tous les billets de 100 000 F par	gagnent
1 9 1 4 1 9	4 000,00 F
4 1 9	200,00 F
1 9	100,00 F

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS 24.11.89 LOTO

## TALOTAC

Le règlement de TALOTAC se trouve dans le journal (à la page 24)

Le numéro 7 9 1 4 1 9 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchant à la centaine de mille	Les numéros approchant à la centaine de mille	gagnent
0 9 1 4 1 9	5 9 1 4 1 9	
1 9 1 4 1 9	6 9 1 4 1 9	
2 9 1 4 1 9	7 9 1 4 1 9	40 000,00 F
3 9 1 4 1 9	8 9 1 4 1 9	
4 9 1 4 1 9	9 9 1 4 1 9	

Les numéros approchant aux	Les numéros approchant aux	gagnent
701410	700410	
711410	702410	
721410	703410	
731410	704410	
741410	705410	
751410	706410	
761410	707410	
771410	708410	
781410	709410	
791410	710410	10 000,00 F
801410	711410	
811410	712410	
821410	713410	
831410	714410	
841410	715410	
851410	716410	
861410	717410	
871410	718410	
881410	719410	
891410	720410	

Tous les billets de 100 000 F par	gagnent
1 9 1 4 1 9	4 000,00 F
4 1 9	200,00 F
1 9	100,00 F

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS 24.11.89 LOTO

## TALOTAC

Le règlement de TALOTAC se trouve dans le journal (à la page 24)

Le numéro 7 9 1 4 1 9 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchant à la centaine de mille	Les numéros approchant à la centaine de mille	gagnent
0 9 1 4 1 9	5 9 1 4 1 9	
1 9 1 4 1 9	6 9 1 4 1 9	
2 9 1 4 1 9	7 9 1 4 1 9	40 000,00 F
3 9 1 4 1 9	8 9 1 4 1 9	
4 9 1 4 1 9	9 9 1 4 1 9	

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS 24.11.89 LOTO

## TALOTAC

Le règlement de TALOTAC se trouve dans le journal (à la page 24)

Le numéro 7 9 1 4 1 9 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchant à la centaine de mille	Les numéros approchant à la centaine de mille	gagnent
0 9 1 4 1 9	5 9 1 4 1 9	
1 9 1 4 1 9	6 9 1 4 1 9	
2 9 1 4 1 9	7 9 1 4 1 9	40 000,00 F
3 9 1 4 1 9	8 9 1 4 1 9	
4 9 1 4 1 9	9 9 1 4 1 9	

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS 24.11.89 LOTO

## TALOTAC

Le règlement de TALOTAC se trouve dans le journal (à la page 24)

Le numéro 7 9 1 4 1 9 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchant à la centaine de mille	Les numéros approchant à la centaine de mille	gagnent
0 9 1 4 1 9	5 9 1 4 1 9	
1 9 1 4 1 9	6 9 1 4 1 9	
2 9 1 4 1 9	7 9 1 4 1 9	40 000,00 F
3 9 1 4 1 9	8 9 1 4 1 9	
4 9 1 4 1 9	9 9 1 4 1 9	

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS 24.11.89 LOTO

## TALOTAC

Le règlement de TALOTAC se trouve dans le journal (à la page 24)

Le numéro 7 9 1 4 1 9 gagne 4 000 000,00 F

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS 24.11.89 LOTO

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : ▶ Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Jeudi 23 novembre

- TF 1**
- 20.35 Nos années 1980.  
De 1980 à 1989, à chaque année son thème.
- 23.20 Documentaire : Les défilés de l'océan.  
1. La conquête des grands fonds.  
2. Journal et Météo.
- A 2**
- 20.35 Cinéma : Un dimanche de flics. ■  
Film français de Michel Vianey (1982).
- 22.15 Flash d'informations.
- 22.20 Documentaire : L'esprit des lois.  
De Pierre Dumas et Pierre Lamaison.  
1. La mort du roi.  
2. Première partie d'une grande fresque histo-  
rique.
- 23.12 Quand je serai grand.  
Général Godeau, général des Pionniers de Paris.
- 23.15 Informations : 24 heures sur la 2.  
Avec le magazine européen Pulsion 12.
- 23.38 Soixante secondes.  
Bibi Anderson, comédienne.
- FR 3**
- 20.35 Cinéma : FIST. ■  
Film américain de Norman Jewison (1978).  
Avec Sylvester Stallone, Rod Taylor.
- 22.45 Journal et Météo.
- 23.10 Magazine : Océaniques.  
De Patrick Sebevier, invité : Herbert Léonard.  
Invité d'honneur : Francis Perrin. Variétés :  
Daniel Guichard, Pierre Bachelet, Phil Collins,  
Adamo, Milli Vanilli, Linda Williams, Nicolas  
Peyre.
- 23.20 Variétés : Et si on se disait tout !  
Emission présentée par Patrick Sébastien.  
Invité : Annie Girardot.
- 23.30 Variétés : Et puis quoi encore !  
Emission animée par Nagui.  
Invité : Lio et Marc Lavoine.
- 0.05 Journal et Météo.
- Canal Plus**
- 20.30 Cinéma : La brigade en folie. □  
Film français de Philippe Clair (1972). Avec  
Jacques Dutronc, Sim, Patrick Topoloff.
- 22.05 Série : Brigade de nuit.
- 23.00 Série : Câlins d'abord !
- LA 5**
- 20.40 Téléfilm :  
Le collage se déchaine.
- 22.20 Série : Deux flics à Miami.
- 23.30 Magazine : Désir.
- 0.00 Journal de minuit.
- M 6**
- 20.30 Cinéma : La brigade en folie. □  
Film français de Philippe Clair (1972). Avec  
Jacques Dutronc, Sim, Patrick Topoloff.
- 22.05 Série : Brigade de nuit.
- 23.00 Série : Câlins d'abord !

- 0.10 ▶ Magazine : Espace francophone.  
Liban : Inventer l'espérance, de Mona Malki et  
Rafael Toral ; Les Francophones et la Révo-  
lution : Tahar Ben Jelloun.
- 23.30 Six minutes d'informations.
- 23.35 Midnight chaud.  
1.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 20.30 Feuilleton :  
Sainte Thérèse d'Avila (8<sup>e</sup> partie).
- 21.30 Court métrage : Le panorama.
- 23.00 Documentaire : Ici bat la vie.
- 23.30 Cinéma : L'esprit de la ruche. ■■  
Film espagnol de Victor Erice (1973).
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Le théâtre de l'Europe des Douze.  
L'Espagne. La taverna fantasmagorique,  
d'Alfonso Sastre ; L'appel de Lauren,  
de Paloma Pedrosa ; Xil et l'expression, de José  
Luis Alonso de Santos ; Comme du biftek, de  
Gerardo Lopez Maza.
- 21.30 Profils perdus.  
Jean-Marie Serreau.
- 22.40 Nuits magnétiques.  
Chers chercheurs.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Art of noise.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 10 novembre salle  
Pleyel) : Œuvres de Schubert, Brahms, par  
Christa Ludwig, mezzo-soprano, et Charles  
Spencer, piano.
- 23.07 L'invité du soir, Michel Chion, compo-  
siteur. Œuvres de Debussy, Prokofiev, Bach,  
Messiaen, Brahms, Chion, Rota, Mozart.

## Vendredi 24 novembre

- TF 1**
- 15.35 Série : Tribunal.
- 16.00 Variétés : La chance aux chansons.
- 16.45 Club Dorothée.
- Bo : Lami ; Muscadem ; Le clip ; Joux.
- 17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.
- 18.50 Avoir de recherche.
- 18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
- 19.25 Jeu : La roue de la fortune.
- 20.00 Journal, Météo et Tapie vert.
- 20.35 Variétés : Avis de recherche.  
De Patrick Sebevier, invité : Herbert Léonard.  
Invité d'honneur : Francis Perrin. Variétés :  
Daniel Guichard, Pierre Bachelet, Phil Collins,  
Adamo, Milli Vanilli, Linda Williams, Nicolas  
Peyre.
- 22.30 Variétés : Et si on se disait tout !  
Emission présentée par Patrick Sébastien.  
Invité : Annie Girardot.
- 23.30 Variétés : Et puis quoi encore !  
Emission animée par Nagui.  
Invité : Lio et Marc Lavoine.
- 0.35 Journal et Météo.
- A 2**
- 15.15 Magazine : Du côté de chez Fred.  
L'ONU et le comte de Noug.
- 16.20 Série : Les mystères de l'Ouest.
- 17.15 Magazine : Graffiti 5-15.  
Présenté par Groucho et Chico.  
CORS : Quick et Flapio ; Graffiti ; Télé-  
chat ; A2.
- 18.15 Série : Les voisins.
- 18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
D'Armand Jammot, présenté par Laurent  
Babou.
- 19.00 Série : Top models.
- 19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.35 Série : Parlez aux Caraïbes.  
Cassandra, de Serge Karber et Jean-Claude  
Charney, avec Greg Germain, Diane Piaras.  
Une jeune fille poursuivie par des truands.
- 21.30 ▶ Apostrophes.  
Magazine littéraire de Bernard Pivot.  
Séjour John Le Carré (de Mission Russe), avec  
Edward Bell, Catherine David et Philippe  
Labro.
- 22.53 Quand je serai grand.  
Michèle Berzani.
- 22.55 Journal et Météo.
- 23.12 Soixante secondes. Federico Mayor, direc-  
teur général de l'UNESCO.
- 23.15 Cinéma : L'acrobate. ■■  
Film français de Jean-Denis Pollet (1976).  
Avec Claude Maki, Laurence Bru, Guy Mar-  
chand.
- 0.50 Du côté de chez Fred (rediff.).
- FR 3**
- 14.00 Magazine : Tilleul menthe.  
Balade sur le toit des Vosges.
- 14.30 Magazine : La vie à cœur.
- 15.00 Feuilleton : A cœur ouvert.
- 15.25 Magazine : Télé-Caroline.  
Video look : Mon héros préféré ; Cinéma, thé-  
âtre, livres ; Attraction ; Top stories ; Télé clip,  
Sécho : Papy, mummy ; Vieux faire un sour-  
cil ; Le jeu de la séduction ; Variétés ; et à  
16.00, le flash d'informations.
- Canal Plus**
- 13.30 Cinéma : Y a-t-il enfin  
un pilote dans l'avion ? □  
Film américain de Ken Finkleman (1982). Avec  
Robert Hays, Julie Hagerty, Peter Graves.
- 14.50 Pochettes surprises.  
Vive les lumières, de Georges Changuais.
- 15.35 Cinéma : Cap sur les étoiles. □  
Film américain de Harry Winer (1986). Avec  
Lee Thompson, Tate Donovan, Kelly Preston.
- 17.15 Magazine : Dcontact.
- 17.25 Cabou cadin.  
Les Petreux ; Polochon ; Histoire de la mai-  
son liège.
- En clair jusqu'à 20.30.
- 18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
- 18.30 Top album.
- 19.20 Magazine : Nuits part ailleurs.  
Invité : Denis Roussos.
- 20.05 Sport : Football.  
Les coulisses.
- 20.30 Sport : Football.  
Championnat de France : Racing Paris 1-  
Bordeaux, en direct du Parc des Princes.
- 22.35 Flash d'informations.
- 22.40 Magazine : Exploits.
- 23.00 Cinéma : Over the top  
(Le bras de fer). □  
Film américain de Menahem Golan (1987).  
Avec Sylvester Stallone, Robert Loggia, Susan  
Blakely.
- 0.30 Cinéma : Malone. ■  
Film américain de Harvey Coklis (1987). Avec  
Burt Reynolds, Cliff Robertson, Kenneth  
McMillan (v.o.).
- LA 5**
- 15.30 Série : Le renard.
- 16.45 Dessins animés.  
Dragoon : Gu gu gammo ; La petite Olympia et  
les deux ; Embrasse-moi Lucile ; Gwendoline ;  
Super nana.

- 18.50 Journal images.
- 19.00 Série : Happy days.
- 19.30 Le bar des ministères.
- 20.00 Journal.
- 20.30 Drôles d'histoires.  
Série : Super polar.  
Rico gun, de Philippe Trépoit, avec Pierre-Loup  
Rajot, Consuelo De Haviland.  
Pour le moins confus. Le premier épisode de  
cette série coproduite par la 5 était promet-  
teur. La deuxième nous fait déchanter.
- 22.20 Magazine : Reporters.
- 23.25 Série : Génération pub.
- 0.00 Journal de minuit.
- M 6**
- 13.45 Feuilleton : La clinique  
de la Forêt-Noire.
- 17.05 Série : L'homme de fer.
- 18.05 Variétés : Multitop.
- 18.35 Série : Le fraïon vert.
- 19.00 Série : Magnum.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.30 Téléfilm : L'amour en marge.  
De John Leung, avec Lisa Harrow, Mark Pili.  
Deux frères qui tout espèrent.
- 22.15 Série : Brigade de nuit.
- 23.10 Série : Câlins d'abord !
- 23.40 Capital.
- 23.45 Six minutes d'informations.
- 0.20 Sexy clip.
- 0.50 Variétés : You can dance.
- LA SEPT**
- 16.00 Méthode Victor : Espagnol.
- 16.15 Documentaire :  
Nakagami, écrivain des ruelles.  
De Pierre Aubry.
- 17.15 Feuilleton :  
Sainte Thérèse d'Avila (7<sup>e</sup> épisode).
- 18.10 Téléfilm : Les morts de la Seine.  
De Peter Greenaway.
- 19.00 Magazine : Imagine.
- 19.30 Documentaire :  
Histoire(s) du cinéma (2<sup>e</sup> partie).  
De Jean-Luc Godard.
- 20.15 Documentaire :  
Lettre à Freddy Busche.  
de Jean-Luc Godard.
- 20.27 Je me souviens... des années 80.
- 20.30 Danse : Fat Land.  
Ballet de Maguy Marin.
- 21.30 Documentaire :  
Patrick Dupond au travail.  
D'André S. Labarthe.
- 22.30 Documentaire :  
L'assassin de la marche.  
De Daniel Morsau.
- 23.30 Cinéma :  
Les nuits de la pleine lune. ■■  
Film français d'Eric Rohmer (1984). Avec Pas-  
cale Ogier, Tcheky Karyo, Fabrice Luchini.
- 1.15 Court métrage.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives. Musique de scène : Mau-  
rice Jarz.
- 21.30 Musique : Black and blue.  
Django chez Eddy.
- 22.40 Nuits magnétiques :  
Chers chercheurs.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Art of noise.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 30 octobre 1988 à  
Munich) : Requiem pour solistes, chœur et  
orchestre, de Verdi, par l'Orchestre radio-  
symphonique de Sarrebruck, le Chœur Bach de  
Munich, le Singschule de Frankfurt, dir.  
Hans Martin Schmidt, sol. : Sharon Sweet,  
soprano, Jari van Nes, mezzo-soprano, Fran-  
cisco Araiza, ténor, Simon Estes, basse.
- 22.20 Musique légère. Pierrat va-t-il à l'école, de  
Deverey ; Moyens de locomotion, de Rauber ;  
Sweet music, de Luyssers.
- 23.07 Le livre des mélanges.
- 0.30 Poissons d'or.

## Audience TV du 22 novembre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	REGARDE LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	57,5	Santa Barbara	Top Models	Actual. région.	Nuits part...	Happy Days	Magnum
		22,6	4,6	18,5	5,6	4,9	2,1
19 h 45	60,7	Passe-temps	Dessins	10-20 Infos	Nuits part...	Bar ministères	Magnum
		25,9	10,5	10,7	5,4	3,5	3,8
20 h 18	72,6	Journal	Journal	La classe	Football	Journal	Al-mé servie
		28,3	18,8	11,3	4,4	6,8	5,3
20 h 58	75,08	Soixante secondes	De Nuremberg...	Une folle	Football	La Rite	Dernière enquête
		23,3	28,2	5,9	6,9	8,8	6,0
22 h 8	69,0	Soixante secondes	A Nuremberg	Une folle	Football	Pub	Dernière enquête
		21,9	26,9	5,1	7,3	4,8	5,1
22 h 44	35,4	Ex Libris	Débat	Pub	Enquêtes	Pub	Culture pub
		5,3	18,6	3,4	1,6	3,8	2,3

**ODOUL** AGENT DE  
Garde-meubles  
42 08 10 30  
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

سكن من الالاحل





## L I V R E S • I D E E S

## La guerre d'Algérie sans voile

**LA GUERRE D'ALGÉRIE**  
dossier et témoignages  
réunis et présentés  
par Patrick Evens  
et Jean Planchais.  
La Découverte/Le Monde,  
425 p., 120 F.

**L'AFFAIRE AUDIN**  
(1957-1978)  
de Pierre Vidal-Naquet.  
Les Éditions de Minuit,  
191 p., 59 F.

**FACE À LA RAISON D'ÉTAT**  
UN HISTORIEN DANS  
LA GUERRE D'ALGÉRIE  
de Pierre Vidal-Naquet.  
La Découverte, « Essais »,  
259 p., 95 F.

**LA GUERRE DES ALGÉRIENS**  
ÉCRITS 1956-1963  
de Jean-François Lyotard,  
choix de textes et présentation  
de Mohammed Ramdani.  
Galilée, « Essais »,  
289 p., 145 F.

La guerre d'Algérie revient : en six mois, une vingtaine de livres, romans, souvenirs ou études, ont déboulé en librairie, qui tirent le fil rompu et tissent les cadres mal fixés. Cette vague n'a rien d'exceptionnel car, quoi qu'on ait dit sur les traumatismes muets ou les « refoulements » indicibles de cette guerre sans nom dans l'inconscient français, le flot des publications a été ininterrompu depuis 1962.

La quantité des souvenirs brassés ou des évocations construites n'est donc pas en cause : la mémoire méprise la statistique. C'est le ton, la distance, le respect, la relative sévérité plutôt qui frappent à la lecture de toutes ces pages de 1989. Comme si, une génération chassant l'autre, au bruit des chars à Alger en octobre 1988 ou à l'ombre de quelques foudrards agités aujourd'hui en grande banlieue parisienne, quelque chose frémissait dans la conscience collective et avançait l'heure de la conclusion libératoire : en finir avec cette « sale guerre », consentir une bonne fois à fixer sa mémoire éclatée en amorçant le travail du deuil.

Un historien, Patrick Evens, et un journaliste, Jean Planchais dont les articles apprennent à tant de lecteurs du Monde à ne



Alger, la casbah, décembre 1960.

Depuis 1962, le flot des publications consacrées au drame algérien a été ininterrompu. Mais les pages de 1989 ont un autre ton, une distance différente. Comme s'il était enfin temps d'en finir avec cette « sale guerre ».

pas désespérer de l'intelligence, ont bien compris que ce temps du deuil devait être celui des inventaires et des classements. Héritiers, notaires, tabellions, ils ont ouvert les tiroirs et cherché une première confluence de la mémoire et de l'histoire en mêlant dans leur livre des articles « à chaud », les documents essentiels (le « Manifeste des 121 » ou les discours du général de Gaulle, par exemple) et des témoignages recueillis à l'été 1988 auprès d'acteurs du drame, français et algériens.

La chronologie est très ouverte, de la naissance du nationalisme algérien avec le Manifeste de Ferhat Abbas en février 1943 jusqu'aux séquelles de l'après-Evian en métropole et au drame d'Algérie de l'automne dernier. La guerre est heureusement entendue au sens le plus

large : tout à la fois « maintien de l'ordre » français en Algérie, « révolution » algérienne rudement prise en charge par le FLN, affrontement civil entre Algériens comme entre Français, puis assaut international qui inscrivit ce conflit dans le processus mondial des décolonisations. Glossaire, index et bibliographie confortent l'ambition d'offrir une sorte de vademecum factuel, très accessible, qui ne ferait pas l'économie des enjeux de mémoire.

Henri Marrou,  
le « cher professeur »

Nonobstant une présentation bien grise et une navrante absence d'imagination dans une maquette qui distingue si mal les documents des interviews et les

« papiers » bouclés en hâte des analyses rétrospectives plus balancées, Evens et Planchais ont tenu le pari. Leur travail est une excellente introduction au drame vu du côté français. Même si, comme toujours, les témoins bombent le torse (quelques notes ne pouvaient-elles pas signaler insuffisances et erreurs ?) : on appréciera, notamment, les déclarations de M. Wybot lavant sa DST de tout usage de la torture. Même s'il n'eût pas été inutile aussi de faire sentir que les meilleurs ont pu faiblir : passer l'excellente chronique de Michel Winock publiée dans le Monde en 1986 à propos de la nuit d'horreur du 17 octobre 1961 où l'on « ratonna » massivement à Paris les manifestants algériens, évite à bon compte de rouvrir le même Monde du soir suivant le massa-

cre et d'y faire lire des indignations plus mêlées...

C'est dans le Monde — toujours lui, car il fut bien, décidément, comme disait Jacques Soustelle, un des « quatre grands de la propagande anti-française », avec France-Observateur, l'Express et Témoignage chrétien — que fut publiée le 5 avril 1956 « France, ma patrie », la « libre opinion » d'un « cher professeur » en Sorbonne, Henri Marrou, qui fut un texte éponyme de la bataille des intellectuels. Elle dénonçait les camps de concentration, la torture et la répression collective en Algérie, douze ans après Dachau et Oradour : elle figure naturellement en bonne place dans ce recueil, avec d'autres documents qui soulignent la part prise par les professionnels de l'intelligence dans la mobilisation des esprits et l'apostrophe lancée à une opinion métropolitaine précocement résignée à tirer un trait sur l'Algérie.

Deux d'entre eux, l'historien « dreyfusard » tout empli de Jaurès et le philosophe trotskisant promis au « post-moderne », ont su prendre le risque de livrer délibérément leurs textes datés, sans en rougir et sans jouer aux anciens combattants : Pierre Vidal-Naquet, qui médite le mot de Pascal sur « l'étrange et longue guerre » de la déconstruction du mensonge ; Jean-François Lyotard, qui ouvre « le courrier d'un amant » et « confesse sa jalousie pour tout ce qui trompe et va tromper l'aimée », cette Algérie en révolution qu'il entrevit, jeune professeur, à Constantine.

« Vidal » avoue qu'il « naviguait à vue », lui qui fut un homme-clé du Comité Audin et de « Vérité-Liberté », qui harcela des juges et des pouvoirs imbus de si bonnes raisons d'État qu'ils en oublièrent le Droit. Il n'a pas d'illusions sur la fragile avant-garde intellectuelle qui s'ébranla contre la pratique de la torture (il fut, au reste, un des très rares à protester en 1962 contre celle qui marqua des membres de l'OAS arrêtés).

Jean-Pierre Rioux  
Lire la suite page 32

## LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

## L'homme qui écrit

Mario Vargas Llosa avoue volontiers : « J'écris parce que c'est une façon de lutter contre le malheur. » Un roman, un recueil d'essais, un autre d'entretiens pour mieux cerner celui qui ambitionne aussi d'être élu président du Pérou. Page 26

## BIOGRAPHIE

## Grasset l'explosif

Bernard Grasset, croqué par Jean Bothorel : le récit d'une folie personnelle et d'un tournant dans l'histoire de l'édition.



Page 33

## LE DEBAT

## Enjeux de mémoire

Les Français ont le goût des commémorations. Mais l'exaltation du souvenir ne s'accommode pas toujours de la réflexion sur l'Histoire. Pages 30 et 31.

## Pauvre Leonardo...

Leonardo Sciascia, rapporte La Repubblica, premier quotidien d'Italie, avait une angosse quasi pirandellienne : être enterré vivant. C'est pourquoi il avait demandé qu'après sa mort déclarée on laissât son corps reposer « le plus longtemps possible » dans sa maison de Sicile. Il eut droit à quarante-huit heures de sursis.

Il souhaitait être mis en terre simplement, dans la campagne qu'il aimait tant. Il attendra au cimetière communal, le temps d'obtenir les autorisations administratives nécessaires... Il ne voulait ni chambre ardente ni nécrologie. Sa sœur bien-aimée a glissé entre ses doigts morts un crucifix et, depuis son dernier soupir, les médias transalpins, radios, télé, gazettes, l'ensevelissent sous un déluge de compliments et de regrets éternels.

Mort d'un « esprit libre », d'un « écrivain hérétique », d'un « polémiste », d'un « anticonformiste », de la « conscience des Italiens », etc. Partout des titres à la « une », des émissions spéciales, des suppléments exceptionnels sur l'homme et son œuvre. Mieux vaut tard que jamais. L'Italie a longtemps considéré le défunt homme comme un brillant mais simple,

si l'on peut dire, chroniqueur. Le voici maintenant au panthéon des plus grands, « en compagnie de Pirandello, Lampedusa, Pasolini et Calvino ».

Même le Secolo, l'organe du MSI, néofasciste, pleure « un homme libre, un écrivain honnête » et l'Avvenire, quotidien catholique de la curie milanaise, y est allé d'un papier louangeur sur Sciascia « narrateur et moraliste ». On ne respecte plus rien.

Pauvre Leonardo, qui, pour être « sensible à la fascination exercée par la religion révélée », n'en considérait pas moins que « nombre des maux qui affligent l'Italie viennent des prêtres ». Pauvre Leonardo, qui jugeait que la politique était « une activité médiocre réservée aux médiocres ». Le voilà aujourd'hui sans défense, encerclé par ceux-là mêmes qu'il combattait de toute la puissance de sa plume.

« Il était l'un des hommes les plus libres que j'aie jamais rencontrés », commente l'actuel premier ministre, Giulio Andreotti, chef du gouvernement italien en 1978 déjà, quand Aldo Moro, libéré par les siens, à commencer par lui, fut assassiné par les Brigades rouges. Sciascia, dans un

ouvrage célèbre, l'attaque durement et ne le regretta jamais. Miracle de la mort, Giulio Andreotti ne lui en veut plus : « Il avait comparé notre Parlement à un purgatoire, disait-il, lundi dernier, je lui souhaite maintenant le paradis des personnes intelligentes et courageuses. » Amen.

Dans ce concert d'éloges posthumes, la voix des vrais amis du disparu, ou de ses frères de plume, eut parfois du mal à se faire entendre. Alberto Moravia, « le grand vieil homme » de la littérature italienne, y parvint cependant à la première page du Corriere della sera, ce journal de Milan dans lequel Sciascia lui-même ne détestait pas, parfois, exprimer son légendaire pessimisme raisonneur. « Un illuministe ? Oui, mais à rebours », écrit l'auteur du Mépris. Ses modèles, Diderot, Voltaire, « parlaient du mystère pour parvenir à la vérité et à la rationalité. Leonardo faisait l'inverse et de la vérité il allait au mystère (...). Pour les Siciliens, beaucoup de choses de ce monde sont mystérieuses, pour Sciascia, tout l'était ».

Vincenzo Consolo, auteur et ami de Sciascia, n'est pas tout à fait d'accord avec Moravia sur ce point. Mais peu importe. « Main-

tenant qu'il est mort, se lamenta-t-il, nous autres écrivains siciliens ne pouvons plus prendre de vacances. Nous voici chargés de beaucoup plus de responsabilités. » On peut en effet tout dire, tout écrire, sur la disparition du Sicilien métaphorique : qu'il était « un géant » (Ignazio Buttitta, poète sicilien, ami du défunt), « un des plus grands écrivains de notre temps » (Domenico Porzio, directeur de la Mondadori, éditeur de Sciascia pendant des années) ou « un « maestro » de vertu morale et civique » (Bettino Craxi, chef du Parti socialiste italien).

En définitive, pour l'Italien de la rue, pour tous ceux, les opprimés et les sans-grade qui ne le lisaient pas mais l'entendaient tout de même, c'est Francesco Rosi, metteur en scène, entre autres, de Cadavres exquis, qui a raison quand il dit que, « désormais, il manquera à ce pays une référence capitale dans la lutte contre la Mafia, les injustices et la corruption du pouvoir politique ».

PATRICE CLAUDE

► Lire aussi, en page 27, l'hommage d'Hector Bianciotti : « La Sicile, le sentiment et le ressentiment ».

## JULIEN GREEN



Contre les mots d'ordre, les partis et les tyrannies, pour l'individu.

Editions du Seuil

هذا من الاجل

## DERNIÈRES LIVRAISONS

### CRITIQUE LITTÉRAIRE

**PIERRE PÉJU** : *L'Archipel des contes*. — « Loin de me livrer à une chasse aux symboles, j'invite à considérer les contes, et leurs versions orales ou littéraires, comme des récits très purs, susceptibles de préserver dans la simplicité apparente de leur forme des énigmes définitives », écrit Pierre Péju, définissant ainsi l'originalité de sa démarche. (Aubier, 202 p., 90 F.)

### HISTOIRE

**MARC BARATIN** : *La Naissance de la syntaxe à Rome*. — Pour l'auteur, les théories linguistiques de l'Antiquité ne doivent pas être considérées comme de simples ébauches des théories modernes, mais comme des disciplines aussi achevées, ou inachevées, que celles-ci. (Minuit, 539 p., 195 F.)

**JEAN ASSMANN** : *Maât, l'Égypte pharaonique et l'idée de justice sociale*. — Conférences, essais et leçons du Collège de France. Cinq exposés d'un professeur à l'université de Heidelberg sur la notion de Maât, considéré comme le concept central de la réflexion égyptienne. (Julliard, 167 p., 90 F.)

### HUMOUR

**CLAUDE TURIER** : *L'Humour de l'Almanach Vermot, 1888-1980*. — Dessinateur, rédacteur en chef de cette vénérable et bien française institution qu'est l'Almanach Vermot, Claude Turier propose ici un choix thématique des maximes, aphorismes, calembours et jeux de mots tirés de l'Almanach. Deux exemples : « Épitaphe d'un poète naturaliste : Autrefois les vers m'ont nourri, je les nourris aujourd'hui » ; « Bien faible, votre thé... — Pouvait-il n'être pas vice ? » (Ed. La Cherche-Midi, 188 p., 69 F.)

### PHILOSOPHIE

**MAURICE MOURIER** (sous la direction de) : *Comment vivre avec l'image*. — Ouvrage collectif réunissant des spécialistes de diverses disciplines qui tentent de comprendre comment nous affecte l'image sous toutes ses formes et quel est son rôle dans la société moderne. (PUF, Nouvelle Encyclopédie Diderot, 349 p., 198 F.) Dans la même collection, vient de paraître : *la Folie raisonnée*, sous la direction de Michelle Cadoret (496 p., 295 F.)

### PSYCHANALYSE

**GERARD POMMIER** : *la Névrose infantile de la psychanalyse*. — Une nouvelle pièce au débat sur la problématique statut scientifique de la psychanalyse et quelques propositions de traitement pour la sortir des malaises infantiles qui l'affectent. (Point Hors Ligne, 280 p., 105 F.) Chez le même éditeur, le Père et sa fonction en psychanalyse, de Joël Dor (152 p., 98 F.), auteur qui s'est lui aussi penché dans un récent ouvrage sur l'« a-scientificité » de la découverte freudienne.

**CLAUDE CACHARD** : *les Gardiens du silence*. — À partir de son expérience personnelle et professionnelle, Claudine Cachard poursuit la réflexion qu'elle avait commencée dans son précédent ouvrage, *l'Autre Histoire*, sur les enjeux radicaux de l'exercice de la psychanalyse : enjeux qui touchent au sexe, à la naissance, à la folie et à la mort. (Des Femmes, 266 p., 112 F.)

### RELIGIONS

**DOMINIQUE BOURG, CLAUDE COULOT ET ANTOINE LION** (sous la direction de) : *Variations johanniques*. — Douze auteurs venus d'horizons divers, pas seulement chrétiens (Julia Kristeva, Jean Grojman, Stanislas Breton, Claude-Louis Combert...) questionnent le quatrième Évangile, « porteur », selon A. Lion, « de fécondités nouvelles et de sens inépuisables ». (Cerf, 266 p., 120 F.)

**PIERRE LORY** : *Alchimie et mystique en terre d'islam*. — S'appuyant sur le corpus attribué au grand alchimiste Jâbir ibn Hayyân, Pierre Lory étudie le contenu et l'influence du chiisme sur l'ésotisme alchimique. (Verdier, 186 p., 98 F.) Signalons également la réédition, en un volume, des deux grands livres de W. Montgomery Watt sur Mahomet, traduit de l'anglais par F. Douvillé, S.-M. Guillemain et F. Vaudou. (Payot, 628 p., 190 F.)

**CLAUDETTE MARQUET** : *le Protestantisme*. — Porte-parole de la Fédération protestante de France et collaboratrice de l'hebdomadaire *Réforme*, où elle tient avec beaucoup d'humour la chronique de télévision, la pasteur Claudette Marquet expose avec clarté l'histoire, la doctrine et les valeurs de la Réforme. (Jacques Grancher, 132 p., 59 F.) Dans la même collection, vient de paraître : *le Compagnonnage*, de François Icher.

### SOCIOLOGIE

**CLAUDE GRIGNON ET JEAN-CLAUDE PASSERON** : *le Savant et le Populaire*. — Dialogue entre deux sociologues sur la difficulté d'appréhender la culture populaire, qui appelle un double regard, selon que l'on met l'accent sur son autonomie (approche « populiste ») ou sur les rapports de domination dans lesquels elle est insérée (approche « misérabiliste »). (Hautes Etudes/Gallimard/Le Seuil, 264 p., 150 F.)

## HISTOIRE DE LA PRESSE DES JEUNES ET DES JOURNAUX D'ENFANTS

Alain Fourment

Prix : 150 F

Ed. ÉOLE

480 pages dont 80 illustrations

Dist. DISTIQUE



**L'HOMME QUI PARLE** de Mario Vargas Llosa. Traduit de l'espagnol par Albert Bensoussan. Gallimard, 250 p., 85 F.

**CONTRE VENTS ET MARÉES** de Mario Vargas Llosa. Traduit de l'espagnol par Albert Bensoussan. Gallimard, 380 p., 98 F.

**SUR LA VIE ET LA POLITIQUE** de Mario Vargas Llosa. Entretiens avec Ricardo A. Sesti. Traduit du portugais par Jean Demeys. Belfond, 196 p., 120 F.

**B**IEN qu'il s'en défende assez habilement, Mario Vargas Llosa a doté le narrateur de son dernier roman de tant de ses propres traits qu'on a peine à croire qu'il ait vraiment voulu donner le change. Ce Péruvien en vacances à Florence, qui relit Machiavel, Dante, du Caffè Strozzi au Caffè Rivoire, tout heureux de son incognito, c'est bien lui. Il n'en doute pas longtemps, d'ailleurs, dès qu'il tombe sur une exposition de photographies prises en Amazonie par un Italien, mort depuis des fièvres contractées là-bas, des photos qui le fascinent parce qu'il reconnaît ce paysage familier de vastes fleuves, de grands arbres, de cases sur pilotis, ces hommes aux visages peints, les Machiguengas. L'une d'elles, surtout, qui montre au milieu d'un groupe d'indigènes assis, attentifs, un homme debout, qui parle en gesticulant.

Vargas Llosa est allé plusieurs fois dans la partie amazonienne du Pérou, il connaît cette forêt vierge (et martyre), qui sert de cadre à plusieurs de ses romans, *la Maison verte*, notamment, et *Pantaleón et les visiteurs*. Il a certainement tout lu, tout écouté, tout observé concernant les Machiguengas, qui vivent à l'est de Cuzco. On ne sait en revanche s'il a eu pour ami, à l'université San Marcos, ce Saül Zuratas, qui, le premier, lui parla des divinités de la forêt. Saül, que tout le monde appelle Mascari, est plus radical, en fait, et l'amène à renoncer à ses études d'ethnologie, malgré ses dons manifestes et l'appui de ses maîtres. Il considère, dit l'un d'eux, « qu'avec notre fable de la science, comme les missionnaires avec leur évangélisation, nous sommes le fer de lance des exterminateurs d'Indiens ». Sur le moment, le narrateur ne le comprend pas bien, mais se retient de le juger ; la position de Saül, pour être extrême, n'est pas sans arguments, même si l'on imagine mal — et là c'est aussi le point noir — comment on pourrait conserver les Indiens à l'abri de toute influence extérieure, les protéger contre le progrès et les prédateurs, dans une sorte de réserve naturelle, de musée de l'homme en plein air. Au nom de quoi ? Et à quel prix, quand des millions de Péruviens s'entassent dans la misère des bidonvilles liméniens sans que personne ne se soucie de leurs blessures culturelles. Puis un jour, Saül annonce son départ pour Israël et le narrateur perd sa trace, devient journaliste à la télévision.

**E**ST-CE à cause de sa judéité ou de ce névrosé fait et cause pour les Indiens ? Il a une prédilection particulière pour les Machiguengas, un peuple très menacé, éclaté, frappé de diaspora et contraint à un



Mario Vargas Llosa : un esthète dans l'arène

## L'homme qui écrit

exode de chaque instant, qui marche sans cesse pour empêcher le soleil de tomber. Il aime leurs légendes et leur langue, leur douceur, leur tristesse et leur extrême fragilité. A la moindre contrariété, les Machiguengas se suicident, s'allongent au bord du fleuve. Comme la plupart des tribus amazoniennes, l'irruption de l'homme blanc avec sa soif d'or, de caoutchouc, de pétrole et ses méthodes expéditives, les a décimés et traumatisés. Peut-on rester passif devant ce meurtre culturel ? Non, répond le narrateur écrivain, dont on sait qu'il est depuis longtemps engagé dans la vie politique de son pays, d'abord à gauche, aujourd'hui au centre droit et candidat à la prochaine élection présidentielle d'avril 1990.

La question que pose Saül est plus radicale, en fait, et l'amène à renoncer à ses études d'ethnologie, malgré ses dons manifestes et l'appui de ses maîtres. Il considère, dit l'un d'eux, « qu'avec notre fable de la science, comme les missionnaires avec leur évangélisation, nous sommes le fer de lance des exterminateurs d'Indiens ». Sur le moment, le narrateur ne le comprend pas bien, mais se retient de le juger ; la position de Saül, pour être extrême, n'est pas sans arguments, même si l'on imagine mal — et là c'est aussi le point noir — comment on pourrait conserver les Indiens à l'abri de toute influence extérieure, les protéger contre le progrès et les prédateurs, dans une sorte de réserve naturelle, de musée de l'homme en plein air. Au nom de quoi ? Et à quel prix, quand des millions de Péruviens s'entassent dans la misère des bidonvilles liméniens sans que personne ne se soucie de leurs blessures culturelles. Puis un jour, Saül annonce son départ pour Israël et le narrateur perd sa trace, devient journaliste à la télévision.

C'est pour la dernière émission d'une série intitulée « La tour de Babel » qu'il se

rend à nouveau en Amazonie où il retrouve un couple de linguistes de l'institut de Yarinacocha, qui connaissent assez bien les fameux Machiguengas. Cet institut, qui existe réellement, est très célèbre au Pérou, également très critiqué. A gauche, on y voit la main déguisée des Yankees et une tête de pont de l'espionnage néocolonialiste. D'autres, comme Saül, considèrent que la mission des linguistes (traduire la Bible dans toutes les langues de la forêt) est un crime contre l'esprit, les croyances, l'équilibre mental des Indiens, une façon « propre » de les normaliser ou de les exterminer. Sur ce point, Vargas Llosa ne tranche pas. On ne sait s'il donne raison à Saül ou aux linguistes dont, visiblement, certains lui paraissent sympathiques, comme les époux Schneil, qui s'expriment couramment en dialecte machiguenga et évoquent un personnage assez flou, « l'homme qui parle », une silhouette qui va obséder notre écrivain durablement.

**V**ARGAS LLOSA est pour le moins adroit dans sa façon de maintenir ouverte l'énigme de l'homme-qui-parle. Tout le monde en a eu vent, quelques-uns le mentionnent, personne apparemment ne sait où il est. Et pour cause : il n'est pas seul, ils sont plusieurs, anonymes, sans visage ni foyer. Ce ne sont que des voix, des paroles inextinguibles où se mêlent le passé et le présent (comme dans la syntaxe de ces idiomes où, au-delà de 1, 2, 3, 4, on dit « beaucoup »), les derniers potins et les nouvelles des dieux, la mythologie et les recettes de cuisine, des parleurs de fond, capables de tenir leur auditoire médusé, extatique, des heures d'affilée, une nuit entière, avant de s'écarter ailleurs, dont la fonction, au-delà du colportage des informations, est de maintenir un lien de langage entre les membres épars de la communauté. Un rôle à peu près comparable à celui des trouvères ou des seanchaï irlandais. En trois chapitres déconcertants et

poétiques, intercalés dans le récit de son enquête sur l'homme-qui-parle, Vargas Llosa nous donne des tranches de ce discours inspiré et magique. C'est une technique qui convenait admirablement au contrepoint du feuilleton fou et des amours coupables de l'auteur dans *la Tante Julia et le scribouillard*. Ici, elle est plus discutable, on ne se repère pas facilement dans le panthéon des Machiguengas, on s'y ennuie à vrai dire, au début surtout, un peu moins à mesure que l'on devine la ficelle qui nous attend : ces bribes d'une parole forcenée, ces mots d'un homme-qui-parle sont prononcés par Saül. La conversion de Saül, qui n'est jamais parti pour Israël mais est devenu machiguenga, est évidemment ce qui bouleverse le narrateur jusque dans la canicule italienne où il disserte sur les mérites comparés des moustiques florentins et amazoniens.

L'homme-qui-parle, c'est bien sûr une métaphore possible de l'écrivain idéal, une version péruvienne de l'engagement sartrien. L'écrivain serait le dernier détenteur d'un trésor commun à tous ses compatriotes, il serait capable de renouer le fil entre eux, qui semble brisé, pour le moins. C'est un programme très optimiste et on ne peut que souhaiter à Vargas Llosa d'avoir autant d'électeurs que de lecteurs, et plus en tout cas qu'on ne compte de Machiguengas, s'il en reste encore.

**D**EUX autres ouvrages moins récents complètent et approfondissent le point de vue de Vargas Llosa de manière plus explicite. *Contre vents et marées* rassemble deux volumes d'essais parus en 1983 et 1986, des études littéraires consacrées à Camus et Sartre essentiellement, puisqu'ils furent les deux phares de l'auteur dans sa jeunesse — avec Flaubert, auquel il consacra *l'Orgie perpétuelle*, — mais aussi à Georges Bataille et José Lezama Lima, à Jean-François Revel et Raymond Aron. On y trouve les traces d'une vive polémique avec Günter Grass, où Vargas Llosa se défend d'être « satanisé comme réactionnaire » par des pseudo-intellectuels de gauche, lui qui reproche aussi bien à Gabriel García Márquez d'être un « courtisan propagandiste » de Castro qu'à Borges d'avoir accepté une décoration de Pinochet, alors que ce sont de grands écrivains par ailleurs (mais « un grand talent ne me semble pas une circonstance atténuante, mais aggravante dans ces cas-là »). Un recueil d'entretiens réalisés avec Ricardo A. Sesti en 1986, sur tous les sujets, privés ou publics, parfois un peu décousus ou légers — mais c'est le lot des entretiens le plus souvent — est complété d'une bibliographie analytique fort utile. On y appréciera de plus près la personnalité de celui qui prétend occuper bientôt à Lima, face au terrorisme de l'inflation et au Sentier lumineux rampant, un des postes à plus hauts risques de la planète, un homme à la fois charmeur, mondain et très courageux, un esthète qui descend dans l'arène, un écrivain ambitieux qui avoue : « J'écris parce que c'est une façon de lutter contre le malheur. »



LIVRES • IDÉES

# HOMMAGE

La mort de Leonardo Sciascia

## La Sicile, le sentiment et le ressentiment

par Hector Bianciotti

Comme tout homme, comme chacun de nous, Leonardo Sciascia, au fond, n'était jamais sorti du pays de son enfance, de cette Sicile inextinguible dont il disait que seule le métier d'écrivain et l'œuvre de Pirandello lui avaient permis avec le temps de se faire une idée, d'approcher le sens de cette « sicilianité » consistant — selon un mot de Lawrence qui lui aimait à répéter — dans le fait que, « pris un par un, les hommes ont quelque chose de l'insouciance hardie des Grecs » et que « c'est quand ils vivent ensemble, comme citoyens, qu'ils deviennent mesquins » — « mesquins » pouvant, selon Sciascia, être remplacé par « meurtriers ». La « sicilianité », la Sicile, d'une sensibilité « si profondément matérialiste, pulpeuse », mais où la vie est « tissée par le regard obsédant des autres, avec le jeu dramatique de l'être et du paraître, et l'égoïsme de l'identité... »

Cela dit, Sciascia, avoue volontiers que son rapport à la Sicile appartient plus à l'ordre du sentiment qu'à celui du sentiment, il tient à affirmer, et à bon droit, qu'il est né dans une terre qu'il vit comme une souffrance, sans l'aimer peut-être, mais au-delà de l'amour que tant de Siciliens prétendent lui porter. Car, depuis qu'il écrit, il n'a fait que parler du pouvoir, de l'Eglise, du fascisme et, d'une manière générale, de toutes les attitudes « mafieuses » de la classe politique italienne, la Sicile étant à cet égard un microcosme exceptionnel, un observatoire unique (voir l'article de Jean-Noël Schifano sur la mort de Leonardo Sciascia dans le Monde du 21 novembre).

C'est en 1969 qu'il quitta son village de Racalmuto — où il était instituteur depuis 1949, quand la démocratie chrétienne régnait sans partage sur la péninsule — pour s'installer à Palerme et se pencher, non plus sur des cahiers d'élève, mais sur de vieux textes historiques exhumés de la bibliothèque de la ville. Travail de bénédictin qu'il accomplissait dans l'espoir de découvrir quelque part, en remontant les siècles, cette erreur primordiale qui avait bien dû se produire à un moment donné de l'histoire de la Sicile, pour aboutir à ce désordre apparemment sans remède dans l'île, où gens d'Eglise et mafieux se partagent depuis des siècles un pouvoir inventé, diffus et, par conséquent, d'autant plus perfide.

### La misère et les sbires

De cette œuvre de patience, de cette quête minutieuse et passionnée, est sortie l'allucinant galerie de personnages que l'on trouve dans le *Conseil d'Egypte*, la *Mort de l'Inquisiteur*, *L'Évêque*, le *Vice-roi* et les *Pois chiches*, et, en particulier, dans les essais laconiques du *Clavier de la folie*. Et, de même, c'est dans des dictionnaires oubliés que Sciascia cueillit des aperçus en apparence anodins, mais riches, en fait, de signification, comme celui concernant l'étymologie du mot *mafia*, lequel, selon les uns, serait un néologisme importé en Sicile par les Piémontais à la suite de Garibaldi, et, selon les autres, un mot originaire de la Toscane où *mafia*, avec deux « f », signifie « misère » et *maferi*, « sbires », un petit ouvrage du dix-neuvième siècle prétendant que ces deux termes désignent le type même que l'on appelle, en Sicile, le mafieux : « La misère exploitée par des sbires : peut-on mieux résumer trois siècles de « sicilianité » ? »

Aussi, l'œuvre de Sciascia, qui découle de ce que Vittorini, cet autre grand Sicilien, appelait l'« engagement naturel », agissant sur l'écrivain en dehors de sa volonté et le rendant porteur spontané d'une expérience collective, colle tellement à la réalité que l'on a pris l'habitude, surtout à partir de la publication, en 1970, de son roman *Le Contexte* — *Cadavres exquies*, au cinéaste — de *Todo modo*, de la *Disparition de Majorana* et de

*L'Affaire Moro*, de s'arrêter au contenu de ses livres, tout en passant sous silence la science extrême que l'écrivain possède de la composition, l'habileté inquiétante pour faire bouger les pièces sur l'échiquier et tirer de l'érudition — qui est l'art de la mémoire, lorsqu'elle joue de concert avec l'imagination — l'art même de ses fictions.

### Toujours contre le prince

Il n'a toutefois jamais refusé de passer pour un écrivain engagé, tout en soulignant qu'il l'est, mais avec lui-même et avait d'autres lui-même ; et que, pour lui, les deux plus grands écrivains engagés restent Cide et Bernanos, en ce que le premier, qui se sentait communiste, écrivait la vérité sur l'Union soviétique, et le deuxième, qui était catholique, écrivait contre le monde catholique qui exaltait la croisade de Franco : « Que vivent les intellectuels engagés, à condition qu'ils s'engagent toujours contre le prince, contre les pouvoirs, contre les Eglises, fussent-elles les leurs. »

Un fait est certain, et c'est que depuis une bonne vingtaine d'années chaque nouvel ouvrage de Sciascia était un événement aussi bien littéraire que politique. Depuis, en réalité, la polémique provoquée par la publication du *Contexte*, qui dura de longs mois, des critiques d'extrême gauche allant jusqu'au dénigrement pur et simple, les communistes ne se départant de leur prudence contrainte qu'en raison de l'éloge inattendu de la *Literatura Gazzetta*. Il est vrai que Sciascia ne ména-

geait personne dans sa fiction, conte intellectuel en apparence, tout à l'image de son héros, inspecteur de police féroce de Voltaire et de Borges, mais où il décrivait les divers courants politiques de l'époque, de l'extrême droite à l'extrême gauche, s'acheminant vers un même terrorisme dans l'exercice du pouvoir. Et Sciascia, dans cet ouvrage comme dans bien d'autres ensuite, frappa si juste qu'il lui est arrivé de devancer le futur de son pays, et de ce fait, d'être considéré comme un astrologue, une sorte de Cassandre. Alors qu'il se voulait un pur rationaliste à l'intelligence attentive, habile à se servir de ses capacités de logicien et, à la fois, des rêveries du romancier.

Sherlock Holmes, Auguste Dupin ? Ceux-ci lui semblaient trop techniques, trop rigoureux ; il préférait qu'on le compare à Maigret, puisque ce qui l'intéressait n'était pas le coupable, mais l'exploration d'une situation, d'un contexte. Et puis, comme disait Simenon, Maigret est quelqu'un qui « touche toujours un peu sur l'avenir ».

Cependant, en 1976, il accepta de siéger au conseil municipal de Palerme sur une liste communiste. Ce qu'il expliquait en avouant qu'il avait toujours ressenti comme un péché le privilège de jouir de cette merveilleuse récréation, de ce grand plaisir, de cette absolue liberté que signifie l'exercice de la littérature ; et que ce sentiment, surtout face à la réalité sicilienne, va même jusqu'à ressembler à de la honte, à du remords. De sorte que, lorsqu'il fut invité par le Parti communiste à se présenter aux élections municipales, à Palerme, cela lui parut une façon

de faire quelque chose en marge de ce privilège d'écrire, en essayant de contribuer à mettre fin, dans cette ville, au pouvoir douteux d'une démocratie chrétienne qui durait depuis près de trente ans.

Mais, vite, il allait déchanter, en comprenant que le parti n'était pas disposé à jouer le rôle d'opposition qui lui revenait, un notable ayant déclaré d'entrée de jeu, dès la première réunion, que l'on ne ferait pas le procès du passé ; et comme, par surcroît, on ne voulait pas faire le procès du présent, sa présence en ce lieu sembla à Sciascia purement décorative : « On ne pouvait pas engager le combat à Palerme et poursuivre le compromis à Rome (...). Mon approche et mon éloignement de la politique ne peuvent donc être pris en termes d'engagement et de désengagement ; je me sens toujours engagé et toujours désengagé. »

Mais c'est bien à la suite de cette malheureuse aventure que le miroir de l'opinion lui présente une image de lui-même amputée, où ses véritables lecteurs ne sauraient reconnaître l'écrivain qui se découvrait tel en lisant Diderot, Courier, Voltaire, possédant en outre l'adresse d'un Edgar Poe, d'un Chesterton pour tenir en haleine le lecteur, sautant par-dessus les idées intermédiaires sans pour autant amenuiser la densité du récit.

### Une irrésistible drôlerie

Or il suffit de lire son *Théâtre de la mémoire*, ou son roman *1912 + 1*, où l'enquêteur, s'il ne néglige pas de démailler la trame tissée de préjugés, de mesquineries, de fausses motivations de la société italienne à l'heure du fascisme, analyse avec une irrésistible drôlerie — à partir d'une pièce de Pirandello inspirée d'un fait divers et des pages de Montaigne sur Martin Guerre — le processus et le système de ruses de l'esprit, son jeu constant de substitutions, tantôt de hasard, tantôt réglées à l'avance, pour faire plier la vérité à ses caprices, à ses soudains desirs.

Faisant toujours cavalier seul, bien que les apparences ou l'habitude continuent de lui donner l'air d'être enrégimenté, Sciascia s'est adonné dans ses derniers ouvrages, et en toute bonne conscience, à cette activité paradoxalement grave qui est le jeu — le jeu, d'où presque tout est sorti : la géométrie, les mathématiques, la poésie, la musique, et tous les discours de toutes les méthodes.

Ainsi poursuivait-il avec allégresse et sans relâche sa mise en doute obstinée de la version officielle des faits, dévoilant les préjugés, les mesquineries, les fausses raisons par lesquelles on justifie, individuellement ou collectivement, un comportement ; démontrant comment la brumeuse machinerie que l'on appelle psychologie des profondeurs n'est qu'une troublante stratégie, un tas de petits intérêts malhonnêtes, de petits mensonges engendrés par le besoin de ressembler à celui qu'un jour, jadis, nous nous sommes promis d'être.

« Oui, je suis sceptique, nous dit-il un jour. Je crois que les seules choses qui soient sûres en ce monde, ce sont les coïncidences. J'ai appris cela chez Borges et chez Alberto Savinio. Ces deux écrivains de génie m'ont appris à douter de tout. Même de l'improbable. Même de la vérité. »

Et c'est ainsi que, dans un siècle qui, se croyant libéré des dieux, de la magie, des superstitions, allait propager au nom de l'homme — et avec quelle persévérance ! — des utopies détestables, Sciascia continuait de répéter haut et clair la leçon de toute littérature véritable. C'est-à-dire que le seul moyen d'approcher la vérité, c'est d'accueillir le doute et de le porter en soi comme une lumière qui, certes, n'éclaire pas les chemins de l'Histoire, mais le cœur — et, en tout cas, le chemin à ne pas prendre.

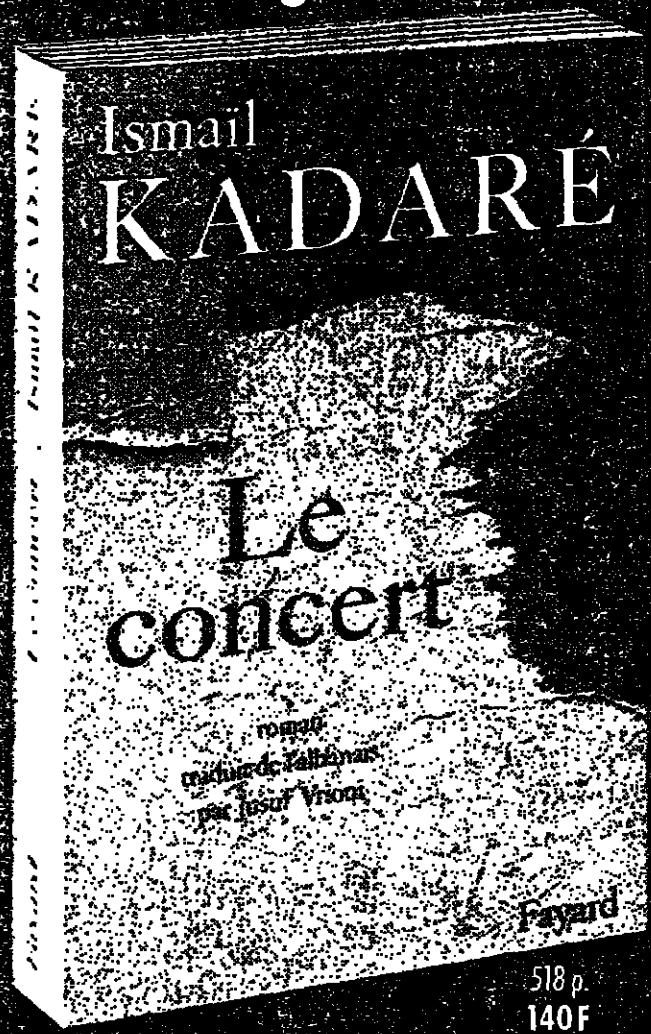
### Bibliographie

- *Le Jour de la chouette*, traduit par Juliette Bertrand, Flammarion, 1962.
- *Le Conseil d'Egypte*, traduit par Jacques de Pressac, Les Lettres nouvelles/Denoël, 1966.
- *Les Oncles de Sicile*, traduit par Mario Fusco, Les Lettres nouvelles/Denoël, 1967.
- *A chacun son dû*, traduit par Jacques de Pressac, Les Lettres nouvelles/Denoël, 1967.
- *Les Paroisses de Ragapetra*, suivi de *Mort de l'Inquisiteur*, traduit par Mario Fusco, Les Lettres nouvelles/Denoël, 1970.
- *L'Évêque, le Vice-roi et les Pois chiches*, traduit par Jacques de Pressac, Les Lettres nouvelles/Denoël, 1972.
- *Le Contexte*, traduit par Jacques de Pressac, Les Lettres nouvelles/Denoël, 1972.
- *Accès relatifs à la mort de Raymond Roussel*, traduit par Giovanni Juppato et Gérard J. Sahy, L'Hème, 1972.
- *Le Clavier de la folie*, traduit par Jacques de Pressac, Les Lettres nouvelles/Denoël, 1975.
- *Todo Modo*, traduit par René Dailly, Les Lettres nouvelles/Denoël, 1976.
- *La Mer couleur de vin*, traduit par Jacques de Pressac, Les Lettres nouvelles/Denoël, 1977.
- *Les Polignards*, suivi de *la Disparition de Majorana*, traduit par Jean-Noël Schifano, Les Lettres nouvelles/Maurice Nadeau, 1977.
- *Les Siciliens*, de Dominique Fernandez et Leonardo Sciascia, traduit de l'italien par Maurice Darmon, Nadeau, 1977.
- *Candido ou un rêve fait en Sicile*, traduit par Nino Frank, Les Lettres nouvelles/Maurice Nadeau, 1978.
- *L'Affaire Moro*, traduit par Jean-Noël Schifano, Grasset, 1978.
- *La Sicile comme métaphore*, interview et traduction de Marcelle Padovani, Stock, 1979.
- *Pirandello et la Sicile*, traduit par Jean-Noël Schifano, Grasset, 1980.
- *Du côté des infidèles*, traduit par Jean-Noël Schifano, Grasset, 1980.
- *Fables de la dictature*, suivi de *la Sicile, son cœur*, traduit par Jean-Noël Schifano, Pandora, 1980.
- *Noir sur noir*, traduit par Nino Frank et Corinne Lucas, Papyrus/Maurice Nadeau, 1981.
- *Le Théâtre de la mémoire*, traduit par Mario Fusco, Maurice Nadeau/Boréal Express, 1984.
- *Mots croisés*, traduit par Michel Orcel, Mario Fusco et Jean-Noël Schifano, Fayard, 1985.
- *Stendhal et la Sicile*, suivi de G.T. di Lampedusa, *Leçons sur Stendhal*, traduit par Maurice Darmon, Maurice Nadeau, 1985.
- *Cel de chèvre*, traduit par Maurice Darmon, Fayard, 1986.
- *Petites Chroniques*, traduit par Jean-Noël Schifano et Bertrand Vissac, Fayard, 1986.
- *Monsieur le Député*, suivi de *les Mafieux*, traduit par Maurice Darmon, Fayard, 1987.
- *La Sorcière et le Capitaine*, traduit par Jean Marie Lacleve, Fayard, 1987.
- *Pirandello de A à Z*, traduit de l'italien par Maurice Darmon, Nadeau, 1988.
- *1912 + 1*, traduit par Claude Ambroise, Fayard, 1989.
- *Le Chevalier et la Mort*, traduit de l'italien par Michel Orcel et Mario Fusco, Fayard, 1989.
- *Portes ouvertes*, traduit de l'italien par Claude Ambroise, Fayard, 1989.

# KADARÉ



Une montagne de talent...



...Une dimension universelle. Une résonance bouleversante, à l'image de ses personnages balayés par l'Histoire.

Bernard Genies, *Le Nouvel Observateur*

C'est dans la forme que l'habileté et le grand talent du romancier se donnent libre cours, multipliant les approches et les genres pour raconter une histoire de notre temps avec les moyens de la tragédie antique, de la métaphysique, du roman de mœurs, du drame shakespearien... Une fois de plus, Kadaré, ce superbe narrateur, sait émerveiller par sa veine comique dans ce gros roman bourgeois antibourgeois.

Nicole Zand, *Le Monde*

Qu'une vision si profonde de l'univers côtoie une telle humanité n'est pas l'un des moindres miracles du génie de ce « nobélisable des Balkans ». La construction romanesque est d'une virtuosité totale... Une œuvre magistrale.

Anne Pons, *L'Express*

Rien ne résiste à la plume enfiévrée de Kadaré, qui balaye l'Histoire d'un grand éclat de rire shakespearien.

André Clavel, *L'Événement du Jeudi*

FAYARD

سكندرية من الامم





LIVRES • BÉES  
ARTS

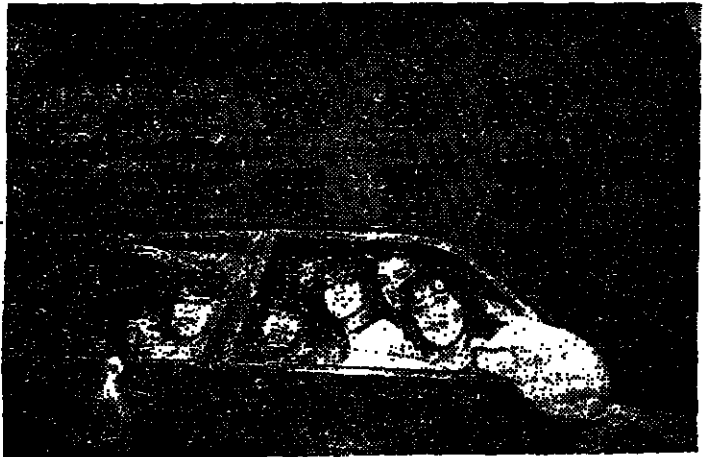
# Visages sans frontières

Malgré sa diversité, son absence d'identité, l'édition photographique reflète par bribes le portrait contrasté de l'Europe aujourd'hui.

**FOTOSYNTEZA**  
1975-1988,  
de Krzysztof Pruszkowski,  
Musée de l'Elysée, Lausanne,  
et Fundacao Calouste  
Gulbenkian,  
Centro de Arte Moderna,  
Lisboa.  
**THE LINES OF MY HAND**,  
de Robert Frank,  
Musée de l'Elysée et  
Parkett/Der Alltag Publishers.  
**LES PETITES  
ILES ITALIENNES**,  
de Bernard Plossu,  
Institut français de Naples.  
**MISSION  
PHOTOGRAPHIQUE  
TRANS-MANCHE**,  
Cahiers 2 à 5,  
éd. de la Différence  
et Centre régional  
de la photographie  
Nord-Pas-de-Calais, 98 F.  
**PLANÈTE FRANCE**,  
de Luc Choquer,  
texte de Didier Doenickx,  
éd. Contrejour, 49 p., 295 F.  
**LES PORTUGAIS**,  
textes de Miguel Torga,  
éd. Bertramm,  
4, rue de la Four, 53000 Laval,  
239 p., 338 F.  
**VAGUE A L'ÂME**,  
de Chris Killip,  
essai de John Berger  
et Sylvia Grant,  
éd. Nathan Image, 96 p., 198 F.



Photographie de Chris Killip



Photographie de Luc Choquer

Quiconque voudrait publier un album de photographies aurait aujourd'hui bien du mal à se trouver un éditeur. Pas de grandes collections, peu de monographies. Tout se passe de façon empirique, sans logique apparente ni réelle cohérence, comme si les livres étaient le produit de simples coups de cœur ou d'obscures stratégies commerciales.

Certains petits éditeurs (Hazan, Herscher, Sens) ont fortement ralenti leur production. D'autres comme le Chêne se distinguent par l'insipidité de leur création. Les grandes maisons (Flammarion, Denoël) ne publient la photo qu'épisodiquement. Contrejour, seul éditeur spécialisé, cherche visiblement un second souffle. Nées voici un an, les éditions Admira (« Visions du sport ») sont déjà en difficulté. Seuls espoirs : le dynamisme des éditions Marval, animées par Yves Marchand, et l'annonce de la venue sur le marché français du grand éditeur anglais Thames and Hudson.

Face à ces carences, le relais est pris par les institutions. Paris Audiovisuel, le CNP, la Mission du patrimoine photographique, développent avec succès ce secteur d'activité. C'est aussi le cas

en province et à l'étranger où les catalogues d'exposition tendent à remplacer avantageusement le livre. Ainsi, du Musée de l'Elysée de Lausanne, qui édite la monographie du Polonais Pruszkowski, dont les « photosynthèses » superposent, selon un procédé mis au point vers 1880 par l'Anglais Francis Galton, le visage de plusieurs individus constituant un même groupe en un portrait-robot saisissant.

Monstrueux kaléidoscope d'identités, cette réflexion sur l'apparence et la typologie, télescopant Marcy et Duchamp, n'est

pas si éloignée de l'anti-esthétisme de Robert Frank, dont l'Elysée coédite une version remaniée du mytique *The Lines of my Hand*. A cette compilation brouillonne et opportuniste, on pouvait préférer la réédition pure et simple du volume initial.

Autre exemple de collaboration avec une institution, *Les Petites Iles italiennes*, de Bernard Plossu, réalisé pour l'Institut français de Naples. Vision intimiste et chaleureuse d'une baie mondialement célèbre, cet opuscule, au format d'un bréviaire, semble guérir de ses tics le grand prix national de la photo 1988. En compagnie de Michel Butor, celui-ci ouvrirait la série des « Cahiers de la Mission photographique trans-Manche », copubliée par les éditions de la Différence et le très actif Centre régional de la photographie Nord-Pas-de-Calais qu'anime Pierre Devin.

Si les travaux de Michel Kempf et John Davies, traitant de l'autoroute A 26, répondent au point de vue informatif que l'on attendait d'eux, le compte rendu en couleur du Flandrien Philippe Lesage et de Jean-Louis Garnell séduisent par leur maîtrise et leur maturité. Quant à l'Anglais Martin Parr, son *One Day Trip*, qui met en cause ses compatriotes, est aussi cinglant que sa vision de la plage de Brighton. Voilà enfin une com-

mande publique bien comprise. Fidèle à son objectif, cette collection de cahiers, plus aboutis à chaque livraison, est une véritable anthologie d'auteurs.

En comparaison, la *Planète France*, de Luc Choquer, n'est pas plus angélique. Ancien de l'agence Vu, ce bouillant et sympathique reporter a une démarche et un style. Constat sociologique hyperréaliste, cruel et provocant, du lac artificiel de Créteil aux Ritz Mitsouko, cet as du clinquant décortique les idées reçues et offre un spectacle excentrique et sans pitié, quasi fictionnel, de la faune de l'Hexagone.

C'est un ensemble d'auteurs, tels Le Querrec, Sabine Weiss ou Boubat, que réunit *Les Portugais*, premier tome de la collection « L'Europe, un visage », publiée par les éditions Bertramm, fixées à Laval. Réverie touristique, saisie ethnographique et pittoresque, humanisme sentimental ou passésisme affectif tissent un panorama composite de ce pays qui est l'un des plus démunis d'Europe. Réalisés en fin de volume, dans l'irréparable table des illustrations, les photographes pâtissent du texte pesant de Miguel Torga.

## Honte et épouvante

Malgré un éclectisme débridé, Nathan Image, sous la férule d'Hervé de La Martinière, est le seul grand éditeur à mener avec prise de cinquante titres par an, une action continue en faveur de la photographie. Le pire (Jouelle) côtoie le meilleur (René-Jacques, Voineque, Erwit). Mais aussi l'Anglais Chris Killip. Né en 1946 dans l'Ile de Man, ce photo-reporter, à l'univers voisin de celui de Koudelka, vient de recevoir le premier HCB Award (250 000 F), créé par American Express.

Durant quinze ans, Killip a photographié le nord-est de l'Angleterre comme le firent avant lui Bill Brandt, Bruce Davidson ou Mac Cullin. Fouillant au cœur le déclin de cette région, il en rapporte des images de désespoir et de terreur. Contrée hostile, rase et dévastée, le charnier du bord de mer est un enfer pour les chômeurs, hooligans, teenagers, bohèmes et marginaux désespérés. Entre présent et passé, c'est un territoire symbolique que sonde Killip, à la fois *no man's land* lunaire mais aussi lieu de résistance et de reconquête d'où l'homme renait. Répandus dans les ténèbres de l'indifférence, les obliques de la croissance rejoignent malgré eux les héros mythiques de Dickens et de Kubrick. Choisis parmi cinq mille clichés, les cinquante documents de *Vague à l'âme*, en verta de leur impact social, économique et politique, suscitent la honte et l'épouvante.

Patrick Rogiers

## CALDERON Le Prince Constant

Le Prince Constant est considéré comme l'un des plus grands chefs-d'œuvre du théâtre espagnol du Siècle d'Or.

Traduit et présenté par Bernard Sese  
Collection Bilingue

Aubier

Matthieu de Boisseson



« Croyons en notre amitié stellaire, même si nous devons être, sur cette terre, des ennemis. »

F. NIETZSCHE, LE GAI SAVOIR

## LES SENTIERS IMAGINAIRES de Joël Cuénot

des livres insolites  
où se mêlent voyages réels et imaginaires

L'ISLANDE ET MES SENTIERS IMAGINAIRES  
nouvelle édition 365 F

SANTORIN  
ET LES OMBRES DE L'ATLANTIDE  
365 F

LE SABLE DES PHARAONS  
365 F

TUNISIE, MA MÉMOIRE D'ENFANT  
Grand prix littéraire du tourisme 1989  
395 F

En préparation (parution 1990)

RHODES ET LES CHEVALIERS DE SAINT-JEAN  
LA VILLE AUX DEUX SOLEILS (nouvelle édition)

EDITIONS JOËL CUÉNOT

Votre libraire peut téléphoner au (1) 45 34 50 53

**De Beyrouth à Paris,**  
Jacob est témoin et protagoniste d'une époque pleine de désordres, de cris et de désarrois. Il n'attendra la paix que dans les retrouvailles du sourire et du brouillard.

176 pages, 70 F.

**LITTÉRATURE**  
103, boulevard Saint-Michel, Paris 5<sup>e</sup>

Dans la gigantesque force subliminale :  
le livre contrepoint d'un message bien actuel  
de religion universelle

**Marcel GUILBAUD  
LE CLOWN FRANÇOIS  
ou  
RABELAIS ET LE SENS AGILE**

**I LA FÊTE FORAINE**  
Un livre de 288 pages. 150 F.  
(Port France 18 F.)

Cher l'auteur :  
24, rue du Moulin-Vent, 75014 Paris  
Tél. : (1) 45-40-90-38

## MICHEL SCHNEIDER

MICHEL  
SCHNEIDER  
LA TOMBÉE  
DU JOUR  
SCHUMANN



LA LIBRAIRIE  
DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE  
SEUIL

Un livre sur la musique  
qui inspire les musiciens !  
Anne Rey/Le Monde

Eblouissant d'intelligence  
et de sensibilité.  
Paul-Jean Franceschini  
L'Express

Collection La Librairie du XX<sup>e</sup> siècle  
dirigée par Maurice Olender - 75 F

Editions du Seuil

سكنا من الامم





# Penser Auschwitz, penser le génocide

**LA POLITIQUE NAZIE D'EXTERMINATION**  
de François Bédarida.  
Albin Michel, 335 p., 110 F.

« Devant l'ombre dont bientôt s'enveloppera l'Europe, d'où vient qu'à nous-même la mesure de l'événement échappe ? » Au défi prémonitoire lancé par le Nietzsche du *Gai Savoir*, quarante années de travail historique sur la politique nazie d'extermination ont répondu et ce livre collectif en porte témoignage. Il est le fruit d'un colloque international organisé en l'honneur de deux ans par l'Institut d'histoire du temps présent du CNRS, à l'initiative d'Hélène Ahrweiler, alors recteur-chancelier des universités de Paris. Il fait le point et il détaille « l'acquis massif et incontournable » de la recherche mondiale sur l'événement inouï et massif qui a troublé à jamais notre sérénité. Après le premier rassemblement en France de données éparpillées, diligent par Raymond Aron et François Furet à l'EHESS en 1982 (*Allemagne nazie et le Génocide juif*, Hautes Etudes/Gallimard/Le Seuil, 1985), après le livre exhaustif de Raul Hilberg sur le « comment » (*La Destruction des Juifs d'Europe*, Fayard, 1988), voici un nouvel ouvrage de base, probe, précis, lisible, clos à bel escient sur le mot qui nous taraude, celui de Jankélévitch : « Si nous cessons d'y penser, ils seraient anéantis définitivement. »

« Ils » ? Toutes les victimes du nazisme, broyées par un système qui mit l'Europe en feu, désignées et pourchassées au nom d'une idéologie, l'hitlérisme, qui n'ait assés la condition humaine et cultivait une vision si pathogène de la vie sociale qu'elle s'abîma, dit François Bédarida, dans « l'absolu du mal » et « l'infini de la mort » : « le génocide méthodique et industrialisé ».

La vingtaine d'historiens venus de sept pays et rassemblés dans le livre en font, d'abord et pour la première fois, la comptabilité précise et l'analyse la plus large sur les trois terribles cercles concentriques de l'extermination « au nom de la race » : celle, la plus massive, où le « prophète » Hitler joua, note Philippe Burrin, « un rôle direct et irremplaçable », des malades mentaux (cent mille environ), de l'intelligentsia polonaise, des commissaires soviétiques et surtout des Juifs (pour ces derniers, tous les intervenants disent la fiabilité des calculs de Raul Hilberg : cinq millions cent mille au total ont été tués, 15 % dans les ghettos, 25 % massacrés par les Einsatzgruppen, 60 % dans les camps d'extermination, essentiellement dans les chambres à gaz) ; celle aussi, où tourna à plein rendement l'automatisme de la machine de mort des SS fanatisés par Himmler, des Triganes (deux cent vingt à deux cent cinquante mille, soit un sur quatre), des malades et des infirmes dans les camps de concentration, des droits communs « associés » ; celle enfin où le mépris, la négligence et l'impéritie de la Wehrmacht sur le front de l'Est furent déterminants, de trois millions trois cent mille prisonniers de guerre soviétiques victimes de la faim, des épidémies, des mauvais traitements, de l'épuisement physique et des exécutions massives. Voilà pour la brutalité des chiffres attestés.

Contre Elie Wiesel Mais le livre va beaucoup plus loin en exposant rigoureusement quelle latitude est aujourd'hui donnée par la communauté scientifique internationale à l'interprétation de ces faits établis. Il détaille l'historiographie, il pèse les mots et raisonne les hypothèses. Car il y eut bien conquête patiente par les historiens de leur objet d'étude contre ceux qui, comme Elie Wiesel, croient qu'on ne peut penser Auschwitz « parce que l'Holocauste transcende l'histoire », contre Hannah Arendt s'interrogeant, dès 1950, sur la validité des méthodes des sciences sociales appliquées à l'univers concentrationnaire, contre un Karl Barth écrivant déjà, en 1939, qu'« expliquer le mal, c'est, au fond, le nier ». En France, et en Grande-Bretagne d'abord, au lendemain des procès de Nuremberg, puis aux Etats-Unis, en Israël et en RFA surtout, depuis vingt-cinq ans, leur travail acharné (15 000 références bibliographiques aux Etats-Unis pour les seules années 1985 et 1986, par exemple !) a débouché sur « une prise de conscience du caractère à part, à la fois irréductible et central, du génocide hitlérien ». « Ainsi celui-ci acquiert un statut nouveau. Il devient une clé essentielle pour comprendre le national-socialisme comme phénomène du XX<sup>e</sup> siècle et pour donner un sens à la seconde guerre mondiale. »

On a bien lu « génocide ». Car ce livre étale aussi le dossier de la désignation en exposant l'usage, tour à tour, de « génocide », forgé par Raphaël Lemkin dès 1944, de « catastrophe » dans les premières recherches anglo-saxonnes et israéliennes, de « shoah » plus récemment en France, d'« holocauste » aux Etats-Unis, de « solution finale » ou de « destruction » en Allemagne. Pour admettre que « génocide », mot le plus courant en France mais qui fut, hélas ! indument démultiplié, serait le mieux adapté pour rendre compte des trois conditions d'exception que

réunirent les crimes nazis : « Un programme calculé d'extermination systématique d'une ethnie ; la puissance technique d'organisation, de rationalisation et de contrôle de l'Etat bureaucratique moderne ; la capacité de secret et de camouflage dans l'exécution. » C'est au total une vision du national-socialisme singulièrement revisitée dont ce recueil fait foi.

On ne voit guère comment pourraient faire l'économie de sa fréquentation tous ceux qui ne veulent ni mêler ni abandonner analyse critique et fidélité.

J.-P. R.

P.S. — Trois initiatives sont à signaler. Celle des intellectuels Juifs qui tentent de renouer tous les fils pour « Penser Auschwitz » dans un numéro spécial de *Pardes* (9 octobre 1989, Le Cerf, 289 p., 150 F.), sous la direction de Samuel Trigano. Celle des enseignants et des élèves du collège d'Avon qui ont remarquablement enquêté sur leur ville pendant l'Occupation en retraçant l'histoire de l'enfant juif déporté qui y fut abrité au collège des Carmes et dont Louis Malle a fait un des héros d'*Au revoir les enfants* (Maryvonne Braunschweig et Bernard Gidel, *Les Déportés d'Avon*, La Découverte, 174 p., 98 F.). Celle des éditions Nathan qui diffusent actuellement auprès de trente-cinq mille enseignants une précieuse brochure de F. Bédarida sur le Nazisme et le Génocide. Histoire et en jeux (DPE, 69, rue Barrault, 75013 Paris).

« Les sociétés démocratiques sont naturellement liées par la tradition, la suite des générations », souligne l'historien François Furet, alors qu'il est « dans la nature des sociétés démocratiques d'oublier leur passé pour le recréer à chaque génération ».

Qui aurait pu percevoir la petite musique, même discordante, de ces questions, dans le bruit de fond envahissant, au-delà des manifestations propres à intéresser divers cercles de spécialistes, d'une mise en spectacle réglée sur les canons de la médiatisation mondiale ?

Réjouissants pour les uns, désolants pour les autres, cette situation n'était au fond que la rançon « à la française » d'une fin de siècle testée par une passion collective de l'Histoire qui n'a quitté la généralisation politique (sous la III<sup>e</sup> République) que pour se réinvestir en soit d'images et de récits biographiques ou livres de vulgarisation. « Les sociétés d'avant les sociétés démocratiques sont naturellement liées par la tradition, la suite des générations », souligne l'historien François Furet, alors qu'il est « dans la nature des sociétés démocratiques d'oublier leur passé pour le recréer à chaque génération ».

Cette « récréation » aux contours incertains oscille entre « mémoire et Histoire », pour reprendre une expression d'un autre historien, Pierre Nora, apparue en même temps qu'une monumentale histoire transnationale de France (2) jalonnée par le parcours critique de « lieux de mémoire », matériels ou non, en cours de convention ou de disparition.

Cet entre-deux problématique en recouvre un autre, plus vertigineux. La commémoration joue aussi entre présence et absence (3), entre mémoire et oubli. Référence obligée à un événement fondateur, ou quelconque, si l'on ose dire, à une monstruosité de référence (les politiques d'extermination du nazisme, par exemple), elle dissimule en même temps, avec des intensités diverses, les tarages contradictoires d'un souvenir trop à vif ou d'une amnésie progressive.

Commémorer-t-on Auschwitz ? Oui, au sens où des monuments, des cérémonies l'attestent en apportant à la question la réponse la plus positive qui soit. Mais sait-on seulement ce qu'on commémore dans un cas aussi extrême où les faits le disputent à l'indicible ? Non, soutient l'intellectuel Samuel Trigano, pour qui la compulsion commémorative vient en ce sens remplacer une compréhension à ce jour inédite qui oblige à l'opération complexe, multiforme et probablement, pour une part, insoutenable de « penser Auschwitz » plutôt que de commémorer.

Ainsi l'absolu, fût-ce dans l'horreur, ou plus fréquemment la complexité des réseaux d'événements célébrés, quelquefois la menace de leur dynamique perpétuée, contraignent commodément au refuge derrière le mur protecteur de la commémoration. Du moins est-il plus facile de décider de l'épaisseur de ce dernier et de le repêcher aux

couleurs successives des circonstances renouvelées.

Cet hybride bizarre : mémoire et oubli, présence et absence, réaisie pathétique ou spectaculaire, méditative ou rusée de ce qui fut, n'est plus tout à fait sans être complètement aboli, n'obéit pas qu'aux réminiscences des césures vitales (ou mortelles) des temps. Commémorations et célébrations ont de proche en proche envahi en partie l'univers culturel (événements littéraires, scientifiques, religieux). Sans aller jusqu'à les lire systématiquement comme des tentatives de combler la encore des vides actuels, ce qui arrive de temps à autre, on peut observer comment cette « commémorationnisme » généralisée, quand elle n'est pas l'occasion de réactualisations savantes opportunes ou rituelles (les colloques...), est inévitablement accaparée par des enjeux de pouvoir, politico-symboliques, et comment elle peut glisser dans la frivolité de sa stéréotypie accélérée.

## Le délai de décence pulvérisé

Sous l'apparence bonasse d'une anodine bureaucratie technique, la gestion électorale des célébrations nationales (voir encadré) a été le théâtre, en 1982 puis en 1986, de réelles manœuvres (plutôt petites que grandes) destinées à en assurer le contrôle tout autant que l'efficacité renouvelée : promotion d'une université de gauche, Madeleine Rebérioux, à la présidence de l'Association pour les célébrations nationales en 1982, élection assez rude de cette personnalité en 1986 au profit d'un égyptologue peu remuant, Jean Leclerc.

La frivolité consiste à assurer au plus vite, à tout prix, une « penthémémorisation » minimale des hommes ou des œuvres. Pulvérisé l'ancien délai de décence doublé d'une règle de l'art commémoratif qui oblige à compter par tranche d'un demi-siècle au minimum. Voici le vingtième anniversaire de la mort de Mauthausen, le quatre-vingtième anniversaire de celle de Jules Renard portés au pavois des célébrations nationales. Mieux, la délégation du même nom fut récemment surprise dans un flagrant délit d'oubli. Mais difficile de dire ce qui, de l'objet de l'oubli ou du rappel à l'ordre, était le plus baroque : il s'agissait du trentième anniversaire du ministère de la culture !

Michel Kajman

- (1) *Le Débat*, numéro 57, novembre-décembre 1989. Dossier consacré à « 89 : la commémoration ».
- (2) En cours de publication aux éditions Gallimard.
- (3) Thème évoqué par Mona Ozouf dans le numéro 57 du *Débat*.

► « Le Monde Livres-Idees » consacrera une double page, dans deux semaines, à un bilan du Bicentenaire.

## L'horreur partagée

**LE CRIME ET LA MÉMOIRE**  
d'Alfred Grosser.  
Flammarion, 268 p., 99 F.

« J'ai accédé très tôt à la conviction que la haine n'était pas la bonne réponse à la haine. » Alfred Grosser est tout entier dans ce mot, le petit Juif de Francfort devenu Français passionné, l'incroyant si proche des chrétiens, l'universitaire franc du collier, l'inlassable passeur de cultures entre les deux rives du Rhin, l'ironiste fou de morale, l'homme pressé qui fait son clin d'œil à la mort. Son livre, lancé à la diable comme une discussion d'amphitrupe rue Saint-Guillaume ou un « papier » de la Croix ou du Monde, irrite et passionne, car il se refuse à caresser dans le sens du poil.

Sa thèse ? C'est que nos mémoires boursoffées, véhémentes, vengeresses parfois, brassées dans le sillage des crimes de notre siècle, filles du malheur de tous les temps, sont pourtant vouées au partage. Car la mémoire authentique, celle qui s'identifie aux cris des martyrs, ne prend son sens qu'en une compréhension des souffrances que d'autres groupes ont subies. Le vrai souvenir, pour Grosser, n'est pas une déclamation stérile.

Cette morale du refus des exclusives vaut, selon lui, pour tous les crimes qu'il détaille avec force précisions historiques dans son livre, ceux des Allemands et des Français, des Soviétiques comme des Américains ; pour chaque traînée sanglante qui cadennasse les consciences et nourrit leurs cauchemars, de la Vendée à Ouvea, d'Algérie en Ukraine, d'Irlande en Argentine, du Cambodge à l'Arménie, de Katyn à Auschwitz.

Oui, Auschwitz. Grosser tome contre l'Elie Wiesel du discours d'Oslo, en décembre 1986, qui a « imaginé que l'horreur de la Shoah favoriserait l'horreur du crime ». Il n'entend certes pas banaliser ce qu'accomplit là-bas un système, le nazisme, qu'un jeune député social-démocrate, Kurt Schumacher,

avait qualifié, rappelle-t-il, d'« appel au salaud qui dort dans chaque homme ». Mais Auschwitz, à ses yeux, n'est pas l'incomparable, l'archétype, le point aveugle, l'indicible ou l'impensable, car une singularité ne se décrète pas. Auschwitz ne prend son vrai sens, dit-il en historien, que par comparaison, par fidélité créative à une mémoire qui refusera « l'intolérance de l'exclusive ».

Cette position pourra choquer. Et d'autant plus que sa formulation plutôt rude s'accompagne d'un plaidoyer, nourri d'une intime connaissance de la « querelle » actuelle des historiens et

des enjeux de mémoire en Allemagne, pour une historisation de la Shoah, pour une méditation nourrie de la vérité serrée au plus près sur l'horreur elle-même. Grosser a pris le risque et il l'assume, détaillant la honte des nations oubliées des atrocités dont elles sont responsables.

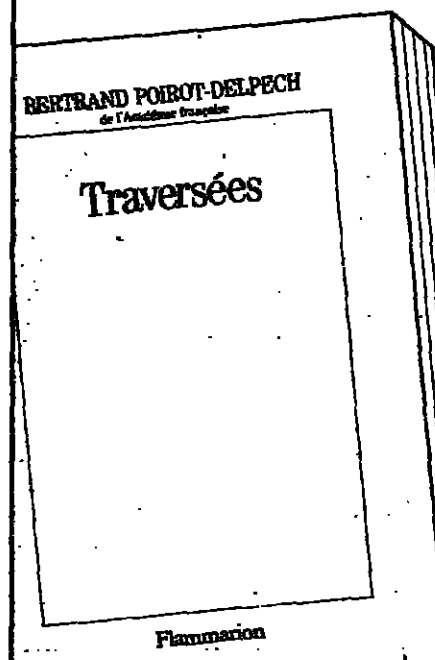
Grosser est en route, convaincu qu'il y a mieux à faire que se souvenir dans le deuil. Me voici, nous dit-il, bien « solitaire pour penser », mais toujours aussi solitaire, du mieux qu'il peut, pour lutter contre tous les crimes, passés, présents et à venir.

J.-P. R.

## Bertrand Poirot-Delpech

de l'Académie française.

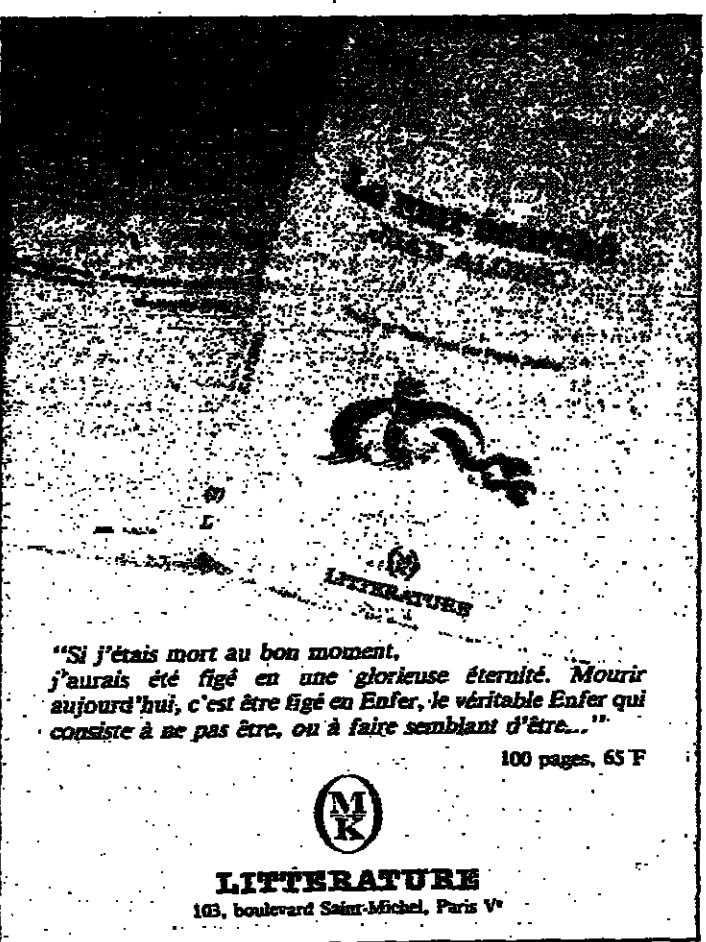
## Traversées.



En six mois, j'ai passé la moitié de mon temps en tre ciel et mer, j'ai parcouru des milliers de milles nautiques. Ce n'étaient pas des exploits, seulement d'humiles défis personnels : décrire ce qui se passe lorsque disparaissent les repères familiers avec le temps et l'espace, lorsqu'une somnolence inquiète et gaie remplace toute mémoire, toute tendresse...

238 pages, 89 F.

Flammarion



هكذا من الامل

هكذا من الاجل

SOUVENIRS

LIVRES • IDÉES

HISTOIRE

## Guy Dupré en crocodile

LES MANŒUVRES  
D'AUTOMNE  
de Guy Dupré.

Coll. « Les cahiers bleus »,  
Orban, 214 p., 92 F.

« Je n'ai jamais aimé les hommes. C'est pour-  
quoi je cherchais une forme de  
fraternité élective auprès  
d'expatriés de leur propre sexe  
ou de leur propre nais-  
sance... » : c'est ainsi qu'avec  
quelques dames de sa vie pri-  
vée, avec des hommes de l'his-  
toire et de la littérature qu'il a  
connus, Guy Dupré s'est livré à  
un exercice d'autobiographie  
maîtrisée et fragmentaire,  
constitué d'une succession de  
portraits écrits dans une langue  
et un esprit très particuliers.

L'auteur, né en 1928, a  
publié son premier roman, *Les  
Ranées sont froides*, chez Plon  
en 1955. Peu après, il devenait  
le collaborateur du directeur lit-  
téraire, Charles Orsini ; mais,  
devant sa « mauvaise volonté à  
recruter de jeunes romanciers et  
[sa] tendance à la dissuade d'écrire », on le prépara aux  
travaux de réhabilitation de  
l'œuvre de Maurice Barrès... Il  
fit alors la connaissance de Phi-  
lippe Barrès, qui évoque, « tou-  
jours sur le mode anecdotique  
et concret », les relations de  
son père et de son cousin,  
Charles Demange, avec la  
« comtesse sanglante », Anna  
de Noailles ; il rencontra aussi  
Cécile Sorel, l'actrice qui fit  
goûter à Barrès, selon ses dires,  
« les magnificences de la pas-  
sion tendre et décevante », et  
qui endossa, pour le dernier rôle  
de ses vieux jours, la bure du  
tiers ordre franciscain.

En cette période riche de pro-  
messes, une femme issue de la  
noblesse provinciale envoyait à  
Guy Dupré des lettres gonflées

de certitudes : Sursire de Lar-  
cône allait cependant mourir  
dans l'Astorian-Martin marron  
bronzé de Roger Nimier, un jour  
de septembre 1962. Cette  
même année, rappelle Guy  
Dupré avec un goût parfois vio-  
lent pour la juxtaposition des  
réminiscences, la mode était  
aux ballerines, l'attention était  
tournée vers François Mitter-  
rand et Jean-Marie Le Pen, tous  
deux témoins au procès Salan,  
et il était allé à Nancy avec une  
certaine Murielle, à bord d'une  
Frégate.

### La dent assassine

Jeune homme, Guy Dupré  
avait d'abord aimé Marie, une  
femme bien plus âgée que lui,  
qui se suicida ; cette blessure,  
cette différence dans sa vie  
amoureuse, reviennent sans  
cesse dans cette manière  
d'autobiographie, et à chaque  
maîtrise. Car il évoque aussi  
un amour de guerre, cette  
Louise de Prusse qui était alle-  
mande et infirmière à l'hôpital  
de Bad-Kreuznach, dans la  
Sarre : « Ses beautés, ses  
bontés, m'avaient semblé dues  
— dont j'avais accoutumé de  
jouir comme on perçoit une  
rente de situation payable par  
trimestre, — en les assimilant  
aux « réparations » auxquelles  
nous donnait droit, nous, jeunes  
Français qui ne pourrions désor-  
mais être vainqueurs que de  
nous-mêmes, l'écrasement de  
l'Allemagne. » De Mme Simone,  
cousine de Julien Benda,  
épouse du comédien Le Bargy,  
du politicien Casimir-Périer,  
du poète Porché, amante d'Alain-  
Fournier et de quelques autres,  
Guy Dupré, qui l'a fréquentée à  
la toute fin de sa longue vie,

écrit : « Sur son âme impériale,  
l'extrême longévité n'avait posé  
qu'une fine pellicule ; née très  
ancienne, elle mourait inchan-  
gée. »

Mais il y a, dans les *Manœuvres  
d'automne*, d'abord  
d'étonnantes et successives  
portraits-charges de ces  
hommes que Guy Dupré consi-  
dère comme « expatriés de leur  
propre sexe ou de leur propre  
naissance » : de Weygand,  
« bâtard subalterne », de Lyautey,  
« général de personne », de  
Maurice Rostand, « rojeston  
paradoxal de l'auteur de  
Cyrano », ou de Cocteau, qui  
« porte ou va porter le bicorne  
et l'épée académiques » et « se  
voit toujours en poète mau-  
dit ».

Au beau milieu de ses souve-  
nirs sur le vieil Ernst Jünger — à  
qui il rappelle le comportement  
de ses compatriotes envers les  
prisonniers de guerre russes, —  
au beau milieu de ses réflexions  
sur Pétain, sur Giscard  
d'Estaing — dont le facies  
« asien » lui rappelle celui de  
Barrès, — ou sur de Gaulle, on  
lit ceci : « François Mitterrand  
nous touche parce qu'il est le  
dernier président qui appar-  
tient à la génération précédente  
à la nôtre — la génération de  
« nos chers prisonniers » dont il  
fut le porte-parapluie. Nous le  
regardons vieillir avec une curio-  
sité de moins vieux crocodiles. »  
Assurément, Guy Dupré a tout  
du crocodile : l'immobilité  
patiente, le regard redoublé  
sur ses congénères ou sur ses  
proies, la vitesse d'exécution et  
la dent assassine.

Claire Paulhan

► Guy Dupré a reçu pour cet  
ouvrage le premier prix  
Novembre (*Le Monde* du  
21 novembre).

## La guerre d'Algérie sans voile

Suite de la page 25

Marginalisée, privée d'accès à la  
radio et à la télévision d'Etat, elle  
passa peu sur le cours des choses, au  
temps du « national-moultisme »  
comme sous de Gaulle. Son com-  
bat fut parfois « douteux » et sa

de justice n'a pas disparu dans la  
France de 1989. Mais Vidal-  
Naquet est toujours un de ces  
« exhibitionnistes du cœur et de  
l'intelligence » que méprisait tant  
le jolif trio socialiste formé par  
MM. Mallet, Lacoste et Lejeune.

mondistes — les trois familles  
qui, selon lui, rassemblaient les  
intellectuels hostiles à la guerre —  
avaient cultivé une vision bien trop  
optimiste, pour ne pas dire angé-  
lique, de la nature du mouvement  
algérien.

### Un cri dans le désert

Cet angélisme, Lyotard l'avait  
dénoncé pourtant précocement,  
dans les articles, flamboyants sous  
la langue de bois, qu'il donna à la  
revue du groupe de 1956 à 1963.  
En bon lecteur du « Vieux », le  
jeune philosophe avait perçu la  
maîtrise de la bureaucratie du  
FLN sur le messianisme révo-  
lutionnaire des Algériens, soupçonné  
l'ampleur de l'affrontement entre  
Arabes et Berbères, subordonné quel-  
que incompatibilité entre les  
Lumières laïques et l'islam chez les  
combattants, avec toutes les consé-  
quences que l'on sait pour l'avenir  
du « socialisme » libanais. Il avait  
compris au passage — un beau  
texte de 1960 en fait fut — que la  
lutte contre la guerre coloniale  
n'allait pas nécessairement éclairer  
les intellectuels français sur les  
enjeux héroniques et honteux de  
trop peu leur vision du politique.

Ce cri dans le désert, modifié  
avec tout le pathos qui convenait à  
« l'organe théorique » d'un brillant  
groupe, comme clair et haut.  
Car, confesse Lyotard l'écarté,  
qui soutenait publiquement les  
militants du FLN tout en formu-  
lant de si sévères critiques sur leur  
organisation fossilisée d'une révo-  
lution, « ce différent intime devait  
restier irréconciliable ». C'est cette  
irréconciliable qui nous touche  
encore. Car pour lui comme pour  
Vidal-Naquet, le Droit est incarné  
et l'approche, triomphante de la  
Vérité n'est pas sans invite à  
l'excuse.

Jean-Pierre Rioux

Signalons aussi *La Guerre  
d'Algérie*, de Peter Barry  
(éd. Bernard Bataillon, 175 p.,  
178 F.), un livre réalisé à partir  
d'une série télévisée britannique  
non encore diffusée en France.



Le FLN algérien : entre messianisme et bureaucratie.

victoire « prodigieusement  
amère » : après tout, les assassins  
de Maurice Audin, le jeune assis-  
tant d'Alger tombé aux mains des  
paras, n'ont pas été châtiés ; la tor-  
ture a fleuri jusqu'au bout du  
conflit, malgré la vigilance d'un de  
Gaulle et d'un Michelet ; le déni

Après consultation des archives de  
la place Vendôme, il a repris ces  
historiens très tout le dossier Audin,  
qu'il avait publié le... 13 mai 1958  
avec l'aide incomparable de son  
ami Jérôme Lindon ; il bombe de  
notes et de précisions ses articles  
de presse et ses mises au point ; il  
engrange et précise sans s'arrêter.  
Pour l'Histoire ? Sans doute, mais  
aussi pour tenir au chaud cette  
part de chacun de nous qui feint  
d'ignorer qu'elle peut avoir un jour  
à connaître de la raison d'Etat.

En 1962, Vidal, membre  
point trop actif du PSU, était assez  
proche de *Socialisme ou Barbarie*,  
cette petite phalange de trotskistes  
dissidents qui ne consentait pas à  
laisser vieillir son internationalisme  
en cultivant l'aveuglement doctri-  
nal sur le monde environnant. Car  
il avait senti lui aussi combien, au  
feu de l'action, « dreyfusards »,  
« bolchéviques » et « tiers-

100.000 LIVRES  
EN STOCK  
5 CATALOGUES PAR AN  
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE  
9 RUE DE LA POMPE 75004 PARIS

# PEUT-ON ENCORE ETRE CHRETIEN ?

J'aime Jean-Marie Paupert depuis que je le  
lis, le Paupert retourné qui déclenche un  
typhon. Ce diable d'homme vous prendra  
toujours à contre-pied. Au-delà de  
l'excessif, discerne la puissance des  
vérités assénées. Comment, neuf fois  
au moins sur dix, ne pas donner raison au  
critique acerbe ? Rien d'aussi pénétrant  
n'est facilement accessible.

Pierre Chauvin, de l'Institut - *Le Figaro*

Cette description incisive et tourmentée  
des conflits internes qui font osciller cette  
transcendante Institution entre l'inté-  
grisme de la restauration et le progres-  
sisme de l'opportuniste sans vergogne  
appelle de ma part un point d'accord et  
un de désaccord.

Accord, au moins partiel, sur cette image  
extérieure d'une Eglise institutionnelle  
qui a pris du retard et qui désormais  
s'adonne à la surenchère sur toutes les  
idéologies. Mais qui, en même temps,  
doit salvager des grands pans de sa tradi-  
tion et de sa mémoire spécifique : la messe  
en latin, l'exclusivisme des dogmes, le  
monopole du salut. Je comprends égale-  
ment la désapprobation de JMP quant à  
cette tendance judaïsante, mi-conver-  
sive, mi-salvifique, qui se présente  
comme un reconquête de la mémoire  
biblique de l'Eglise et qui sème la confu-  
sion tant du côté chrétien que du côté  
juif... Mon désaccord porte sur le mythe  
du « retour à ses origines » de l'Eglise des  
chrétiens déchirés... comme si l'Eglise  
avait une origine en soi qui se serait pas  
raccordée au peuple juif...

Raphaël Drai - *Information juive*

Une œuvre riche, profonde, humaine...  
l'agrément que sa lecture procure, malgré  
le tragique qui la sous-tend.

A. Brochant  
*La République des Pyrénées*

JMP est un catholique costaud : pas un  
« facho » ni un rustaud, tout bonnement un  
solide, équilibré, cultivé... Le retour pré-  
conisé à la grandeur de la foi romaine,  
magnifiquement défendue ici, n'intéresse  
pas que la communauté des fidèles, mais  
tous ceux qu'inquiète la dérive des  
valeurs. Paupert, à lire et à méditer.

Jacques Lecocq - *Sud-Ouest*

En matière littéraire, la vraie nature de  
JMP c'est l'essai. Son dernier-né traite  
des causes profondes de l'affaire Lefeb-  
vre. Jusqu'à elle les regards croisés  
de l'historien agnostique et du théolo-  
gien, il décaricature les faits au  
scalpel avec des précisions d'ento-  
mologiste... Froideur, iconoclaste,  
corrosif, provocateur sans doute mais  
sachant, au surplus, en bon théolo-  
gien de quoi (et de qui) il cause,  
n'épargnant rien ni personne à  
commencer, charité bien ordonnée,  
par lui-même.

Jean-Marie Trinbour  
*Le Républicain Lorrain*

Ce rude polémiste, cet écrivain de  
race... est aussi un homme de carac-  
tère qui a vécu en profondeur son  
retour aux « valeurs traditionnelles »  
même si en lui cohabitent étrangement  
l'agnosticisme sommeillant et le « croyant  
désespéré ».

Michel Toda - *Le choc du Mois*

Il y a quelque chose de rababaisien chez cet  
impétueux chrétien de Champagne, il met  
les tripes de sa sainte mère l'Eglise sur la  
table, et les siennes avec.

Martin Peltier - *Le Quotidien de Paris*

JEAN-MARIE  
PAUPER  
**Les chrétiens  
de la déchirure**  
La crise du catholicisme  
et de la société  
Ses causes et ses enjeux

Même si l'on ne partage pas  
toutes les options de Jean-Marie Paupert  
(c'est mon cas), même si l'on n'épouse pas  
toutes ses colères et même si certaines  
d'entre elles peuvent paraître outrées, il  
faut reconnaître que *Les Chrétiens de la  
déchirure* est un livre intelligent, le  
plus souvent impartial (quoique très pas-  
sionnel par endroits), un livre solidement  
écrit sur une vaste culture et une informa-  
tion à laquelle n'a pas accès le tout-venant ;  
un livre ferme et loyal.

François de Saint-Cheron  
*La France Catholique*

Bien que ne partageant aucune de  
ses croyances, j'ai été vivement  
intéressé par *Les Chrétiens de la  
déchirure* de JMP. Paupert est  
véritablement déchiré, proche du  
désespoir... Les dernières pages du  
livre sont pathétiques...

Jean-José Marchand  
*La Quinzaine lituaite*

C'est un bretteur qui ne craint pas  
de s'attaquer aux hommes, fussent-  
ils évêques, voire cardinaux. Du  
moins s'il le grand mérite de cir-  
culer le vrai débat. Celui de la culture.  
Paupert en conclut : culture occiden-  
tale et catholisme, même combat.  
Il nous faut donc regagner la bataille  
de la culture. Une thèse séduisante,  
mais discutable.

Jacques Duquesne - *Le Point*

Un ouvrage passionnant, dont on ne  
partagera pas forcément tous les points  
de vue ni n'approuvera toutes les thèses,  
mais qu'on ne peut ignorer.

R. Fontaine - *Présent*

C'est un homme intelligent, mais qui se  
trouve dans une espèce d'impasse à laquel-  
le il ne trouve pas d'issue. C'est effrayant...  
Quand on arrive à la conclusion de son  
ouvrage, ce qu'il écrit est à faire trembler :  
« Je ne sais plus ce que je suis » !

Mir Lefebvre - *Fidélité*

Le regard - et sa profondeur de vue - d'un  
théologien pamphlétaire sur la crise de  
l'Eglise c'est celui de J.M.P., historien,  
lettre, pamphlétaire. Sa verve de tem-  
pérament n'épargne aucun des acteurs  
de la crise. Le mérite de son livre tient à ce  
qu'il traite de l'essentiel : plus qu'un drame  
ou un malentendu, un symptôme, celui  
d'une mutation substantielle de l'Eglise.

Michel de Joseph - *Valeurs actuelles*

Un livre alerte, vivant, animé par une  
verve et un souffle pamphlétaire, qui  
pourrait se terminer sur une note assez  
désespérée.

Bruno Tellone - *Le Quotidien du Meuse*

D'une importance capitale, ce livre est le  
plus fort, le plus lucide qui ait été consacré  
depuis longtemps à la crise de l'Eglise.

Pierre Debary - *Courrier hebdomadaire*

Avec ce volume brûlant, Paupert vient  
d'écrire pour l'Eglise postconciliaire ce  
que furent les *Découvertes* après la  
défaite de 40 : C'est le cri d'un amour déçu  
pour l'Eglise comme le livre de Rebattet fut  
le cri d'un amour déçu pour la France.

Rivarol

C'est le livre à la fois le plus clair et le  
plus profond paru ces dernières années  
sur l'affaire Lefebvre... Ouvrage d'un  
homme déchiré, par la déchirure de  
l'Eglise... Un livre de foi, de bon sens.

Minaud

L'homme est visiblement courageux,  
d'esprit libre et il n'esquive pas les pro-  
blèmes. Il pourfend les idées reçues,  
démontrant que, le plus souvent, elles ne  
sont que des lâchetés... Il engage fort  
un peu comme d'Aubigné, qui était du  
camp opposé. Il emploie un langage dur,  
simple et même branché, tant il est sou-  
cieux de se faire de tous bien entendre,  
mais il n'abdique de rien.

Marcel Jullien - *Le Parisien*

Soulignons le très grand intérêt de ce  
livre brûlant et très particulièrement de  
qu'il dit, à juste titre, des rapports entre  
Juifs et Chrétiens. Il serait souhaitable  
que du côté des Eglises chrétiennes on  
en tienne compte.

P.G. Dreyfus - *La Presse Française*

Je suis fier d'avoir édité, avec et chez Robert Laffont, ce livre dont je maintiens, en dépit des  
esprits chagrins et des moutons de tous les Panurgues du prêt-à-penser, qu'il est sans doute actuel-  
lement le plus pénétrant sur la crise, le déclin, l'état de l'Eglise et de la société contemporaine.  
Une sorte de « discours sur l'état de la désunion ». Et sur les pièges du pouvoir culturel, de ses  
prédateurs et de ses grandes surfaces. Aussi est-ce pour moi un plaisir que de reconnaître ici  
ceux qui, d'accord ou pas d'accord (et souvent, comme moi, pas vraiment d'accord) ont sauvé  
et signalé l'importance et la verve de Paupert.

Aux extraits de presse écrite, je tiens à ajouter les noms des journalistes ou producteurs de radio  
et de T.V. qui ont eu le même flair de l'événement et la même audace de liberté : Michel Caloni à  
RTL, Bydlovski au Panorama de France-Culture, Marcel Jullien à France-Inter, Victor Malka à  
« Ecoute Israël », Pierre Chauvin et Chantal Dupont à Radio-Courtoisie, Michel Polac, enfin, à son  
célèbre « libre et change » de M6, juste avant de le quitter. « Les Chrétiens de la déchirure », fait  
partie de ces livres - rares - frappés au sceau de l'originalité, de la liberté et de la culture. Originalité,  
Liberté, Culture : les trois seules valeurs que j'ai en commun avec Paupert.

André Bercoff



LIVRES • IDÉES

BIOGRAPHIE

## Grasset l'explosif

La biographie consacrée au célèbre éditeur par Jean Bothorel est à la fois le récit d'une folie personnelle et celui d'un tournant dans l'histoire de l'édition

**BERNARD GRASSET. VIE ET PASSIONS D'UN ÉDITEUR.** de Jean Bothorel. Grasset, 500 p., 145 F.

L'obsession de la signature est une passion moderne; elle se répand comme une épidémie. Elle a d'abord touché les créateurs, avant de devenir la marque orgueilleuse du lien qui unissait leur ego à leur production picturale ou littéraire. Puis, elle a gagné les corps intermédiaires de l'activité artistique. Les médiateurs entre l'œuvre et le public sont venus à leur tour déposer leur petite griffe dans un coin. Libraires, imprimeurs, éditeurs, critiques, producteurs, marchands de tableaux, plume de se maintenir dans l'ombre de la création qu'ils avaient professionnellement en charge de « communiquer » aux consommateurs, ont tenu à participer à la gloire de l'œuvre en déposant leur nom sur elle et en affirmant ainsi, tels les gnomes d'Austerlitz : « J'y étais. » Aujourd'hui, dans la surenchère du « moi », la

Gallimard, l'autre monstre sacré de l'édition de l'entre-deux-guerres, continuait à masquer son empire derrière le paravent du sigle NRF. Grasset ramenait, jusqu'à la provocation, tout à sa personne. Il possédait « sa » maison, « ses » auteurs, « ses » livres plus intimement qu'il ne possédait ses richesses, ses domestiques et ses maîtresses.

**Mauriac comme un rayon**

Il fallait sans doute être un peu fou pour évaluer, alors, une telle présumption. Grasset, ne l'était pas qu'un peu. Jean Bothorel, son biographe, ne s'y est pas trompé : c'est l'histoire d'une folie qu'il nous raconte, beaucoup plus que celle, traditionnelle, d'une réussite exceptionnelle. Plus exactement, les deux faces de la vie de Grasset, celle d'une carrière éditoriale éblouissante et celle d'une vie personnelle rongée par l'angoisse et par la déraison fusionnent si totalement que la réussite y apparaît comme une récompense

qui apparaît comme un sombre drame, une dérive démente, mais celle de l'édition française la plus prestigieuse qu'un génie déséquilibré veut faire entrer de force dans l'univers commercial moderne. La vraie folie est peut-être là, rentable, efficace, invincible, probable. Une œuvre n'est rien, pense Grasset, si elle ne parvient pas à toucher l'ensemble de son public. Par syllogisme, l'éditeur est tout lorsqu'il réussit à faire connaître et à faire acheter un livre à une clientèle à qui il n'était pas a priori destiné. Avec lucidité, certains diront avec cynisme, Grasset assume les conséquences de ce choix. Tous les moyens sont bons pour le service du faire-connaître et du faire-valoir; et tout doit se plier à ces moyens. Il utilise le scandale, la polémique gratuite, les campagnes de publicité ouvertes ou déguisées. Il vend Mauriac comme un savon, Giono comme un dîner et Montherlant comme une comédie. Peu lui importe puisqu'il affiche à son catalogue, outre les quatre « M » — Mauriac, Montherlant,

moins des sires, remplaçant le choix par le pullulement, ont achevé la ruine de l'édition littéraire qui n'est plus que cendres.

La monomanie, par définition, méprise ce qui ne concourt pas à son accomplissement. Pour Grasset n'existe, hors de sa maison, que le désert. Ni ses conquêtes féminines innombrables et frénétiquement draguées, ni ses amis, abandonnés dans l'indifférence au moindre détour, ni l'argent qu'il ne compte qu'aux autres, ni la création, ni les problèmes moraux dont il se fait pourtant l'écrivain attentif et un tantinet pontifiant, ne résistent un instant à ce culte exclusif de soi et de sa boutique.

Malade, geignant sur son sort, ayant quitté depuis plusieurs années son bureau de la rue des Saints-Pères pour enfoncer dans un palais de Montreux son inaptitude furieuse au bonheur, Grasset n'en continue pas moins à bombarder ses collaborateurs de notes comminatoires — et, elles, rarement délinquantes — sur la manière dont il convient de lancer un livre, de rédiger une « quatrième de couverture » ou de profiter d'un fait divers pour rééditer une collection. Si « le fou » réussit, c'est peut-être l'édition, c'est peut-être le monde entier qui est fou.

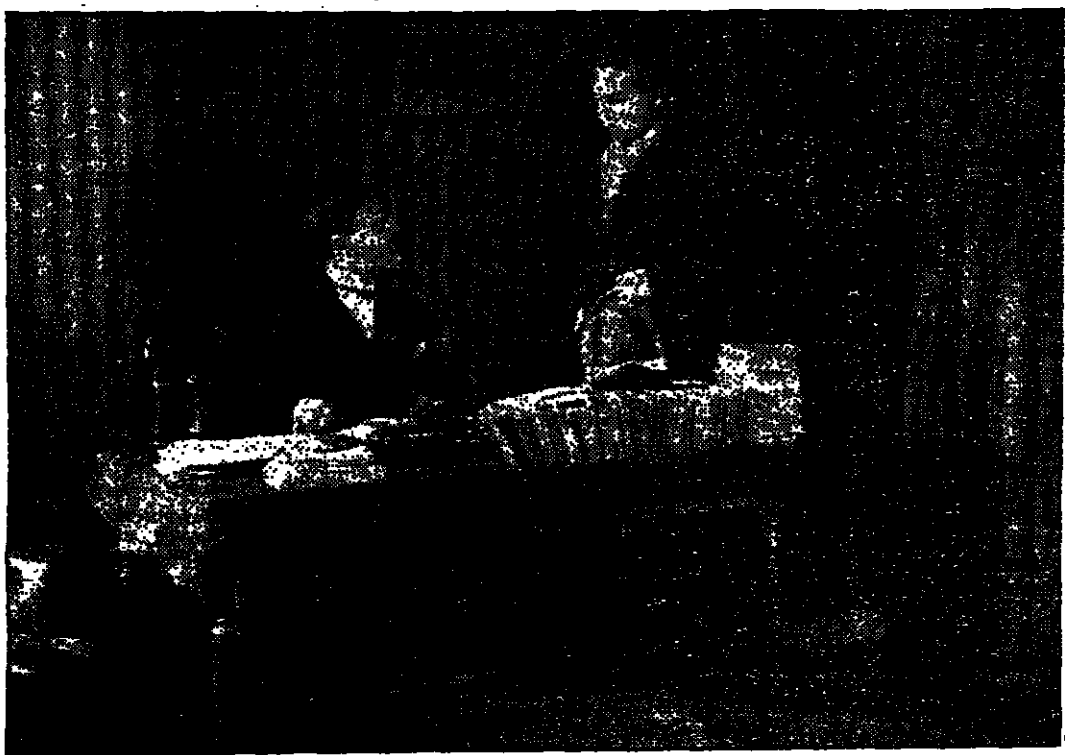
**Logique délinquante**

Il faudrait alors — et le travail minutieux et honnête de Jean Bothorel y invite — interpréter selon la même logique délinquante les offres de services faites par Grasset aux nazis dès les premiers mois de l'Occupation. Une fois encore, Grasset l'explosif fait avec ostentation, sur le devant de la scène, ce que d'autres — Assolène l'a montré pour Gallimard — effectuent dans la coulisse avec prudence, discrétion et doigté : ce qui est bon pour ma maison d'édition est bon pour la France.

Certes Grasset est un homme de la droite viscérale. Mais cela n'explique ni son empressement à se mettre au service des nouveaux maîtres de la France, ni ses proclamations antisémites, ni son approbation de l'ordre national-socialiste : « En somme, tout ce que condamne l'Allemagne, je le condamne depuis longtemps. » Ce que veut Grasset, c'est ouvrir sa maison à tout prix, puisqu'il ne doute pas être le meilleur des éditeurs, devenir le patron de l'édition française et l'interlocuteur privilégié des occupants. Il n'y parviendra pas, ses concurrents jaloux sauront se coucher avant qu'un chef ne leur ordonne de le faire. Et Grasset presque seul paiera à la Libération pour la lâcheté de presque tous. Il s'était mis au premier rang, le seul que sa vanité concevait.

Histoire d'une folie personnelle étroitement tissée avec un virage — une dérive ? — historique de l'édition, la biographie de Jean Bothorel suit avec précision les lignes de faille d'un homme, d'une époque et d'un milieu, celui de la littérature. Grasset était, comme on dit, « un caractère », plutôt monstrueux, désagréable et antipathique. Bothorel a su se montrer indulgent sans cacher l'insupportable, l'odieux. Parfois même, Grasset, si peu touchant, nous émeut; comme lorsque Bothorel nous raconte les dernières semaines de l'éditeur, en octobre 1955, seul, reclus dans une chambre de l'hôtel Montalembert. Pour couvrir ses rales, la direction de l'hôtel avait « demandé aux femmes de ménage de passer l'aspirateur dans les couloirs du cinquième étage ».

Pierre Lepape



Bernard Grasset signe avec Raymond Radiguet le contrat du Diable au corps.

signature ne suffit plus et n'importe quel épicier, garagiste ou notaire se doit d'avoir une « image de marque ».

Bernard Grasset n'a certes pas été le premier éditeur à signer les livres qu'il publiait, mais il a été suffisamment mégalomane pour transformer cette simple marque commerciale en affirmation d'une propriété créatrice. En cela, il a été l'initiateur de l'édition moderne; pour le meilleur et pour le pire. Quand Gaston

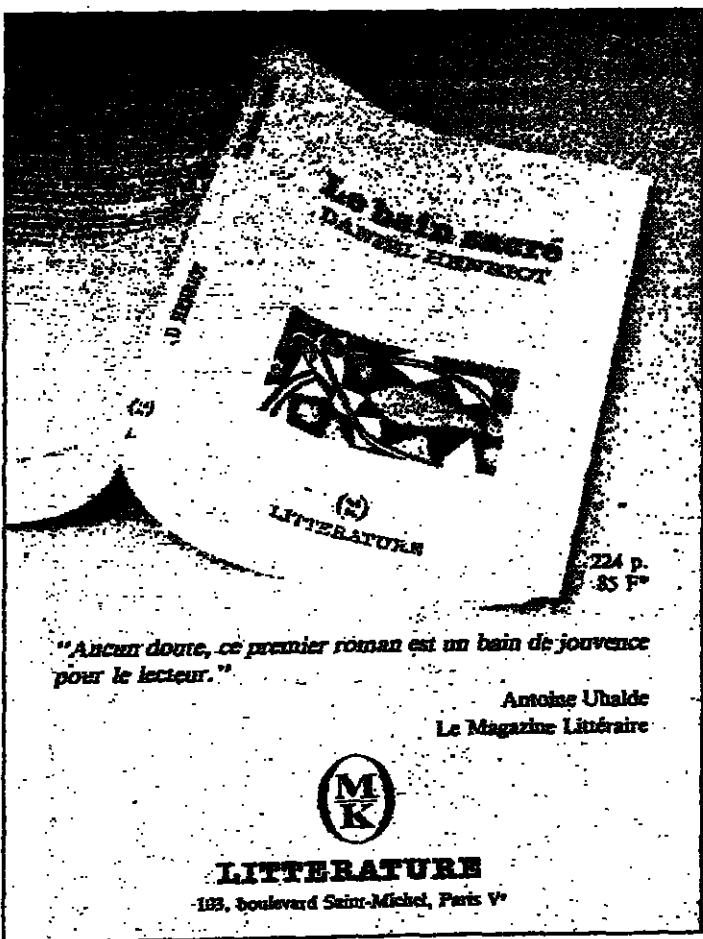
de l'activité paranoïaque. Gallimard, comme l'a bien montré Pierre Assolène, se contentait de pratiquer un épigone aboiti. Grasset est un épigone frénétique qui est prêt à tout entreprendre, y compris sa propre destruction psychologique pour la réalisation de son idée fixe : la gloire de sa maison, identifiée à son être même.

Dès lors, ce n'est pas seulement la vie de Bernard Grasset

Mauriac, Morand, Giraudoux, Chateaubriand, Chardonne, Cocteau, Yourcenar, Colette, Bernanos, Giono, Malraux — un moment, — Radiguet. C'est la demande qui crée le succès, l'offre; et la demande, c'est lui qui la crée.

A tous ses détracteurs, à tous ceux qui lui reprochent de ne faire que des « coups », de moins se préoccuper des livres que de leur succès, de mentir sur les tirages pour gonfler l'impact publicitaire, Grasset répond que son travail est de « faire de la vente » et qu'aucun de ses auteurs ne se plaint de ses méthodes. Son talent, c'est de savoir « décaler dans un authentique chef-d'œuvre, ce allant à tous, ce vulgaire qu'il lui faut pour appuyer son effort ». Au besoin, il aidera les auteurs à installer dans leur texte ce vulgaire qu'ils avaient négligé d'y mettre.

Et il est vrai que de nombreux écrivains, heureux de toucher enfin un large public, d'être célèbres, reconnus et — pourquoi pas — riches se sont laissés faire une douce violence, sans savoir (ou sans vouloir) mesurer l'enjeu intellectuel et social de cette bataille dans laquelle Grasset les engageait. Si Proust a préféré, malgré le refus initial de Gide, être édité par ses pairs au sein de la NRF, si Mauriac a traîné les pieds, si Malraux a jugé qu'il était lui-même son meilleur faire-valoir, la plupart n'ont pas renoncé, comme Chardonne, ont pris tardivement conscience de la dérive : « Il a cru que l'éditeur était le maître du marché, qu'il pouvait créer des renommées, choisir l'excellent, distribuer des pensions, mobiliser le public; il en fit la démonstration pendant trente ans, amenant une foule de lecteurs qui se trompaient d'adresse à des auteurs destinés au public plus restreint; excitant la fatuité des écrivains sans les rassasier. Après lui, dans cette voie, de



« Aucun doute, ce premier roman est un bain de jeunesse pour le lecteur. »

Antoine Uhalde  
Le Magazine Littéraire



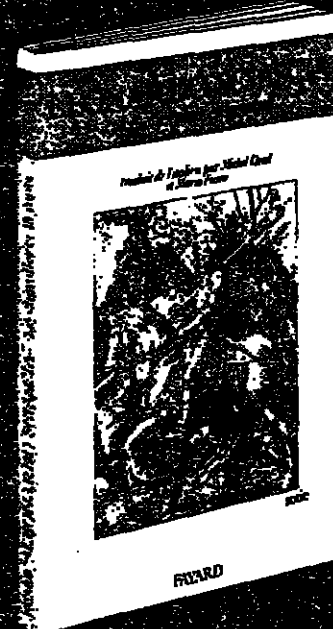
LITTÉRATURE

133, boulevard Saint-Michel, Paris V<sup>e</sup>

## SCIASCIA



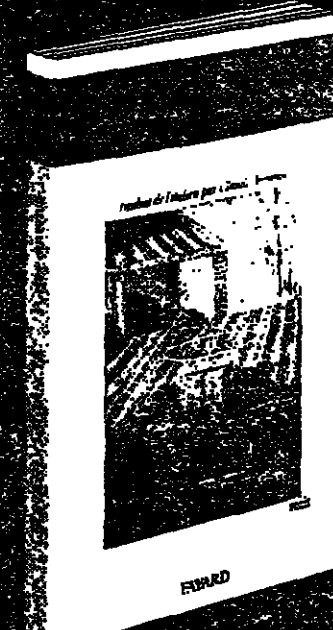
Viennent de paraître :



120 p.  
69 F

Cette longue nouvelle est un chef-d'œuvre de construction et de style. Toute en ellipse et en sobriété, sèche et dure, d'une économie de moyens qui est la marque des artistes à leur sommet.

Michel Braudéon, Le Monde



144 p.  
72 F

Sciascia possède surtout une nature d'enquêteur, et, à l'instar de Borges, qu'il cite souvent, il a donné, lui aussi, une noblesse littéraire à l'art de l'enquête.

Henri Blimodini, Le Monde

Du même auteur chez Fayard

Mots croisés, trad. de l'italien par Michel Orzi, Mario Fusco, et Jean-Noël Schifano; Petites chroniques, trad. Jean-Noël Schifano et Bertrand Visage; Œil de chievre, trad. Maurice Darmon; Monsieur le député, suivi de Les Mafieux, trad. Maurice Darmon; La Sorcière et le Capitaine, trad. Jean-Marie Lacroix; 1912-1, trad. Claude Ambroise.

FAYARD

هكذا من الاعمال





## Daeninckx à Montreuil, des mafiosi à Varsovie...

**QUARTIER DU GLOBE**  
de Didier Daeninckx. Postface de François Bon. Illustrations de Götzing. Éditions Folies d'encre. Dist. Distique, 62 p., 59 F.

**GANGSTERSKI**  
de Tomasz Matkowski. Denoël, 184 p., 75 F.

**DASHIELL HAMMETT : UNE VIE**  
de Diane Johnson. Traduit de l'anglais (États-Unis) par François Lasquin. Payot, 515 p., 195 F.

Trois nouvelles, trois histoires de lieux et plusieurs vies qui y sont attachées, dont la première, *Quartier du globe*, qui donne son titre au recueil, fonctionnent comme un inventaire à la Prévert où la nostalgie du narrateur se confond, évidemment, avec celle de l'auteur Didier Daeninckx.

*Quartier du globe* offre également le récit d'une aventure, d'une rencontre entre deux écrivains, l'auteur des nouvelles, et François Bon, qui en signe la postface. L'auteur de *Sortie d'usine*, qui pour l'occasion s'est installé dans la chambre où travailla le romancier à Aubervilliers, parvient en une douzaine de pages à repérer ce qui anime et donne leur force aux romans de Didier Daeninckx, à savoir « cet art d'aller chercher dans le réel l'embrouille, mais là où elle-même, dans sa réalité, se présente comme un symbole ».

François Bon avance également qu'avec ces textes et le dernier roman, *La mort n'oublie personne*, « un premier cercle est bouclé » dans l'œuvre de Didier Daeninckx.

*Quartier du globe*, c'est en fait une heureuse alchimie provoquée par un jeune libraire de quartier à Montreuil, Jean-Marie Ozanne, qui a proposé aux deux auteurs cette collaboration. Le produit s'avère dans sa qualité d'édition (typographie, impression et façonnage) à la hauteur des talents sollicités. Les sobres illustrations de Götzing se contentent d'apporter à ce joli livre une touche de splendeur.

De la plaine d'Aubervilliers aux langoureux méandres de la Vistule, on franchit, grâce à la verve du Polonais Tomasz Matkowski, les frontières du réel (occidental) avec *Gangsterski*. Pendant cent quatre-vingt-quatre pages d'un riffi à Varsovie, deux tueurs de la Mafia, superbement entraînés et équipés, pistent un certain Johnny Klewer et s'échouent finalement sur les rives du communisme polonais. Ce n'est qu'après une liste de mésaventures typiquement communistes, et après avoir connu la peur pour la première fois de leur carrière de professionnels, qu'ils comprendront que dans ce pays « chacun fait son possible pour nuire à autrui » et que l'on ne leur en veut pas personnellement. Perdus dans une jungle hostile, Lucky et Luciano découvrent que, faute de backchich et de roubletardie, tout est pour le pire dans le pire des mondes possibles.

Tomasz Matkowski, invité du dernier Festival du roman et du film noirs de Grenoble, explique avoir choisi d'utiliser une parodie de thriller parce



Tomasz Matkowski

qu'il souhaitait « donner un caractère alléchant à ce voyage en Pologne » et qu'il n'avait « rien inventé parmi toutes les querelles recensées dans *Gangsterski* ». Etudiant en philologie romane et en journalisme avant de suivre les enseignements de cinéma à l'école de Lodz, ce faux ténor aux airs d'adolescent, adepte de Jerzy Kosinski et de Bruno Schulz, a écrit directement en français ce livre et assure qu'« il y a continuité avec le Dérivé, publié il y a quatre ans. Même si la forme est radicalement différente, la façon de voir le monde est identique et se situe dans la même lignée ».

Dans cette bouffonnerie anticommuniste assortie de digressions, telle la nature polonaise comparée à celle des Tchèques, la seule circonstance attréante accordée au système tient à ce qu'il ne saurait tout expliquer à lui seul. Au final, on s'étonne qu'un livre écrit à la hache et au lanciflamme puisse atteindre un tel degré de lisibilité.

Hommage à celui qui, selon la légendaire formule de Raymond Chandler, « a sorti le crime du vase vénitien et l'a laissé tomber dans la rue ». Le livre de Diane Johnson, *Dashiell Hammett : une vie*, fournit à l'amateur de roman noir une somme considérable de données concernant l'auteur de *La Moisson rouge*. Comparé à Balzac par André Gide, le père de Sam Spade demeure une énigme pour la littérature, si l'on se souvient qu'il n'a publié que cinq romans et qu'entre *L'Introuvable*, son dernier en 1934, et sa mort en janvier 1961 s'écoulent près de trois décennies au cours desquelles il s'abstiendra de toute nouvelle création romanesque.

Si l'alcool, la maladie, les ennus liés au maccarthysme, suffisent à expliquer la stérilité de l'édécutive de l'agence Pinkerton, le livre de Diane Johnson n'ajoute sur ce point rien de plus que le *Dash*, la vie de Dashiell Hammett de Richard Layman, publié en 1981 aux éditions Fayard.

Alain Abellard.

## Bordeaux fête La Machine à lire

A Bordeaux, le 24 novembre doit être un jour de réjouissances pour tous ceux que l'amour de la littérature et des vraies librairies pousse à franchir le seuil de La Machine à lire (1). Henri Martin et son équipe — en collaboration avec Sylviane Sambor, d'Alpha Service, et de Georges Monti, des éditions La Temps qu'il fait (2) — fêtent les dix ans de leur librairie.

Membre du groupement L'Œil de la lettre, La Machine à lire se distingue par un fonds de grande qualité. Ajouté à une gestion rigoureuse (totalement informatisée), cela permet à Henri Martin de proposer le plus longtemps possible les titres de faible vente, généralement voués à l'oubli au-delà de deux mois d'existence.

Les festivités de cet anniversaire s'inscrivent dans un ensemble de manifestations qui répondent au vœu du ministre de la culture, M. Jack Lang, lors de la présentation, le 24 mai, de trente mesures en faveur du livre, que le 1989 soit une année de priorité de la librairie. Tandis que le journal *Sud-Ouest* a publié toute cette semaine une enquête sur le thème « Visages et réalités de la librairie girondine », la DRAC (direction régionale des affaires

culturelles) et le CRL (centre régional des lettres) d'Aquitaine se sont mobilisés pour une opération visant à sensibiliser l'opinion publique et l'ensemble des professionnels de la région aux problèmes de la librairie.

Dans un premier temps, ces deux organismes ont réalisé une enquête sur les points de vente du livre en Aquitaine. Ce document de travail a donné lieu à la constitution de groupes interprofessionnels chargés de réfléchir à l'établissement d'une charte commune et de préparer les deux journées de rencontre — consa-

crées aux libraires et à l'interprofession (éditeurs, distributeurs, diffuseurs, bibliothécaires) — prévues courant 1990. Un esprit de solidarité et une série d'initiatives qui prennent valeur d'exemple dans la perspective européenne du marché du livre.

Valérie Cadet.

(1) 18, rue du Parlement-Saint-Pierre et 13, rue de la Devise.

(2) Éditeur de l'ouvrage hors commerce *A chacun sa librairie*, distribué aux clients de La Machine à lire ; recueil de textes de Pierre Veillet, François Van, Pierre Marten, Jacques Abeille et Jean Guersch.

## La nouvelle Librairie de Paris

M. Antoine Gallimard, PDG des éditions Gallimard, vient d'acheter et de rénover la Librairie de Paris, 9, place Clichy, qu'il devait inaugurer jeudi 23 novembre en compagnie du maire de Paris, M. Jacques Chirac. Cet espace de 450 m<sup>2</sup>, sur deux niveaux, propose au lecteur quelque quarante mille titres, dont un très important rayon d'éditions de poche. L'agencement, moderne et fonctionnel, permettant une circulation aisée, en est très plaisant.

M. Gallimard, qui entend poursuivre sa « politique de création de librairies de qualité », ouvre aussi un nouveau magasin au Canada, à Montréal (il possède déjà sur le continent américain deux librairies, une à Ottawa et une à Cambridge (Massachusetts) face à l'Université Harvard). La librairie de Montréal doit être inaugurée mardi 28 novembre par M. Jean d'Ormesson, académicien français, et M. Antoine Gallimard.

## EN BREF

□ Foires et salons du livre. — Plusieurs foires et salons se tiendront dans les jours et les semaines à venir : du 24 au 26 novembre aura lieu, outre les huitièmes Rencontres littéraires de Toulon, le Salon du livre d'histoire de Pontoise (à la salle des fêtes) ; les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 décembre se tiendront le Salon du livre de Rueil-Malmaison et les Rencontres du livre de Saint-Benoît ; quant à la Foire du livre de Palaiseau et au Forum du livre de Trappes, ils se dérouleront les 2 et 3 décembre ; enfin, l'Espace Chevreuil de Nanterre sera le cadre du deuxième Festival des livres.

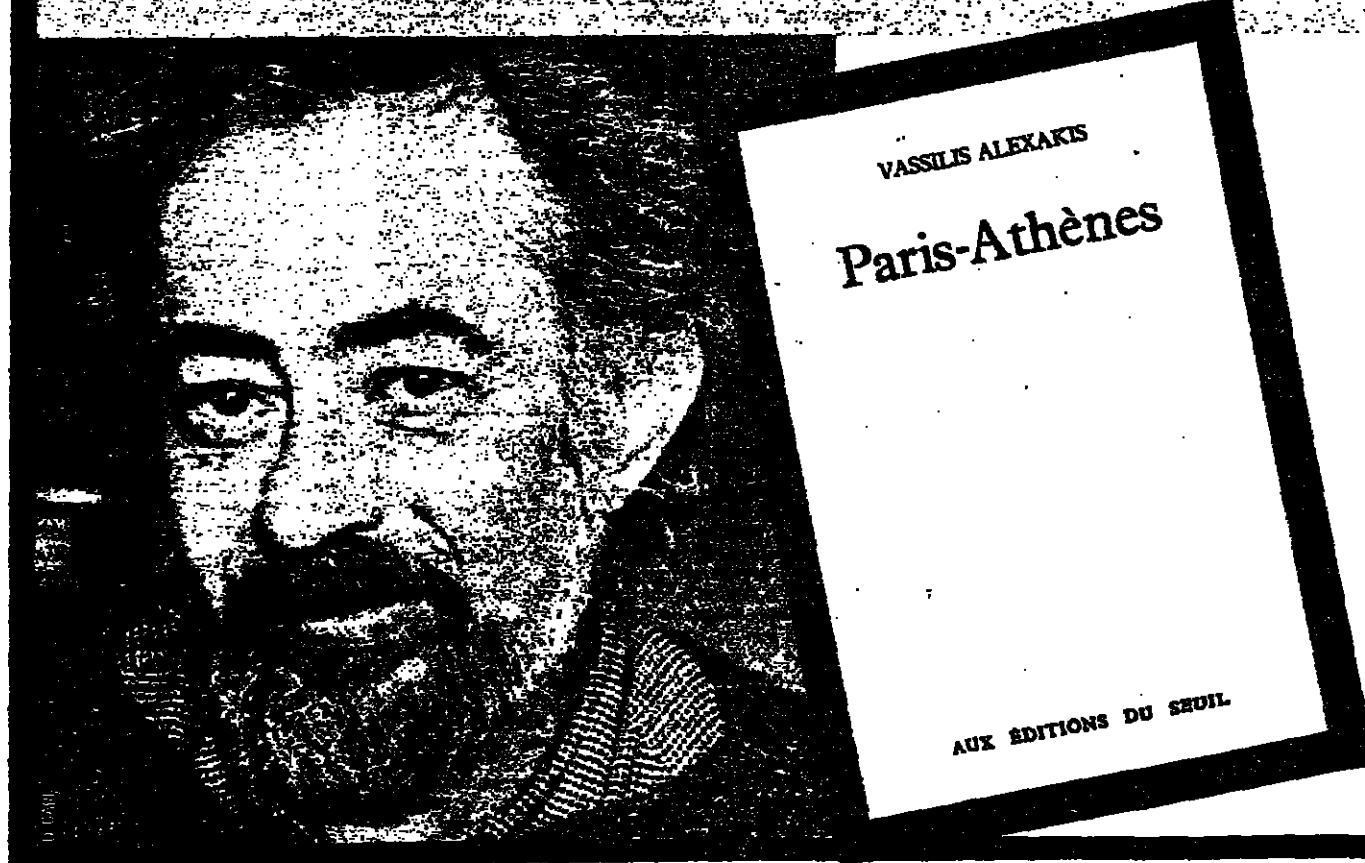
□ Colloque d'Histoire au présent. — Le cinquième colloque de l'association Histoire au présent est consacré à la notion de période en histoire. Il se déroulera les 1<sup>er</sup> et 2 décembre à la Maison des sciences de l'homme et à la Sorbonne. Pour tous renseignements, écrire à Histoire au présent, Colloque Périodes, 24, rue des Ecoles, 75005 Paris.

□ Prix d'automne. — Grand prix d'histoire de La Vallée-aux-Loups à Jean-Claude Berchet pour son édition des *Mémoires d'outre-tombe*, de Chateaubriand (Bordas - classiques Garnier), et à Michel Beurdeley pour *L'Exode des objets d'art sous la Révolution* (Taillandier) ; grand prix de littérature de la ville de Bordeaux à Albert Roche, auteur notamment

de *Plaisirs et amours du Bordeaux romantique* (Ed. L'Horizon chimérique) ; grands prix de l'humour noir, à Hugo Claus (prix Xavier-Fornet), à Laville et Willem (prix Grandville) et à Claude Piepli (prix spécial) ; prix Manuel-Canovas, à Charlotte Gere pour *L'Époque et son style* (Flammarion) ; prix européen du livre des affaires, à Serge Moyet pour *Les Commandeurs* (Stock) ; prix du Boulevard, à Jean des Cars pour *La Princesse Mathilde* (Perrin), ouvrage qui vient également d'obtenir le prix Napoléon-III de la ville de Biarritz ; prix « pays protestants » à Laurent Gagnebin pour *Christianisme spirituel et christianisme social. La prédication de Wilfred Monod (1894-1940)* (Labor et Fides) ; enfin, le premier grand prix Montblanc de la Bibliothèque nationale a récompensé l'historien François Furet.

□ Une précision des éditions Gallimard. — A propos d'un article signé Cioran, dans la première page de *L'Idiot international* du 15 novembre, les éditions Gallimard font savoir qu'il ne s'agit nullement d'une collaboration apportée par l'écrivain à ce journal. Le texte, reproduit sans aucune autorisation de l'auteur et de son éditeur, est un extrait de la *Tentation d'exister*, ouvrage de E.-M. Cioran, publié en 1956 dans la collection « Les Essais ».

# VASSILIS ALEXAKIS



Ce Grec qui doute et écrit en français est en fait un grand écrivain.

Tahar Ben Jelloun / Le Monde

Dit-on de Beckett ou Ionesco que curieusement ils écrivent directement en français ? *Paris-Athènes* est un grand match, ce n'est pas une revanche.

Jean Palestel / Libération

Pourquoi écrit-il ? A la question piège, il répond par une boutade : « Pour avoir de mes nouvelles. » N'en doutons pas : elles sont excellentes.

Noëlle Lorient / L'Express

Editions du Seuil



صكنا من الاصل

هكذا من الازل

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Pêcheurs d'Irlande



A Dublin  
[tiré de l'album « 32 courtes », photos des courts d'Irlande, commentées par trente-deux écrivains. Secker and Warburg, 1989.]

L'OBSCUR

de John McGahern.  
Traduit de l'anglais  
par Alain Delahaye.  
Presses de la Renaissance.  
244 p., 120 F.

LE SANCTUAIRE DES FOUS

de Jennifer Johnston.  
Traduit de l'anglais par Sophie Foltz.  
Ed. Bernard Contax.  
distribution Harmonia Mundi.  
156 p., 89 F.

LES SPLENDEURS DE L'ALEXANDRA

de William Trevor.  
Traduit de l'anglais  
par Angélique Lévi.  
Alinéa, coll. « Novella », 104 p., 62 F.

**A** l'aéroport de Dublin, Finnegans Wake, Ulysses, Seamus Heaney (le poète nobélisable), Godot, l'Innommable, le Baladin du monde occidental et Nora (la biographie de la femme de James Joyce) côtoient, sur les rayonnages du kiosque de la presse, Barbara Cartland et John Le Carré, non pour prouver que les passagers d'Aer Lingus sont plus cultivés et ont meilleur goût qu'ailleurs, mais comme une affirmation, aux portes mêmes de la capitale irlandaise, que l'Irlande se prévaut de ses génies. Même quand ils ont dû la fuir et s'expatrier... Pourtant, on a de la rancune à l'égard de ceux qui, comme J.P. Donleavy, pourraient échapper à l'Irlande, « avec tous ses péchés et certaines de ses grâces » (1) plutôt que de subir les contradictions du pays. Ce qu'expliquait bien le professeur Patrick Rafroidi dans sa remarquable présentation des littératures irlandaises : « Dialectique d'amour et de haine simultanée parfois, successive autrement, qui fait passer le lecteur ébahi du pays de cocagne de l'homme tranquille en une campagne idéalisée où triomphent toutes les vertus primitives, à la description sordide des taudis urbains et à la démonstration sauvage du commerce des gombeux, de la mainmise des prêtres, de la corruption des politiciens, de l'immobilisme rétrograde. »

Une île de génies qui, avec ses trois millions et demi d'habitants, a engendré tant de poètes, de fous et de rêveurs qu'à chaque génération se renouvelle le miracle (2). Miracle que vont nous rappeler pendant une semaine les invités des « Belles étrangères » dont, pour faire mentir la tradition, aucun ne s'appelle Patrick. A cette occasion, les Presses de la Renaissance, qui poursuivent la publication des œuvres de John McGahern, un grand narrateur, rééditent heureusement son second roman, *L'Obscur* (*The Dark*), paru en 1980 aux éditions de la Sphère, — qui avait valu à son auteur, en 1965, d'être chassé de l'enseignement et au livre d'être interdit par le comité de censure.

**Q**UAND on pense à ce que devait être la « chasse au vice » dans ces campagnes où les gens faisaient la queue près des confessionnaux, et l'hypocrisie sexuelle qui devait régner dans un séminaire d'Irlande il y a encore quelques années, on peut imaginer le scandale que provoqua là-bas ce beau et fort roman qui évoque sans fard et avec réalisme les émois et les ambiguïtés de l'adolescence chez un jeune garçon

qu'on destine, bien évidemment, à la prêtrise. « Je ne serais jamais prêtre. Autant admettre la vérité. Je ne serais jamais rien du tout. Il n'y avait pas grand-chose à faire, à part rester assis devant le feu et contempler le néant de ma vie à seize ans », se promet le garçon. John McGahern détaille avec beaucoup de finesse et sans pathos la relation entre le jeune John et Mahoney, le père violent et primitif, qui a élevé son fils et ses deux filles avec une brutalité non dépourvue de tendresse. « Tu aimerais bien une petite excursion, pas vrai ? Nous pourrions aller en ville tous les deux. Nous prendrions le thé au Royal Hotel. Ça te plairait d'aller à la ville, hein ? », propose le père, qui, cependant, estime que toutes les filles qui vont travailler à Dublin ne peuvent être que des putains.

« Nul mieux que McGahern n'a su exprimer la désespérance de l'Irlande contemporaine », écrit Anthony Burgess pour qualifier cet écrivain qui, sans être sombre, sans se lamenter, plonge au cœur d'une société qui fut celle de son enfance, évoquant avec une ironie crue ces écoles chrétiennes confites en dévotion, où un des Frères vient, la nuit, pratiquer la « confession » dans le lit étroit du pensionnaire pris entre la crainte et la révolte. Surtout, il s'est attaché à faire comprendre le climat de haine, d'incompréhension et d'amour à la fois entre le père et le fils. La tendresse surtout à vous tirer des larmes, finit par surprendre quand John part pour Dublin au séminaire pour échapper à ces vies sans espoir : « Nous ne vivrons plus ensemble, désormais », dit le père, le dernier soir, après qu'ils eurent récité ensemble le chapelet. « Pour rien au monde, je n'aurais voulu être élevé autrement, ni par un autre père que toi », répond le jeune homme, qui, pourtant, n'a rien oublié et qui, comme l'instituteur de *Journée d'adieu*, le beau roman de McGahern paru neuf ans plus tard, n'a pas encore choisi de se mettre hors la loi.

**C'**EST aussi la relation entre un vieil homme et un enfant, mais avec une terrible violence sous-jacente, qui était au centre de *Princes et Capitaines*, le premier roman de Jennifer Johnston, un écrivain rare et à l'écriture raffinée qui

habite au Nord, à Derry, et qui, mérite, à coup sûr, d'être plus connue. Dans la plupart de ses écrits, elle semble poursuivre la rêverie, dans de sombres manoirs romantiques remplis des fantômes des ancêtres, d'une jeune fille qui aurait l'âge de sa mère et qui revit, de livre en livre, l'Irlande de l'année 1920, sa violence et l'affrontement de valeurs antagonistes : comme dans *Princes et Capitaines*, dans *Une histoire irlandaise*, dans *Si loin de Babylone* ou dans ce *Sanctuaire des fous* qui vient de paraître chez Bernard Contax. Dans « Un Noël blanc », au contraire, la jeune fille, qui s'était attachée à l'état familial pour aller connaître l'Europe, devient écrivain, revenant avec une leucémie incurable pour son dernier Noël.

Récit fait entièrement de dialogues qui ne bavardent jamais, mais qui évoquent, en touches précises, le moment précis de 1920, quand s'est brisée la vie de l'héroïne. *Sanctuaire des fous* est une sorte de théâtre dont Miranda ne cesse, depuis des décennies, d'appeler les personnages d'une pièce qui se joue indéfiniment dans sa tête. « Je n'ai pas la nostalgie du passé », explique Miranda au moment de sa mort. *Le Paradis n'exerce sur moi aucun*

charme. » Dans cette propriété qui va tomber en ruines et qui fait penser à *la Cerisaie*, elle fait ses comptes avant de partir. « Peut-être aurai-je dû me marier, en fin de compte ; élever une nombreuse progéniture, ne fût-ce que pour garder cette maison vivante et animée, la sauver des promoteurs ; ou des religieuses... ou encore de la clique des vacanciers. Mais je ne me suis pas permis cette liberté-là. »

Sur une musique tchétchovienne, toujours un peu la même, c'est à sa recherche du temps perdu que se livre, avec une grâce et un charme douloureux, une grande discrétion aussi, Jennifer Johnston, dont Patrick Rafroidi admirait l'aptitude à « faire ressurgir le passé avec la merveilleuse facilité apparente qui la caractérise, en mélangeant les temps, en faisant alterner le sérieux biblique et l'humour, l'émotion et le détachement, le récit, le dialogue, le courant de la conscience. »

Autre plongée dans le passé avec les *Splendeurs de l'Alexandra*, de William Trevor (qui, lui, ne sera pas à Paris), dans la nouvelle collection des éditions Alinéa, « Novella ». De petits livres qui, selon une mode qui se répand dans l'édition, sont de petits romans qui se lisent en une heure. « Je suis un provincial de cinquante-huit ans. Je n'ai pas d'enfants. Je ne me suis jamais marié. (...) J'appartenais à une famille protestante de la classe des domestiques qui s'était élevée dans l'échelle sociale, mon père était devenu le patron de la scierie où il était autrefois employé. » Un homme, Harry, se souvient du garçon de quinze ans qu'il était quand il a rencontré ce qui fut la grande aventure de sa vie : M. et M<sup>me</sup> Messinger... le couple venait d'ailleurs, elle anglaise, lui allemand, chassés par la guerre vers un lieu où ils puissent vivre ensemble, la femme beaucoup plus jeune que son mari. Comme ils ne fréquentent pas l'église, on raconte qu'ils sont juifs. Le jeune garçon va aider, porter des paquets, visiter régulièrement le manoir, fasciné par la dame qui le reçoit lovée sur son canapé, qui lui offre sa première éponge de cravate. « Une femme qui n'est pas de la famille n'offre pas de présent à un jeune garçon. J'ai honte que tu l'aies accepté », reproche sa mère en fureur.

Pour ne pas être que des oiseaux de passage, les Messinger vont doter la petite bourgade isolée d'un cinéma, *L'Alexandra*. Avec des marches de marbre et une enseigne de néon. Le premier film sera *Rebecca*. Quand ils partiront, ils laisseront le cinéma à Harry, qui, devant ses parents scandalisés, désertera la scierie paternelle. Un petit *Cinéma Paradis* empreint d'une nostalgie où la mort triomphe toujours, plus forte que les images. (Donnez quand même que les images. (Donnez quand même que l'éditeur n'ait pas retenu le texte qui vante le *Comerama* (Cinérama ?...) et Fred Astaire !)

**D**IX auteurs, nés entre 1902 et 1955, arrivent donc en France, gaéliques ou anglicans, poètes ou romanciers, protestants ou catholiques, pour nous faire mieux connaître la littérature qui se fait chez eux, hors des écoles et des chapelles, multiforme, vivante, et qui a su garder foi en elle-même. A leur tête, leur doyen, Francis Stuart — à peu près inconnu, bien que sept titres aient été traduits en France jusqu'en 1960 ; un « marginal », né en Australie, élevé en Angleterre, marié en premières nocces à Isent Gonné, la fille de Maund — la bien-aimée de Yeats qui épousa ensuite Sean McBride, — emprisonné dans son pays comme républicain puis, vingt-cinq ans plus tard, arrêté par les Français pour avoir passé le temps de la guerre à Berlin, dix ans silencieux, oublié presque dans son pays qu'il regagna en 1958. Toujours marginal, pestant dans son dernier livre, *Fallandia*, contre ce pays imaginaire « une province où une dépendance de la réaction européenne, un mélange de corruption politique et de puritanisme spirituel. Ni royaume de Dieu sur la terre, ni communisme socialiste. »

Rêveurs, buveurs, rimeurs, portant leurs péchés sans complexes au mépris de toute psychanalyse. Tous pêcheurs... Insolites Irlandais auxquels nous reviendrons puisque Dublin sera en 1991 « capitale de l'Europe ».

- (1) J.P. Donleavy : *Mon Irlandais* (Denoël, 1987).
- (2) *Une île de Surcouf*, par Bernard Gauthier dans le *Monde* les livres du 9 novembre 1984.
- (3) Voir les critiques de Michel Brandeau à propos de la Caserne (3 octobre 1986) et de Haute-Terre (2 octobre 1987).

PROGRAMME

Le 27 novembre et 7 décembre : signature avec Jennifer Johnston, Dérék Mahon, John McGahern (bibliothèque Village Voice, lundi 27 à 17 h), John McGahern (bibliothèque Millepays, à Vincennes, vendredi 1<sup>er</sup> décembre à 20 h 30), lectures à la Maison de la poésie (lundi 27 à 20 h 30), à la Maison des cultures du monde (lundi 27 à 20 h 30), au Centre Georges-Pompidou (mercredi 29 à 18 h 30 et 21 h). Présentation de l'exposition des écrivains à la Sorbonne, salle Liard, par Maurice Goldring (mardi 28 à 18 h). Débats : « Ecrire et vivre en Irlande » (Centre Pompidou, 18 h 30) ; « L'identité irlandaise aujourd'hui » (FNAC Forum, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, 17 h 30).

Les « Belles étrangères » se poursuivront ensuite à Saint-Nazaire, Rennes, Brest, Strasbourg, Grenoble, Lyon, Aix-en-Provence et Montpellier. Renseignements à l'ADEC. Tél. : 40.20.93.38.

« Beaux étrangers » invités

● **JOHN BANVILLE** (né en 1945). Directeur des pages littéraires de l'*Irish Times*. Fondateur de la Dublin International Writers Conference. Un des tenants du nouveau roman irlandais. Son dernier livre, *A Book of Evidence*, sélectionné pour le Booker Prize, paraîtra chez Flammarion en 1990.

● **SEBASTIAN BARRY** (né en 1955). Educué en Suisse et à Paris, à la fois romancier, poète, auteur dramatique, auteur de livres pour enfants, il allie la tradition et l'expérimentation dans des œuvres nombreuses essentiellement publiées en Irlande.

● **JENNIFER JOHNSTON** (née en 1930). Née à Dublin, elle habite en Irlande du Nord, à Derry. Révélée en France par Maurice Nadeau dans sa collection des Lettres nouvelles, très appréciée en Angleterre, elle avait été, jusque-là, régulièrement publiée chez Denoël : *Princes et Capitaines* (1977), *Si loin de Babylone* (1979), *les Ombres sur la peau* (1979), *Une histoire irlandaise* (1983), *Un Noël blanc* (1985).

● **THOMAS KILROY** (né en 1934). Professeur de littérature anglaise à l'université de Galway, auteur d'un roman, *The Big Chapel* (1971), chronique d'un scandale ecclésiastique qui déchira son comté natal. Il est surtout un auteur de théâtre. Son œuvre sera présentée à la Maison des cultures du monde, 101, bd Raspail (le lundi 27 à 20 h 30).

● **JOHN MCGAHERN** (né en 1935). Considéré comme un des

grands écrivains contemporains, il vit au Nord-Ouest, dans le comté de Leitrim, enraciné dans son village, mais édité à Londres par Faber and Faber. Après ses premières nouvelles découvertes en 1971 par le *Mercury* de France, *Lignes de fond*, après la publication de *L'Obscur* aux éditions de la Sphère en 1980, ses œuvres sont régulièrement publiées par les Presses de la Renaissance : *le Paradis* (1981), *Journée d'adieu* (1983), *la Caserne* (1986), *Haute-Terre*, nouvelles (1987).

● **DEREK MAHON** (né en 1941). Né à Belfast, protestant. Ce poète, qui a longtemps vécu à Londres et n'est pas plus chez lui dans la culture anglaise que dans la culture irlandaise, refuse d'être un écrivain engagé. Il a traduit des poèmes de Philippe Jaccottet et des pièces de Molière.

● **JOHN MONTAGUE** (né en 1929). Le plus connu des poètes irlandais avec Seamus Heaney et Thomas Kinsella. Né à Brooklyn, puis venu en Ulster, son œuvre est fondée sur une autobiographie géographique et historique d'un pays où la poésie survit malgré la guerre et les ruines du temps. Il écrit, selon Jacques Darras, « une poésie qui résiste ». Out paru en édition bilingue : *Amours, Martes* (éd. William Blake & Co, 1988) et le remarquable volume intitulé *la Langue griffée* qui réunit des œuvres de 1981 à 1988 : « *Musette d'écaille sanguinolente/la tête s'étrangle pour parler une autre langue* » — (Bélin, coll. « L'extrême contemporain », dirigée par Michel Deguy, 1988).

● **NUALA NI DHOMHNAILL** (née en 1952). Un des principaux poètes de langue gaélique de sa génération. Elle a fait ses études à Cork, à une époque où plusieurs professeurs enseignaient le gaélique ; « et elle vit à Dublin. L'édition bilingue de ses œuvres lui permet de toucher simultanément le public anglophone. »

● **BRENDAN O'HEITHIR** (né en 1930). Né dans les Fies d'Aras, considéré comme l'un des romanciers les plus importants en gaélique, il écrit aussi en anglais et partage actuellement son temps entre Paris et Dublin.

● **FRANCIS STUART** (né en 1902). Né en Irlande, il vit à Dublin. Il est le doyen des lettres irlandaises, à la personnalité attachante et anticonformiste. Il a écrit une vaste œuvre fondée, en partie, sur sa biographie, et ses dédicaces avec son pays, notamment *Black List*, *Section H* (Martin Brian & O'Keefe et Southern Illinois University Press, 1971). Il est à peu près inconnu chez nous, bien que plusieurs de ses œuvres aient paru en France : *la Colonne de feu* et *le Baptême de la nuit* (éd. du Temps présent, 1949 et 1951), *Rédemption* (Gallimard, 1951), *la Fille du vendredi saint* (Seuil, 1953), *le Pigeon irlandais* (Gallimard, 1954), *la Porte de l'espérance* (Seuil, 1956), *Valquiers et Valcuis* (Gallimard, 1960).

● **Patrick Rafroidi** (1930-1989)  
Décidément, le sort n'est pas tendre pour les grands amoureux de l'Irlande, et le cancer aura eu raison, trop tôt, de celui qui avait été le maître d'œuvre, infatigable jusqu'au bout, de ces rencontres des « Belles étrangères » qui lui doivent presque tout. Patrick Rafroidi est mort le semaine dernière, et sa petite Livia, âgée de seize mois, n'aura pas pu connaître assez cet homme courtois et savant, admiré et respecté de tous.

Né à Arpejon le 15 juin 1930, docteur des lettres, agrégé d'anglais, il avait partagé sa carrière universitaire entre Lille et Strasbourg, avant d'être élu président de l'université Lille-II, puis attaché culturel à Londres de 1981 à 1984.

Fondateur et directeur du Centre d'études et de recherches irlandaises de l'université Lille-II, il avait fondé la revue bilingue *Etudes irlandaises* (BP 15, 58274 Marquillies) ; traducteur, critique, il était aussi l'auteur d'ouvrages de traduction et d'enseignement de l'anglais (*Manuel de l'anglais*, 1966 ; *Précis de stylistique anglaise*, 1978). Ses obsèques ont eu lieu mardi dernier à Saint-Etienne-du-Mont.

**MOSCOU**  
«Général et brutal»

Privée de centre, tentaculaire, refuge ou lieu de passage d'une population hétéroclite, Moscou agresse, fatigue, fascine.

Un portrait composite, le premier du genre, dirigé par Anne Coldefy-Faucard et Luba Jurgenson.

Revue H.S. 40 - Série Monde. 264 pages, 89 F. EN LIBRAIRIE.

éditions L'Autrement

LE REGARD LITTÉRAIRE

**PIERRE MERTENS**

L'agent double  
Sur Dumas, Gracq, Kundera, etc.

On n'écrit que pour être hanté par son propre fantôme

LE REGARD LITTÉRAIRE

EDITIONS COMPLEXE

**Le Monde**

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

**Patrick Rafroidi (1930-1989)**

Décidément, le sort n'est pas tendre pour les grands amoureux de l'Irlande, et le cancer aura eu raison, trop tôt, de celui qui avait été le maître d'œuvre, infatigable jusqu'au bout, de ces rencontres des « Belles étrangères » qui lui doivent presque tout. Patrick Rafroidi est mort le semaine dernière, et sa petite Livia, âgée de seize mois, n'aura pas pu connaître assez cet homme courtois et savant, admiré et respecté de tous.

Né à Arpejon le 15 juin 1930, docteur des lettres, agrégé d'anglais, il avait partagé sa carrière universitaire entre Lille et Strasbourg, avant d'être élu président de l'université Lille-II, puis attaché culturel à Londres de 1981 à 1984.

Fondateur et directeur du Centre d'études et de recherches irlandaises de l'université Lille-II, il avait fondé la revue bilingue *Etudes irlandaises* (BP 15, 58274 Marquillies) ; traducteur, critique, il était aussi l'auteur d'ouvrages de traduction et d'enseignement de l'anglais (*Manuel de l'anglais*, 1966 ; *Précis de stylistique anglaise*, 1978). Ses obsèques ont eu lieu mardi dernier à Saint-Etienne-du-Mont.

Trade

Le Monde

23, boulevard

75002

Tél.

Telex

Télécopie



43. La privatisation des entreprises en Grande-Bretagne  
44. Les entreprises allemandes en Europe

45. Le développement de NTT  
46. Les entreprises allemandes en Europe

47. Marchés financiers  
48. Bourse de Paris

## BILLET

## Transparence

Le « marché », ce mot fétiche qui fleurit bon Walt Street et la haute finance internationale, serait-il brandi à Paris pour mieux camoufler le caractère « à la française » de certaines pratiques financières ? A ce sujet, les transactions qui ont lieu quotidiennement autour du capital de la Mixte — objet d'une OPA de Paribas — suscitent bien des questions dans les milieux financiers.

Vendredi 17 novembre, Bouygues rachetait d'un seul coup sur le « marché » 3,3 % du capital de la Mixte à Victor. Pourquoi ? Sans doute parce que le numéro 1 du bâtiment était intéressé par le rachat de 10 % des Grands Moulins de Paris qui sont dans le patrimoine de la Mixte. Comment s'est effectuée la transaction ? Le plus normalement du monde : à un moment donné, une offre de 330 000 actions est venue s'afficher sur les écrans des opérateurs. Simultanément, une demande équivalente est apparue. Pendant quelques secondes, il s'est produit un semblant de négociation sur le prix, et l'affaire s'est nouée en un clin d'œil.

Pour le Conseil des Bourses de valeurs (le CBV) qui, plus que la Commission des opérations de Bourse (la COB), semble être aujourd'hui le garant de l'intégrité du marché, cette transaction est légale. Le CBV, qui est déjà intervenu le 13 novembre pour expliquer que le renforcement des actionnaires de la Mixte par des achats sur le marché n'impliquait aucunement une « action de concert », a sévèrement prohibée en période d'OPA, explique, par un autre communiqué daté du 22 novembre, qu'il n'y a pas « application ». Ce terme ne s'applique qu'aux transactions réalisées hors Bourse, explique le CBV. L'hypothèse d'une transaction convenue sur un paquet de titres à un prix et une heure déterminés à l'avance n'est-elle pas envisagée par le CBV ? L'important est que des transactions aient lieu (qui permettent de grosses commissions pour les sociétés de Bourse) et qu'elles se produisent au vu et au su de tout le monde. Le reste semble importer peu. N'est-ce pas oublier que le « marché » a pour condition la transparence, laquelle n'existe que par une réelle surveillance.

Y. M.

## ORKEM coupé en deux, EMC chez ERAP

## La restructuration de la chimie française donne lieu à d'âpres négociations

La deuxième restructuration de la chimie française depuis 1983 est comme une jeune mariée d'antan : elle se fait attendre. Ses grandes lignes sont maintenant définies : chimie lourde d'ORKEM chez Elf, « spécialités » chez Total, EMC chez ERAP. En revanche, les détails de l'opération, qui devaient être révélés, jeudi 23 novembre, par M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, ne seront pas rendus publics avant au moins la fin du mois. Les pouvoirs publics

estiment avoir fait leur devoir. Il appartient désormais aux chefs d'entreprises de se mettre d'accord sur le découpage délicat des diverses filiales. Au centre du débat, ORKEM (ex-Caf-Chimie), entreprise promise à être écartelée entre les compagnies pétrolières Elf et Total. Le sort de l'Entreprise minière et chimique (EMC), destinée à rejoindre l'ERAP, paraît quant à lui scellé.

Depuis la mi-octobre presque plus personne en haut lieu ne faisait plus mystère de la façon dont la chimie française allait être remodelée. L'idée du « tout ORKEM » chez Total avait d'abord prévalu. Séduisante après la désignation par le gouvernement de M. Serge Tchernak, PDG d'ORKEM, pour remplacer M. François-Xavier Ortoli à la tête du groupe Total, cette solution avait pour elle le mérite de la simplicité. Parfaitement viable sur un plan industriel, elle respectait en outre le facteur humain et avait plus ou moins reçu l'aval du ministère de l'Industrie.

Mais c'était compter sans l'obstination de M. Lof Le Floch-Prigent, devenu l'été dernier président du groupe Elf Aquitaine, de constituer en France, suivant la stratégie des grandes filiales, un groupe chimique de très grande dimension, capable de rivaliser à armes égales avec les géants allemands (Bayer, Hoechst, BASF), américains (Du Pont de Nemours, Dow Chemical, Procter and Gamble), britanniques (ICI) et néerlandais (Unilever). Ce rêve le poursuivait depuis son arrivée à la tête de Rhône-Poulenc au cours de l'été 1982. Il en avait fait le leitmotiv du rapport sur l'industrie chimique commandé par M. Fauroux, remis au printemps dernier, et dont le contenu devait rester confidentiel.

## Juge et partie

S'il ne pouvait être juge et partie, M. Le Floch n'en a pas moins refusé tout net l'idée d'un rapprochement Total-ORKEM. Et l'Élysée a pesé de tout son poids en sa faveur. Une seconde solution fut alors ébauchée, capable de donner satisfaction à la fois au bouillant président d'Elf et au tenace patron d'ORKEM, bien décidé à emmener dans ses bagages chez Total le groupe ORKEM redressé en trois ans par ses soins.

Pour essayer de concilier les parties en présence, du moins l'espéraient-ils, les pouvoirs publics ont donc suivi une voie médiane en s'appuyant sur trois idées-forces :

1) Fournir à Elf la possibilité de rejoindre dans la chimie le peloton de tête des dix premiers producteurs mondiaux « en haute chimie » et en lui donnant des moyens de connexion susceptibles de conduire ultérieurement à des alliances profitables.

2) Apporter au groupe CFP-Total assez d'actifs pour lui permettre d'opérer une diversification significative dans la chimie des spécialités « construite autour du concept de revêtement ».

3) « Inscrire l'Entreprise minière et chimique (EMC) dans un concept industriel plus vaste pour garantir ses activités spécifiques », à savoir, notamment, dans l'approvisionnement de l'agriculture française en potasse.

En bref, ce plan revient à découper savamment ORKEM pour transférer toute la partie dure (pétrochimie, plastiques de grande diffusion, engrais) chez Elf et toute la partie soft, ou spécialités (encres, peintures, mas-

## Les Allemands en tête

Le chiffre d'affaires « chimie » des quatre premiers mondiaux en milliards de dollars pour 1988 :

1. Bayer (RFA) ..... 22,7
2. Hoechst (RFA) ..... 21,9
3. BASF (RFA) ..... 21,5
4. ICI (GB) ..... 21,1
5. Du Pont de N. (EU) ..... 19,8
6. Dow Chem. (EU) ..... 16,7
7. Unilever (GB-PB) ..... 12,3
8. R. D. Shell (GB-PB) ..... 11,8
9. Ciba-Geigy (Suisse) ..... 11,1
10. Procter & Gam. (EU) ..... 11
11. Rhône-Poul. (Fr.) (1) ..... 10,8
12. Exxon (EU) ..... 9,9
13. Union Carbide (EU) ..... 8,3
14. Elf Aquit. (Fr.) (2) ..... 8,2

(1) Avec ses récentes acquisitions (Chemicals et GAF), Rhône-Poulenc passe à la 8<sup>e</sup> place, avec 11,9 milliards de dollars.  
(2) Toute la division chimique d'Elf en ordre dispersé, à savoir Atochem, Sanofi, Pennwalt, M & T, Texas Gulf Chemicals. (Source : « Chimie Actualité ».)

tics) chez Total ; à adosser momentanément l'EMC sur l'ERAP (holding du groupe Elf), avant son intégration à ATOCHEM, le temps de trouver une solution au règlement du service de la retraite des mineurs des mines de potasse, dont M. Le Floch refuse de prendre la charge.

## Où faire passer le scalpel ?

Si le point 3 du plan de restructuration ne pose pas véritablement de problème, en revanche, les points 1 et 2 sont autrement épineux. Le hard et le soft sont, en effet, très étroitement imbriqués sur les plateformes d'ORKEM. Où faire passer le scalpel ? M. Tchernak doit, dans les discussions serrées qui l'opposent à M. Le Floch, chercher à remplir au maximum la corbeille d'actifs qui lui sont dévolus (groupe Coates, Ripolin, Bostik...). M. Le Floch s'efforcera de valoriser autant que faire se peut les filiales qui lui reviennent (polyéthylène, polystyrène, PVC), notamment dans la filiale pétrochimique NORSOLOR.

A qui céder la chaîne acrylique ? Comment redessiner le site de Carling ? Pour tout dire, où faut-il tracer les nouvelles frontières du « hard » et des « spécialités » si tant est qu'il soit possible de dire où finit l'un et où commencent les autres. Sans parler du problème financier soulevé par NORSOLOR, dont 23 % du capital sont aux mains d'intérêts privés (institutionnels

français et britanniques pour 7 %) et sa filiale COPEWOR (rapporteur de Dunkerque) dont le Qatar General Petroleum Company (QGPC) détient 40 % du capital.

On peut évaluer à 13 milliards ou 14 milliards de francs, la part de chiffre d'affaires qui devrait revenir à Elf, et à une dizaine de milliards celle dévolue à Total. Autrement dit ATOCHEM (filiale chimique du groupe Elf) pourrait arriver à dégager un chiffre d'affaires voisin de 50 milliards de francs (Pennwalt incluse) voire de 60 milliards en lui rattachant les autres firmes américaines affiliées (M & T, Texas Gulf Chemicals). Cela ne suffirait pas encore et de loin pour faire de ce groupe un géant puisque son chiffre d'affaires serait encore inférieur à 10 milliards de dollars.

Réunis en conclave quasi permanent, avec les présidents d'EMC, M. Rodolphe Greif et de l'ERAP, M. Pierre Boisson, MM. Tchernak et Le Floch vont donc, ces prochains jours, s'efforcer de se convaincre réciproquement de mettre de l'eau dans leur vin. Les pouvoirs publics assurent n'avoir pas le culte de la date mais « l'obligation du résultat ». Au pire une solution devrait être trouvée avant l'accession en février 1990 de M. Tchernak à la présidence de Total.

Mais si les jeux sont faits dans les grandes lignes, la charge revient au Quai de Bercy de régler les problèmes financiers liés à la répartition des apports, cette pénible restructuration appelle déjà plusieurs questions.

## Tentative de gigantisme

N'est-il pas dangereux, pour céder à la tentation d'un gigantisme encore inaccessible même en opérant par temps clair, de tailler prématurément dans des tissus industriels à peine cicatrises après la grande crise de la fin des années 70 et du début des années 80 ? Les pouvoirs publics se disent déjà assez satisfaits d'avoir trouvé le bon équilibre. Mais quid du facteur humain ? Personne n'en souffle mot. Or, avec le découpage envisagé, au moins sept mille personnes vont devoir changer de camp au moment où M. S. Tchernak avait réussi à redonner un véritable esprit de groupe à ORKEM. Une démobilitation du personnel serait sans doute préjudiciable à ce grand œuvre.

Par ailleurs, si la dimension a des avantages indiscutables (économies d'échelle, négociation de contrats...), elle a aussi des inconvénients. Le Dr Hans Albers, président du directoire de la BASF, reconnaît en aparté que les grands monstres industriels deviennent de plus en plus difficiles à manier. S'agissant d'ATOACHEM, la part du hard, à présent de 40 %, repassera à près de 57 % avec les apports d'ORKEM. Si d'aventure, la conjoncture venait à se retourner, le handicap vis-à-vis de la concurrence ne serait sans doute pas négligeable. N'aurait-il pas été en définitive plus simple de laisser aux sociétés impliquées le soin de poursuivre leur destin ? Remise sur pied, ORKEM en a les moyens. En voulant trop bien faire, M. Fauroux ne s'est-il pas laissé prendre à son propre piège ? De toute façon, le processus est en route et rien ne saurait maintenant l'arrêter.

ANDRÉ DESSOT

## Un entretien avec un conseiller économique de M. Gorbatchev

« Nous n'avons pas besoin de crédits occidentaux » nous déclare M. Oleg Bogomolov, directeur de l'Institut d'économie mondiale de Moscou

Reconnaissant la forte « détérioration » de la situation économique en Union soviétique, M. Oleg Bogomolov, l'un des conseillers économiques de M. Mikhaïl Gorbatchev, estime que la situation est désormais « dangereuse mais pas sans espoir ». Malgré cela, il estime que l'URSS « ne veut pas de crédits occidentaux ». M. Bogomolov a participé au début de cette semaine avec d'autres économistes soviétiques, à Bruxelles, à un colloque sur les relations entre l'URSS et la CEE, organisé par la Commission de Bruxelles.

« Face à une situation économique difficile, le Soviet suprême vient d'adopter un programme d'urgence. Qu'en pensez-vous ? »

« Les députés viennent effectivement de décider un plan d'urgence qui s'inspire davantage des anciennes méthodes administratives que des mécanismes de marché, dont nous souhaitons le développement. Ces mesures visent à limiter les hausses de salaires et de prix, et à accroître l'offre de biens de consommation à travers des commandes d'État ».

« C'est que la situation sur le marché des biens de consommation s'est détériorée régulièrement, et le niveau de la consommation de la population tout entière a baissé. La prochaine session du Congrès, le 12 décembre, devra prendre d'autres mesures. Il est certain que le crédit de M. Gorbatchev dans la population a été largement entamé. Mais si l'on arrive à laisser entrevoir une amélioration, le peuple sera patient ».

« Certains invoquent des actions de sabotage pour expliquer l'actuelle détérioration de la situation économique... »

« Du sabotage, pas seulement ! Il existe une résistance très forte au sein des structures bureaucratiques. Il y a eu également beaucoup d'erreurs commises dans la mise en œuvre de la perestroïka. Le gouvernement préfère dessiner l'avenir plutôt que d'analyser le passé pour comprendre les erreurs. Je suis très inquiet de notre incapacité à prédire l'avenir à l'horizon d'un an ou deux ».

« Quelles ont été les principales erreurs ? »

« Nous avons commencé à introduire des mécanismes de marché de manière inopportune dans l'industrie, ce qui a provoqué l'inflation. Aujourd'hui, les prix des biens augmentent les uns à la suite des autres, et les pénuries se multiplient. On ne peut plus rien acheter dans les magasins. Les étagères sont vides. Il aurait fallu introduire des réformes d'abord dans l'agri-

culture. Les résultats auraient été rapides, car les agriculteurs sont intéressés par la location des terres. Malheureusement, dans le secteur agricole, la bureaucratie locale est très puissante et très conservatrice ».

« La loi sur les entreprises était une erreur. Car celles-ci ont préféré ne pas diminuer leurs coûts et augmenter leurs prix. Nous aurions dû nous concentrer sur l'agriculture, les industries légères et agro-alimentaires, car elles servent directement le marché de détail et non celui de gros. L'inflation est l'obstacle principal aux réformes ».

« Quels sont les projets à l'étude ? »

« J'ai défendu un projet de loi sur la terre à la commission du Soviet suprême il y a quelques jours. L'idée est de louer les terres aux paysans pour une durée de cent ans. Il est important que le projet soit adopté avant le début de la nouvelle saison agricole, en février ou mars ».

## Le mark est-allemand convertible dans un an

« La réforme des prix est également au programme. Ainsi que la loi sur la propriété. Seules doivent rester étatiques les entreprises de certains secteurs, comme la poste, les chemins de fer, l'électricité, le nucléaire. Toutes les autres entreprises devraient être louées aux travailleurs ou transformées en sociétés par actions. Le projet de loi sur la propriété est déjà rédigé. Il devrait être adopté rapidement ».

« Je propose également l'introduction d'une monnaie parallèle au rouble. Lors du dernier Conseil, M. Rykov, le premier ministre, s'est déclaré intéressé par l'idée ».

« Qu'attendez-vous des pays occidentaux ? »

« Les pays occidentaux doivent nous soutenir politiquement, par exemple en poursuivant le processus de désarmement. Mais nous n'avons pas besoin de leurs crédits : ils coûtent très cher, et nous ne savons pas les utiliser correctement. Au début des années 80, la hausse des prix pétroliers a apporté à l'URSS environ 170 milliards de dollars de devises supplémentaires, mais nous avons dépensé tout cet argent sans effet sur l'économie ».

« Que pensez-vous de l'évolution actuelle en RDA ? »

« L'intégration de la RDA dans un système économique européen, au sens large, devrait pouvoir être réalisée rapidement. Selon moi, le mark est-allemand pourrait devenir convertible dans un an. Mais la réunification politique des deux États allemands sera un processus très long ».

Propos recueillis par ERIK IZRAELEVICZ et FRANÇOISE LAZARE

► Oleg Bogomolov vient de publier *Socialisme et compétitivité. Les pays de l'Est dans l'économie mondiale*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989, 284 pages, 160 F.

## INSOLITE

## Trente ans de réflexion

Les Japonais, dont la rapidité de réaction est si fréquemment vantée, ont mis... trente ans pour accorder à Texas Instrument, le plus gros fabricant américain de semi-conducteurs, un brevet lui reconnaissant la paternité de l'invention des circuits intégrés. Cette découverte, à la base de la miniaturisation, fut faite en 1958 par un ingénieur de Texas Instrument, M. Jack Kilby, et joua un rôle décisif dans l'apparition de l'ère informatique.

Bien évidemment, cette mauvaise volonté permit aux Japonais de développer leur propre industrie électronique sans avoir

à payer de royalties à Texas Instrument. En effet, les enjeux financiers sont considérables : on estime que la reconnaissance du brevet permettra à la firme américaine d'empocher 500 millions de dollars (plus de 3 milliards de francs) par an de royalties...

On comprend pourquoi les firmes nipponnes ont multiplié les procès pour tenter de s'opposer à cette mesure. Toutefois, ils ont gagné trente ans, puisque la décision n'est pas rétroactive, et atteint leur objectif : les Japonais dominent de leur puissance toute la micro-électronique mondiale.

## Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

EUROSTAF s'agrandit et a le plaisir de vous annoncer sa nouvelle adresse à compter du 27 novembre 1989 :

23, boulevard des Italiens  
75002 Paris

Tél. : 49 24 90 50

Télex : 282 632

Télécopie : 49 24 07 03

حکومت اسلامی





## ÉCONOMIE

Le rapport du CERC sur les revenus des Français

# La diffusion des valeurs boursières dans le public n'a pas empêché le patrimoine mobilier de se concentrer en France

Les inégalités de salaires avaient eu tendance à se réduire depuis la fin des années 60. Un rapport du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) analysé dans nos colonnes (le Monde du 23 novembre) montre que depuis 1985 l'éventail des salaires a recommencé de s'élargir. Nous terminons aujourd'hui l'analyse du rapport du CERC, qui montre que se développent en France bien d'autres inégalités.

Les revenus des travailleurs indépendants ont été marqués très différemment par la crise née en 1974 du premier choc pétrolier, crise relancée en 1979 par une deuxième hausse massive du prix du brut, plongeant les pays industrialisés dans une profonde récession.

Le revenu agricole avait chuté en France constants de 1973 à 1978, pour se stabiliser par la suite à un niveau modeste, la hausse d'une année compensant la baisse de

ou même diminué entre 1973 et 1979, ont carrément baissé jusqu'en 1984-1985, pour ne se redresser que très récemment, sans qu'on puisse dire encore si ces deux ou trois dernières années auront compensé les pertes antérieures. Ces mal-traités de la crise sont les artisans du bâtiment, qui perdent 10 % de leurs revenus en neuf ans (2), les notaires (- 20 % en treize ans), les architectes surtout, dont les revenus baissent de 40 %, ce qui correspond à une perte annuelle moyenne de 4 %.

Quelques professions ont évolué de façon moins hâtive, pour leur bonheur ou pour leur malheur. Les bouchers, par exemple, après avoir vu leurs revenus augmenter rapidement de 1973 à 1979 (+ 4 % l'an), ont par la suite stagné, ce qui n'a pas empêché leur bilan d'être nettement positif sur la période 1973-1986 (+ 15 %). Les kinésithérapeutes ont eu un sort encore meilleur sur la période : + 35 %, soit 2 % par an. Les revenus des pharmaciens ont complètement stagné jusqu'en 1986, avant de recommencer à nettement augmenter. Les médecins généralistes ne semblent pas, eux, avoir bénéficié

25 % de ceux qui bénéficient des revenus les plus élevés, on voit que de 1970 à 1985, sur treize professions étudiées par le CERC, seuls les infirmières, les kinésithérapeutes et les conseillers fiscaux ont échappé à ce mouvement de concentration, qui a touché les médecins, les chirurgiens, les radiologistes, les chirurgiens-dentistes, les experts-comptables, les architectes, les avocats...

### La percée des actions et des obligations

Les années 80 auront été marquées par la progression rapide des revenus de la propriété mobilière et immobilière, au moment même où les revenus d'activités - salariales notamment - marquaient le pas.

La conséquence en a été le poids grandissant pris par les revenus passifs dans le total du revenu imposable : 4,5 % en 1979, 5,9 % en 1984. Cette part a continué de grandir. Elle représentait 10,2 % en 1987 pour les 10 % de foyers dont les revenus sont les plus élevés, contre 8,9 % trois ans plus tôt.

L'attrait exercé par les valeurs mobilières aura profondément modifié les comportements. Pendant les années 70, les patrimoines étaient bâtis sur une part importante et croissante d'épargne liquide. Pendant les années 80, c'est le contraire qui s'est produit : le poids des valeurs mobilières dans les patrimoines est passé de 18 % en 1977 à 34 % en 1988.

La diffusion des actions et des obligations dans le public est confirmée par toutes les enquêtes. En 1984, 28 % des ménages interrogés possédaient des valeurs mobilières contre 20 % en 1979. Cette diffusion a ceci de remarquable qu'elle s'est faite pratiquement dans toutes les catégories socio-professionnelles, y compris parmi

les ouvriers. Du coup, la part des salariés est passée de 17,1 % à 19,6 % entre 1979 et 1984, au détriment de la clientèle plus traditionnelle des non-salariés dans le total des ménages percevant des revenus mobiliers.

Cette démocratisation de la Bourse a-t-elle pour autant réduit les inégalités de revenus et de patrimoines ? La réponse apportée par le CERC est négative : « La diffusion des actions et valeurs cotées en Bourse s'est accrue particulièrement vite parmi les industriels, les gros commerçants et les cadres. (...) D'une façon générale, l'accroissement du taux de diffusion est d'autant plus grand que l'on a affaire à une catégorie de ménages dont les revenus sont plus élevés. »

Chiffres à l'appui, le CERC estime que, si la diffusion des valeurs mobilières a permis à de nouvelles couches de la population de bénéficier de plus-values parfois importantes, les inégalités de revenus et de patrimoines ont continué de s'accroître, les détenteurs traditionnels d'actions et d'obligations étant les premiers bénéficiaires d'un marché boursier en pleine expansion.

### La pauvreté s'est accrue

Le phénomène inégalitaire qui marque les années 80, alors même que le pays modifie ses habitudes et se transforme, est-il un phénomène passager, comme le tribut à payer provisoirement à la modernisation ? Ou bien annonce-t-il une société plus dure, dans laquelle la compétition sera vive entre les individus, l'Etat intervenant de moins en moins pour redistribuer une partie de ce que le hasard ou la naissance donnent abondamment à certains ?

Une chose est sûre : durant la période d'austérité que la France a vécue de 1979 à 1984, la pauvreté s'est accrue. Le nombre de ménages dont le revenu disponible est inférieur à 40 % du revenu moyen (environ 2 000 francs par mois) a augmenté de 15 %, alors que dans le même temps le nombre des ménages augmentait deux fois moins vite. De même la part du revenu total des Français détenue par les 10 % de ménages les plus pauvres a-t-elle diminué, passant de 3,2 % en 1979 à 2,7 % en 1984.

Elément de consolation : la présence des familles nombreuses et des personnes âgées parmi les pauvres s'est réduite. Dans le tableau assez inquiétant dressé par le CERC, quelques motifs de satisfaction apparaissent tout de même. Ils concernent surtout les personnes âgées, dont la situation s'est améliorée au cours de ces vingt dernières années. On associait autrefois l'idée de vieillesse à celle de pauvreté. « Il convient, écrit le CERC, d'abandonner cette association. »

Entre 1979 et 1984, le pouvoir d'achat du revenu moyen des ménages retraités a progressé de 9 % contre 2 % pour l'ensemble de la population. La dernière enquête effectuée par l'INSEE sur les revenus remonte à 1984 : elle montre qu'à cette date le revenu par ménage de retraité était supérieur de 5 % au revenu moyen des Français.

Ces chiffres, qui s'expliquent surtout par l'amélioration des retraites depuis quinze ans, suscitent bien des interrogations. Celles-ci seront souvent fondées, car il existe de fortes inégalités de revenus parmi les personnes âgées : « Les plus anciens disposent de pensions plus faibles que les retraités récents, cela valant en particulier pour les femmes », écrit le CERC. « Les retraites des cadres et de fonctionnaires sont

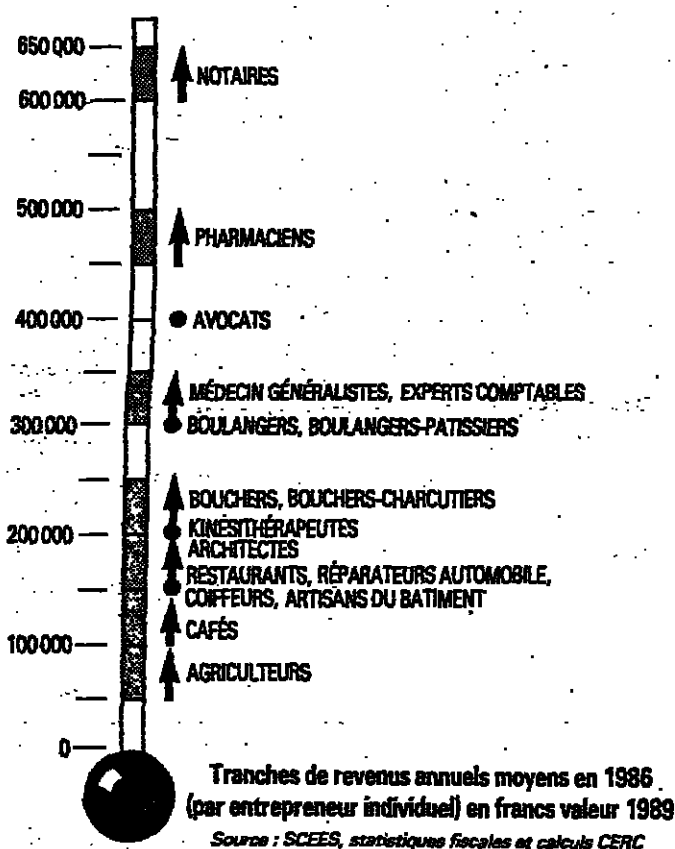
notamment plus élevées que celles des anciens salariés non cadres ou des anciens agriculteurs. »

Autre facteur aggravant les inégalités entre personnes âgées : le pouvoir d'achat des anciens retraités n'a pratiquement pas augmenté depuis 1980. Il en va de même pour les titulaires du minimum vieillesse (1,3 million de personnes), dont le niveau de vie a même un peu baissé depuis 1982.

A l'autre bout de la vie, les jeunes apparaissent souvent en position difficile, malgré une amélioration de leur qualification. La baisse du chômage qui les touche a été obtenue, souligne le CERC, « au prix d'une précarisation croissante des emplois » (3). Leurs rémunérations se sont dépréciées par rapport à celles de leurs aînés, ne représentant plus, par exemple, pour les ouvriers de moins de vingt-six ans que 77 % du salaire des ouvriers plus âgés, alors que ce rapport était encore de 81 % en 1978.

Dans ce contexte général difficile mêlant changements rapides et inégalités croissantes, il n'est pas indifférent de savoir que le taux global des prélèvements directs sociaux et fiscaux s'est alourdi plus pour les Français situés au bas de l'échelle des revenus que pour les ménages aisés.

ALAIN VERHOLDES



Les revenus des travailleurs indépendants sont les soldes entre leurs recettes et leurs charges : salaires, cotisations sociales, matières premières, intérêts versés, amortissement des capitaux nécessaires à l'activité. Les revenus ne correspondent pas nécessairement aux ressources puisqu'il faut investir.

Il y avait en France en 1988 trois millions d'entreprises individuelles. Pour les professions commerciales, artisanales et pour l'agriculture, le revenu moyen est le revenu par entreprise ; pour les professions libérales le revenu moyen est par professionnel.

L'année suivante. Sur l'ensemble de la période 1973-1986, le revenu moyen de l'agriculteur a baissé de 30 %, soit environ 3 % par an. Encore ce résultat est-il obtenu au prix d'une baisse de 20 % du nombre des agriculteurs en dix ans.

### Les mal-traités de la crise

Pour les autres professions, le CERC met en évidence deux types d'évolutions. Dans le premier figurent les professions dont le revenu en francs constants (1), après avoir augmenté au cours des années 70, n'avait chuté qu'au début des années 80, pour recommencer à augmenter à partir de 1982-1983, 1984 : boulangers (+ 50 % entre 1973 et 1986), avocats (+ 30 %), experts-comptables (+ 30 %), coiffeurs (+ 30 %), cafés (+ 25 %). Les revenus des restaurants restent totalement stables sur la période. Pour certains, comme les garagistes, la « remontée » ne se produit qu'à partir de 1986, date à laquelle les revenus de la profession avaient baissé de 10 % par rapport à 1973.

D'autres métiers ont eu la vie difficile parce que leurs revenus, après avoir complètement stagné

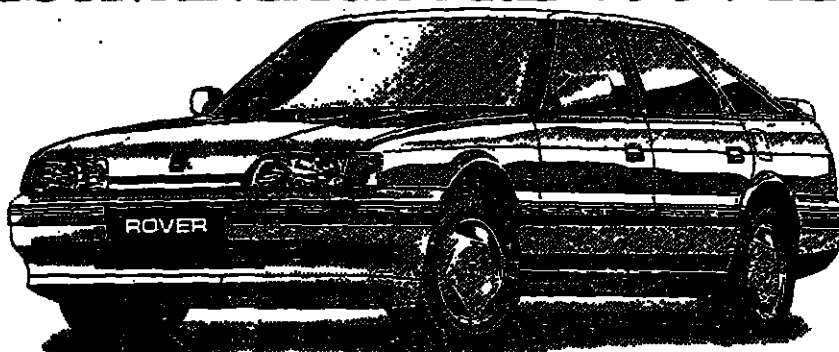
de ce rattrapage, alors que leurs revenus ont complètement stagné entre 1973 et 1986.

Le CERC souligne les changements qu'ont entraînés ces évolutions au sein des professions : réduction des effectifs (agriculteurs, bouchers, cafetiers...) ou précarisation d'activités qui dans certains cas ne trouvent de salut que dans la sous-traitance (garagistes, artisans du bâtiment).

Les professions qui s'en tirent le mieux sont celles qui parviennent d'une façon ou d'une autre à limiter la croissance de leurs effectifs. Les architectes encaissent durement, car leur nombre s'accroît. Il en va un peu de même pour les médecins. Les kinésithérapeutes sont eux aussi de plus en plus nombreux, mais tirent très bien leur épingle du jeu sur un « marché » des soins en pleine expansion. Les notaires et les pharmaciens sont relativement protégés par des réglementations qui limitent leur nombre ou celui de leurs offices.

D'une façon générale, les revenus se sont concentrés au sein des professions, certains s'appauvrissant alors que d'autres s'enrichissaient. Si l'on considère le pourcentage des revenus totaux perçus dans une profession par les

## L.O.A. "FORMULE" ROVER DES AVANTAGES RENOUVELÉS



JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 89 FINANCEMENT EXCEPTIONNEL SUR TOUS LES MODÈLES ROVER SÉRIE 800 (Prolongation de l'offre du 16 Octobre au 11 Novembre 1989)

### AVANTAGE

n° 1

### AVANTAGE

n° 2

### AVANTAGE

n° 3

### 0 F LA PREMIÈRE ANNÉE

Jusqu'au 31 Décembre 1989, ROVER reprend votre voiture aux conditions générales ARGUS. Si sa valeur couvre le 1<sup>er</sup> versement de votre location avec Option d'Achat, vous partirez au volant de la ROVER 800 de votre choix sans rien payer de plus pendant 1 an.

Location avec Option d'Achat sur 60 mois : 1<sup>er</sup> versement : 50 % (\*) du prix TTC de votre ROVER 800 (Dépôt de Garantie 15 % + 1<sup>er</sup> loyer 35 %) pouvant être représenté en totalité ou en partie par la reprise de votre voiture, ensuite 0 F pendant 1 an, puis 47 loyers de 1,83 % du prix TTC de votre ROVER 800 (hors assurances).

**COÛT TOTAL EN CAS D'ACQUISITION SUR 5 ANS SEULEMENT 12,51 % DE PLUS QUE LE PRIX COMPTANT**

Au bout des 60 mois vous pourrez devenir propriétaire de votre ROVER 800 sans rien déboursier. L'option d'achat étant couverte par le dépôt de garantie déjà versé. Votre ROVER 800 ne vous aura coûté que 112,51 % du prix comptant TTC (hors assurances).

**OPTION D'ACHAT EXCEPTIONNELLE A LA FIN DU 13<sup>e</sup> MOIS**

Si vous ne souhaitez pas à l'envie de devenir propriétaire plus tôt de votre ROVER 800, achetez-la au bout du 13<sup>e</sup> mois. L'option d'achat à verser, déduction faite du dépôt de garantie initial ne sera alors que de 50 % du prix comptant TTC de votre ROVER 800.

1<sup>er</sup> versement de 50 % à la livraison + 0 F la 1<sup>re</sup> année + option d'achat de 50 % à la fin du 13<sup>e</sup> mois : vous ne paierez que 100 % du prix comptant de votre ROVER 800 malgré les 13 mois écoulés.

Cette offre est valable jusqu'au 31 Décembre 89, chez les concessionnaires ROVER agréés. L'option, sur tous les modèles ROVER Série 800 et sous réserve d'acceptation de votre dossier par ROVER FINANCEMENT, département de LOCATION, 51 Bd des Dames, 13009 Marseille, SA au capital de 22.000.000 F RCS Marseille B 071 680 180.



(\*) D'autres propositions de L.O.A. avec apport initial de 30 % ou 40 % peuvent aussi vous être proposées. ROVER Série 800, une gamme de 8 modèles Berline et Fastback à partir de 117.000 F TTC (TVA incluse en sus au 900000) (Modèles 80).

**ROVER SÉRIE 800**

VERS UNE AUTRE CONDUITE



Pour connaître votre concessionnaire, téléphonez au 05 102 102 (appel gratuit) ou composez sur votre minitel le 36-15 ROVER.

552 من الامم

هكذا من الاعمال

**CANAL PLUS**  
**Marie Christine HABERT**  
Directeur Financier Adjoint

**PA CONSULTING GROUP**  
**Jean Antoine DENNINGER**  
**Directeur France**

**DATA GENERAL FRANCE**  
**Jean MOULEYRE**  
**Directeur Général**

**IBM EUROPE**  
**Jacques HUMMEL**  
**Analyste Financier**

**COMPAGNIE GENERALE DE CHAUFFE**  
**Bernard LECOMTE**  
**Directeur Général Adjoint**

**HOLDING RALLYE**  
**Albert CAM**  
**Président Directeur Général**

**ALFA ROMEO BENELUX**  
**Bernard NOGUES**  
Directeur Marketing

**AIR FRANCE CHILI**  
**André CALMETTES**  
**Directeur Général**

**APPLE COMPUTER INTERNATIONAL**  
**Jean CALMON**  
Sales Europe Director

**FRANCOSTEEL CANADA**  
**Patrice DEPARDON**  
Président Directeur Général

**ROLAND GARROS**  
**Patrice CLERC**  
**Directeur Général**

**FILE COMPUTER CUPERTINO US**  
**Didier DIAZ**  
Commercial Manager

**PACO RABANE**  
**Véronique GAUTIER**  
Directrice Marketing

PARAMOUNT FLAG SAN FRANCISCO  
Christophe MORIN  
Président

**CENTRE DES JEUNES DIRIGEANTS**  
**Jacques CHAIZE**  
**Président National**

**GROUPE LE PRINTEMPS**  
**Jean Jacques DELORT**  
Président du Directoire

**GOODYEAR FRANCE**  
**Pierre SIVAN**  
**Président Directeur Général**

**ILS ONT FAIT  
SUP DE CO.  
EN PROVINCE**

**ESC AMIENS**  
Place Saint Michel  
88 AMIENS CEDEX  
Tél : 22 91 57 02

**ESC MARSEILLE**  
Domaine de Luminy Case 911  
13288 MARSEILLE CEDEX  
Tél : 91 26 98 00

**ESC BORDEAUX**  
Domaine de Raba 680 Cours de la Libération  
33405 TALENCE CEDEX  
Tél : 56 80 70 50

**ESC MONTPELLIER**  
2300 Avenue des Moulins BP 313  
34034 MONTPELLIER CEDEX 01  
Tél : 67 40 42 43

**ESC BREST**  
2 Avenue de Provence BP 214  
29272 BREST CEDEX  
Tél : 98 03 25 01

**ESC NANTES**  
8 Rue de la Jonelière BP 72  
44003 NANTES CEDEX 01  
Tél : 40 37 34 34

**ESC CLERMONT FERRAND**  
4 Boulevard Trudaine  
63037 CLERMONT FERRAND  
Tél : 73 92 39 71

ESC NICE / SOPHIA ANTIPOLIS  
CERAM BP 120  
06561 VALBONNE CEDEX  
Tel : 93 95 45 45 .

**29 Rue Sabin  
21000 DIJON  
Tél : 80 72 12 40**

**EX PAU**  
3 Rue Jules Ferry  
64000 PAU  
Tél : 59 92 64 64

**ESL GRENOBLE**  
7 Rue Hoche  
38000 GRENOBLE  
Tél : 76 43 02 12

**ESC POITIERS**  
11 Rue de l'Ancienne Comédie BP 5  
86001 POITIERS CEDEX  
Tél : 49 88 25 75

**ESC LE HAVRE / CAEN**  
9 Rue Emile Zola  
76087 LE HAVRE CEDEX  
Tél : 35 21 12 18

**ESC TOULOUSE**  
20 Boulevard Lascrosses  
31000 TOULOUSE  
Tél : 61 29 49 49

**ESC LILLE**  
Avenue Gaston Berger  
59045 LILLE CEDEX  
Tél 20 52 62 59

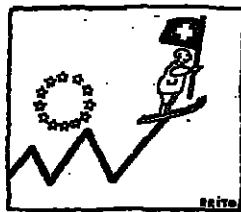
**ESC TOURS**  
1 Rue Léo Delibes BP 0535  
37005 TOURS CEDEX  
Tél 47 27 42 43

# Roche

**N**on si può parlare di "crisi del cinema italiano". Il cinema italiano non ha mai avuto una crisi. Ha sempre avuto un suo pubblico, che è cresciuto e diminuito nel tempo, ma che non è mai scomparso. La crisi del cinema italiano non è che la crisi della cultura italiana, che è in declino da molti anni.

[illegible]





LES ENTREPRISES SUISSES  
FACE AU DÉFI EUROPÉEN

## Le Monde AFFAIRES

### Roche : un Bâlois au cœur de l'Europe

Les pharmaciens suisses s'achètent une conduite communautaire et maîtrisent parfaitement le lobbying bruxellois. Hoffmann-La Roche en est l'exemple parfait.

BALE

de notre envoyé spécial

**« N**OUS sommes une entreprise communautaire, nous voyons plus d'avantages que d'inconvénients dans le programme de marché unique. » A Roche, l'un des plus grands de la pharmacie mondiale, cette profession de foi est proclamée tel un slogan. Une adhésion bien réfléchie, qui semble s'inscrire même si ceux qui l'écrivent se gardent de préciser qu'il s'agit là d'un phénomène récent. Car, il y a moins de dix ans, Roche (comme on l'appelle) - de même que les deux autres grands

général, et cela à tous les niveaux de recrutement », indique le directeur de la task force chargé de suivre les affaires communautaires. Seuls les plus hauts dirigeants sont suisses et l'on nous assure que lors de négociations difficiles ces universitaires polyglottes retrouvent pour communiquer discrètement entre eux l'usage du dialecte bâlois.

Cette base européenne, cette connaissance approfondie d'un marché où l'industrie pharmaceutique a fait ses preuves, permettent à Roche de considérer le processus d'intégration avec confiance : « Le marché unique est une opération complexe, encore incertaine puisque nous sommes aujourd'hui dans une phase de développement,

cace pour soigner l'acné grave, mais comportant des risques pour les futurs.

Le tournant ainsi pris de la coopération s'est élargi. Trois dossiers intéressent, particulièrement les groupes suisses, qui ont créé une représentation unique à Bruxelles : la restauration d'une meilleure protection des brevets ; l'uniformisation et l'assainissement des procédures d'enregistrement et de mise sur le marché ; la transparence des prix des médicaments et leur rapprochement. Sur les deux premiers, Roche est demandeur. Il s'agit de rendre plus facile, moins coûteuse, la commercialisation des produits sur l'ensemble du territoire communautaire, voire de l'espace économique européen (EEB) - la

innovation. Seuls survivront les gens qui ont un ancrage fort en Europe. Je suis convaincu, nous maîtriserons les problèmes et nous tirerons à profit les opportunités. »

#### Une croissance prudente

La stratégie de croissance de Roche n'est nullement limitée à l'Europe. M. Leuenberger est particulièrement attentif au développement de l'activité de sa firme en Asie. « Nous serions intéressés par l'acquisition de sociétés japonaises, mais c'est difficile. Nous ne sommes pas les seuls, et surtout c'est contraire à la culture japonaise. Au Japon, où nous possédons un de nos principaux centres

### Naissance d'un géant helvète de l'intérim

Annoncé pour la fin du mois de novembre, le mariage d'Adia et d'Inspectorate, deux sociétés spécialisées dans les services aux entreprises, va déboucher sur un groupe mondial, numéro deux dans le travail temporaire.

LAUSANNE

de notre correspondant

**L**E chocolat, l'horlogerie, la chimie, la banque : l'économie helvète est plus diversifiée qu'on ne le croit. A ces activités traditionnelles s'en ajoutent d'autres dans lesquelles la Suisse dispose déjà de fortes positions. Depuis longtemps, la Société générale de surveillance (SGS) de Genève, qui vient de connaître une spectaculaire reprise en main par les familles fondatrices, pouvait se prévaloir d'être le numéro un mondial dans l'inspection et le contrôle des transactions commerciales. Un nouveau géant est en passe de voir le jour. Deux grandes sociétés de services s'appellent à se marier : Adia, le numéro deux mondial du travail temporaire, et Inspectorate, une firme un peu plus diversifiée mais complémentaire. Les bans seront publiés à la fin du mois de novembre.

Baptisée Adia SA, la nouvelle société holding partira de solides bases : 13 500 collaborateurs à travers le monde, un chiffre d'affaires supérieur à 5 milliards de francs suisses (près de 19 milliards de francs), un bénéfice net estimé à 250 millions pour 1989, une capitalisation boursière d'environ 4 milliards et des liquidités de l'ordre de 2 milliards de francs suisses.

#### Trouble-fête

Une fois que les actionnaires des deux sociétés, convoqués en assemblées générales les 28 et 29 novembre, auront approuvé l'opération de fusion, le nouveau groupe Adia SA se propose de développer ses activités autour de quatre axes principaux : le travail temporaire, l'inspection, la sécurité ainsi que le conseil aux entreprises et l'ingénierie.

Cette fusion est l'aboutissement d'un rapprochement amorcé entre les deux groupes dès le début de l'année. A l'origine, la rencontre de deux hommes. M. Werner Rey, patron d'Inspectorate à Berne, et M. Yves Paternot, directeur général d'Adia à Lausanne. Si leurs sociétés ne paraissent pas nécessairement prédisposées à s'associer, tous deux se découvraient des atomes crochus et y voyaient l'occasion de trouver le partenaire qu'ils recherchaient pour régler, chacun, les problèmes ponctuels de leur groupe.

Réputé pragmatique, mais habitué aussi à jouer les trouble-fête dans les milieux financiers helvétiques, M. Rey avait domé une nouvelle impulsion à Inspectorate, une firme d'origine allemande dont il avait pris le contrôle en 1981. Asé sur le leasing (la location-vente) d'ordinateurs et la technologie de l'information, mais également spécialisé dans l'inspection et les contrôles de qualité, le groupe déploie aujourd'hui ses activités dans quelque 90 pays. Avec, respectivement, 41 % et 20 % de ses revenus, l'Amérique du Nord et la Grande-Bretagne continuent de se tailler la part du lion. Mais par une série d'acquisitions parfois hâtives, comme celle d'une école de pion-

gée, Inspectorate s'était fâcheusement endetté, si bien qu'une reprise en main, sinon une remise en ordre, s'imposait.

Cette restructuration sera confiée à M. Paternot, véritable artisan de la fusion entre les deux groupes. Connu pour son dynamisme, le jeune directeur général d'Adia trouve là une tâche à la mesure de ses ambitions. Agé aujourd'hui d'un peu plus de quarante ans, il a activement participé au développement d'Adia depuis que le fondateur du groupe,

#### Une OPA sur un groupe anglais

La fusion avec Inspectorate, qui va déjà étendre largement le registre d'Adia et doubler son chiffre d'affaires, n'a pas calmé l'appétit de la firme de Lausanne. Celle-ci a annoncé, le lundi 20 novembre, le lancement d'une offre publique d'achat de 157 millions de livres (1,65 milliard de francs environ) sur le groupe britannique Hestair (intérim, placement, jouets, papeteries, vente par correspondance, ingénierie). Cette vente, au prix de 282 pence par action (27,6 francs environ), a été rejetée par Hestair.

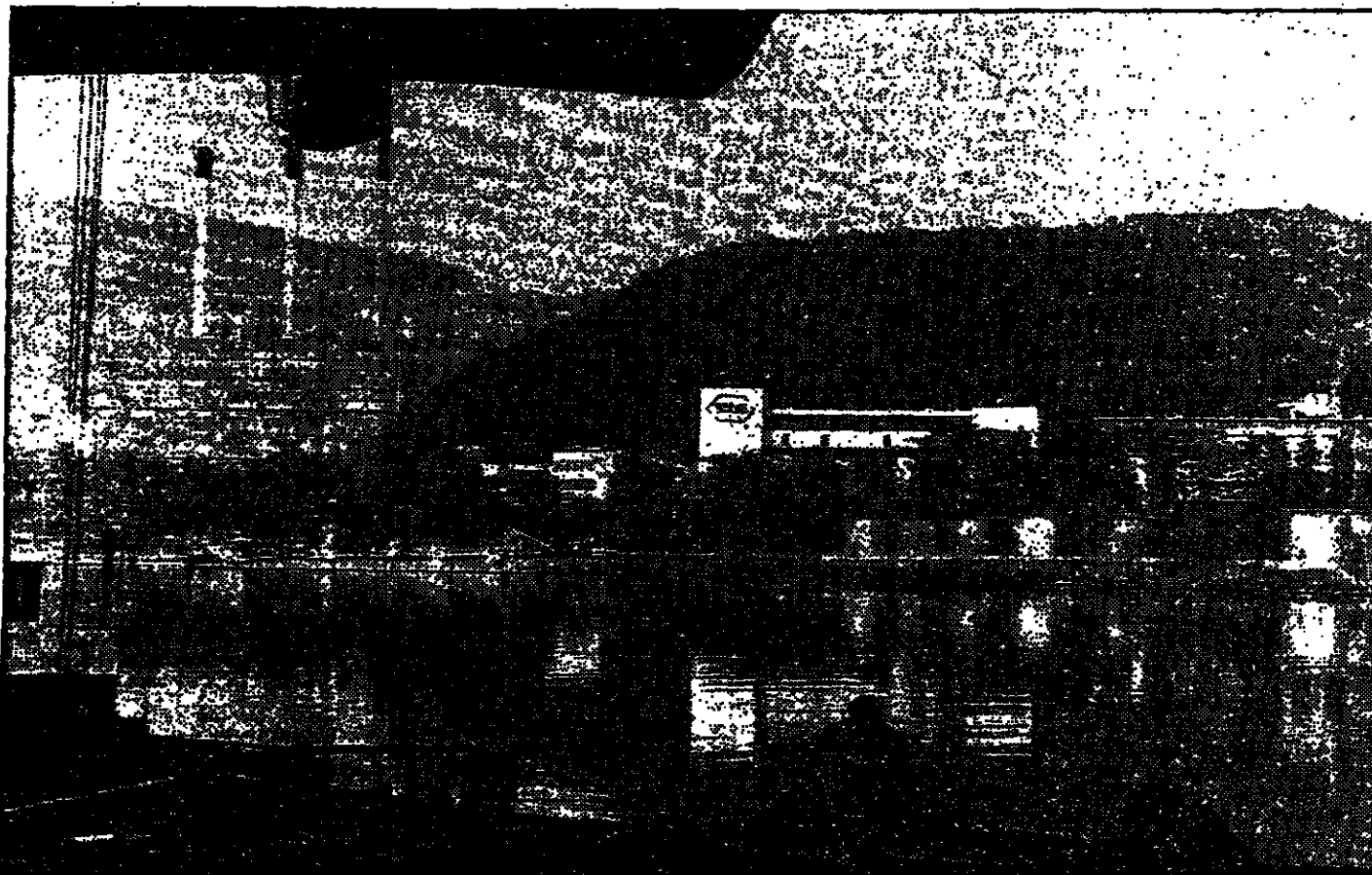
L'offensive est d'autant plus remarquable que l'OPA est un instrument peu utilisé en Suisse. Il est vrai que celle-ci a été faite par la filiale britannique d'Adia. Hestair a atteint en 1988 un chiffre d'affaires de 315 millions de livres (environ 3,1 milliards de francs) et un bénéfice avant impôts de 20,7 millions de livres (plus de 200 millions de francs).

M. Henri Lavanchy, étai allé personnellement l'engager à la fin de ses études aux Etats-Unis, à la Harvard Business School.

Petit-fils d'un administrateur-délégué et fils d'un directeur de Nestlé d'origine française, M. Yves Paternot, qui a pris la nationalité suisse, avait tout pour réussir dans le monde feutré des multinationales helvétiques. Alors qu'il n'a que vingt-six ans à l'époque, il fait ses premières armes aux Etats-Unis et s'emploie à implanter Adia sur le marché américain. Six ans plus tard, la firme disposera déjà de quatre-vingt-dix filiales outre-Atlantique, lui assurant un chiffre d'affaires de 45 millions de dollars.

Appelé à la direction du groupe à Lausanne en 1978, M. Paternot participe à la promotion d'Adia sur les marchés français et britannique. Il s'investit aussi personnellement pour opérer une percée sur le marché japonais. Il choisit de s'introduire seul, sans le concours d'un partenaire local. Depuis que Tokyo lui a donné le feu vert en 1985, Adia enregistre au pays du Soleil levant l'un de ses plus forts taux de croissance.

JEAN-CLAUDE BUHRER  
Lire la suite page 42



A. MUEHLART

Roche (ici, son siège au bord du Rhin), une firme européenne à vocation mondiale.

groupes bâlois (Sandoz, Ciba-Geigy) boycottaient sans mauvaise conscience les directives communautaires.

Au reste, ce n'est pas l'unique domaine où l'entreprise bâloise se soit achetée une conduite. Symbole durant les années 70 de la multinationale au comportement cynique et dangereux (Servco), elle se donne aujourd'hui l'image d'une société dynamique, innovatrice, soucieuse d'environnement, de formation, d'éthique... Les prix Nobel et autres distinctions qui témoignent de la qualité de sa recherche ont permis de faire oublier les déboires avec la justice et les administrations de la santé publique. S'assagir n'interdit cependant pas le profit : en 1988, le bénéfice total du groupe s'est élevé à 641 millions de francs suisses, soit un accroissement de 33 % par rapport à 1987. Au cours des neuf premiers mois de 1989, les ventes, toutes demandes confondues, ont progressé de 22 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Roche se décrit comme une firme européenne à vocation mondiale. Née à Bâle en 1896, la société demeure très liée à cette région dite « des trois frontières » (Suisse, France, RFA) où elle possède, outre son siège social, plusieurs usines de production et de recherche. Le groupe compte une trentaine de sociétés dans la Communauté européenne, où il réalise 36,2 % de ses ventes contre 8,7 % dans le reste de l'Europe, 32,6 % en Amérique du Nord et 22,6 % en Asie, Afrique, Océanie. Plus du quart du personnel de Roche travaille dans la Communauté où se trouvent implantées, la même proportion d'installations. Parmi les quatre plus importants centres de recherche du groupe, l'un est à Bâle et l'autre à Welwyn-Garden-City, au Royaume-Uni.

« Nous sommes très internationalisés, même à Bâle où 30 % des employés de la maison mère sont des étrangers, dont 10 % de Fran-

çais, politiquement, la ligne est bien marquée. Nous nous rendons compte qu'il y aura des conséquences pour nos activités, un renforcement du potentiel industriel de la recherche, la création d'un troisième grand pôle économique. Nous considérons ce processus d'unification comme positif » commente notre interlocuteur.

#### Trois dossiers en cours

La nationalité helvétique de la maison mère pose certes quelques problèmes particuliers, mais, grâce à l'accord commercial CEE-Suisse, ils paraissent tout à fait gérables. L'état-major bâlois suit de près le développement des relations entre la Communauté et l'Association européenne de libre échange (AELR). Il souhaite qu'elle soit aussi intime que possible, sans pour autant appeler de ses vœux une adhésion à la CEE. La position très réservée du gouvernement de Berne est de la sorte respectée.

Cependant, sur ce terrain européen, la principale préoccupation de Roche comme de ses concurrents-complices bâlois demeure de mieux et d'influencer la réglementation communautaire en cours d'élaboration. Au début des années 80, les dirigeants de l'industrie pharmaceutique - auparavant très réticents - ont pris le chemin de Bruxelles. La coopération avec la Commission européenne a commencé à l'occasion d'accidents, d'effets secondaires sérieux survenus lors de l'administration de certains médicaments. On s'est aperçu que la politique d'information menée par les filiales des groupes suisses variait d'un Etat membre à l'autre, suscitant désordre et perplexité. Les maisons mères ont repris les choses en main. C'est ainsi, raconte-t-on à Bruxelles, que Roche en est arrivé à collaborer avec la Commission européenne pour harmoniser au niveau des Douze l'information concernant un médicament effi-

CEE + l'AELE), et surtout de prolonger de sept ou huit années la durée de protection des brevets. Celle-ci, du fait notamment des exigences en matière d'essais cliniques, a été ramenée à moins de dix ans après le début de la commercialisation. L'idée de la Communauté, chaudiement appuyée par une firme comme Roche, est de la prolonger à quinze ou seize ans. Les Etats-Unis et le Japon ont déjà légiféré dans ce sens.

Aujourd'hui, un médicament identique est vendu à des prix différents dans chacun des Etats membres de la CEE. L'écart atteint souvent de 50 % à 60 %. Il est moins cher en France et dans les pays du sud de la CEE qu'en Allemagne ou en Europe du Nord. La politique de prix bas pratiquée en France s'est révélée décevante : elle défavorise la recherche, contrairement à ce qu'on pourrait croire, n'encourage pas l'exportation (les intermédiaires préfèrent des prix élevés qui impliquent des marges plus importantes) et surtout provoque une surconsommation. La Commission s'efforce de susciter un rapprochement des prix. « Les firmes suisses devront revoir leurs prix, nous dit-on à Bruxelles. Si jadis elles ont lutté contre l'instauration du marché unique, c'est qu'elles auraient préféré continuer à différencier d'un Etat membre à l'autre des produits pourtant identiques afin de pouvoir pratiquer dans une partie de la CEE des prix élevés. On ne peut prétendre aux bénéfices de l'intégration sans subir une certaine restructuration. C'est vrai que les Suisses croient maintenant à l'intégration. Mais cela ne les empêchera pas d'essayer de retarder les échéances qui les gênent. » M. Andres Leuenberger, l'administrateur délégué de Roche, ne semble pourtant pas avoir en tête de tels combats d'arrière-garde : « Il ne faut pas se faire d'illusions, l'harmonisation se traduira par des baisses de prix de 10 % à 15 %. Il faut s'y préparer, rationaliser. On pourra tenir si on continue à

de recherche à Kamakura, nous progressons principalement en mettant de nouveaux produits sur le marché. C'est ce que veulent les autorités de Tokyo. »

Roche, dont la taille est suffisante et la capacité autonome de croissance importante, ne recherche pas systématiquement les acquisitions extérieures. Dans ses différents départements (pharmacie, chimie-vitamines, produits de diagnostic, arômes et parfums), le groupe est doté d'une gamme de produits cohérents acmé, adaptée au marché. Quelques-uns des nouveaux médicaments de Roche tels que la Rocephin, un antibiotique, ou l'Anestax, premier antagoniste des benzodiazépines (son administration en général annule de manière quasi instantanée les effets d'une anesthésie) connaissent un succès exceptionnel, notamment en raison de la simplification des traitements qu'ils permettent et de la diminution de coût en résultant pour les hôpitaux. Dans ces conditions, le groupe limite ses achats aux entreprises complémentaires susceptibles de s'intégrer harmonieusement dans sa gamme de production et de services - pas trop chères. Ainsi en 1988 Roche a lancé une OPA sur la firme américaine Sterling Drug mais s'est retiré lorsque Kodak a surenchérit. « En bons Suisses, nous nous étions fixé une limite et nous ne sommes pas allés au-delà », nous raconte-t-on. Il existe d'autres moyens de prospérer. L'exemple le plus fameux est sans doute l'accord passé par Roche avec le britannique Glaxo Ltd pour commercialiser aux Etats-Unis le Zantac, un médicament-miracle contre les ulcères de l'estomac, conçu par le second. « Quels sont vos concurrents les plus redoutables ? » avons-nous demandé. « L'Américain MSD (Merk Sharp and Dohme) et le britannique Glaxo », a répondu M. Leuenberger sans hésiter.

PHILIPPE LEMAÎTRE

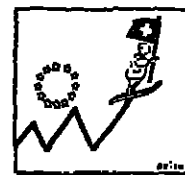
#### La corbeille des mariés

Numéro deux mondial du travail temporaire (avec 4,5 % du marché), Adia emploie (à temps plein) 6 200 personnes dans le monde. En 1988, 485 000 personnes ont accompli au moins un contrat de travail par l'intermédiaire d'Adia ; 115 millions d'heures ont été vendues - à 145 000 clients. L'intérim représente 90 % du chiffre d'affaires d'Adia. Celui-ci s'est élevé en 1988 à 2,5 milliards de francs suisses (près de 10 milliards de francs français), son bénéfice atteignant alors 95 millions de francs

suisses. L'activité de la firme est d'ores et déjà très internationale : 30 % du chiffre d'affaires sont réalisés aux Etats-Unis, 22 % en France, 11 % en Grande-Bretagne et en Irlande, 10 % aux Pays-Bas, 9 % en Suisse et 7,5 % en Allemagne fédérale.

En 1988, Inspectorate avait réalisé un chiffre d'affaires de 2,47 milliards de francs suisses (près de 9,5 milliards de francs français) et des bénéfices de 108 millions de francs suisses.

سكنا من الاموال



LES ENTREPRISES SUISSES  
FACE AU DÉFI EUROPÉEN

## AFFAIRES

### Swissair transporte les passagers des autres

La Suisse compte 6,5 millions d'habitants, mais Swissair transporte chaque année plus de 8 millions de voyageurs. M. Paul-Maximilian Müller, chargé des accords de coopération de la compagnie, explique ses plans de bataille pour conserver cette avance

**S**WISSAIR coulait des jours heureux. Sa soixantaine d'appareils desservait quelque cent cinquante destinations à travers le monde. Service impeccable, flotte jeune, de cinq ans d'âge, horaires respectés autant que faire se peut : la compagnie à la croix blanche gérait, d'année en année, de confortables bénéfices par exemple en 1988 : plus de 300 millions de francs français pour un chiffre d'affaires de 17,2 milliards.

Le doute est venu des États-Unis, où les batailles de la déréglementation ont engendré des compagnies colossales et compétitives, ainsi que des rachats en série. Il est né aussi de cette Europe des Douze, qui grandit aux portes de la Confédération et qui a l'air de vouloir appliquer les règles de la concurrence aux transports aériens.

Au sein de Swissair, ces défis ont fait apparaître deux attitudes opposées. La première consiste à dire : « Nous savons, depuis cinquante ans, ce que nous voulons pour notre entreprise et cela ne nous a pas si mal réussi. Pourquoi changer et se soucier des soubresauts extérieurs ? Restons suisses. » Les tenants de la deuxième attitude estiment qu'à l'heure où Lufthansa pourra voler de Francfort à Paris et de Paris à Rome et Air France de Lyon à Francfort et de Francfort à Londres, ce serait trop bête d'ignorer ce marché géant de trois cent vingt millions d'habitants, qui s'apprête à supprimer ses frontières internes.

Prudente, la direction de Swissair a décidé, dans un premier temps, de constituer un groupe de réflexion autour de M. Paul-Maximilian Müller, commandant de bord sur Airbus A-310 et colonel de réserve dans l'armée de l'air. Avec sa fougue inépuisable,

M. Müller a passé en revue les statistiques des concurrents, extrapolé les tendances, soupesé et esquissé des hypothèses. « L'idéal serait que la Suisse trouve le moyen de s'associer avec la Communauté européenne, déclare-t-il ; malheureusement, ce sera très difficile. Nos concitoyens ne l'accepteront pas, tant qu'ils ne pâtiront pas, dans leur vie quotidienne, de se trouver en dehors de cet ensemble. Il ne nous reste plus qu'à trouver des parades à cette exclusion.

« Hormis ce problème européen, nous étions confrontés à deux questions. Partout dans le monde, et notamment aux États-Unis, se met en place un système de concentrations aériennes, les « hubs ». Notre « hub » à nous, c'est la Suisse, mais ses 6,5 millions d'habitants ne nous permettraient pas de faire vivre notre réseau actuel. Nous avons besoin d'un marché qui dépasse nos frontières et qui s'étende jusqu'à Vienne, Munich et Lyon. En outre, nous voyons filer chez nos concurrents de fidèles passagers, séduits par des vols sans escale pour Hong Kong. Nous nous sommes dit : oublions notre orgueil, qui nous a fait refuser de nous occuper des vols de moins de cinquante passagers. Nous avons donc acquis, l'an dernier, 38,4 % du capital de Crossair, qui assure du transport régional. Jeune, agressive, rustique (ses pilotes cotent trois fois moins cher que les nôtres), cette compagnie rabat nos passagers vers Zurich et Genève et nous permet de créer et de remplir, nous aussi, des vols sans escale. »

En 1988, les dirigeants de Swissair ont abandonné toute idée de fusion avec qui ce soit et opté pour une politique de partenariat. « Ce serait parfait de pouvoir acheter une seule action d'une autre

compagnie et de la contrôler !, ironise M. Müller. En termes de pure rentabilité, il est stupide d'investir, ne serait-ce que 1 franc dans un concurrent. Pourtant, nous deservons seulement six destinations aux États-Unis, car ce pays nous empêche de nous poser dans des dizaines de villes qui nous intéresseraient. Nous avons donc fait affaire avec l'américain Delta Airlines. Cette compagnie a les mêmes qualités que les nôtres : peu de retards et peu de réclamations. Elle avait besoin d'un renfort en cas de tentative de rachat et elle avait besoin d'un « hub » européen, où elle ne serait pas trop embarrassée par Bruxelles. Nous avions besoin de ses innombrables portes d'entrée aux États-Unis. Nous avons décidé d'une participation croisée de 5 % dans nos capitaux respectifs. Swissair a versé à Delta 310 millions de francs suisses (1,4 milliard de francs français) et Delta, 130 millions de francs suisses (520 millions de francs français) à Swissair. L'importance de ces sommes prouve à nos deux entreprises que notre accord est sérieux.

#### Fiançailles scandinaves

« Nous essayons de trouver un partenaire comparable à l'Est. En Asie, la croissance du trafic est énorme et, si nous ne trouvons pas un associé, nous ne pourrions pas profiter. Nous avons déjà du mal à digérer deux avions supplémentaires par an dans notre flotte ! Avec Japan Airlines, nous avons créé un vol transibérien. Nous parlons avec Thai, Singapore et Cathay Pacific. Ce serait magnifique de se mettre à deux pour aller plus vite, plus sûrement et plus confortablement d'Asie en Suisse, où Swissair et Crossair permet-

traient aux passagers de repartir dans les quatre-vingt-dix minutes pour une autre métropole européenne. »

Pourquoi des fiançailles avec le scandinave SAS ? Pour obtenir, malgré tout, un droit d'entrée dans la CEE ? « Pas seulement, répond M. Müller. Ils sont excellents, ils ont tout de même un pied dans la Communauté. Surtout, leur réseau est complémentaire du nôtre. Par exemple, SAS ne dessert pas l'Afrique, où nous sommes la troisième compagnie européenne. SAS et Swissair offrent la même qualité de service aux hommes d'affaires, qui ne s'apercevront pas qu'ils ont changé de compagnie. Au printemps 1990, nous prendrons mutuellement entre 5 % et 10 % de notre capital. Nous verrons plus tard si nous pouvons aller plus loin. Il n'est pas aisé de s'embrasser après s'être longtemps tapé sur la figure... »

Sur l'avenir, M. Müller est naturellement plus discret. Il ne croit pas à dire grand-chose sur les intentions de Swissair à l'égard de la compagnie autrichienne Austrian Airlines, dont elle entretient les avions et dont elle possède 8 % du capital. Il reconnaît que sa compagnie discute avec des transporteurs de la CEE. On ne sait jamais : l'aide de SAS sera peut-être insuffisante pour ouvrir le ciel des Douze aux avions suisses. « Nous avons, d'entrée de jeu, exclu Air France, Lufthansa ou British Airways. Nous n'aurions pas été les favoris de ces grands confrères. », Alors, le néerlandais KLM, le belge Sabena ou un « petit britannique » ? « Nous cherchons toujours », répond M. Müller, qui ne se lasse pas de ces parties de poker avec le gotha aérien, parce que « c'est du grand sport ».

ALAIN FAUJAS

### L'agence Kuoni sans pertes ni reproches

Un voyageur à la précision suisse, décentralisé et intrinsèque sur la qualité. A 83 ans Kuoni lorgne le marché « en friche » du tourisme européen.

**S**ON nom sonne japonais ou finlandais, et pourtant Kuoni, à Zurich, ne saurait être plus helvétique. Cette agence de voyages de précision s'est appropriée 33 % du marché touristique national, mais elle a su attirer, en 1988, sept cent mille voyageurs du monde entier qui ont acheté ses séjours et ses circuits réputés pour leur qualité. Autant dire que l'Europe ne lui fait pas peur.

Cadet d'une famille des Grisons, Alfred Kuoni avait plutôt mal commencé son apprentissage dans une usine de soie, et ses frères lui avaient trouvé un emploi dans leur entreprise de transport. En 1902, il imagine d'utiliser les chars à bancs de ses frères pour promener les touristes autour du lac. Devant un succès qui soulève peu d'enthousiasme dans sa famille, il fonde, en 1906, le Bureau de voyages Alfred Kuoni.

Ses premiers prospectus donnent une idée de ses conceptions en matière de tourisme : « Les voyages accompagnés permettent en particulier aux dames et aux messieurs seuls de voir le monde sous une conduite distinguée et en aimable société », ou encore : « Le surmenage est exclu, et nous laissons leur indépendance, dans la mesure du possible, aux participants. (...) Le guide reste à la disposition des participants, même la nuit. (...) Nos prix couvrent toutes les dépenses : logis y compris boissons, beaux paysages, aires, cirques et la visite d'établissements distingués de plaisir... » Le nec plus ultra.

#### Un capital bizarre

L'intuition du fondateur ne pouvait suffire à faire de son agence le Patek Philippe du tourisme suisse. Les deuxièmes hommes qui ont fait Kuoni s'appellent Jack Bolli, aujourd'hui président du conseil d'administration. Entré en 1945 comme « steno-dactylographe correspondant » en langues étrangères, il gravit tous les échelons jusqu'à la direction générale qu'il quitta, en 1988, pour laisser la place à son successeur désigné, M. Michel Crippa. M. Bolli imprime sa marque sur Kuoni, qui est dirigée, selon ses vœux, par « une équipe de copistes en quête de perfection », comme l'explique un observateur. La stabilité de l'équipe, la permanence de son capital, les coups de téléphone quotidiens de M. Bolli à ses directeurs de filiales à l'autre bout du monde permettent à Kuoni de s'imposer comme première agence de voyages suisses... mais complique la succession de M. Bolli : M. Crippa, qui a dressé contre lui les autres directeurs, sera remplacé, le 4 décembre prochain, au poste de directeur général par M. Peter Oss.

Kuoni demeure une curiosité. Sans tellement pour sa vigoureuse croissance : 2 milliards de francs suisses (8 milliards de francs français) en 1988 contre 1,6 milliard en 1987 et 1,4 milliard en 1986. Ni pour ses beaux bénéfices : 10 millions de francs suisses (40 millions de francs français) contre 9,1 millions en 1987 et 8,1 millions en 1986. En fait, les spécialistes ne comprennent guère à ses comptes, dont les chiffres demeurent peu clairs. M. Bolli n'aimait pas les comptes consolidés qui poussaient trop souvent au péché d'orgueil, ou se contentait de dire que le groupe se porte bien et qu'il pêche par modestie. La preuve en est que les immenses de Kuoni figurent au bilan pour un tiers seulement de la valeur assurée.

Autre bizarrerie : le capital. Avec 10 % des actions, la fondation Kuoni-Rugentobler, qui regroupe les héritiers et le personnel de l'agence, détient 52,63 % des droits de vote. A l'inverse, la compagnie Swissair, qui s'est appropriée 26,40 % des droits de vote, ne détient que 39,84 % du capital (39,84 % des droits de vote) étant réparti dans le public. Pas de danger qu'un étranger pénètre dans cette maison-là.

JÉAN-CLAUDE BURRER

### Naissance d'un géant helvète de l'interim

Suite de la page 41

Si le travail temporaire constitue près de 90 % de son chiffre d'affaires, le groupe - le numéro deux mondial dans le secteur - souhaite aussi se développer sur le marché de la sécurité, plus stable et indépendant des fluctuations conjoncturelles. Depuis la création de Protec SA en 1976 à Lausanne, ce service de protection des personnes, des immeubles, des entreprises et des biens s'est étendu

en Allemagne, en Autriche et en France. Son chiffre d'affaires s'est élevé à 108 millions de francs suisses en 1988, soit 4,3 % du total.

Malgré la croissance notable du travail temporaire depuis lors, Adia n'a pas oublié le grand frisson du krach d'octobre 1987, où le cours de ses actions avait brusquement chuté de 13 000 à moins de 6 000 francs suisses.

En 1986, le fondateur d'Adia, M. Lavanchy, avait décidé de

céder à ses principaux collaborateurs, regroupés dans Adiainvest, une bonne partie de ses actions équivalant à 20 % du capital et à près de 40 % des voix. Soucieux d'assurer leurs arrières et de se procurer de nouvelles liquidités, les managers d'Adiainvest souhaitent trouver un partenaire afin de diversifier et de renforcer les activités d'Adia, notamment dans les domaines de la sécurité et de l'inspection. Des contacts préliminaires avec la SGS n'ayant pas abouti, les avances de M. Rey tombaient à point nommé. Elle répondait aussi aux aspirations de M. Paternot de construire et prendre la tête d'un géant des services.

Il ne restait plus qu'à convaincre les autres managers d'Adia des avantages d'une telle opération. Une fois levées leurs réticences, des négociations pouvaient s'engager avec M. Rey pour déterminer les modalités du mariage. En février, un pas décisif était accompli avec la cession du capital d'Adiainvest à l'inspecteur, qui devenait le coup d'union le plus important du groupe. En échange, les responsables d'Adia recevaient un paquet d'actions d'Inspectate et des liquidités.

#### Le ménage chez Inspectorate

Dans une deuxième phase, M. Yves Paternot allait préparer le terrain à la fusion proprement dite. Appelé aux commandes d'Inspectorate, il s'empresse de faire le ménage. Tour à tour, il vend des entreprises de transport, des agences de voyages et un centre de plongée en Ecosse. En août, il se sépare également de la société allemande Harpener, spécialisée dans l'approvisionnement en énergie, les transports et les immeubles. Pour quelque 800 millions de francs suisses, celle-ci sera reprise par Omni Holding, dont le patron n'est autre que M. Werner Rey. Les conditions se trouvaient donc ainsi réunies pour annoncer, début septembre, la fusion par échange d'actions d'Adia et d'Inspectorate. Si la nouvelle avait d'abord surpris les milieux financiers et boursiers, elle n'était pas sans rappeler une opération analogue intervenue il y a une vingtaine d'années dans la chimie, entre Ciba et Geigy à Bâle.

Après la ratification de la fusion, Omni Holding de M. Rey demeurera, avec 25 % des voix, le principal actionnaire, tandis que les membres de la direction disposaient d'environ 11 % du capital-actions. Le reste est réparti dans le public, et le nouveau conseil d'administration, composé en proportions égales de représentants des deux sociétés, proposera une augmentation de capital. Pour M. Yves Paternot, qui deviendra administrateur-délégué d'Adia SA, ce nouveau départ ouvre des perspectives encourageantes à un groupe figurant déjà parmi les cinq premiers mondiaux des services. Sa recette, qui a jusqu'ici fait ses preuves, repose sur la décentralisation, laissant une large autonomie à ses multiples filiales.

## TABLES D'AFFAIRES

### DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

<b>LA PETITE CHAISE</b> 36, rue de Grenelle, 7 <sup>e</sup>	42-22-13-35 T.L.J.	Fine cuisine dans un cadre d'époque. Menu-carte 135 F. vin et s.c. Vaste choix de spécialités. Service jusqu'à 23 h. Rapport qualité-prix excellent.
<b>AU MOULIN VERT</b> 34 bis, rue des Plantes, 14 <sup>e</sup>	45-39-31-31 T.L.J.	Dans un cadre champêtre, venez déguster foie gras de canard, saumon marié, poisson du jour ou viande, desserts. Menu 155 FSC. Salon 40 personnes.
<b>DODIN BOUFFANT</b> 25, r. Frédéric-Sauton (Mab-Montparnasse) F.M.	43-25-25-14 T.L.J.	12 h 30-14 h 30, 30 h-24 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le menu 155 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année. Parking Lagrange.
<b>YUGARAJ</b> 14, rue Dauphine (6 <sup>e</sup> )	43-26-44-91 F. lundi	SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » (Gautt Milani.)
<b>RESTAURANT VINH PHAT</b> 44, av. d'Ivry, Paris (13 <sup>e</sup> )	45-86-88-79	Métro Porte d'Ivry. GRANDE CUISINE CHINOISE. Langue sainte. Poisson à la vapeur. Ouvert tous les jours de 9 heures à minuit.

**NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 7<sup>h</sup> DU MATIN.**

**LA CHAMPAGNE**  
La grande brochure de la rive gauche de la Seine, 10 rue de la Chapelle, Paris 10<sup>e</sup>. Réservation : 06.74.44.78

**CHEZ HANSI**  
La grande brochure de la rive droite de la Seine, 10 rue de la Chapelle, Paris 10<sup>e</sup>. Réservation : 06.74.44.78

**Jean-Marie Chauvier**  
**URSS**  
Une société en mouvement  
Un regard libre sur un peuple en quête de libertés  
D'après JULIEN DUBOIS  
Diplomate (en prison)  
Un livre riche et un excellent cadeau  
KIMMO SCHLOSSER  
Le Nouvel Observateur  
1000 pages  
éditions de l'aube

### Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa

Une modernisa



## AFFAIRES

LES ENTREPRISES SUISSES  
FACE AU DÉFI EUROPÉEN



### Une prudente modernisation boursière

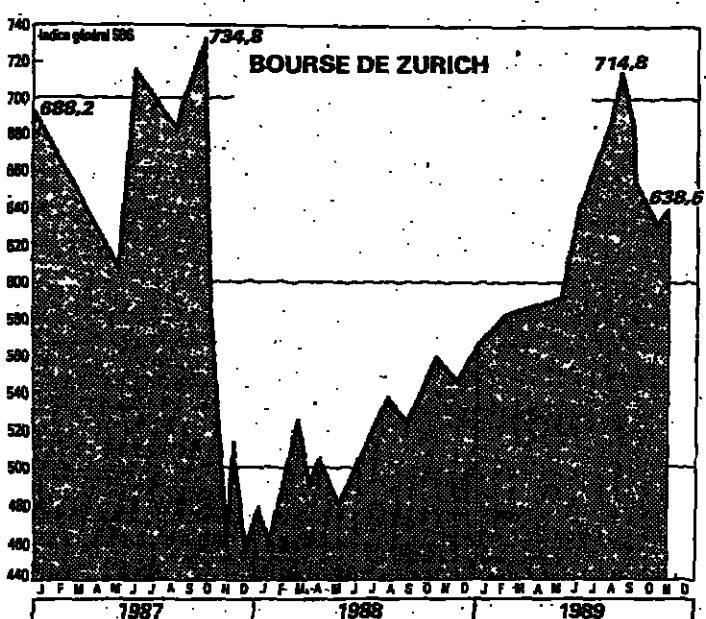
Pour attirer les investisseurs étrangers et désenclaver les sept places suisses, les financiers ont entrepris la réforme de leur système boursier

**«A** Zurich, vous ne devez pas rater le repas des finances au zoo à midi et la crite à la Bourse. L'agitation et le bruit y sont identiques. » Cette plaisanterie, les banquiers pourront encore la faire pendant quelques années car la Suisse semble ne pas avoir été saisie par le virus de modernisation qui a touché toutes ses voisines européennes successivement depuis 1986. Apparemment du moins, car les investisseurs réforment leur marché à un rythme qui leur est propre : ni trop vite ni trop lentement.

A la fin du mois d'octobre, les Suisses ont approuvé le principe de création d'une Bourse électronique suisse, système permettant de négocier les valeurs par le biais

pour un étranger en raison de la diversité des actions qui composent le capital d'une société. On en dénombre au moins trois types : les actions au porteur, que d'importants investisseurs détiennent par la firme elle-même à des actionnaires de nationalité suisse, et les bons de participation assimilables à des titres sans droit de vote.

Les titres nominatifs constituent à eux seuls près de 80 % des actions émises, les pouvoirs des non-résidents sont limités d'emblée. L'accélération des mouvements et le désir d'ouvrir la place à des investisseurs étrangers poussent les autorités à plus de transparence. Avec le lancement d'un marché d'options électronique le 19 mai 1988 baptisé SOFFEX (Swiss



d'écrans informatiques. Tout d'abord, au cours du premier semestre 1991, seront introduites dans ce réseau les obligations. Viendront ensuite les actions, mais, pour elles, aucune date n'a encore été arrêtée.

La négociation à la crite autour d'une corbeille à encore de beaux jours devant elle : par les sept Bourses implantées à Zurich, Genève, Bâle, Lausanne, Berne, Neuchâtel et Saint-Gall. Mais l'essentiel des échanges se fait entre trois places, la plus importante étant Zurich avec une capitalisation boursière de 400 milliards de francs suisses suivie par Genève, 200 milliards de francs, et Bâle, 100 milliards. Les séances débutent quotidiennement à 9 h 30 pour durer officiellement à 15 heures. Quelque 550 valeurs suisses et étrangères et 2 000 obligations sont ainsi traitées par les banquiers et non par des agents de change, cette profession ayant disparu depuis le début des années 40. Certaines valeurs sont négociées sur les trois Bourses, une liaison permettant de suivre simultanément leur évolution.

Souvent perçue comme une place à part, protégée par le massif alpin et par le prix très élevé de chacune de ses actions, la Suisse n'en subit pas moins que ses voisines les événements internationaux. Les secousses boursières ne l'ont pas épargnée, pas plus que la vague d'OPA même si elles sont quasiment impossibles dans ce pays.

#### Les pratiques des raiders

An mois d'août dernier, les différents indices boursiers effaçaient définitivement les séquelles du krach d'octobre 1987, repartant même vers des sommets historiques. Le 16 octobre, ils chutaient en l'espace de quelques heures de 10,6 %, enregistrant le recul le plus important du Vieux Continent après Francfort. Depuis, ils tentent lentement de gommer ce mauvais souvenir (voir graphique). Un an plus tôt, au mois de septembre 1988, l'Association des Bourses suisses, organe regroupant l'ensemble des places, « se disait fortement préoccupée » par les pratiques des raiders ne respectant pas les règles les plus élémentaires d'équité dans la formulation des OPA.

Après plusieurs mois de réflexions, elles publiaient récemment un code sur ces opérations publiques d'achat fixant notamment des pourcentages de franchissements de seuils. Reste tout de même que les raids sont difficiles

options and financial futures exchange) un premier pas a été accompli.

Chaque jour il est ainsi possible de connaître le volume de titres échangés sur chacune des treize actions servant de supports. Au cours du premier trimestre 1990 cette mesure devrait être étendue aux autres valeurs et les intervenants connaîtront ainsi le montant des transactions. Cette mesure était depuis longtemps demandée par ceux-là. Elle arrive enfin à sa vitesse : lentement mais sûrement.

DOMINIQUE GALLOIS

### Un secret bancaire écorné mais solide

L'univers clos des comptes numérotés a connu quelques accroc. Et la concurrence de Luxembourg devient préoccupante. Mais la discrétion helvète tient bon

**E**n novembre 1985, un banquier suisse, M. Jacques Darrier, qui avait été directeur de la banque de gestion privée Darrier à Genève, fut écroulé à la prison de Fribourg sous l'inculpation d'infraction à la réglementation sur les relations financières avec l'étranger, en clair pour avoir transporté des fonds au bénéfice des clients français de la banque dirigée par son fils. Il ne passa qu'une nuit en prison, ayant pu s'offrir les 15 millions de francs de caution exigés par le juge d'instruction pour sa libération. La direction nationale des enquêtes douanières aurait souhaité poursuivre les titulaires de comptes en Suisse bénéficiant des services de M. Darrier, mais celui-ci, peu après son interpellation, avait avallé les listes qu'il portait sur lui.

Cette petite histoire illustre bien ce qu'un client étranger attend des banques helvétiques : essentiellement le secret et la discrétion, notamment à l'égard des services fiscaux de tout pays, bien plus que la rentabilité ou une gestion des capitaux, pas meilleure qu'ailleurs.

#### Une convention avec les Etats-Unis

Ces dernières années, néanmoins, une série d'« accroc » a été relevée. Le 2 novembre 1989, le tribunal fédéral, instance judiciaire suprême de la Suisse, a ordonné aux établissements bancaires helvétiques de fournir les informations en leur possession sur des fonds américains pour le développement

qui auraient été détournés par l'ancien président des Philippines, Ferdinand Marcos. Washington avait demandé de l'aide à Berne pour retrouver 100 millions de dollars qui auraient été détournés par Marcos et placés dans des comptes à Zurich et à Genève. En prenant cette décision, le tribunal fédéral a rejeté le recours déposé par la veuve de Ferdinand Marcos, qui invoquait l'obligation du secret bancaire.

En février dernier, la justice genevoise accordait son concours à la justice française, en déclarant « admissible » la demande d'entraide judiciaire sollicitée par la France dans l'affaire des délits d'initiales de l'affaire Triangle-Pechiney. Cette décision constituait une novation, car il n'existait entre Paris et Berne aucun traité spécifique qui coordonne les poursuites en matière de délits financiers. Un tel traité, sous forme de

convention, a été signé en 1977 entre les Etats-Unis et la Suisse, sous la pression de Washington, qui voulait absolument avoir accès aux comptes bancaires de la Mafia dans les banques helvétiques, exigence qui s'est étendue à la filière des narcodollars, l'argent de la drogue. Cette pression fut appuyée d'arguments très efficaces, comme la menace discrète d'interdire aux banques suisses d'opérer à la Bourse de New-York pour le compte de leurs clients. La convention en question avait permis aux autorités judiciaires américaines et à la Securities Exchange Commission (la SEC, l'organisme américain de contrôle des activités boursières) d'obtenir, en janvier 1989, toujours dans le cadre de l'affaire Triangle-Pechiney, le blocage de plusieurs comptes ouverts dans cinq établissements bancaires des cantons de Vaud, de Genève, de Zurich et du Tessin. Auparavant, l'Office fédéral de la police helvétique avait décidé, en avril 1989, d'accorder l'entraide judiciaire au gouvernement américain dans l'affaire de l'Iranga. Surtout, une grande première avait défrayé la chronique internationale : en mars 1976, lorsque le Conseil fédéral de Berne accepta de bloquer les avoirs du même Ferdinand Marcos, ce qui n'avait jamais été fait pour le chah d'Iran, lorsque le régime de l'ayatollah Khomeiny voulut récupérer des fonds déposés en Suisse par le souverain iranien.

Le fameux secret bancaire suisse est-il devenu une véritable passoire, au contraire du Luxembourg, qui, lui, a récemment renforcé, par une loi, son secret, au plus grand bénéfice de ses banques ? « Doucement, doucement », répond un banquier helvétique, qui, comme tout bon compte à numéro, préfère garder l'anonymat. « Chez nous, le secret bancaire est toujours farouchement protégé, avec des sanctions

pénales, mais, depuis le début, il a été assorti de limitations légales : nos banques ne peuvent refuser de témoigner dans une procédure pénale suisse lorsque la législation helvétique est violée, et cela peut se produire non seulement dans les affaires de drogue, mais aussi dans le domaine fiscal. »

#### Soustraction fiscale n'est pas fraude

Sans doute, la Suisse est l'un des seuls pays, avec le Luxembourg et l'Autriche, où le secret bancaire soit consacré, non seulement par un contrat, tacite ou écrit, entre la banque et le client, mais aussi par la loi (articles 27 et 28 du code civil). L'article 47 de la loi fédérale sur les banques punit d'une amende de 50 000 francs suisses au maximum (190 000 francs) et d'une peine de six mois de prison toute violation du secret bancaire. De plus, cela constitue, en Suisse, ce qu'on appelle un délit poursuivi d'office, qui entraîne l'ouverture systématique d'une enquête pénale sans que la partie lésée l'ait requise. Cette procédure a été employée, notamment, au début des années 80, lorsque les employés de banque helvétiques procurent aux douaniers français des relevés informatiques concernant les dépôts (clandestins) de clients français.

A cette occasion, il convient de préciser la portée du secret bancaire en matière d'impôts. Il convient de distinguer la soustraction fiscale, qui n'est pas un délit pénal en Suisse, de la fraude fiscale, qui en est un. Il y a soustraction fiscale lorsqu'un contribuable falsifie sa déclaration d'impôts en minorant, par exemple, le montant de ses revenus, ou s'il ne déclare pas certains revenus alors que la loi lui en fait l'obligation. En revanche, il y a fraude fiscale, délit particulièrement grave, lorsque le contribu-

ble tente de tromper le fisc en produisant des documents falsifiés. En Suisse, donc, le secret bancaire ne couvre, pour les étrangers, que la soustraction fiscale et non la fraude pour laquelle l'entraide judiciaire internationale est accordée, cette disposition étant renforcée par la loi fédérale sur l'entraide internationale en matière pénale (EIMP) de 1983.

« En Suisse, nous sommes des légalistes, réaffirme notre banquier, et, si nous ouvrons les livres de nos banques pour la lutte contre les narcodollars, c'est que la criminalité s'internationalise. » Ce qu'il oublie de dire, c'est que les pressions pour obtenir des informations sur cette criminalité s'internationalisent elles aussi et que, récemment, les autorités helvétiques sont obligées de collaborer, sans oublier la raison d'Etat, lorsqu'il s'agit, par exemple, de Ferdinand Marcos qui, tout de même, avait « exagéré ». Déjà, l'anonymat pur a été levé, puisque, depuis 1987, il n'est pas possible d'ouvrir un coffre en Suisse sans déclarer son nom, prénoms et adresse. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1988, le délit d'initiale en Bourse est devenu une infraction pénale en Suisse (article 161 du code). « Que voulez-vous ? s'écrit notre banquier. Tous nos clients ne sont pas des pourvoyeurs de drogue et des initiés, et même le Luxembourg, dans une loi du 7 juillet 1989, punit pénalement les opérations sur les narcodollars. Un client étranger qui veut, chez nous, échapper aux inquisitions de son fisc national en matière de revenu et de succession, ou, simplement, bénéficier de discrétion pour ses affaires personnelles, peut être assuré que notre secret bancaire reste du béton : c'est vital pour nous ! »

FRANÇOIS RENARD

### Zoug, la Suisse au carré

Dix mille holdings pour vingt mille habitants, qui dit mieux ? Zoug est une petite Suisse dans la Suisse, avec la démocratie locale et bienveillance financière. Grâce à une loi de 1928 qui visait à l'époque à attirer les sociétés de capitaux, le plus petit canton suisse est devenu un paradis fiscal très apprécié des multinationales.

Ce n'est pas tant une question de taux d'imposition que d'état d'esprit. A Zoug, une personne morale, même pas très morale, ne risque pas les habituelles tracasseries administratives-judiciaires qui font de la plupart des pays un enfer pour les hommes d'affaires de talent. Prenez par exemple Marc Rich. Un véritable as de la finance, un dieu du trading. Aux Etats-Unis, il risque trois cents et quelques années de prison pour fraude fiscale et détournement de l'embargo américain sur le commerce avec l'Iran. Après s'être acquitté d'une amende de 172 millions de dollars, il a préféré se réfugier, avec sa société, la Marc Rich and Co., à Zoug. C'est ainsi que le charmant bourgeois, enrichi dans les montages entre Zurich et Lucerne, est devenu l'un des premiers centres mondiaux du commerce du pétrole, la première spécialité de Marc Rich.

Zougois et Zougoises n'ont qu'à se féliciter de l'attrait particulier de leur canton : ils ont le revenu par tête le plus élevé de Suisse, devant les Bâlois. « Nombre d'élus, qu'ils soient

députés ou magistrats, siègent dans les conseils d'administration d'une nuée de sociétés », écrit Alain Richard dans la Suisse dans nos Etats, si bien qu'à Zoug l'« inbrication de l'Etat et de l'économie atteint des sommets inouïs ». Il arrive que le canton doive désigner un procureur extraordinaire parce que le titulaire est trop directement concerné par les enquêtes en cours... »

Rançon du succès, les Zougois ne sont pas partageurs : ils n'accroissent pas facilement l'indigénat aux travailleurs venus de Lucerne ou de Zurich, et la citoyenneté zougoise n'est l'apanage que d'un quart des habitants du canton. Début novembre, Zoug s'est fait remarquer par une histoire honteuse même selon les critères locaux : une trentaine de nervis du Front patriotique, un parti d'extrême droite, a attaqué, en plein jour, un foyer de réfugiés kurdes, cassant tout et blessant plusieurs personnes, dont un fonctionnaire fédéral. La police zougoise, prévenue, a assisté sans broncher à la scène : « Ils sont partis au moment où nous nous disposions à intervenir », s'est excusé le commissaire par la suite. Ce qui a permis à un représentant de l'opposition de gauche de conclure : « A Zoug, les capitaux étrangers, même sales, sont mieux protégés que les hommes étrangers. »

SOPHIE GHERARDI

Where to look before you leap

The Economist

Independent Views of World Affairs, Business, Finance, Science, Every Friday.

Traduction de l'annonce ci-dessus : « Mieux vaut regarder par ici avant de sauter ». The Economist, des analyses indépendantes sur les affaires du monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.

سكزا من الامل

**Le Monde**  
**L'IMMOBILIER**

**DOMICILIATION  
X, TÉLÉCOPIE, TÉLEX.  
CO, 42-94-95-28.**

100 £ per sem.,  
demi-pension.  
Rens. : 172 New Kent Road  
LONDON SE 1 4YT-GB  
18-44-1-703-41-75.

## Le démantèlement de NTT

de yens (quelque 256 milliards de francs) supérieur au produit national brut des Philippines, des investissements représentant 10 % du total des investissements industriels japonais, des dépenses en publicité et relations publiques qui s'élèvent à 22 milliards de yens et en régression, qui atteignent néanmoins 425 milliards de yens. Quant à son budget annuel en recherche et développement, il se chiffre à quelque 210 milliards de yens, ce qui fait de NTT un leader mondial en ce domaine.

Gravitation autour de la région NITI, un puissant lobby de politiciens et de quelques entreprises privatisées (la « famille des télécoms ») qui emportaient tous les appels d'offres. Les entreprises de la « famille » contribuaient, grâce à des contrats avantageux à financer, à faire passer les licences de télévision à la télévision publique. Les interventions protégeaient le fief des interventions extérieures. Avec la privatisation, les appels d'offres eurent un caractère plus ouvert : en réalité, le « gâteau » NITI se répartit inégalement mais suivant un schéma d'échange. NITI demeura, comme toujours, le maître du jeu. Les appels d'offres des grands bailleurs de fonds (la « grande bourgeoisie de fonds de la Parli conservateur », Fleuret de la privatisation, NITI est l'un des meilleurs exemples des nouvelles niches » offertes par la déregulation de M. Naksonne pour obtenir des fonds politiques.

Aujourd'hui, NTT a été trop impliquée dans le scandale Recruit pour qu'elle puisse servir à nouveau, telle qu'elle, et des finances saines occulter. Tant le MPT que la stratégie de pouvoir que les lobbys japonais en affaires au sein du Parti libéral ont élaborée ont été démantelées. Le mouvement de NTT. Le premier point dans cette scission sous occasion d'accroître son contrôle (il est plus facile de dominer onze entreprises qu'une moyenne qu'une entreprise individuelle) (1) et de se débarrasser de la possibilité de satisfaire nouveaux fiels (les nouvelles entreprises auront en effet besoin de sérieux appuis politiques). C'est donc tout naturellement que le mouvement de président du parti libéral a été dirigé vers une politique d'indépendance. M. Mitsuoka, prince la vision de NTT.


**Le démantèlement de NTT pour-  
rait faire l'objet de marchandages  
politiques entre libéraux démoc-  
ratiques et socialistes (signifiés  
par le syndicat de l'entreprise),  
notamment à propos de la révision  
de la TVA, il est vraisemblable que  
dans un premier temps NTT ne  
sera contrainte qu'à finaliser cer-  
taines de ses activités. Mais dans  
un ou trois ans, le démantèle-  
ment d'un géant, qui politiquement  
présente moins d'intérêt qu'appa-  
rent, n'est pas à exclure.**

**PHILIPPE PONS**

L'éventuel démantèlement de NTT n'est pas étranger à la décision du ministre de surseoir à son introduction en Bourse. Périodiquement agitée, la question de la fin du monopole de fait de NTT sur le marché principal grand marché des télécommunications japonaises a inquiété les milieux politico-économiques et n'est pas indifférente à l'opinion publique à voir la floraison de livres qui en traitent. La direction de NTT, le puissant syndicat-maison (Zemdensu) et le million et demi d'actionnaires sont farouchement opposés au démantèlement. Cette « union sacrée » est appuyée par le ministre des Finances, qui estime qu'une division ne pourrait que faire baisser davantage le cours des actions. En revanche, le ministre des postes y est favorable comme le parti gouvernemental. Quant au patronat (Keizai-dan), il est partisan d'un gel de la concurrence, mais pas, soi-disant, dans cet attentisme des recommandations de la Fair Trade Commission, équivalent local de la Commission de la libre concurrence.

Dans sa contre-attaque, la direction de NTT a décidé plusieurs mesures : réduction des tarifs des communications à longue distance, l'intérieur de l'archipel (qui sont actuellement pratiquement le double de ceux pratiqués aux Etats-Unis et en Europe) et efforts de rationalisation. NTT entend augmenter le nombre de ses employés (278 000) au cours des cinq prochaines années afin d'améliorer la productivité. Une réduction des effectifs qui devrait s'opérer pratiquement sans douleur : 200 000 employés partent chaque année à la retraite, environ 1 500 seront déplacés vers des filiales et le rythme des embauches sera réduit. En revanche, NTT compte augmenter ses dépenses en recherche et développement, l'un de ses atouts majeurs.

Les partisans de la division avancent des arguments économiques pour justifier leur position et notamment le principe de la libre concurrence. Bien que théoriquement dépossédée du monopole, l'elle détenait lorsqu'elle était une entreprise publique (jusqu'en 1985), et malgré l'apparition de concurrents, NTT contrôle toujours 98,5% du marché des communications et 96,8 de celui des lignes spécialisées. Les nouveaux



**SUR FRANCE INFO**  
**TOUTES LES DEMI-HEURES**

Avec Jean-Pierre Gaillard et Christophe Baille  
 Toute l'information économique et financière

- A 7 h 57, la clôture des grands marchés

**TOKYO, WALL STREET, PARIS**

- La Bourse de Paris en direct
- La vie des affaires

**De 6 heures à 1 heure du matin.**



AFFAIRES

# Des records en Bourgogne

Excellente année pour la qualité des vins, 1989 sera aussi celle de la flambée des prix, notamment pour les blancs. Les négociants sont tout de même à la recherche de nouveaux marchés.

**E**n ce mois de novembre 1989, qui dans sa troisième semaine a vu revenir, rituellement, les Trois Glorieuses bourguignonnes, avec la 129<sup>e</sup> vente aux enchères des Hospices de Beaune, la Bourgogne, celle des viticulteurs et celle des négociants, nage dans un bonheur discret, comme l'an dernier. Les prix du vin qui, il y a quatre ans, avaient brutalement chuté après trois ans d'ascension continue et une véritable explosion en 1985 (+ 80 % sur les rouges à la vente des Hospices), ont poursuivi leur reprise, amorcée en 1986 et, en novembre constant, rejoint, dépassé même pour les blancs, les niveaux records de 1985.

A la veille de la vente, les sondages dans la profession laissent prévoir une augmentation moyenne de 15 %, certains pronostiqueurs montant à 20 %, et même 30 %. Résultat : une formidable flambée sur les prix des vins blancs des Hospices, près de 97 % en moyenne. Les acheteurs payèrent 82 600 francs pour une pièce de 228 litres, soit au départ 270 francs pour une bouteille qui, marge du négociant comprise, atterrira à près de 400 francs sur la table du consommateur, et à Dieu sait combien sur celle des restaurants, où le coefficient multiplicateur dépasse souvent le chiffre de quatre.

Un sujet britannique, M. Robert Klapp, qui a fait fortune en Grande-Bretagne, s'est même payé cinq pièces du magnifique et puissant corton-Charlemagne à 300 000 francs l'unité, soit 1 000 francs la bouteille ! On a aussi noté un bond de 155 % sur des pièces de meursault genevrières. Le reste à l'avenant.

En revanche, les prix des vins rouges sont restés « sages » (+ 13,5 %, à 37 000 francs la pièce en moyenne), ce qui a un peu surpris les professionnels, mais reflète bien néanmoins la physionomie du millésime 1989.

Ce millésime est qualifié de « grand », grâce à des conditions climatiques exceptionnellement favorables, comme partout en France.

## Des rouges « harmonieux et charnus »

Le débordement de la vigne a été hâtif, les températures ont toujours été supérieures aux normes saisonnières et, fait important, le raisin n'a pas souffert de la sécheresse, grâce à des orages non destructeurs au cours de l'été qui ont permis d'entretenir une humidité suffisante des sols et mouillé les feuilles en début de nuit. Comme partout également, les vendanges ont été avancées de quinze jours, avec un état sanitaire parfait, sans aucune attaque de la redoutable pourriture grise.

En conséquence, suivant le communiqué officiel de l'interprofession : « Les vins rouges sont harmonieux et charnus, marqués par un moelleux révélateur des grandes années. Les arômes, fidèles à la lignée pinot noir, expriment puissance, diversité, fraîcheur et grande distinction. » Quant aux bourgognes blancs, ils sont « riches et gras », et développent des « arômes de fleurs et de fruits jaunes, qui évoluent vers des notes de fruits secs (noisettes, amande grillée) et de miel. Pleins et structurés, ils affirment moelleux et générosité ».

En langage décodé, cela veut dire que 1989 sera surtout « une année de blancs », comme l'estime M. Claude Bouchard, chef de la maison Bouchard Père et Fils, qui souligne « les degrés exceptionnels » des blancs. Effectivement, les vitificateurs, dans le vignoble et dans le négoce, n'ont pas eu besoin de chaptaliser, c'est-à-dire d'ajouter du sucre pour relever des degrés d'alcool insuffisants, comme cela se fait habituellement et légalement.

Bref, les bourgognes blancs (meursault, chassagne-montrachet, puligny-montrachet, chablis, mâcon, pouilly-fuissé, rully, givry) sont très beaux : « On n'a jamais vu cela depuis cinquante ans », assure M. Hubert Camus, président de l'interprofession.

Les vins rouges, qui auraient dû bénéficier de l'extrême chaleur, comme en 1976, sont plus irréguliers, avec de très belles réussites, mais moins qu'en 1988, très grand millésime, sans oublier 1983, puissant et terrible, et 1985, plus rond et plus séduisant. De toute façon, en Bourgogne, les grandes années

alternent entre blancs et rouges. Il n'en reste pas moins que l'explosion des prix des vins blancs à la vente des Hospices est qualifiée de « folle » par le négoce (pas par les vignerons !). Ils soulignent que ces prix sont déjà élevés, et que les Américains qui, avec les Britanniques, absorbent 50 % des exportations bourguignonnes de blancs sont mécontents. « Ils rêlent, et les ventes vont plonger », avertit M. André Gagey, chef de la maison Jadot et président du syndicat des négociants. « C'est très dangereux », lui fait écho M. Claude Bouchard. Effectivement, les ventes aux Etats-Unis, le premier marché, déclinent sensiblement depuis 1985, millésime pour lequel l'envolée des prix conjuguée avec la baisse du dollar, causa véritablement la tendance haussière.

Sans doute, les prix des ventes des Hospices, l'enthousiasme des

acheteurs aidant, sont-ils deux à trois fois supérieurs à ceux des transactions courantes. Dieu merci, mais « nous sommes un peu inquiets », déclare M. Gagey, se déclarant incapable de faire des prévisions. « On ne contrôle pas les prix », déplore-t-il, assurant diplomatiquement que « ce n'est la faute ni des viticulteurs, ni des négociants, ni des courtiers » (parfois accusés de pousser au crime). Selon lui, c'est « l'ambiance » et la demande générale qui incitent à payer plus cher en 1989. Il est vrai que les stocks sont en baisse, après des sorties de propriété très importantes. De plus, il n'y a pas assez de vins blancs à la production en Bourgogne, malgré une augmentation continue. En dix ans, l'augmentation des quantités produites a été de 92 % contre 75 % sur les rouges, le tout s'appliquant à une production totale en augmentation de 80 % à 1 100 000 hectolitres actuellement, dont 60 % sont

exportés pour un montant de 2,4 milliards de francs. En 1940, les vins blancs ne comptaient que pour 25 % dans la récolte bourguignonne. Leur part a donc doublé, en attendant mieux, avec les plantations en cours à Chablis.

## Le Japon, nouveau client

Pour écouler tout cela et se mettre à l'abri des cycles impossibles à maîtriser (peut-être y aura-t-il une chute de la demande dans un an ou deux, comme en 1985), il faut trouver de nouveaux marchés. Le Japon en est un et l'Extrême-Orient aussi, comme pour le cognac et le champagne. Les achats nippons ont bondi de 52 % en 1987-1988 et encore de 50 % en 1988-1989, l'Empire du Soleil-Levant devenant le cinquième client de la Bourgogne après être devenu le second en cognac. « Le

Japon, c'est les Etats-Unis il y a vingt ans », estime-t-on à Beaune.

Quant au marché français, il change de physionomie et d'habitudes. Sa progression reste satisfaisante (+ 50 % en volume sur dix ans), avec un total de 400 000 hectolitres et une consommation des particuliers atteignant 60 %. Le reste pour l'hôtellerie-restauration. Mais le fait notable, pour les particuliers, est le très fort développement des ventes effectuées par les grandes surfaces, dont la part de marché est passée en dix ans de 29 % à près de 50 %.

Aujourd'hui, ces grandes surfaces font des efforts de présentation (bouteilles couchées, sans trop d'exposition à la lumière) et prennent des initiatives, comme cette mise en vente par Intermarché et autres à l'automne dernier, de 1 800 000 bouteilles de bordeaux, dont de grands châteaux au « petit » millésime 1987.

De cette évolution, la Bourgogne devra tenir compte, ainsi que de l'Europe de 1993. Traditionnellement individualistes, ses viticulteurs et négociants viennent de consentir un bel effort en créant une structure comme le Bureau interprofessionnel (BIVB), qui regroupe trois départements (Côte-d'Or, Yonne et Saône-et-Loire). Son objet est de mieux valoriser l'image du bourgogne à l'étranger ou en France, où il doit être « prévenu » lorsqu'il est distribué dans les grandes surfaces. Le responsable de la communication bourguignonne, M. Bertrand Devillard, chef de la maison Rodet à Mercuray, l'un des hommes les plus dynamiques des trois régions, aura fort à faire s'il veut dans ce domaine rattraper l'interprofession bordelaise, très active en matière de promotion.

FRANÇOIS RENARD

## CONSTRUIRE, C'EST UN DON...

Il faut du talent pour concevoir les espaces les mieux adaptés aux désirs des futurs utilisateurs.

Il faut du métier pour construire des logements et des bureaux de qualité.

A la SINVIM, Société d'Investissements Immobiliers de France, nous vous offrons une expérience fondée sur une

longue pratique de l'aménagement et de la construction, en un quart de siècle 70 000 logements, 550 000 m<sup>2</sup> de bureaux, commerces, locaux d'activité et de loisirs.

Nous sommes 150 à mettre notre savoir-faire, notre expérience et notre enthousiasme en commun pour créer des lieux où il fait bon vivre, travailler et se détendre.

Chaque lieu possède un génie qui lui est propre.

La SINVIM sait l'apprivoiser pour vous.

**SINVIM**  
GROUPE COMPAGNIE BANCAIRE

le génie des lieux  
5, Avenue Kléber 75116 PARIS - Tél. : 40.67.31.86

هكذا من الامم





## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 22 NOVEMBRE

[illegible]

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

22/11

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net
Obligations						Étrangers											
9,00 5,80 77	222	4.412	Champion (H)	100	150	Miguelito Uniprix	.....	160	Vian	163	.....	A.A.A.	1036 68	1071 68	France-Gazette	268 12	267 58
9,00 5,75 93	89 50	3.571	C.I. France, d.c.	223 50	223 50	Magnet S.A.	.....	232 28	Waelen S.A.	940	105 10	Action	238 25	107 53	France-Indus. Scov	110 22	107 53
10,00 5,75 94	102 31	2.338	C.I. Industrie	730	730	Alind Parat	.....	382 10	Reus de Marse	105 10	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
12,25 6,00 94	101 57	3.649	Chen	200	1182	Alind Parat	.....	682	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat	.....	133	.....	.....	.....	Action France	576 50	556 68	France-Indus. Scov	453 10	452 45
16,25 6,25 93	100 75	3.982	Chen	1332	1332	Alind Parat											

Cote des changes					Marché libre de l'or				
MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 22/11	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 22/11		
			Achat	Vente					
Euro-Unité (5 £)	9 984	6 157	6 480	6 950	Or fin (à la onz)	78900	80800		
ECU	6 954	6 948			Or fin (en lingot)	79500	80600		
Allemans (100 DM)	340 880	341 070	330	350 600	Pièce française (20 H)	482	489		
Belgians (100 F)	18 224	18 242	16 800	18 700	Pièce française (10 H)	368			
Swiss (100 Sfr)	301 910	302 240	311 500	322 500	Pièce française (5 H)	180	186		
Danmarks (100 Kr)	10 800	87 610	84 500	91 500	Pièce française (2 H)	400	455		
Hollands (100 fl)	80 080	88 970	87 900	94 600	Sous-sol	580	588		
Grande-Bretagne (£ 1)	9 736	9 695	9 500	10 150	Pièce de 20 dollars	2936	2980		
Quatre (100 dollars)	3 785	3 760	3 400	3 800	Pièce de 10 dollars	1570	1625 50		
Canada (100 \$)	4 627	4 626	4 400	4 800	Pièce de 5 dollars	680			
Suède (100 kr)	362 500	363 300	371	395	Pièce de 100 pesetas	3010			
Salut (100 pes)	96 550	96 290	93	100	Pièce de 10 lire	477	482		
Autriche (100 sch)	48 360	48 425	48 800	49 800	Or Louche				
Espagne (100 pes)	16 500	16 500	16 500	16 500	Or Zurich				
Portugal (100 esc)	3 940	3 933	3 950	4 380	Or Hongkong				
Corée (500 w)	5 302	5 276	5 100	5 500	Argent London				
Japan (1000 yen)	4 303	4 287	4 160	4 370					

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

